

sous la direction de

Geoffrey Pleyers & Brieg Capitaine

Mouvements sociaux

Quand le sujet devient acteur

54



Postface de Michel Wieviorka

Mouvements sociaux

Quand le sujet devient acteur

Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine (dir.)

DOI : 10.4000/books.editionsmssh.9891
Éditeur : Éditions de la Maison des sciences de l'homme
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2016
Date de mise en ligne : 31 mai 2017
Collection : 54
ISBN électronique : 9782735122868



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 16 juin 2016
ISBN : 9782735121007
Nombre de pages : 288

Référence électronique

PLEYERS, Geoffrey (dir.) ; CAPITAINE, Brieg (dir.). *Mouvements sociaux : Quand le sujet devient acteur*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016 (généralisé le 03 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editionsmssh/9891>>. ISBN : 9782735122868. DOI : 10.4000/books.editionsmssh.9891.

© Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

sous la direction de

Geoffrey Pleyers & Brieg Capitaine

Mouvements sociaux

Quand le sujet devient acteur

54



Postface de Michel Wieviorka

Mouvements sociaux

sous la direction de

Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine

Mouvements sociaux

Quand le sujet devient acteur

Postface de Michel Wieviorka

Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Collection dirigée par Michel Wieviorka

PARUS :

Ce que la religion fait aux gens, d'Anne Gotman

Communication et pouvoir, de Manuel Castells

Semé sans compter, de Nicolas Ellison

Musicologie et occupation, de Sara Iglesias

L'humanisation de la nature, d'André Stanguennec

Laïcité, laïcités. Reconfigurations et nouveaux défis,

Jean Baubérot, Micheline Milot et Philippe Portier (dir.)

Penser global, Michel Wieviorka, Laurent Lévi-Strauss

et Gwenaëlle Lieppe (dir.)

Les Amériques, des constitutions aux démocraties,

Jean-René Garcia, Denis Rolland et Patrice Vermeren (dir.)

Boire en Turquie, de Sylvie Gangloff

New Cannibal Markets, de Jean-Daniel Rainhorn et Samira El Boudamoussi (dir.)

Individu, personne et parenté en Europe, de Enric Porqueres i Gené

La sociologie chinoise avant la Révolution, de Li Peiling et Qu Jidong

Illustration de couverture

Global Democracy Now. Occupy London. Tents in front of St Pauls, London

Sunday 16th October 2011

© Neil Cummings



Suivi éditorial

Nathalie Vaillant

Relecture d'épreuves

Guillaume d'Estève de Pradel

Mise en page

Nathalie Vaillant

© 2016, Éditions de la Maison des sciences de l'homme

ISBN : 978-2-7351-2100-7

Sommaire

Introduction · La subjectivation au cœur des mouvements contemporains (<i>Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine</i>)	7
--	---

PREMIÈRE PARTIE

Du sujet au global :

la subjectivation au cœur des « mouvements des places »

Chapitre 1 · De la subjectivation à l'action. Le cas des jeunes alter-activistes (<i>Geoffrey Pleyers</i>)	27
Chapitre 2 · La subjectivité des femmes « çapulcu » à Gezi (<i>Buket Türkmen</i>)	49
Chapitre 3 · Le parc Gezi : l'espace d'un mouvement social dans un imaginaire global (<i>Deniz Günce Demirhisar</i>)	71
Chapitre 4 · L'engagement en mouvement : des « soixante-huitards » à la résistance de Gezi (<i>Esin Ileri</i>)	87
Chapitre 5 · Du sujet à l'institution. L'Espagne, le 15M et Podemos (<i>Antonio Álvarez-Benavides</i>)	101

DEUXIÈME PARTIE

Du conflit local aux enjeux globaux

Chapitre 6 · Russie : mobilisations locales et bien commun (<i>Karine Clément</i>)	117
Chapitre 7 · Les travailleurs précaires en action : l'affirmation des sujets dans la crise de la démocratie (<i>Daniele Di Nunzio</i>)	131
Chapitre 8 · « <i>Civil marriage not civil war</i> ». L'engagement anticonfessionnaliste dans le Liban d'après-guerre (<i>Alexandra Kassir</i>)	147

Chapitre 9 · Le sujet local et global. À propos des ressources naturelles dans les pays andins (<i>Narda Henriquez</i>)	163
Chapitre 10 · Le mouvement anti-ACTA en Pologne (<i>Lukasz Jurczyn</i>).....	179
Chapitre 11 · Entre localisme et universalisme : le <i>Maidan</i> ukrainien en 2013 (<i>Anton Oleinik</i>)	191

TROISIÈME PARTIE

Faire face au racisme et à la violence

Chapitre 12 · Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie (<i>Emanuele Toscano</i>)	207
Chapitre 13 · <i>Zaitoku-kai</i> , nouveau mouvement raciste au Japon (<i>Chikako Mori</i>).....	217
Chapitre 14 · Trauma et solidarité. Les survivants des pensionnats indiens face à la violence coloniale (<i>Brieg Capitaine</i>)	229
Chapitre 15 · Radicalité et non-violence dans le conflit israélo-palestinien (<i>Brigitte Verscheure Beauzamy</i>)	247
Chapitre 16 · Après le désengagement : les défis de la reconstruction identitaire des ex-guérilléros (<i>Massoud Sharifi Dryaz</i>).....	259
Postface (<i>Michel Wieviorka</i>).....	273
Présentation des auteurs.....	279

Geoffrey PLEYERS

FNRS-Université de Louvain

Centre d'analyse et d'intervention sociologiques

Brieg CAPITAINE

Université d'Ottawa

Introduction

La subjectivation au cœur des mouvements contemporains

« Pratiquer les sciences sociales, c'est produire des connaissances qui sont capables d'élever la capacité d'action de certains acteurs et des sociétés sur elles-mêmes. » Michel Wieviorka

Les mouvements sociaux ont profondément marqué la première partie des années 2010. Des manifestations réclamant plus de démocratie ont fait irruption sur les places, dans les rues et les quartiers du monde arabe, du sud de l'Europe, des États-Unis, de la Russie, du Chili, de la Bulgarie, de Hong Kong, et d'Afrique de l'Ouest. Résolument ancrés dans leur contexte local et national, mais résonnant les uns avec les autres, ces mouvements ont porté les espoirs d'une nouvelle génération globale.

Les mouvements sociaux contemporains ne se résument pas aux grandes mobilisations pour la démocratie, couvertes par les médias occidentaux. Les auteurs de cet ouvrage montrent que c'est souvent au niveau local et loin des projecteurs des médias qu'ils se déploient aujourd'hui. En même temps que ces mouvements de démocratisation, d'autres, conservateurs, racistes et xénophobes se sont également développés. Les idées et partis d'extrême droite rencontrent un nouveau succès dans les pays occidentaux ou au Japon alors que l'islam radical séduit des jeunes sur tous les continents.

Les cadres classiques de l'analyse des mouvements sociaux se révèlent insuffisants pour comprendre ces nouveaux acteurs. Les approches instrumentales de la participation montrent leurs limites : ces actions ne se réduisent pas à l'impact qu'elles ont sur la scène de la politique institutionnelle. Elles ne sont pas que des actions orientées par des structures d'opportunités politiques ou par l'envie d'intégrer l'espace politique¹, d'abord comme des *challengers* puis, progressivement au fil du processus d'institutionnalisation, comme des acteurs à part entière de cette arène. La distinction établie, dans les années 1970 et 1980, entre des mouvements classiques, centrés sur des organisations de masse ou des demandes orientées vers la redistribution, et de « nouveaux mouvements sociaux » mobilisés autour des enjeux de la reconnaissance n'est guère plus opérante. Les révoltes des années 2010 ne sont plus des « nouveaux mouvements sociaux ». Elles mêlent profondément les revendications économiques, sociales, politiques et culturelles et les combinent avec une forte dimension éthique. Elles sont à la fois profondément personnelles et globales², ancrées dans des enjeux locaux et nationaux tout en s'inscrivant dans une vague mondiale de mobilisation.

À partir de solides recherches empiriques portant sur différents types de mouvements (démocratiques, écologistes, conservateurs, indigènes...) dans quatorze pays (France, Belgique, Italie, Espagne, Pologne, Russie, Ukraine, Turquie, Liban, Kurdistan, Palestine, Pérou, Canada et Japon), les contributions réunies dans cet ouvrage soulignent la nécessité d'intégrer pleinement l'analyse de la subjectivation des activistes dans la compréhension du sens des mouvements contemporains. Ce qui frappe en effet dans chacune de ces analyses, c'est l'ampleur de l'engagement personnel dans chacun de ces conflits. L'engagement d'aujourd'hui n'y est pas que social et collectif. Il est aussi profondément personnel. L'implication dans un mouvement social travaille profondément l'individu jusque dans sa subjectivité et sa subjectivation, entendue comme la manière de se penser et de se construire soi-même comme principe de sens³. Le rapport

1. Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
2. Kevin McDonald, *Global movements: Action and Culture*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006 ; Michel Wieviorka, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n°2, p. 13-19.
3. Michel Wieviorka, *Retour au sens. Pour en finir avec le déclinisme*, Paris, Robert Laffont, 2015 ; Alain Touraine et Farhad Khosrokhavar, *La recherche de Soi*.

à l'action est vécu sur le mode de l'espoir, du désenchantement, de la lassitude, des émotions plutôt qu'en termes d'efficacité, de succès ou d'échec.

Au fil des chapitres se déploient une perspective sur les mouvements contemporains articulée autour de trois propositions analytiques formulées par Michel Wieviorka :

1. Les dynamiques de subjectivation et des dimensions subjectives occupent une place centrale dans les mouvements contemporains.
2. Ces mouvements se déploient et s'organisent à différentes échelles, du local au global. Les dimensions globales de ces mouvements ne doivent pas conduire à sous-estimer l'importance des échelles locales et nationales.
3. L'étude des mouvements sociaux progressistes et celle des mouvements conservateurs ne doivent pas être considérées comme relevant de deux champs d'analyse séparés. Les outils analytiques proposés doivent être tout aussi utiles pour comprendre les mouvements d'émancipation, les acteurs conservateurs ou ouvertement racistes.

La subjectivation au cœur des mouvements sociaux

Pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Michel Wieviorka nous invite à accomplir un « grand écart analytique » en allant « du sujet personnel, ce qu'il y a de plus intime, de propre à chacun de nous, jusqu'à la globalisation, ce qu'il y a de plus général et qui affecte si fortement notre vie »⁴. Il poursuit et développe la proposition d'Anthony Giddens qui soulignait « l'interconnexion croissante entre les deux extrêmes : l'influence de la globalisation d'un côté, celle du soi de l'autre »⁵. L'articulation de la globalisation et de la subjectivation permet non seulement de repenser les formes d'engagement, mais aussi de jeter un nouveau regard sur l'action collective et le sens des luttes politiques à l'âge global.

Dialogue sur le sujet, Paris, Fayard, 2000.

4. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008, p. 11.

5. Anthony Giddens, *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford, Stanford University Press, 1991, p. 11.

Le cœur des mouvements sociaux d'aujourd'hui, ce qui mobilise les citoyens et les fait descendre dans la rue ou s'investir dans leur quartier, échappe en grande partie aux approches instrumentales et aux théories de la mobilisation des ressources ou des *contentions politics*, centrées sur l'arène de la politique institutionnelle. Ce qui distingue un mouvement social n'est pas son caractère moins institutionnalisé qu'une action politique, mais sa portée visant des orientations qui façonnent le social et les rapports sociaux⁶, le sens donné aux normes et aux valeurs centrales d'une société, comme la démocratie, l'égalité ou l'autonomie des individus. Comme le résume Michel Wieviorka, le concept de mouvement social se réfère à « la signification la plus haute d'une action conflictuelle, dans laquelle un sujet se dresse contre les méthodes de rationalisation des acteurs dirigeants, met en cause leur pouvoir, la façon dont ils pensent et dirigent l'historicité »⁷. Or, aujourd'hui, c'est au niveau de la subjectivité même des individus, de la manière dont ils se construisent comme sujets et acteurs que se joue une partie essentielle des enjeux des mouvements contemporains et que se trouve l'un des pôles majeurs de la transformation de la société. C'est dans la relation à soi, dans une éthique personnelle et une volonté de cohérence que se trouvent le sens et le moteur de l'engagement de nombreux activistes des années 2010.

Mais, si le sujet est un rapport de soi à soi, n'y a-t-il pas un risque de s'enfermer dans une perspective microsociologique, voire psychologue? N'est-ce pas finalement céder à une représentation néolibérale de la société faisant reposer toute la responsabilité sur l'individu? Cette critique renvoie à une interprétation réductrice d'une perspective associant le sujet à l'idéal d'un individu libéré de tout rapport de domination. Opposés à une approche réductrice du sujet, Michel Wieviorka et les chercheurs du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques proposent de placer au centre de l'analyse les processus de subjectivation et de dé-subjectivation⁸. Or, la subjectivation est entendue comme « la possibilité de se construire comme individu, comme être singulier capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient

6. Alain Touraine, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.

7. Michel Wieviorka, « Plaidoyer pour un concept », in François Dubet et Michel Wieviorka (dir.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine. Colloque de Cerisy*, Paris, Fayard, 1995, p. 210.

8. Michel Wieviorka, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012, p. 6.

économiques, communautaires, technologiques ou autres »⁹. Dans cette approche, la subjectivation n'est pas indépendante des rapports sociaux et des forces qui se déploient à un niveau macrosociologique. Son analyse met plutôt en tension les niveaux micro et macro et dépasse l'opposition inopérante entre ces niveaux qui est la source de nombreux malentendus. Cette subjectivation ne peut se réaliser pleinement, être acquise une fois pour toute, dans la mesure où elle réside dans un travail, un effort continu¹⁰, menant à une logique d'acteur et à la création et à l'extension d'un espace lui permettant de se manifester. Le résultat demeure dès lors toujours provisoire et évolutif mais aussi profondément ancré dans un principe d'opposition à toute dimension aliénante de la vie sociale.

Cette perspective centrée sur le processus de subjectivation qui structure l'action de nombreux activistes ne constitue pas un repli sur soi, mais augure d'un renouveau de la solidarité, de l'action collective et de la démocratie dans des formes et sous des conditions à repenser. Les contributions rassemblées dans cet ouvrage montrent que le processus de subjectivation, comme rapport à soi-même, implique à la fois des rapports conflictuels et une grande réflexivité des acteurs vis-à-vis d'eux-mêmes, mais aussi des organisations, de la société et de ses institutions. La subjectivité est à la fois un rapport à soi et un rapport au monde¹¹. Dès lors, partir des individus et de leur subjectivation informe autant sur le sens de l'action qu'il donne à voir une représentation de la société à l'âge global¹², les traits du rapport entre les acteurs et la société étant particulièrement visibles dans les modalités de l'engagement et les processus de subjectivation ou de déssubjectivation des activistes.

Les mouvements contemporains sont mus par des enjeux symboliques et culturels. Pour les comprendre, certains chapitres explorent de nouveaux horizons croisant la sociologie de l'action forgée par Alain Touraine et Michel Wieviorka avec des approches cognitives ou pragmatiques, inspirées respectivement par Jeffrey Alexander (chapitre 14) et par Laurent Thévenot (chapitres 6 et 11).

9. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Balland, 2004, p. 286.

10. François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, op. cit. ; Danilo Martuccelli, *Forgés par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Collin, 2006.

11. Matthieu de Nanteuil-Miribel, *La démocratie insensible, économie et politique à l'épreuve du corps*, Paris, Érès, 2009.

12. Danilo Martuccelli, *La société singulariste*, Paris, Armand Collin, 2010.

La production de soi et la résistance aux forces du marché, à l'emprise de la culture de masse ou à l'autorité sont centrales chez les jeunes « alter-activistes » étudiés par Geoffrey Pleyers (chapitre 1). Leur engagement trouve son fondement non pas dans un écart entre les positions structurelles des acteurs au sein d'un espace social intégré, mais dans leur résistance aux forces sociales ou non qui affectent leur existence. Changer le monde commence par une transformation de soi, de sa vie. L'exigence de cohérence conduit les acteurs à privilégier des formes d'action préfiguratives et à considérer la démocratie, la justice sociale ou la dignité comme des exigences personnelles qui se traduisent dans les pratiques quotidiennes¹³.

Cette dimension préfigurative de l'engagement et la connexion étroite entre subjectivation et mouvement social ont été particulièrement prégnantes dans les « mouvements des places » qui ont marqué le début des années 2010, sur la place Tahrir¹⁴, dans les campements des indignés (chapitre 5) et d'*Occupy*, dans le parc de Gezi à Istanbul (chapitres 1 à 4) ou dans les manifestations à Sofia¹⁵ et Hong Kong.

L'engagement dans un mouvement social ne repose plus sur une appartenance à une organisation militante. Il est vécu de manière profondément personnelle sans pour autant être synonyme d'individualisme. Il recrée des solidarités sur les places et dans la société, au-delà des clivages sociaux, culturels et religieux (chapitre 2). L'étude du « mouvement de Gezi », à Istanbul, en 2013, montre ainsi comment le campement sur une place occupée devient un espace d'expérience dans lequel la démocratie est envisagée par les acteurs, non plus sous sa forme institutionnelle ou morale, mais comme une relation sociale concrète de nature horizontale ou, pour le dire plus simplement, comme une façon de vivre ensemble.

Comme le souligne Deniz Günce Deminhisar (chapitre 3 p. 81) : « L'expérience du parc Gezi permet le dépassement collectif de sentiments institués comme le cynisme, l'indifférence à la politique, le défaitisme ou la peur. Cette expérience permet aux individus de se rendre compte de leur capacité d'action. » Les acteurs majeurs de ces « mouvements d'ex-

13. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des “mouvements des places” », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79.
14. Farhad Khosrokhavar, *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder, Londres, Paradigm Publishers, 2012.
15. Emmy Barouch, *The Protesters*, Sofia, New Bulgarian University Press, 2015.

périence»¹⁶ sont bien souvent des actrices. Buket Türkmen (chapitre 2) analyse le rôle joué par les femmes dans le mouvement de Gezi comme dans d'autres mouvements des places. Elles agissent pour les rendre plus conformes à leurs idéaux démocratiques. Elles se mobilisent contre le sexisme, contre la stigmatisation des homosexuels et des prostituées. Elles sont aussi au fondement des actions performatives et corporelles.

L'investissement personnel et subjectif dans ces espaces d'expérience est particulièrement intense. Aussi, lorsqu'ils se dissolvent, les individus n'en sortent pas indemnes.

Alexandra Kassir, Geoffrey Pleyers et Esin Ileri montrent que le mouvement ne s'épuise pas après les phases intenses de l'engagement, mais que les acteurs éprouvent une certaine solitude, une nostalgie après avoir quitté ces lieux qui leur permettaient d'allier réalisation de soi et engagement. De nombreux acteurs cherchent alors d'autres formes de réalisation du projet, dans des forums à Istanbul (chapitre 4), dans les quartiers des villes espagnoles, ou s'appuient sur l'élan suscité pour proposer des alternatives en matière de politique institutionnelle, comme en Espagne (Alvarez, chapitre 5) ou à partir du parti pro-kurde HDP¹⁷ en Turquie¹⁸.

Du local au global

Penser les mouvements sociaux contemporains implique de dépasser le « nationalisme méthodologique »¹⁹ compris comme une présomption selon laquelle l'État-nation est l'unité privilégiée d'analyse de l'action sociale. Les principales catégories ne sont plus nationales mais s'étendent du sujet personnel au global²⁰. Quant aux cadres de l'action, ils ne peuvent se limiter ni au niveau national, ni au niveau global. Il s'agit dès lors d'éviter tant le « nationalisme méthodologique » que

16. Kevin McDonald, *Global Movements: Action and Culture*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006.
17. *Halkların Demokratik Partisi* ou Parti démocratique des peuples.
18. Buket Türkmen, « From Gezi Park to Turkey's transformed political landscape », *openMovements*, 7 juillet 2015), disponible sur <https://www.opendemocracy.net/author/buket-turkmen>.
19. Ulrich Beck, *What is Globalization ?*, Cambridge, Polity Press, 1999.
20. Michel Wieviorka et Craig Calhoun, « Manifeste pour les sciences sociales », *Socio*, n° 1, 2013, p. 5-39 ; Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, *op. cit.*

le « globalisme méthodologique »²¹ en menant des études combinant les niveaux et les échelles d'analyse du local au global, sans oublier le national dont le retour en force dans les mouvements sociaux récents rappelle qu'il n'a pas disparu avec la mondialisation.

Une sociologie globale ne peut être « dé-localisée ». Elle requiert de combiner des recherches empiriques dans différentes régions du monde pour comprendre des acteurs et des enjeux ancrés à la fois aux niveaux local, national, régional et global.

Placer les processus de subjectivation au cœur de l'analyse des mouvements sociaux nous conduit à reconsidérer la place accordée aux actions locales en sociologie. Des mouvements particulièrement intéressants se développent loin des projecteurs des médias, dans les quartiers ou à partir des actes du quotidien²². La littérature consacrée aux mouvements sociaux fait souvent peu de cas des mouvements qui se sont focalisés sur le niveau local. Ils sont interprétés soit comme limités à une défense égoïste d'intérêts locaux et particuliers en les taxant de mouvements NIMBY²³, soit comme incapables de porter avec succès leurs revendications au niveau national²⁴. Or, en centrant leurs activités localement, des citoyens et des mouvements cherchent à améliorer leurs conditions de vie. Par leurs actes concrets, ils posent aussi les bases d'un autre rapport entre l'individu et l'État, d'une réinvention de la citoyenneté et de transformations de la société²⁵, comme le font par exemple les communautés autonomes zapatistes au Mexique²⁶ ou

21. Breno Bringelet Geoffrey Pleyers, « Open Movements: social movements, global outlooks and public sociologists » [en ligne], Open Democracy/ISA RC-47: Open Movements, 16 March, disponible sur <https://opendemocracy.net/breno-bringel-geoffrey-pleyers/openmovements-social-movements-global-outlooks-and-public-sociologist>.
22. Voir l'article de Karine Clément, chapitre 6; Brieg Capitaine, « Les voies de la résistance autochtone à la colonisation », in Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Des lendemains doux-amers: espoirs et désenchantements du tiers-monde postcolonial*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 246-260.; Alberto Melucci, *Movimientos sociales y vida cotidiana*, Mexico, Colegio de México, 1999.
23. *Not in my back yard*, littéralement « pas dans mon jardin ». John Holloway, *Crack Capitalism*, Londres, Pluto, 2010.
24. Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of contention*, op. cit.
25. Geoffrey Pleyers, « Le réinvestissement de l'espace local par les mouvements mexicains: refuge après les impasses politiques ou creuset d'une nouvelle culture politique? », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 66, n°2, 2011, p. 39-55.
26. Yvon Le Bot, *La grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont, 2009; Sabrina Melenotte, *Caciquismes, résistances, violences. Les pedranos et l'État mexicain dans le Chiapas postrévolutionnaire*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2014.

les mouvements urbains en Scandinavie²⁷ et en Europe de l'Est²⁸. Il apparaît aujourd'hui essentiel de déconnecter l'échelle territoriale dans laquelle s'inscrit un mouvement du niveau des enjeux qu'il soulève (pour reprendre les termes utilisés par Alain Touraine²⁹) ou du « niveau de généralité » de ses revendications (pour emprunter ceux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot³⁰).

Karine Clément nous montre qu'en Russie, c'est au niveau local que se déploient les luttes et les projets porteurs d'un renouveau de la citoyenneté. Ils combinent la défense d'intérêts particuliers et les enjeux liés aux problèmes quotidiens avec une autre vision de la société et du rapport au politique. Que la mobilisation se situe « en bas », dans le concret et le quotidien ne signifie pas qu'elle ne peut pas atteindre d'autres sphères, comme celles des intérêts plus généraux ou de valeurs plus universelles, notamment à partir de la mise en réseau entre les leaders et les luttes locales. Karine Clément souligne à ce titre le rôle des émotions et de la performativité sur les scènes locales dans la mise en réseau et la construction de lieux communs³¹.

Le local est également le niveau où s'organisent des résistances à la domination des marchés globaux. Narda Henriquez (chapitre 9) rend compte de mouvements indigènes péruviens qui s'opposent à l'exploitation des ressources naturelles par des entreprises multinationales. Ces révoltes révèlent à la fois l'irruption d'un sujet social sur la scène nationale, une redéfinition des relations avec la nature et une transformation du rôle de l'État. Narda Henriquez montre cependant les limites de ce sujet social et ses ambivalences quant aux réformes institutionnelles ainsi que la difficulté pour les leaders autochtones à maintenir un rapport conflictuel face à la violence exercée par le gouvernement et les multinationales à leur égard.

L'articulation de différentes échelles d'action est au cœur du mouvement contre une directive européenne sur le partage des données

27. Håkan Thörn, « In between social engineering and gentrification », *Journal of Urban Affairs*, Vol. 34, n° 2, 2012, p. 153-168.
28. Kerstin Jacobsson (dir.), *Urban Grassroots Movements in Central and Eastern Europe*, Farnham, Ashgate, 2015.
29. Alain Touraine, *Production de la société*, op. cit.
30. Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.
31. Laurent Thévenot, *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.

sur Internet, analysé en Pologne par Lukasz Jurczynszyn dans le chapitre 10. L'enjeu et la portée de ces mobilisations sont à la fois européens et nationaux.

Alexandra Kassir (chapitre 8) analyse un mouvement citoyen « anti-confessionnaliste » qui paraît très spécifique au Liban et donc profondément national. Elle montre pourtant que cet engagement dépasse le cadre strict de l'État-nation et qu'il illustre le grand écart analytique entre la dimension subjective de l'action et les modalités que peut prendre une action politique renouvelée. Elle décrit « un engagement en mouvement » où les activistes circulent entre les différents groupes et une multiplicité de lieux (réseaux sociaux, rues, collectifs). Elle révèle toutefois la difficulté des acteurs à créer un espace³² de lutte commun et structuré en dehors des espaces d'expérience et des mobilisations ponctuelles.

Si être acteur de sa vie constitue le fondement de l'engagement des activistes, changer le monde pose néanmoins problème, notamment lorsqu'il s'agit de la transcription institutionnelle et sociale de cette expérience subjective. À partir de ses recherches sur le mouvement *Maidan* en Ukraine et *Occupy Abai* à Moscou, Anton Oleinik (chapitre 11) montre qu'une prise en compte stratégique du contexte national est essentielle pour mener des luttes efficaces et transformer la société. Selon lui, les luttes en Ukraine ne dépassent pas le niveau national, parce qu'elles obéissent à un principe de « modularité circonstancielle et stratégique » adopté par les groupes d'acteurs afin d'assurer la poursuite et la réalisation efficace de leurs objectifs. Les contestations en Ukraine et l'expérience d'*Occupy Abai* sont écartelées entre leur ancrage dans des enjeux locaux et nationaux d'une part, et leur propension à adopter des formes et un répertoire d'action issus de mouvements des places dans d'autres pays, d'autre part.

Le processus de subjectivation, la construction de soi comme principe de sens et l'expérience ne se produisent pas dans un vide social, mais dans les conditions concrètes de la vie³³ et dans une interdépendance étroite entre le sens, les pratiques et l'action. Placer la relation à soi-même et la subjectivation au centre de l'analyse des mouvements contemporains ne doit pas conduire à nier l'importance des enjeux sociaux, qui restent au cœur de nombreux mouvements

32. Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Paris, Le croquant, 2012.

33. Matthieu de Nanteuil-Miribel, *La démocratie insensible*, *op. cit.*

et de l'expérience quotidienne de la plupart des acteurs, notamment à travers un rapport au travail³⁴. Daniele Di Nunzio (chapitre 7) analyse l'expérience de travail précaire à partir des enjeux de luttes sociales et des processus de subjectivation et de désobjectivation. Le propre des mouvements « post-2010 » est de mêler étroitement revendications économiques, sociales, politiques, culturelles et subjectives, au point de remettre en cause la pertinence de la distinction entre valeurs matérialistes et post-matérialistes³⁵. Les luttes sociales et les enjeux économiques restent bien présents, tant au niveau local (Karine Clément, chapitre 6) que face aux accords économiques internationaux (Lukasz Jurczynszyn, chapitre 10) ou aux industries transnationales qui déposèdent les populations locales de leur territoire (Narda Henriquez, chapitre 9).

Du renouveau global des mouvements racistes à la sortie de la violence

Depuis la fin des années 1980, Michel Wieviorka³⁶ a démontré dans ses travaux la nécessité de ne pas séparer l'analyse des mouvements progressistes de celle des mouvements conservateurs. Au-delà des approches interactionnistes ou instrumentales qui réduisent le terrorisme ou la violence à des répertoires d'action mobilisés stratégiquement, il a proposé une analyse centrée sur le sens de l'action et les processus de subjectivation et de désobjectivation, essentiels pour comprendre la nature et les enjeux du terrorisme, du racisme et de la violence aujourd'hui.

Les mouvements racistes se réfèrent certes à la tradition et aux valeurs conservatrices, mais ils émergent dans le même creuset que les mouvements progressistes, dans une époque marquée par le déclin de la souveraineté des États-nations, les inégalités, la mondialisation

34. Maëlezig Bigi, Olivier Cousin, Dominique Méda, Lætitia Sibaud et Michel Wieviorka, *Travailler au xxi^e siècle. Des salariés en quête de reconnaissance*, Paris, Robert Laffont, 2015.
35. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des "mouvements des places" », *op. cit.*
36. Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1987; *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991; *La violence*, Paris, Balland, 2004; *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008.

néolibérale, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'individuation. Ces « antimouvements » sont eux aussi devenus « globaux ». Ils ne s'inscrivent plus de manière prioritaire dans une relation à un État-nation. Ils se déploient sur Internet et construisent des réseaux transnationaux. Ils articulent des dimensions subjectives, nationales (crises économiques, exclusion sociale, historiographies nationales...) et internationales (comme la mise cause de l'impérialisme occidental).

Les antimouvements d'aujourd'hui s'appuient sur des dynamiques d'individuation tout en appelant au retour à une tradition mythifiée³⁷. Les processus de subjectivation et de désobjectivation des activistes y tiennent une place de plus en plus importante, au point de renouveler les formes de l'engagement et les répertoires d'action, comme en attestent les recherches d'Emanuele Toscano et de Chikako Mori (chapitres 12 et 13).

Emanuele Toscano (chapitre 12) montre que l'organisation d'extrême droite italienne CasaPound se nourrit localement de dynamiques globales. La crise du modèle économique néolibéral, qui sacrifie les politiques sociales nationales, est un facteur majeur de l'émergence d'une nouvelle droite directement inspirée du fascisme³⁸. CasaPound « recherche une alternative aux processus de mondialisation, à la logique dominante du marché et de la consommation, en affirmant une éthique de la souveraineté populaire » (Toscano, p. 209). Cette éthique populaire se matérialise non seulement à travers les occupations de logements vacants dans les centres urbains et leur redistribution aux familles italiennes démunies, mais aussi à travers un ensemble de symboles et de pratiques culturelles partagées. Les concerts et les représentations de théâtre organisés par ces activistes dans tout le pays valorisent la violence et la souffrance du corps et reposent sur un ensemble de codes stylistiques partagés.

Chikako Mori (chapitre 13) analyse quant à elle le nouveau mouvement d'extrême droite japonais *Zaitoku-kai*. Fondé en 2007, il cible la minorité

37. Marcel Gauchet, « Les ressorts du fondamentalisme islamique », *Le Débat*, n° 185, 2015, p. 63-82; Michel Wieviorka, *Retour au sens*, op. cit.; Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la MSH, 2014; Kevin McDonald, *Our violent world. Violence in society*, Londres, Palgrave, 2013.

38. Emanuele Toscano et Daniele Di Nunzio, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Rome, Armado, 2011.

coréenne pourtant installée au pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Autour d'un grand récit national fictif à la gloire de l'identité japonaise, les activistes sont engagés dans des conflits mémoriels. Ils s'opposent ainsi à ce qu'ils considèrent comme une « falsification de l'histoire » par les Coréens qui demandent réparation pour les violations des droits humains par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. Comme le souligne Chikako Mori, les mouvements racistes et xénophobes de diverses régions du monde ont d'importantes similitudes et gagnent à être comparés et analysés dans une perspective internationale.

Dans le chapitre suivant, Brieg Capitaine analyse le renversement d'expériences de désobjectivation par des activistes qui ont été capables de construire une identité collective et un mouvement populaire après les expériences de violence et de violation des droits humains subies par des communautés autochtones. Les survivants des pensionnats indiens, qui furent arrachés à leur famille et victimes de violences physiques et/ou sexuelles, se sont mobilisés pour transformer la représentation des pensionnats dans l'espace public. En hissant ce type d'institution au niveau du trauma culturel et en produisant une nouvelle narration de l'événement plus proche de leur expérience vécue, ils ont construit une action collective centrée sur la production de symboles communs dans un contexte colonial à l'intérieur duquel les conflits sont hautement contrôlés et institutionnalisés.

L'opposition entre le conflit et la violence est une pierre angulaire des travaux de Michel Wieviorka. Il reprend l'idée centrale de Georg Simmel : alors que le conflit est une relation sociale, la violence détruit toute relation sociale. Toutefois, alors que Simmel recourt à une explication naturelle voire métaphysique de la violence en s'appuyant sur la philosophie morale qui postule le caractère intrinsèque de la violence à chaque être humain³⁹, Michel Wieviorka s'intéresse à la violence davantage à partir de la subjectivité niée ou brisée qu'à partir des défaillances ou des excès d'un système au sein duquel elle surgit. La violence renvoie « pour une personne comme pour un groupe, ou bien à la capacité, réduite, interdite, introuvable, de se constituer en sujet,

39. Brieg Capitaine et Antoine Marsac, « Du "cas-limite" de Georg Simmel à la conceptualisation de la violence par Michel Wieviorka. Une analyse des marges du conflit », *Émulations. Revue des jeunes chercheurs en sciences sociales*, vol. 3, n° 5, 2009, p. 34-42.

ou de fonctionner comme tel, ou bien à des mécanismes de désubjectivation »⁴⁰. Appréhender ces mouvements racistes et la violence comme une forme inversée des mouvements démocratiques et visant la destruction des rapports sociaux plutôt que leurs transformations est particulièrement stimulant pour en penser les modalités de sortie de la violence, au-delà de l'approche interactionniste⁴¹ peu opérante de ce point de vue⁴². Penser la violence plutôt comme un déficit de sens et une opposition au conflit permet de voir dans la reconstruction des mouvements sociaux une voie de sortie⁴³.

Cette distinction entre violence et conflit fonctionne également pour saisir les trajectoires personnelles des anciens combattants armés. À partir de récits de vie d'anciens guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Massoud Sharifi Dryaz (chapitre 14) montre tout l'intérêt d'articuler les perspectives récentes sur le désengagement militant⁴⁴ avec des analyses des processus de décomposition et de recomposition de la subjectivité individuelle pour comprendre à la fois le désengagement et le retour à la vie civile.

L'opposition entre violence et conflit est également très prégnante dans les mouvements radicaux dont l'action directe est souvent associée à la violence. À partir du conflit israélo-palestinien, Brigitte Verscheure Beauzamy (chapitre 15) souligne la centralité de la confrontation pour les militants qui recourent à l'action directe qui constitue un gage de radicalité. Toutefois, dans ce cas, la violence employée par les Palestiniens influence les activistes non-violents puisque leur action et la confrontation peuvent conduire à les identifier aux actions terroristes.

40. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Hachette, 2005, p. 288.

41. Randall Collins, *Violence: A Micro-sociological Theory*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

42. Michel Wieviorka, « Comment on Randall Collins/1. An Approach to Violence », *Sociologica*, n° 2, 2011, disponible sur <http://www.sociologica.mulino.it/journal/article/index/Article/Journal:ARTICLE:484> (consulté le 28 janvier 2016).

43. Brieg Capitaine, « Sortir de la violence. Entre victimisation et action », in Marie-Pierre Bousquet et Karl Hele (dir.), *Les grands brûlés de l'âme / Spiritual Burn Victims: les pensionnats autochtones au Québec*, Montréal, McGill/Queen's University Press (à paraître).

44. Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Entre 1987 et 2016, plus de cinquante chercheurs ont réalisé leur thèse de doctorat sous la direction de Michel Wieviorka. Trente sept d'entre eux se sont rassemblés, lors d'un colloque en septembre 2014. Cet ouvrage en est un premier résultat.

Plutôt qu'un cadre théorique contraignant qui impose des concepts et une perspective, Michel Wieviorka leur a transmis une approche résolument internationale, une attention aux recherches empiriques et aux processus de subjectivation et une sociologie de l'action qui s'incarne dans leur manière singulière d'appréhender un objet. Michel Wieviorka leur a donné des outils pour penser le monde mais aussi pour créer leur propre chemin. Aussi, plutôt qu'un hommage classique reprenant les différents aspects de sa pensée comme si celle-ci s'était arrêtée, nous avons voulu montrer ce que sa conception de la sociologie et ses outils analytiques continuent de produire à travers les travaux de ses anciens étudiants, aujourd'hui solidement ancrés dans le monde académique des pays où ils mènent leurs recherches. Leurs perspectives empiriques et théoriques ne sont pas uniformes pour autant. À partir de travaux de terrain et de différentes méthodes d'investigation (analyses de données quantitatives et qualitatives, enquêtes par questionnaires, entretiens, interventions sociologiques, études de cas...), les contributions rassemblées dans cet ouvrage dépassent les conceptions instrumentales des mouvements sociaux afin de rendre compte des nouvelles formes d'action qui se déploient à l'âge global et dans lesquelles les processus de subjectivation tiennent un rôle majeur. Elles illustrent la vitalité et la pertinence internationale de l'approche analytique développée au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, fondé par Alain Touraine et longtemps dirigé par Michel Wieviorka. Cette approche est aujourd'hui au cœur du projet intellectuel du Comité de recherche 47 « Mouvements sociaux » de l'Association internationale de sociologie, dont la plupart des auteurs de cet ouvrage sont des membres actifs.

Certains auteurs de cet ouvrage publient pour la première fois leurs travaux dans un livre en français. Allier une perspective résolument internationale avec un style plaisant et rigoureux n'aurait été possible sans le professionnalisme et les grandes compétences de Christine Blanchard et de Nathalie Vaillant qui ont méticuleusement corrigé et amélioré le style des différents chapitres. Ce colloque et cet ouvrage sont aussi l'occasion d'exprimer toute notre gratitude à Jacqueline Longéras, dont la disponibilité, l'amabilité, l'efficacité et la bonne humeur ont été si

précieuses pour les générations de jeunes chercheurs français et étrangers qui se sont succédé au CADIS. Nous devons également chacun beaucoup à Karine Renon et Jocelyne Ohana pour la qualité des séminaires et de l'animation des groupes de thésards et à Zouhour Ben-Salah dont l'engagement et les grandes qualités humaines sont appréciés de tous. Nos remerciements vont également aux responsables et au personnel de la Maison Suger qui a accueilli le colloque ainsi qu'à Philippe Bataille et Farhad Khosrokhavar, les deux directeurs du CADIS pendant ce projet, et à Alexandra Poli, sa directrice adjointe, qui ont permis l'organisation du colloque et la publication de cet ouvrage.

Brieg Capitaine tient à signaler l'aide financière du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada dont il a bénéficié pendant la rédaction de cet ouvrage.

Bibliographie

- BAROUH Emmy, *The Protesters*, Sofia, New Bulgarian University Press, 2015.
- BECK Ulrich, *What is Globalization ?*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- BIGI Maëlezig, COUSIN Olivier, MÉDA Dominique, SIBAUD Lætitia et WIEVIORKA Michel, *Travailler au XXI^e siècle. Des salariés en quête de reconnaissance*, Paris, Robert Laffont, 2015.
- BOLTANSKI Luc et THÉVENOT Laurent, *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.
- BRINGEL Breno et PLEYERS Geoffrey, « Open Movements: social movements, global outlooks and public sociologists », *Open Democracy/ISA RC-47: Open Movements*, 16 March, disponible sur <https://opendemocracy.net/breno-bringel-geoffrey-pleyers/openmovements-social-movements-global-outlooks-and-public-sociologist>.
- CAPITAINE Brieg et MARSAC Antoine, « Du "cas-limite" de Georg Simmel à la conceptualisation de la violence par Michel Wieviorka. Une analyse des marges du conflit », *Émulations. Revue des jeunes chercheurs en sciences sociales*, vol. 3, n° 5, 2009, p. 34-42.
- CAPITAINE Brieg, « Les voies de la résistance autochtone à la colonisation », in Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Des lendemains doux-amers: espoirs et désenchantements du tiers-monde postcolonial*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 246-260.
- CAPITAINE Brieg, « Sortir de la violence. Entre victimisation et action », in Marie-Pierre Bousquet et Karl Hele (dir.), *Les grands brûlés de*

- l'âme / Spiritual Burn Victims : les pensionnats autochtones au Québec*, Montréal, McGill/Queen's University Press (à paraître).
- COLLINS Randall, *Violence: A Micro-sociological Theory*, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.
- FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- GAUCHET Marcel, « Les ressorts du fondamentalisme islamique », *Le Débat*, n° 185, 2015, p. 63-82.
- GIDDENS Anthony, *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford, Stanford University Press, 1991.
- HOLLOWAY John, *Crack Capitalism*, Londres, Pluto, 2010.
- JACOBSSON Kerstin (dir.), *Urban Grassroots Movments in Central and Eastern Europe*, Farnham, Ashgate, 2015.
- KHOSROKHAVAR Farhad, *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder, Londres, Paradigm Publishers, 2012.
- KHOSROKHAVAR Farhad, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la MSH, 2014.
- LE BOT Yvon, *La grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- MARTUCCELLI Danilo, *Forgés par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Collin, 2006.
- MARTUCCELLI Danilo, *La société singulariste*, Paris, Armand Collin, 2010.
- MATHIEU Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Paris, Le croquant, 2012.
- MCADAM Doug, TARROW Sidney et TILLY Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- MCDONALD Kevin, *Global Movements: Action and Culture*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006.
- MCDONALD Kevin, *Our violent world. Violence in society*, London, Palgrave, 2013.
- MELNOTTE Sabrina, *Caciquismes, résistances, violences. Les pedranos et l'État mexicain dans le Chiapas postrévolutionnaire*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2014.
- MELUCCI Alberto, *Movimientos sociales y vida cotidiana*, Mexico, Colegio de México, 1999.
- NANTEUIL-MIRIBEL Matthieu de, *La démocratie insensible, économie et politique à l'épreuve du corps*, Paris, Érès, 2009.
- PLEYERS Geoffrey et GLASIUS Marlies, « La résonance des "mouvements des places" », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79.
- PLEYERS Geoffrey, « Le réinvestissement de l'espace local par les mouvements mexicains: refuge après les impasses politiques ou creuset

- d'une nouvelle culture politique? », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 66, n° 2, 2011, p. 39-55.
- THÉVENOT Laurent, *L'Action au pluriel: sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.
- THÖRN Håkan, « In between social engineering and gentrification », *Journal of Urban Affairs*, vol. 34, n° 2, 2012, p. 153-168.
- TOSCANO Emanuele et DI NUNZO Daniele, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Rome, Armando, 2011.
- TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- TOURAINÉ Alain, *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil, 2015.
- TOURAINÉ Alain et KHOSROKHAVAR Farhad, *La recherche de Soi. Dialogue sur le sujet*, Paris, Fayard, 2000.
- TÜRKMEN Buket, « From Gezi Park to Turkey's transformed political landscape », openMovements, 7 juillet 2015), disponible sur <https://www.opendemocracy.net/author/buket-turkmen>.
- WIEVIORKA Michel, « Plaidoyer pour un concept », in François Dubet et Michel Wieviorka (dir.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine. Colloque de Cerisy*, Paris, Fayard, 1995, p. 209-220.
- WIEVIORKA Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1987.
- WIEVIORKA Michel, *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Balland, 2004.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « Comment on Randall Collins/1. An Approach to Violence », *Sociologica*, n° 2, 2011, disponible sur <http://www.sociologica.mulino.it/journal/article/index/Article/Journal:ARTICLE:484> (consulté le 28 janvier 2016).
- WIEVIORKA Michel, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, p. 13-19.
- WIEVIORKA Michel, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/désubjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012.
- WIEVIORKA Michel, *Retour au sens. Pour en finir avec le déclinisme*, Paris, Robert Laffont, 2015.
- WIEVIORKA Michel et CALHOUN Craig, « Manifeste pour les sciences sociales », *Socio*, n° 1, 2013, p. 5-39.

PREMIÈRE PARTIE

Du sujet au global : la subjectivation au cœur des « mouvements des places »

Chapitre 1

De la subjectivation à l'action

Le cas des jeunes alter-activistes

Si certains en doutaient encore, les premières années de la décennie 2010 ont démontré que les jeunes ne sont pas que des « citoyens de demain en formation », rôles auxquels les renvoient trop souvent les institutions, mais, à leur manière, des acteurs majeurs de nos sociétés et des démocraties. Ils ont joué un rôle de premier plan dans les révolutions arabes¹, ont initié le mouvement des Indignés au Portugal puis en Espagne. Ils ont occupé les places publiques en Europe et dans les Amériques pour dénoncer une « démocratie sans choix » et la collusion entre les élites politiques, médiatiques et économiques. Les mobilisations étudiantes de 2011 au Chili, en Colombie et au Québec ont profondément questionné ces sociétés. Au Mexique, des mouvements de jeunes ont opposé la créativité, l'art et la poésie à la violence des narcotrafiquants et des militaires et à la corruption de la classe politique. Les assassinats réguliers d'étudiants engagés (notamment ceux de l'École normale rurale d'Ayotzinapa en 2014) et de jeunes journalistes montrent qu'ils constituent l'une des seules oppositions à la collusion entre des décideurs politiques et les narcotrafiquants. En Russie, la « prière punk » des Pussy Riots pour dénoncer la collusion entre l'Église orthodoxe

1. Farhad Khosrokhavar, *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder, Londres, Paradigm Publishers, 2012.

et le régime de Vladimir Poutine et leur courage lors du procès ont mis en lumière la dérive autoritaire de ce pouvoir politique et en ont durablement terni l'image en Occident. Les jeunes se sont soulevés au parc de Gezi à Istanbul et dans toute la Turquie, à Hong Kong, à Sofia², dans toutes les villes du Brésil et dans de nombreux pays d'Afrique occidentale. Au Sénégal, leur mouvement « Y'en a marre » a revivifié le débat démocratique et a contribué à mettre un terme aux réélections successives d'Abdoulaye Wade. Les jeunes activistes ont aussi investi l'espace virtuel. Ils sont devenus des hackers pour défendre la liberté d'expression et dénoncer les abus des pouvoirs économiques. Leur participation politique ne se réduit pas à ses aspects les plus visibles et les plus médiatisés. Loin des projecteurs des médias, c'est sur les campus, dans les quartiers ou dans la vie quotidienne que la plupart d'entre eux s'engagent et deviennent acteurs de leur vie et de leur monde. Ils sont nombreux à s'investir dans les multiples initiatives de ce vaste « mouvement pour une transition écologique », marquant de leur empreinte le renouveau des mouvements écologistes et conviviaux (justice climatique, réseaux alimentaires alternatifs, « vélorution », simplicité volontaire, consommation critique, luttes contre les grands projets...) ³.

Le « grand écart analytique » entre la subjectivation et le global, à partir duquel Michel Wieviorka⁴ nous invite à penser les mouvements sociaux contemporains, est particulièrement pertinent pour comprendre ces jeunes alter-activistes. Ceux-ci combinent une grande sensibilité aux défis globaux avec une forte dimension personnelle et subjective de l'engagement et une volonté de l'ancrer au niveau local. Ils développent un activisme profondément personnel dans lequel la relation à soi est centrale, notamment dans l'exigence d'une forte cohérence entre leurs valeurs et leurs pratiques, que ce soit au niveau de la démocratie directe mise en œuvre dans le mouvement, des pratiques quotidiennes de consommation ou de la qualité des relations sociales.

2. Emmy Barouh, *The Protesters*, Sofia, New Bulgarian University Press, 2015.
3. Les travaux d'Emanuele Toscano et Daniele Di Nunzo, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Rome, Armando, 2011, et de Chikako Mori (chapitre 13 de ce livre) sur les mouvements d'extrême droite suggèrent une isomorphie avec les mouvements progressistes au niveau des formes d'engagement et des logiques d'action et de subjectivation.
4. Michel Wieviorka, « The resurgence of social movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.

J'aimerais ici prolonger mes analyses des ressorts et des caractéristiques de la culture militante « alter-activiste »⁵ à partir de la définition de la subjectivation proposée par Michel Wieviorka : un processus de construction de soi d'un individu, « comme être singulier, capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient économiques, communautaires, technologiques ou autres. Le sujet, c'est d'abord la possibilité de se constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa propre trajectoire »⁶. Trois propositions analytiques peuvent être formulées sur cette base.

1. Plutôt que le sujet idéalisé, pensé comme un « état » ou une caractéristique intrinsèque des acteurs sociaux, Michel Wieviorka propose d'analyser les acteurs contemporains à partir des processus de subjectivation, entendus comme un travail constant de l'individu sur lui-même⁷.
2. La définition proposée met en exergue l'existence de deux faces de la subjectivation : une dimension de résistance aux impositions extérieures au sujet et une autre de construction de soi comme principe de sens.
3. La distinction entre le « sujet » et l'« acteur » me paraît fondamentale pour comprendre la nature, les enjeux et les défis des mouvements contemporains. Michel Wieviorka considère que « le sujet est capable d'être acteur, [qu']il est susceptible de le devenir, mais pas nécessairement »⁸. Pour comprendre l'engagement et les mouvements sociaux d'aujourd'hui, nous devons à la fois accorder toute son importance au processus de « subjectivation », et souligner que ce processus ne va pas forcément dans le sens d'un renforcement de l'*agency*⁹, de la capacité d'agir et de devenir acteur dans la société.

5. Geoffrey Pleyers, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in Valérie Becquet, *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014, p. 51-68.

6. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Balland, 2004, p. 286.

7. Michel Wieviorka, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012 ; voir aussi Danilo Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Collin, 2006 ; François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1996.

8. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008, p. 34.

9. Anthony Giddens, *The Constitution of Society*, Cambridge, Polity Press, 1984, p. 4.

Ce chapitre illustrera la manière dont ce processus de subjectivation est expérimenté, vécu et mis en œuvre par ces jeunes militants. La première partie illustrera les deux dimensions de la subjectivation telles qu'elles sont vécues par de jeunes alter-activistes. La seconde est dédiée à deux modalités d'engagement leur permettant d'établir une concordance entre la subjectivation et l'action vers un changement social : l'engagement préfiguratif et les espaces d'expérience. Changer le monde se joue alors dans la transformation de soi et dans les actes concrets du quotidien. Mais les processus de subjectivation et d'action ne convergent pas nécessairement aussi harmonieusement. La troisième partie montrera que leur conciliation représente un défi majeur de bien des mouvements contemporains.

Je m'appuierai sur des entretiens réalisés avec des jeunes activistes dans différents mouvements de démocratisation et écologistes depuis 2010 et sur une intervention sociologique en six séances de quatre heures mise en œuvre en 2013 et 2014 avec des jeunes alter-activistes écologistes à Louvain-la-Neuve (Belgique). Cette méthode s'est révélée particulièrement appropriée pour analyser les processus de subjectivation des acteurs.

L'« alter-activisme » ne se réfère pas à un mouvement particulier mais à une « culture militante » définie comme une logique d'action basée sur un ensemble cohérent d'orientations normatives et sur une conception du monde et du changement social¹⁰. La culture alter-activiste n'est pas spécifique aux jeunes, pas plus que tous les jeunes progressistes ne s'inscrivent dans cette forme particulière de l'engagement. D'autres s'engagent selon des logiques différentes, notamment dans des ONG, des partis politiques ou des composantes assez classiques de l'extrême gauche. La plupart mélangent différentes formes d'engagement¹¹.

10. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization*, Cambridge, Polity Press, 2010.

11. *Ibid.*, p. 73-76.

Les deux faces de la subjectivation

Résister

La construction de soi des alter-activistes passe par une *dimension de résistance*. Ces jeunes entendent se construire par eux-mêmes et contre le « formatage par une société de consommation, de compétition et de comparaison »¹². Ils aspirent à devenir des sujets plus « authentiques »¹³, davantage maîtres de leur subjectivité : « Il s'agit de se désaliéner. Une fois qu'on devient plus conscient de ses besoins, on devient tout simplement plus heureux » (David, entretien, Bruxelles, 2012).

La créativité et l'affirmation de soi ne sont pas seulement des moyens mis en œuvre dans un engagement pour une cause. Ils constituent le cœur même de la résistance face à l'envahissement du monde vécu par la mondialisation néolibérale. L'affirmation de cette subjectivité s'oppose au « processus qui transforme chaque singularité en une catégorie abstraite au nom de la marche en avant vers le progrès – un processus de scission d'avec soi-même en quelque sorte »¹⁴. Comme le rappelle Alain Touraine¹⁵, il s'agit d'une « résistance de l'être singulier contre la production de masse, la consommation de masse et la communication de masse via les mass media. Nous ne pouvons nous opposer à cette invasion par des principes universels mais avec la résistance de notre expérience singulière ». Au culte des marques globales et à l'anonymat des relations de (super)marché, les jeunes alter-activistes opposent l'authenticité et la convivialité de relations sociales. Ils se disent « objecteurs de croissance et de vitesse » et remettent en cause le monopole des économistes dans la détermination du bien-être sur la base de la croissance économique et du PIB. Ces résistances se transcrivent dans les gestes de

12. Christophe, IS, 2013. Le sigle « IS » se réfère à l'intervention sociologique menée avec des jeunes alter-activistes écologistes à Louvain-la-Neuve (Belgique) en février et mars 2013 et en février 2014.
13. Charles Taylor, *The ethics of authenticity*, Cambridge M.A., Harvard University Press, 2005.
14. Matthieu de Nanteuil-Miribel, *La démocratie insensible, économie et politique à l'épreuve du corps*, Paris, Érès, 2009.
15. Alain Touraine, « From understanding society to discovering the subject », *Anthropological Theory*, vol. 2, n° 4, 2002, p. 391.

tous les jours¹⁶, au point que certains ne considèrent pas leur engagement et les transformations du quotidien qu'il implique comme du militantisme : « Pour moi, ce n'est pas de l'activisme. C'est juste un changement dans notre manière de vivre » (une étudiante suédoise, entretien, 2012). C'est le sens du néologisme « activien » (contraction d'« activiste dans le quotidien ») auquel se réfèrent plusieurs de ces jeunes écologistes.

Dans les campements des indignés, d'*Occupy*, au parc Gezi (voir les chapitres de Buket Türkmen, de Deniz Günce Demirhisar et d'Esin Ileri) ou parmi les jeunes écologistes, cette volonté d'autonomie s'affirme également face aux instances classiques de socialisation politique et aux organisations militantes. Les alter-activistes affirment leur volonté d'être maîtres de leur trajectoire de vie, mais aussi de militant. Ils ne veulent surtout pas « s'encarter ». La relation aux organisations de la société civile est souvent distante, voire marquée par une réelle méfiance, y compris vis-à-vis des ONG comme Greenpeace¹⁷ ou des associations comme Attac qui incarnaient, il y a peu encore, de « nouvelles » modalités d'engagement. Comme les campements « *No Border* » organisés à Strasbourg en 2001 et 2002, de nombreux camps altermondialistes (par exemple celui contre le G8 d'Évian en 2003) et indignés (notamment ceux de Bruxelles et de Paris en 2011) ont été déclarés « *No Logo* », c'est-à-dire « pas de course à l'accrochage de banderoles, de distributions de tracts, d'affiches d'organisation »¹⁸. Ainsi, dans le parc de Gezi, les affiches, drapeaux et autres symboles d'organisations étaient strictement interdits, tout comme dans la plupart des manifestations de juin 2013, au Brésil¹⁹.

Soucieux de ne pas s'identifier à une organisation, ces jeunes activistes ne refusent pas systématiquement de collaborer avec certaines associa-

16. Alberto Melucci, *Movimientos sociales y vida cotidiana*, Mexico, Colegio de México, 1999 ; Michelle Dobrée, *L'écologie au quotidien*, Paris, Budapest, Torino, L'Harmattan, 2002.

17. Chaque mouvement ou réseau fixe ses propres limites à cet égard. B. Türkmen rappelle qu'au parc Gezi, Greenpeace était bienvenu, mais les « anciens militants de gauche » étaient accueillis avec méfiance.

18. Extrait d'un courrier électronique écrit dans le cadre de la préparation de l'espace désobéissant du Forum social européen de Paris, 2003. Voir Geoffrey Pleyers, « Des black blocks aux alteractivistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, n° 51, 2004, p. 123-134.

19. Breno Bringel et Geoffrey Pleyers, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)-Sciences humaines et sociales*, vol. 7, 2015, p. 7-18.

tions, mais ils le font de manière sporadique et en tant qu'«électrons libres», c'est-à-dire comme «des individus gardant leurs distances, mais se réservant le droit d'interagir avec les groupes et les organisations qui leur paraissent temporairement mieux correspondre à leurs idées et au type d'action qu'ils entendent mener». Plutôt que dans des organisations formelles, les alter-activistes se mobilisent autour de projets reliés entre eux par des réseaux informels et des affinités personnelles.

Comme principe de sens

Cette autonomie est affirmée avec plus de force encore quand il s'agit du sens et de la portée de l'engagement. Ceux-ci ne sont déterminés ni par un manifeste, ni par un programme à mettre en œuvre, ni par une organisation militante. Ce n'est plus dans une vision constituée d'un «autre monde» ou même de l'impact que son action aura dans la société que se trouvent les moteurs et les motivations de l'engagement, mais dans la relation à soi²⁰, dans la cohérence avec soi-même, entre ses pratiques et ses valeurs. Ce fut particulièrement clair lors de l'intervention sociologique menée à Louvain-la-Neuve :

« Il faut se questionner intérieurement pour savoir vers où on va. [...] Il faut être cohérent avec soi-même. »

« J'ai d'abord fait ça, en me disant : "je ne veux plus participer à ça, je n'ai pas envie de me dire qu'il y a des personnes qui souffrent de mes choix de consommation donc je ne le fais plus". »

« Mes démarches écologiques, durables, etc. sont avant tout des démarches que je fais pour moi-même parce que j'aime vivre comme ça et que, si ça a un impact positif tant mieux, mais c'est vrai qu'après c'est très minime. »

Les activistes de ce mouvement font preuve d'une grande réflexivité. Ils n'ont de cesse de s'interroger sur leurs pratiques. Le rapport à soi, la responsabilité personnelle et l'évaluation de ses propres actions sont un souci constant. Ainsi, avant d'être des revendications adressées aux acteurs politiques, la démocratie et l'écologie sont d'abord des exigences par rapport à soi-même et qui s'incarnent dans des pratiques concrètes

20. Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil, 2013; John Holloway, *Crack Capitalism*, Londres, Pluto, 2010.

avec l'engagement préfiguratif (voir ci-dessous). La démocratie n'est pas uniquement une affaire institutionnelle, mais une culture qui se déploie dans les pratiques citoyennes, que ce soit en prenant part au débat public ou en étant plus attentif aux autres : « la démocratie, c'est une façon de vivre. C'est vivre avec les autres personnes comme elles sont » (un étudiant égyptien, ingénieur, interrogé lors du Forum social mondial de 2013, à Tunis)²¹. Cette conception de la démocratie résonne particulièrement avec celle de J. Rancière²². Plutôt que dans la lutte contre un adversaire, l'engagement se joue dans la relation à soi.

« Je pense que les choses arrivent plutôt par un changement personnel [...]. Après avoir fait partie des indignés, je ne vois plus les gens de la même façon. J'ai réalisé que tout le monde a quelque chose à dire, j'essaie de respecter les opinions de chacun et je vois chacun comme un être humain » (Anne, une indignée, Paris, *focus group*, 2012).

De la subjectivation à l'action

De nombreux jeunes activistes « de la transition écologique » clament fièrement qu'ils n'en restent pas aux discours et développent des alternatives concrètes. C'est à partir d'une transformation d'eux-mêmes et d'actes posés dans le quotidien que ces jeunes alter-activistes entendent changer le monde. Deux mécanismes pour établir une *concordance subjective entre la transformation de soi et la transformation de la société*, entre le processus de subjectivation et la capacité d'agir : l'engagement préfiguratif et les espaces d'expérience.

Engagement préfiguratif

Refusant tout modèle et plan préconçu pour changer le monde, les alter-activistes privilégient l'apprentissage, par essai et erreur dans des processus d'expérimentation. L'engagement est considéré comme un double processus de transformation de soi et d'*expérimentation* par lequel sont mises en pratique les valeurs d'un « autre monde » au sein

21. Marlies Glasius et Geoffrey Pleyers, « The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity », *Development and Change*, vol. 44, n° 3, 2013, p. 547-567.

22. Jacques Rancière, *Au bord du politique*, Paris, La fabrique éditions, 1998.

même des groupes activistes, dans des espaces militants ou au cours de la vie quotidienne. Les pratiques de l'engagement visent à « préfigurer » un autre monde possible, sur la base d'une forte cohérence entre pratiques et valeurs.

« Nous ne dissociions pas nos pratiques de nos objectifs. Nous choisissons un fonctionnement horizontal, antisexiste, auto- et éco-gestionnaire à partir de regroupements affinitaires » (document de présentation de l'espace désobéissant du Forum social européen de Paris, 2003).

Préfiguratif, l'engagement est également performatif : l'objectif ne précède pas l'action mais lui est concomitant, c'est dans l'acte lui-même que se réalise l'objet de l'engagement. « Ce n'est pas demain qu'il y aura des changements, ils sont visibles dès aujourd'hui dans le mouvement »²³. Plutôt que la rupture du grand soir, le changement passe par les actes concrets des « petits matins ». Celui-ci ne se limite pas au niveau local mais il est résolument conçu du bas vers le haut (*bottom-up*).

Davantage que dans la contestation du système en place, les mouvements des indignés et *Occupy* ont concentré leur énergie dans la mise en œuvre réflexive d'une démocratie participative et horizontale. Sur les places occupées, dans les réseaux virtuels ou dans les quartiers, les assemblées ont été l'occasion d'expérimenter des techniques alliant participation, horizontalité et efficacité. Le 29 novembre 2011, l'assemblée générale d'*Occupy London Stock Exchange* regroupait 200 personnes, qui ont débattu en sous-groupes puis sont parvenues à une série de décisions concernant les activités de la semaine en quarante-cinq minutes, avant d'ouvrir la discussion sur les stratégies de communication et de diffusion de leur mouvement. Ce lien idéal démocratique et mode d'organisation horizontal fut également mis en œuvre par des acteurs des révolutions arabes qui ont marqué une rupture avec « les structures hiérarchiques rigides et le style autoritaire des leaders des syndicats et des ONG »²⁴. Cette organisation plus horizontale a parfois posé des problèmes de coordination mais elle a

23. Un jeune *piquetero* du Movimiento de Liberación Territorial, Buenos Aires, entretien, 2003.

24. Maha Abdelrahman, « The Transnational and the Local: Egyptian Activists and Transnational Protest Networks », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 38, n° 3, 2011, p. 412.

également permis d'éviter les stratégies de cooptation et de répression des leaders du mouvement.

Espaces d'expérience

Processus profondément personnel, la subjectivation est confrontée aux exigences de l'action et à la complexité du changement social. Elle se construit dans un environnement concret, y trouvant des appuis, mais aussi des obstacles. Les alter-activistes créent des *espaces d'expériences* propices à l'expérimentation et à la subjectivation, où la production de soi et la capacité d'agir se renforcent mutuellement. Il s'agit d'« espaces suffisamment autonomes et distants de la société dominante et des rapports de pouvoir pour permettre aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de tisser des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité »²⁵. Ce sont à la fois des lieux de lutte et les antichambres préfigurant un autre monde. Ils permettent à chacun des participants de mener à bien son processus de subjectivation dans des conditions propices et, en même temps, de devenir acteur et de promouvoir un changement de société.

Qu'ils soient davantage mobilisés par l'écologie ou par la cause démocratique, les jeunes alter-activistes apprécient particulièrement ces espaces qui leur permettent de vivre intensément leur engagement, de réaliser leur personnalité et d'expérimenter des mises en pratique de leurs valeurs. Les campements sont devenus des éléments centraux du répertoire d'action des jeunes altermondialistes, puis du mouvement pour une justice climatique²⁶ et des mouvements pro-démocratiques des années 2010. Ces derniers ont installé les tentes au cœur des villes et face aux hauts lieux de la finance. Ils ont expérimenté la « démocratie des places » à Tahrir, à Athènes²⁷, dans toutes les villes d'Espagne (voir

25. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization*, op. cit., p. 37-40; Kevin McDonald, *Global Movements: Action and Culture*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006; Hakim Bey, *TAZ, zone autonome temporaire*, Paris, les éditions de L'éclat, 1997.

26. Raphael Schlembach, « How do radical climate movements negotiate their environmental and their social agendas? A study of debates within the Camp for Climate Action (UK) », *Critical Social Policy*, vol. 31, n° 2, 2011, p. 194-215.

27. Voir à ce propos les votes de l'assemblée de la place Syntagma, à Athènes. Disponible sur http://en.wikipedia.org/wiki/File:Vote_of_the_People%27s_Assembly_of_Syntagma_Square.svg.

le chapitre 5 d'Antonio Álvarez), à New York et dans de nombreuses villes américaines, sur la place Abbay à Moscou ou au parc Gezi à Istanbul. L'importance symbolique de ces campements fut si redoutée que les forces de l'ordre ont inclus les tentes aux côtés des armes dans la liste des objets interdits dans la zone entourant le stade et le village des Jeux olympiques de Londres en 2012²⁸.

L'aspect préfiguratif de ces espaces d'expérience ne se limite pas à l'organisation démocratique des camps. Il en oriente toute la vie quotidienne, que ce soit pour la cuisine, le recyclage, les relations interpersonnelles et même l'imagination. « Nous construisons des espaces où l'imagination est libre », disait l'un des animateurs d'*Occupy London Stock Exchange* (*focus group*, 2012). De même, les assemblées des indignés ont pour objectif de donner longuement la parole à chacun pour lui permettre de partager son expérience, d'exprimer ses ressentiments, ses espoirs et ses propositions d'alternatives et de prendre toute sa part dans les décisions.

Loin de l'écho médiatique des occupations des places, des « camps climat » continuent d'être organisés chaque été, en Europe et en Amérique du Nord. Les jeunes alter-activistes écologistes valorisent également les espaces d'expérience sous des modalités davantage ancrées dans la vie quotidienne, comme des Associations pour le maintien de la vie paysanne (AMAP), des maisons partagées, des restaurants conviviaux ou, pour certains, des squats. Sur le campus de Louvain-la-Neuve, les habitations partagées par les étudiants écologistes (« kot-à-projets ») sont des lieux de vie intense, mélangeant amitié et engagement, construction de soi et solidarité. La réalisation d'un projet écologique tout au long de l'année est l'occasion d'organiser diverses activités mais aussi d'une réflexion constante sur l'enjeu et la portée des pratiques de la vie quotidienne comme de l'engagement.

À travers l'Europe, des espaces d'expérience de jeunes écologistes ont également surgi sur des territoires en lutte pour s'opposer à de grands projets d'infrastructures. En France, les ZAD, « zones à défendre », ont redéployé un répertoire d'occupation de la terre qui fut notamment populaire, en Italie et en France, dans les années 1960 et 1970, en le combinant avec les réflexions et les pratiques héritées de courants

28. « Olympics organisers urged to ban tents for fear of Occupy-style protests », *The Guardian*, 25 janvier 2012.

altermondialistes, autonomes et libertaires²⁹. La « zone à défendre » sur le site du projet de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, dans la région nantaise, a été occupée par des centaines de campeurs et a attiré des dizaines de milliers de manifestants. Ces territoires sont à la fois des espaces de résistance et de confrontation directe³⁰ et des espaces d'expérience, marqués par la mise en œuvre concrète de pratiques démocratiques et écologiques et par l'intensité de l'expérience vécue :

« C'est une expérience de vie en collectivité. Sur les ZAD, on met tout en commun, savoirs et pratiques. On n'est pas seulement dans une contestation du système, on recherche, on construit et on propose un mode de vie alternatif. Ce qui se passe est très positif » (Martin, 20 ans)³¹.

Les campements, communautés conviviales et autres espaces d'expérience alter-activistes mélangent privé et public, amitié et engagement politique, amusement et résistance, solidarité, bonheur et lutte pour un monde meilleur. La dimension contestataire passe souvent au second plan, au profit de pratiques alternatives et de la sociabilité entre les activistes. Les participants misent sur une organisation autonome et participative, sur la répartition des tâches et l'implication de chacun. Ils sont dès lors aussi confrontés à des problèmes très concrets tels que la démocratisation de la prise de décision, une certaine délégation indispensable, la gestion de différences culturelles et politiques ou l'implication à des degrés très divers des participants. Bien qu'éphémères, ces expériences marquent durablement chacun, renforcent la propension à renouveler la participation à des mobilisations politiques et peuvent transformer considérablement et à long terme l'identité sociale et les valeurs politiques de ceux qui y participent³² et, au-delà, marquent une génération de militants.

29. Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, Paris, La fabrique éditions, 2007.

30. Un activiste de 21 ans a été tué dans une confrontation avec la police sur la ZAD du barrage de Stevens dans la nuit du 26 octobre 2014. Brigitte Verscheure Beauzamy revient sur ce sujet dans le chapitre 16 de cet ouvrage.

31. Cité dans Camille Bordenet, « Moi, Martin, 20 ans, zadiste à visage découvert », *Le Monde*, 14 décembre 2014, disponible sur http://www.lemonde.fr/m-actu/article/2014/12/14/moi-martin-20-ans-zadiste-a-visage-decouvert_4540284_4497186.html (consulté le 27 janvier 2016).

32. Doug McAdam, The biographical consequences of activism, *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 744-760.

De la subjectivation au changement social

Changer le monde ?

L'engagement préfiguratif et performatif et les espaces d'expérience permettent d'établir une concordance entre le processus de subjectivation et l'action vers un changement social. Mais se changer soi-même suffit-il pour changer le monde ? Processus de subjectivation et renforcement de la capacité d'action ne vont pas toujours de pair.

Dans les pratiques quotidiennes des alter-activistes, cela se transcrit par des tensions et des dilemmes très concrets³³. Pour devenir acteur, il faut souvent renoncer à une cohérence totale entre ses valeurs et ses pratiques. Certes, les jeunes écologistes réunis pour l'intervention sociologique (IS) menée à Louvain-la-Neuve aspirent à devenir sujet, à maintenir cette cohérence, mais pas au prix d'un isolement social. Ils ne veulent pas « s'enfermer dans une bulle »³⁴ et constituer des communautés utopiques à la marge ou en dehors de la société. Les participants à l'intervention sociologique sont soucieux d'éviter la stigmatisation, qui serait « contre-productive ». Participer à la vie sociale et ne pas s'isoler dans des espaces d'expérience qui en viendraient à être « coupés du monde » exige souvent d'accepter certains compromis, pour lesquels chacun se fixe ses propres règles : « Si mes amis partent ensemble en vacances, et qu'ils partent en avion, eh bien tant pis, je prendrai l'avion cette fois-là³⁵. »

La volonté de maintenir un questionnement permanent et une cohérence la plus forte possible entre ses valeurs et ses actes empêche parfois de mener des actions. « Un moment, il faut arrêter de se poser des questions et agir. Ensuite, c'est important de se remettre en perspective et de s'interroger de nouveau, mais il faut quand même agir³⁶. » Pour les alter-activistes qui mettent en pratique une démocratie participative et horizontale, ces tensions s'incarnent notamment dans le dilemme entre l'horizontalité et le caractère très inclusif des réunions d'un côté, et une efficacité nécessaire de l'autre et dans l'équilibre à trouver entre la volonté

33. James Jasper, *Protest. A cultural approach*, Cambridge, Polity Press, 2014.

34. IS, 2013.

35. *Idem.*

36. *Idem.*

d'une participation directe de chacun et une nécessaire délégation dans la prise de décision.

De même, après le temps des espaces d'expérience et de l'occupation des places, les alter-activistes des mouvements des années 2010 sont confrontés aux questions posées par les limites structurelles de l'anti-politique et de la voie de la subjectivité³⁷. La volonté de maintenir une distance avec la politique institutionnelle et, dans de nombreux cas, avec les organisations de la société civile, la prédilection pour des dynamiques horizontales et « par en bas » et le refus des leaders sont partagés par les alter-activistes³⁸. Les « mouvements des places » y ont puisé leur force et une grande créativité. Mais cette méfiance à l'égard des organisations plus structurées peut devenir une limite lorsqu'il s'agit de pérenniser le succès populaire et les idées innovantes ou de les transcrire dans la politique institutionnelle. En tant que mouvements faiblement structurés, ces mobilisations sont confrontées aux limites des mouvements en réseaux que pointe Lilian Mathieu : ils ont « une grande capacité à impulser des mobilisations mais sont inaptes à les clore, puisqu'ils ne peuvent négocier et signer des accords de sortie de conflit et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation »³⁹.

Conscients de ces limites, plusieurs mouvements se sont montrés plus conciliants avec les logiques de la politique institutionnelle, depuis 2013. Les jeunes alter-activistes interrogés à Rio, en juillet 2013, expliquaient qu'ils n'étaient « pas contre la démocratie représentative et les élections, mais que les représentants élus doivent être bien plus contrôlés par les citoyens [...] Il faut aussi qu'il y ait d'autres formes de participations, notamment au niveau local et pour les services publics ». Depuis, le parti Podemos, issu du mouvement des Indignés, est venu incarner un passage d'un mouvement à un « parti-mouvement » mais aussi celui « de l'indignation à l'organisation »⁴⁰ (voir chapitre 5).

Ces jeunes militants articulent des éléments de la culture alter-activiste avec d'autres, propres à l'arène de la politique électorale. Ils en incarnent

37. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization*, *op. cit.*, p. 54-57 et 96-103.

38. Voir par exemple Maha Abdelrahman, « The Transnational and the Local: Egyptian Activists and Transnational Protest Networks », *op. cit.*

39. Lilian Mathieu, *La démocratie protestataire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 40.

40. Jeanne Moisant, « Espagne: de l'indignation à l'organisation », *La vie des idées*, 20 mars 2015, disponible sur <http://www.laviedesidees.fr/Espagne-de-l-indignation-a-l-organisation.html> (consulté le 27 janvier 2016).

ainsi un renouveau, mais ils n'y pénètrent qu'au prix d'un renoncement, voire d'une inversion de certains éléments de l'alter-activisme. Ils sont par exemple passés d'une dynamique de mouvements horizontaux et « sans leader » à des organisations dans lesquelles des dirigeants charismatiques jouent un rôle majeur, comme Pablo Iglesias pour Podemos ou Camila Vallejo, leader du mouvement étudiant chilien de 2011 et désormais sénatrice.

Après les espaces d'expérience

Les places occupées et les autres espaces d'expérience favorisent et territorialisent cette concordance subjective entre la transformation de soi et celle de la société, entre le processus de subjectivation et la capacité d'agir.

Pour les activistes, et dans certains cas pour les médias et le gouvernement, les places occupées sont devenues l'incarnation d'une lutte contre un régime autoritaire ou pour une démocratie plus profonde⁴¹. Comme si l'avenir de la démocratie d'un pays se jouait sur une place. Parfois, les événements ont donné (partiellement) raison aux activistes. « La place Tahrir est un endroit symbolique et stratégique au Caire. Nous savions que si nous gardions la place pendant plusieurs jours, le régime tomberait. » Hosni Moubarak a effectivement démissionné après dix-huit jours de manifestation et d'occupation de la place, mais le régime égyptien a-t-il changé ? De même, l'intensité de l'engagement des activistes et celle de la répression policière laissaient penser que le sort de la démocratie turque se jouait sur la place Taksim ou d'autres occupées dans 73 villes turques. Pour les activistes, l'enjeu allait bien au-delà des arbres du parc Gezi. Leur mouvement incarnait l'affrontement d'une Turquie progressiste avec un régime dont les penchants autoritaires pénétraient jusque dans la vie privée des citoyens, comme le montre Buket Türkmen dans le chapitre suivant.

Lorsque la temporalité de l'expérience intense de Gezi a laissé place au retour de la « vie normale », la concordance subjective du changement personnel avec un changement de la société turque se sont délitées. Cela plonge les activistes dans une profonde désillusion et un sentiment

41. Voir par exemple le documentaire *The Square* (2013) de Jehane Noujaim sur la révolution égyptienne.

d'impuissance qu'analyse Esin Ileri au chapitre 4. Cela va souvent de pair avec une déprime, voire une véritable dépression, tant l'implication personnelle est forte dans les espaces d'expérience.

Avec le retour à la « vie normale », la politique institutionnelle reprend progressivement ses droits. Pour les activistes de Gezi, la désillusion est d'autant plus rude qu'après l'engagement intense et la joie qu'a procurée le sentiment d'être acteur en occupant une place, l'AKP⁴², le parti du Premier ministre R. Erdogan, devenu président de la Turquie en août 2014, a remporté de larges victoires électorales et s'est vu conforté dans sa politique au cours des mois qui ont suivi le mouvement. Les activistes ne reflétaient qu'une partie des citoyens et la démocratie turque ne se jouait pas seulement sur la place Taksim.

Cette désillusion n'est pas le propre des occupations de place. On la retrouve presque systématiquement lorsque les alter-activistes sortent d'espaces d'expérience, qu'ils soient motivés par une exigence de démocratisation ou par la cause écologiste. Elle est la conséquence personnelle de cette rupture de la concordance subjective entre subjectivation et *agency*. Sortis des espaces d'expérience, les acteurs sont confrontés à la difficulté de passer du changement quotidien à la transformation de la société.

Un an après la série de *focus groups* de l'intervention sociologique, Clara, l'une des participantes, est en séjour d'échange étudiant au Chili. Elle est frappée par l'absence de considérations écologistes de nombreux Chiliens qui ne pratiquent, par exemple, que très peu le tri sélectif. Valait-il la peine de tant s'investir pour que les étudiants de Louvain-la-Neuve remplacent leurs gobelets jetables par d'autres réutilisables si, à l'autre bout de la planète, rien n'est recyclé ? La concordance subjective entre le changement de soi et le changement du monde se rompt alors avec fracas et les actions passées apparaissent alors davantage comme une goutte d'eau dans l'océan.

« Je suis bien plus pessimiste en ce qui concerne notre avenir. [...] Je pensais que tout s'arrangeait. Depuis, je n'ai plus beaucoup d'espoir. Je sens qu'on court à la catastrophe [environnementale] et que rien ne pourra nous en empêcher à présent. [...] Comment continuer à vivre en sachant cela ? » (e-mail envoyé depuis le Chili, mars 2014).

42. *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la justice et du développement).

Cette désillusion ne conduit cependant pas forcément à l'inaction. Comme le souligne Alain Touraine⁴³, le moteur et les motivations de l'engagement se trouvent moins dans l'impact de son action dans la société que dans la relation à soi, et notamment dans l'exigence d'une grande cohérence personnelle comme Clara l'écrit juste après l'extrait précédent :

« Mon défi à présent, c'est de sauver ma conscience, à défaut de ne plus croire en la possibilité de sauver le monde grâce à des gobelets réutilisables. Le pessimisme ne me mène donc pas à l'inaction, au contraire. [...] Je comprends ce qu'il se passe autour de moi et j'agis en conséquence mais avant tout pour réussir à m'endormir le soir sans la culpabilité et me savoir participer à un massacre global de la planète » (*ibid.*).

De nombreux alter-activistes ont perdu leurs illusions sur la capacité de contribuer de manière significative à changer le monde. Ils maintiennent malgré tout cette concordance subjective entre le changement de soi ou local et celui de société en la reportant sur un changement social et culturel qui transformera la société « à très long terme » :

« Dans mon cas, je ne suis pas dans l'utopie qui croit qu'il y aura un changement important qui va partir d'une AMAP⁴⁴. Pour moi c'est vraiment un projet personnel. [...] Je ne crois plus aux institutions, je ne serai jamais une militante acharnée, je n'ai pas la force pour ça. Pour moi l'AMAP, c'est pour revenir à quelque chose de très terre-terre. [...] Je crois vraiment au long terme. Le processus de pousse d'une plante c'est le même que celui de l'éducation et c'est quelque chose qui me parle. Je veux m'investir dans quelque chose de concret, très concret, que je puisse toucher sur un plan individuel et local surtout » (Eloïse, coordinatrice d'une AMAP à Paris, *focus group*, 2012).

Qu'ils s'engagent pour la démocratie ou pour l'écologie, les alter-activistes incarnent de fait des mouvements culturels bien plus que politiques. L'expérience ainsi vécue a transformé la conception et les formes

43. Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil, 2013.

44. Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, une forme de réseau alimentaire alternatif très répandu en France, dans lequel les légumes sont directement achetés aux paysans locaux.

concrètes de la citoyenneté et de la démocratie, qui ne se limitent pas aux relations aux institutions et à l'État mais sont aussi une culture et des pratiques. Dans cette perspective, les victoires électorales de l'AKP dans les mois qui ont suivi l'occupation de Gezi n'invalident pas ce mouvement et ne présagent pas forcément de sa perte d'influence, qui peut être importante à moyen et long termes. Rappelons que les élections législatives de juin 1968 en France donnèrent une large victoire électorale à la droite. Qui niera pourtant qu'à moyen et long termes, l'impact du résultat de ces élections fut bien moindre que celui du « mouvement de mai » qui a profondément transformé la France⁴⁵. Ce n'est pas forcément l'analyse que laissait présager la conjoncture française deux ans après mai 1968. Évaluer en 2015 l'impact global des mouvements de juin 2013 au Brésil ou en Turquie paraît tout aussi prématuré ; d'autant que l'un de leurs impacts majeurs concerne la subjectivité de ces acteurs, du sentiment d'une capacité d'agir (*empowerment*) qui constitue l'un des principaux résultats des mouvements citoyens pour une démocratisation. Cependant, ni le changement des subjectivités opéré pendant la révolution de 2011, ni les médias alternatifs et le niveau élevé d'éducation de nombreux jeunes Cairotes n'ont empêché la répression féroce de s'abattre sur les Frères musulmans, puis sur de nombreux jeunes alter-activistes qui avaient animé la place Tahrir en 2011. S'il est trop tôt pour tirer un bilan de ces révolutions, il n'est pas dit que les processus de subjectivation des citoyens devenus alter-activistes l'emporteront sur la répression et la force du régime.

Conclusion

Les alter-activistes rappellent que la démocratie ne se limite pas à la sphère de la politique institutionnelle. Elle se réalise et s'expérimente dans la participation et s'incarne dans la volonté d'être acteur de sa vie et de son monde. Ces jeunes alter-activistes nous invitent à suivre Melucci ou Rancière et à rompre avec la déconnexion entre la vie de tous les jours et la démocratie et l'idée que seules comptent les actions qui trouvent un écho dans les médias ou dans les politiques institutionnelles.

45. Alain Touraine, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Seuil [1968], 1998 ; Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Tout autant que dans une conscience des défis globaux, l'engagement des jeunes alter-activistes trouve son fondement dans une relation à soi. Pour comprendre les mouvements des années 2010, il est essentiel de se pencher sur le rapport à soi dans cette figure du rapport au monde qu'est le mouvement social. Nous ne pouvons comprendre ces mouvements sans analyser les ressorts, les logiques et les motivations qui sous-tendent le processus de subjectivation et l'aspiration à devenir un sujet personnel. Il est cependant tout aussi important de comprendre le passage de cette subjectivation à l'action. Elle se confronte aussi à l'articulation nécessaire avec les exigences de l'action et à la complexité du changement social dans un monde global.

Le défi et tout l'intérêt de cette culture militante alter-activiste tient précisément dans cette exigence d'articuler deux registres que Sartre considérait comme exclusifs⁴⁶ : l'engagement et la réflexivité. Ces jeunes alter-activistes aspirent à devenir à la fois sujets et acteurs, à mener à bien un intense processus de subjectivation et une volonté d'être acteur, de s'inscrire dans une société et de contribuer à sa transformation.

Bibliographie

- ABDELRAHMAN Maha, «The Transnational and the Local: Egyptian Activists and Transnational Protest Networks», *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 38, n° 3, 2011, p. 407-424.
- BAROUH Emmy, *The Protesters*, Sofia, New Bulgarian University Press, 2015.
- BEY Hakim, *TAZ, zone autonome temporaire*, Paris, les éditions de L'éclat, 1997.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPPELLO Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BRINGEL Breno et PLEYERS Geoffrey, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)-Sciences humaines et sociales*, vol. 7, 2015, p. 7-18.
- COMITÉ INVISIBLE, *L'insurrection qui vient*, Paris, La fabrique éditions, 2007.

46. Jean-Paul Sartre, *L'Être et le néant*, Paris, Gallimard, 1976.

- DOBRÉE Michelle, *L'écologie au quotidien*, Paris, Budapest, Torino, L'Harmattan, 2002.
- GIDDENS Anthony, *The Constitution of Society*, Cambridge, Polity Press, 1984.
- GLASIUS Marlies et PLEYERS Geoffrey, «The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity», *Development and Change*, vol. 44, n° 3, 2013, p. 547–567.
- HOLLOWAY John, *Crack Capitalism*, Londres, Pluto, 2010.
- JASPER James, *Protest. A cultural approach*, Cambridge, Polity Press, 2014.
- KHOSROKHAVAR Farhad, *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder, Londres, Paradigm Publishers, 2012.
- MARTUCELLI Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Collin, 2006.
- MATHIEU Lilian, *La démocratie protestataire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- MCADAM Doug, «The biographical consequences of activism», *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 744-760.
- MCDONALD Kevin, *Global Movements: Action and Culture*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006.
- MELUCCI Alberto, *Movimientos sociales y vida cotidiana*, Mexico, Colegio de México, 1999.
- MOISANT Jeanne, «Espagne: de l'indignation à l'organisation», *La vie des idées*, 20 mars 2015, disponible sur <http://www.laviedesidees.fr/Espagne-de-l-indignation-a-l-organisation.html> (consulté le 27 janvier 2016).
- NANTEUIL-MIRIBEL Matthieu de, *La démocratie insensible, économie et politique à l'épreuve du corps*, Paris, Érés, 2009.
- PLEYERS Geoffrey, «Des black blocks aux alteractivistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes», *Lien social et Politiques*, n° 51, 2004, p. 123-134.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- PLEYERS Geoffrey, «Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indigènes et transition écologique», in Valérie Becquet, *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014, p. 51-68.
- RANCIÈRE Jacques, *Au bord du politique*, Paris, La fabrique éditions, 1998.
- SARTRE Jean-Paul, *L'Être et le néant*, Paris, Gallimard, 1976.
- SCHLEMBACH Raphael, «How do radical climate movements negotiate their environmental and their social agendas? A study of debates

- within the Camp for Climate Action (UK)», *Critical Social Policy*, vol. 31, n° 2, 2011, p. 194-215.
- TAYLOR Charles, *The ethics of authenticity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.
- TOSCANO Emanuele et DI NUNZO Daniele, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Roma, Armando, 2011.
- TOURAINÉ Alain, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Seuil [1968], 1998.
- TOURAINÉ Alain, « From understanding society to discovering the subject », *Anthropological Theory*, vol. 2, n° 4, 2002, p. 387-391.
- TOURAINÉ Alain, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil, 2013.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Balland, 2004.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012.
- WIEVIORKA Michel, « The resurgence of social movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.

Chapitre 2

La subjectivité des femmes « çapulcu¹ » à Gezi²

En juin 2013, on a observé en Turquie l'émergence d'une vague de résistances qui a commencé par la défense d'un parc, a abouti à son occupation et à la constitution d'un campement géré comme une commune autonome par divers groupes. Cette résistance s'est rapidement étendue à d'autres villes de Turquie et s'est manifestée par des protestations qui ont duré tout l'été. Celles-ci ont eu des répercussions sur la campagne électorale de décembre 2013 et qui se prolongent encore aujourd'hui. En effet, malgré le constat souvent répété prétendant que le mouvement Gezi³

1. Çapulcu veut dire pillleur. Utilisé par le Premier ministre pour parler des activistes de Gezi, ce terme est fréquemment repris avec humour par les jeunes activistes, comme tentative de « renversement du stigmaté » pour leur construction identitaire. Voir Michel Wieviorka, *La différence. Identités culturelles: enjeux, débats et politiques*, Paris, Balland, 2001.
2. Cet article est basé sur la recherche du code 14.502.001 de la Coordination des projets et des recherches scientifiques de l'Université Galatasaray (BAP) menée par l'auteur et Hakan Yucel, assistés de Hande Coşkan et Zeynep Gülru Göker.
3. Cette série d'actions de rue est appelée par certains « mouvement », par d'autres « résistance ». Nous avons décidé de l'appeler « mouvement », parce que nous le voyons en continuité avec les mouvements de résistance globale (Geoffrey Pleyers and Marlies Glasius, « Post-2011 Movements: Democracy, Social Justice, Dignity », *Development and Change*, vol. 44, n° 3, p. 547-567; Donatella Della Porta, *Can Democracy be Saved: Participation, Deliberation and Social Movements*, Cambridge, UK, Polity Press, 2013).

a pris fin à la suite de l'échec électoral (le gouvernement de l'AKP⁴ a remporté pour la troisième fois les élections locales en décembre 2013, puis, la même année, les élections présidentielles) et n'influençait plus la scène politique, les effets de ce mouvement demeurent conséquents, notamment aux niveaux social et culturel. Le mouvement de Gezi a fait émerger en Turquie une nouvelle subjectivité basée sur un nouveau type d'individu, que nous appelons l'« individu solidariste ». Ce nouveau type d'individualisme se construit en opposition au discours hégémonique qui, depuis les années 1980, a tenté de combiner en Turquie deux approches paradoxales de l'individu : l'une fondée sur la concurrence et sur l'idéologie néolibérale, favorisant l'individu atomisé, l'autre fondée sur la soumission de cet individu atomisé à l'autorité patriarcale. Ainsi, nous voyons émerger un nouveau type d'individu solidariste dans la résistance de Gezi, opposé à l'individu atomisé du néolibéralisme. Cela n'est sans doute pas une particularité de la résistance Gezi, comme Michael Hardt et Antonio Negri le soulignent, mais plutôt l'émergence d'une singularité qui incarne le potentiel de subjectivation des nouvelles résistances des indignés au niveau global :

« Y compris dans sa résistance solitaire, l'indignation qui exprime la souffrance individuelle, fait référence à l'être-ensemble. Elle devient singulière, parce que le devenir-singulier, par opposition au devenir-individuel, signifie puiser à nouveau notre force subjective dans l'être-ensemble [...]. Un processus de singularisation commence ainsi à s'incarner : une autoaffirmation, une autovvalorisation et une décision subjective qui pointent toutes vers un état collectif.⁵ »

Ce nouvel individu solidariste a contribué à l'émergence d'un nouveau sujet-femme après Gezi, les femmes ayant été l'un des acteurs principaux du mouvement. Elles en ont d'une part été les icônes – le mouvement est toujours représenté par des affiches et des photos publiques montrant des femmes résistantes –, d'autre part, elles sont intervenues, ont guidé et transformé la langue et les répertoires d'actions à l'intérieur de ce mouvement mixte. En concentrant notre recherche sur les femmes activistes de Gezi, nous tenterons de montrer les continuités et les

4. AKP pour *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la justice et du développement).

5. Michael Hardt et Antonio Negri, *Déclaration, Ceci n'est pas un manifeste*, traduit de l'anglais par Nicolas Guillot, Paris, Raisons d'Agir Éd., 2012, p. 47.

ruptures de ces actrices avec les mouvements de femmes en Turquie ; nous tenterons aussi de voir l'impact de l'individualisme solidariste émergeant après Gezi sur la subjectivation des femmes. Nous n'allons pas fonder notre réflexion uniquement sur les activistes féministes, mais aussi sur les femmes non-organisées – elles constituaient une partie importante des activistes du parc. Nous utilisons la méthode qualitative, à travers les interviews et les groupes de discussion avec les femmes rattachées ou non à une organisation, de différentes générations, classes sociales, identités, tendances politiques. Cette recherche est basée sur les femmes « çapulcu » d'Istanbul, mais aussi celles venues à Istanbul pendant la résistance pour participer à l'occupation du parc.

Gezi et les nouvelles résistances globales

Gezi, comme nombre de révoltes contemporaines, s'est développée par vagues. Les activistes utilisent les médias sociaux, ont parfois recours à la violence, font l'expérience de la gestion de zones autonomes tout en luttant pour des espaces et l'affirmation de modes de vie. Quand nous regardons la littérature, nous rencontrons parmi les héritiers de la sociologie tourainienne du sujet⁶ des sociologues qui voient dans cette nouvelle génération de mouvements sociaux la marque du sujet contemporain⁷.

Wieviorka nous propose d'analyser le mouvement social et global à travers les cinq critères que constituent le contexte de l'action (nationale, internationale et globale), la nature de la domination mise en question, la nature de l'action (sociale ou culturelle), la relation avec l'État et le système politique, et le type du « sujet » qui souligne l'action (un sujet social, culturel ou individuel)⁸. On peut dire que, comme dans le cas des mouvements des indignés et des révoltes arabes, les formes d'action de Gezi étaient locales avant d'avoir des résonances globales. Comme

6. Alain Touraine, *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 1992; et *Qu'est-ce que la démocratie?*, Paris, Fayard, 1994.

7. Michel Wieviorka, «Un autre monde est possible», in Michel Wieviorka (dir.), *Un autre monde...*, Paris, Balland, 2003, p. 15-53; et «The Resurgence of Social Movements», *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19; Geoffrey Pleyers, *Alter-Globalization, Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

8. Michel Wieviorka, «The Resurgence of Social Movements», *op. cit.*

d'autres mouvements de résistance globale, celui-ci était formé d'actions collectives où des performances individuelles caractérisées par l'usage de l'humour naïf et spontané ont joué un rôle central. Le mouvement a cherché des formes d'action et de coordination qui défiaient les types d'organisations verticales et hiérarchiques⁹. Ses acteurs, durant et après Gezi, ont vécu un changement dans leurs rapports individuels à l'espace public, et ont commencé à participer en masse aux manifestations de rue en lutte contre les mécanismes de décisions hiérarchiques commandant les politiques urbaines¹⁰. L'analyse des femmes de Gezi révèle la construction d'un nouveau sujet-femme chez ces individus solidaristes, à travers les nouveaux rapports sociaux noués avec le système politique et économique.

L'action de ces sujets-femmes de Gezi est en continuité avec celle des acteurs des nouveaux mouvements de résistance globale et porte l'héritage des mouvements des femmes en Turquie.

Les femmes de Gezi et les mouvements des femmes en Turquie

La voie que les mouvements des femmes avaient suivie en Turquie avant le mouvement Gezi a tracé le chemin qui les a amenées au parc. Cet héritage est essentiel pour comprendre les femmes rattachées ou non à une organisation qui ont participé aux actions de résistance pendant et après Gezi.

La deuxième moitié des années 1980 et les années 1990 ont été marquées par l'émergence d'une nouvelle conception de la subjectivité de la femme qui proposait une relecture féministe de l'historiographie républicaine. On dénonçait cette historiographie en disant que la femme était considérée comme « libérée » des traditions islamiques par le modernisme kémaliste mais, en réalité, elle n'était pas « émancipée »

9. Engin Sustam et Giancarlo Pizzi, «Siyasal Özneleşmeden Üç Ağaç Ekolojisine: "Direnen Hayat ve Gezi Parkı"» (De la subjectivation politique à l'écologie de quelques arbres), *Teorik Bakış*, n° 2, 2013, p. 43-60.
10. Donatella Della Porta, *Can Democracy be Saved: Participation, Deliberation and Social Movements*, *op. cit.*

en tant que sujet de la nouvelle société républicaine¹¹. La voix féministe autonome était donc réduite au silence sous l'hégémonie de l'historiographie officielle républicaine qui dissimule les faits historiques comme la fermeture des institutions féministes par Atatürk lui-même.

Par ailleurs, au-delà des féministes, d'autres groupes de femmes kémalistes, kurdes ou musulmanes, avaient également développé des réseaux de lutte commune contre les discriminations sexistes et les politiques du corps mises en œuvre par l'État depuis les années 1990. Un passage s'est ainsi opéré d'une conception élitiste et moderniste du féminisme forgée avant les années 1980, qui mettait l'accent sur l'éducation des femmes « paysannes sous-développées » par les femmes « éclairées » de la République, vers une conception de lutte commune¹². C'est à cette période que l'on assiste au rapprochement entre les femmes socialistes et la résistance des femmes kurdes, ou à la formation de groupes de lutte commune comme « *birbirimize sahip cikiyoruz* », un groupe de femmes musulmanes et socialistes dont l'objectif est de se soutenir contre les politiques du corps imposées par l'État et le système politique.

Les femmes de divers groupes et identités politiques se sont rencontrées à Gezi. Là, elles sont intervenues de multiples manières. Elles se sont par exemple mobilisées contre le langage sexiste utilisé par de nombreux activistes et contre la stigmatisation des prostituées et des homosexuels dans le discours machiste des activistes hommes. Elles ont aussi proposé des actions performatives et corporelles, qu'elles employaient fréquemment dans les manifestations féministes ou LGBTI (*Lesbian Gay Bi-Sexual Transgender and Intersexe*), devenues des formes d'action dominantes de Gezi. Bref, elles ont modifié et « démachisé » le cadre dans lequel s'est construit le champ autonome de résistance Gezi, le fonctionnement de la commune de Gezi. Ici, il s'agit de la formation d'un espace d'expérience où la vie quotidienne se mêle à l'histoire politique. Il n'est d'ailleurs pas anodin que 51 % des activistes de Gezi soient des femmes¹³.

11. Deniz Kandiyoti, « Emancipated but unliberated? Reflections on the Turkish case », *Feminist Studies*, vol. 13, n° 2, 1987, p. 317-338.
12. Aksu Bora, *Feminizm Kendi Arasında (Féminisme entre nous)*, Istanbul, Ayizi Kitap, 2011.
13. Le rapport de l'enquête de Gezi de Konda est consultable sur http://konda.com.tr/tr/raporlar/KONDA_GeziRaporu2014.pdf.

Les femmes activistes de Gezi : notes de terrain

Gezi fut un mouvement de rencontres entre plusieurs groupes et identités. Ce fut également le cas pour les femmes qui y participèrent. Des nationalistes, des féministes de gauche, des féministes kémalistes, des Kurdes et des musulmanes étaient mobilisées dans un même mouvement.

Ce fut aussi la rencontre et la collaboration entre des activistes qui avaient déjà une certaine expérience et d'autres qui n'étaient dans aucune organisation politique avant Gezi. Celles-là l'ont vécu comme une première expérience de l'action de rue, tandis que pour les premières, Gezi a souvent représenté un point de rupture avec les formes de politisation antérieure dans des organisations socialistes, féministes ou autres.

Les non-organisées de Gezi ont vécu une rupture beaucoup plus importante dans leur trajet individuel de politisation que celles qui étaient déjà membres d'une organisation politique.

« C'était la première fois pour moi, cet activisme de rue [...]. Nous sommes la génération d'après le coup d'État, nous avons peur de la politique, on nous avait pacifiés sous la menace de la torture. J'étais apolitique [...]. Il y avait beaucoup de gens comme moi, non-organisés, mais qui étaient énervés par un sentiment d'injustice, de tous les âges, de tous les groupes. Surtout cette langue créée par les jeunes, cet activisme qui ne nous rappelait pas du tout l'activisme du passé, cette joie des jeunes, tout ça m'a attirée vers Gezi, je me suis sentie à l'aise là-bas, juste parce que c'était pas comme les autres actions politiques. J'y ai participé individuellement et Gezi a créé une solidarité pour des individus comme moi. » (A)

Selon les interviews, la rencontre de ces femmes à Gezi était la conséquence de l'approfondissement des politiques misogynes de l'État, de ses interventions sur la vie et sur le corps des femmes, qui n'ont pas débuté avec le gouvernement de l'AKP. L'appropriation de la ville et la revendication du droit à la ville (et au parc) semblent être des raisons secondaires : cette appropriation se concrétise par la volonté de féminiser l'espace urbain.

L'intervention de l'État sur le corps de la femme se manifeste pendant le mouvement de Gezi à travers la violence policière, comme dans

le cas d'autres révoltes semblables¹⁴. On n'est plus dans le domaine du discours, mais dans celui du concret qui fait mal, qui blesse, qui viole les frontières corporelles. « Tu peux te défendre contre la police qui essaie de te matraquer, mais tu ne peux rien faire contre le gaz, il rentre dans ton corps, tes poumons, c'est horrible de ne plus pouvoir respirer ! » (B). « Il y a eu une violence d'État et elle a agi différemment sur les femmes. Il y a eu des harcèlements sous la détention. Les femmes arrêtées ont été mises dans des cellules d'isolement à Ankara » (rencontre des forums des femmes en septembre 2013). Consécutivement à cette expérience vécue de la violence policière, les femmes sont passées à une autre étape de la résistance. Elles ont franchi le seuil de la peur et l'ont dépassé en parvenant à la colère, étape qui a eu aussi un impact sur leur activisme après Gezi :

« On a vécu une violence horrible à Gezi mais on osait y aller, car on confrontait cette violence tous ensemble... Les gens s'entraidaient, quand il y avait le gaz, on l'avalait ensemble, on se sauvait tous ensemble des balles en plastique... Dans cette foule, on se sentait protégé. » (A)

« Nous avons vaincu la peur. Nous avons confronté la violence et nous sommes passées à l'étape de la colère. La violence policière s'est normalisée. Aujourd'hui, quand je vais à une manif, je n'ai plus peur car je sais que l'on va nous jeter du gaz, de l'eau, on nous bat, on sait à quoi on doit s'attendre. » (D)

« Je pense que l'on a dépassé la frontière de la peur. L'autre jour j'ai vu les jeunes devant la statue du taureau à Kadikoy¹⁵, ils accrochaient une pancarte et la police y allait pour les arrêter, ils s'en foutaient, ils n'avaient pas du tout peur. » (E)

14. Donatella Della Porta et Herbert Reiter, « Les Mesures policières face aux mouvements altermondialistes », in Amin S. et F. Houtart (eds), *Forum mondial des alternatives, mondialisation des résistances, l'état des luttes 2002*, Paris, Budapest, Yorino, L'Harmattan, p. 285-300; Donatella Della Porta et Olivier Fillieule (dir.), *Police et manifestants : maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Sciences Po, Les Presses, 2006; Aysen Uysal, « Polis Halkı İsyana Teşvik eder mi?: Protesto Eylemlerinin Kaynağı Olarak Polis Şiddeti » (Est-ce que la police provoque la révolte du peuple ? : la violence policière en tant que la source des actions de protestation), *Birikim*, 291-292, 2013, p. 77-83.
15. Quartier du côté asiatique à Istanbul.

Les familles

La présence des femmes à Gezi n'est pas toujours accueillie sans problème par leurs familles. On a rencontré des femmes qui ont dû discuter avec leurs maris, leurs parents ou leurs enfants pour justifier leur activisme. Il y en avait aussi beaucoup qui avaient participé à Gezi depuis la maison : elles offraient leurs maisons aux blessés, elles envoyaient des messages par les médias sociaux pour faire circuler des informations, car elles avaient peur de la violence de rue. Parmi celles qui sont sorties dans la rue, certaines ont souligné le soutien qu'elles ont reçu de la part de leurs familles quand elles ont rejoint le combat.

« On a évacué Gezi et nous avons commencé à faire des forums dans les parcs de quartiers. C'était le premier jour, dans le parc de Yagurcu à Kadikoy, j'ai pris la parole et en parlant je tremblais, j'étais tellement émue, et j'ai dit ce que je pensais, que nous étions des combattants de liberté. Quand j'ai fini mon discours, tout le monde était ému et mon mari m'a embrassé en disant "je suis tombé amoureux encore une fois !" » (B)

Femmes activistes du parc et des barricades

Parmi les femmes activistes, on peut distinguer deux catégories essentielles : celles qui étaient au parc et celles qui étaient derrière les barricades. La question de la peur revient quand on parle des combats qui s'y sont déroulés. Une femme qui a réussi à résister sur une barricade pendant l'intervention de la police a gagné en prestige auprès de ses compagnons. Ces femmes n'étaient pas nombreuses, mais elles étaient présentes, surtout les jeunes.

« Au début, les hommes regardent tes fesses, avant que le combat commence. Et, après, la police arrive. Là, chacun devient combattant. Pas de différence entre l'homme et la femme. J'étais là, derrière la barricade et du coup, j'ai vu la capsule de gaz. Je me suis précipitée et j'ai donné un coup de pied dans la capsule pour l'éloigner de la barricade, comme les autres. Là, tu deviens camarade, tu deviens le héros de la barricade. Personne ne peut oser dire que les femmes étaient lâches pendant la lutte. » (F)

« Je préférerais les barricades. Je suis une “fille de barricade”... Je ne sais pas, je me sentais plus à l’aise là-bas, au cœur de la lutte. C’est la rue, il faut être dans la rue, pour lutter. » (B)

Mais beaucoup d’autres femmes avaient préféré le parc, pour être au cœur de l’organisation de la commune créée pendant deux semaines. « Être utile » était le motif principal qui les poussait vers le parc, en continuité avec leur conception de la « féminité ».

« Je me trouvais toujours quelque chose pour être utile au parc : j’étais parfois à l’infirmierie pour les blessés, parfois à la cuisine, parfois j’essayais de travailler dans l’organisation des activités... Dans la vie courante aussi je suis comme ça : je ne suis pas calme quand je ne suis pas utile. J’ai été élevée comme ça, être utile, c’est ça être femme ! » (C)

En effet, dans le parc il y avait beaucoup de travail à faire. Comme on peut le voir sur le plan ci-après, une zone autonome appelée commune – en référence à la Commune de Paris – avait été créée par les activistes après quelques jours. Cet espace autonome s’est rapidement étendu à travers Gezi. Les parties 1-2-4-5-8 du plan nous montrent l’étendue de la commune de Gezi gérée par divers groupes.

La commune était composée d’une cantine, d’une infirmerie gérée par des médecins volontaires, d’une pharmacie, d’un territoire attribué aux activistes du groupe « communs » (*müşterekler*), d’une zone de spectacles et de forums, d’une zone médias. Tout cela était géré par des activistes et des volontaires, à tour de rôle. Le reste de ce grand terrain était occupé par les tentes des individus et des groupes politiques occupant le parc. Tous les biens et services étaient assurés gratuitement. La vie dans la commune était « financée » par les donations provenant de ceux qui soutenaient la résistance sans pouvoir venir au parc, notamment les individus, les organisations politiques, certaines entreprises et hôtels (ces deux derniers le faisaient souvent de manière dérobée, car cela aurait provoqué la réaction du gouvernement). Le soutien donné au parc de Gezi révélait la position d’opposants des donateurs, mais sans indiquer précisément leur tendance politique, car Gezi était soutenu aussi bien par les nationalistes kémalistes que

par les groupes socialistes, féministes et kurdes : leur point de rencontre était l'opposition aux politiques de l'AKP.

Selon le constat des femmes de plusieurs groupes différents, l'utilisation excessive du gaz aurait rassemblé et engendré une solidarité jamais vue avant. Malgré la violence excessive utilisée par la police, selon les constats des rapports d'Amnesty International¹⁶, Gezi ne constitue pas une période de souffrance dans la trajectoire de ces femmes, en raison des souvenirs liés à la solidarité collective. Les femmes se la remémorent les larmes aux yeux, avec nostalgie. Ces souvenirs font de



Plan du parc Gezi

Gezi un événement structurant les trajectoires individuelles, suscitant aussi un sentiment de manque et de ressentiment en raison du déclin que connaît la résistance actuelle.

16. Le rapport d'Amnesty International « *Turkey: Gezi Park Protests, brutal denial of the right to peaceful assembly in Turkey* », disponible sur <http://www.amnesty.org/fr/documents/eur44/022/2013/en.pdf> (consulté le 24 février 2016).

« Une solidarité incroyable... On avait laissé des clés sur les portes à Kadikoy¹⁷, à Cihangir¹⁸, pour qu'on puisse entrer. On s'est réfugié chez des gens, on n'avait pas du tout cette méfiance des étrangers. » (D)

« Gezi était si importante, si spéciale pour moi, je veux que quelqu'un vienne me dire: "Ça va recommencer, t'en fais pas." Ça me manque tellement! » (C)

Cette solidarité dominante et répandue dans toute la ville a permis aux femmes de dépasser les frontières du licite-illicite en s'alliant avec des inconnus. Elles ont vécu dans une ambiance de confiance pendant deux semaines et se sont senties partout entourées de compagnons dans un climat de solidarité, à l'abri de tout risque d'agression ou de harcèlement¹⁹. Bien que celui-ci soit attesté dans le parc, selon les témoignages, dominait le sentiment que de telles menaces étaient peu probables et ne pouvaient pas se concrétiser dans le climat de solidarité qui régnait.

« Avant, on avait peur de distribuer les brochures du Parti communiste dans la rue d'Istiklal, les barbus nous attaquaient. Mais là, nous étions plus nombreux, personne n'osait plus rien dire, intervenir. » (G)

« Normalement en tant que femme, tu ne peux pas te ballader calmement à Beyoglu²⁰ le soir, mais là, c'était notre rue, les femmes, les hommes, on était ensemble, personne ne dérangeait l'autre malgré les circonstances difficiles. » (B)

La résistance de Gezi dans le langage

En effet la présence féminine active et même dominante à Gezi n'a pas uniquement assuré la sécurité des femmes, mais a aussi influencé les répertoires d'action et la langue utilisée. L'interdiction de jurer a été la règle la plus respectée et celle qui a eu le plus d'effet sur les hommes de Gezi.

17. Quartier du côté asiatique.

18. Quartier près de la place de Taksim et du parc Gezi.

19. Cela montre la différence entre la résistance de Gezi et l'occupation de Tahrir, dans laquelle les activistes avaient harcelé et violé les femmes dans la foule. Or Gezi était la réalisation de l'idéal de liberté de la femme.

20. Quartier près de la place de Taksim.

« Il était 5 h du matin, j'étais à la garde de nuit. Un groupe d'hommes buvait au parc, ils juraient. Moi je suis allée près d'eux et leur ai dit: "Chers amis, depuis des jours nous disons de résister en s'obstinant et non pas en jurant."²¹ Et ils se sont excusés et se sont tus. Normalement, je n'oserais jamais faire une telle intervention auprès d'hommes ivres à 5 h du matin... [...] Un homme m'a demandé la permission en disant: « Ma sœur, est-ce que nous pouvons utiliser le mot "sans honneur, lâche" pendant une manif? » Ils faisaient attention désormais. » (D)

Cette intervention des femmes à Gezi a eu des conséquences dans l'organisation du parc, des répertoires d'action et sur les slogans utilisés. Les femmes de l'organisation des féministes socialistes – Socialiste Féministe Collectif (SFK) – ont construit un atelier de « jurons alternatifs » et une tente appelée « la zone de non-harcèlement » ; elles y recueillaient les plaintes des autres femmes dans le but d'empêcher la violence dans le parc. La performativité était la langue de l'action la plus utilisée – en continuité avec les actions des femmes avant Gezi –, et les slogans créés à la suite de l'interdiction des jurons ont fait émerger une créativité jamais vue dans les autres mouvements sociaux. Certains graffitis de Gezi témoignaient de la féminisation du mouvement: « Si tu as le gaz, moi j'ai le mascara *waterproof* » – « Aie! C'est carrément révolution, quoi! » – « *Tayyip* cours cours cours, les femmes arrivent! » – « *Inchallah* chérie », soulignaient un style féminin dans le langage utilisé.

L'impact de Gezi sur le mouvement féministe

La présence des femmes à Gezi est le résultat de la force des groupes féministes, mais cette présence a eu, inversement, un impact sur l'évolution du mouvement féministe. Les contacts pris entre les femmes rattachées ou non à une organisation pendant la résistance ont entraîné le recrutement de nouveaux membres dans le mouvement.

21. Les jurons en turc, comme dans le cas des autres langues, font tous allusion soit au corps de la femme – ou de LGBT –, soit à la pénétration sexuelle, en guise d'humiliation. Les féministes et les LGBT réagissent à cette nature sexuée des jurons.

« Avant Gezi, je n'étais pas organisée. Gezi m'a fait comprendre que nous ne pouvons rien faire isolément. Après, je suis venue au Forum des femmes Yogurtcuparki, et, pendant l'occupation du parc, j'avais visité les tentes de IFK²² et de SFK. Enfin j'ai compris qu'il faut agir ensemble, être organisées. Donc je suis à présent membre d'IFK et de Yogurtcuparki. » (H)

Les tentatives de la part des femmes non-organisées pour s'intégrer dans les organisations féministes à la suite de la résistance de Gezi ont été vécues comme un défi par ces organisations qui avouent aujourd'hui leur manque de capacité à intégrer ces centaines de femmes nouvellement arrivées. Récemment, IFK et SFK discutaient de la nécessité de s'ouvrir aux masses à la suite de l'augmentation des nouvelles adhérentes à leur organisation.

Par ailleurs, les contacts entre les femmes socialistes féministes, kurdes, conservatrices et kémalistes dans le parc ont aussi donné lieu à des actions communes après Gezi, comme la manifestation de Kabatas organisée par les femmes socialistes féministes et les musulmanes contre le harcèlement dénoncé par une femme voilée. Dans les forums féminins qui se sont constitués après la destruction de la commune du parc Gezi, on a vu aussi le rapprochement entre les femmes organisées et non-organisées. Ces forums sont devenus les nouvelles agoras des femmes dans la mesure où elles y décident des manifestations et des actions à venir ; on assiste à une réflexivité-femme dans les forums²³.

Quand on parle des résistantes non rattachées à une organisation, on doit particulièrement mentionner le cas des « mères » dans la résistance Gezi. Les mères y ont été invitées par le maire pour « y prendre leurs enfants de là et les emmener à la maison ». Elles sont venues à Gezi le

22. Istanbul Féministe Collectif, l'organisation des féministes socialistes d'Istanbul.

23. Au début, on avait formé plusieurs forums de femmes : Abbasaga, Macka et Goztepe étaient les principaux forums de femmes créés après Gezi. Mais Yogurtcuparki est le seul forum qui subsiste et dont les membres se réunissent chaque mercredi. En hiver, elles se réunissent dans les locaux d'une organisation civile. À partir de mai, elles se réunissent toujours dans le parc de Yogurtcuparki à Kadikoy. Le forum des femmes Yogurtcuparki est devenu l'adresse des femmes résistantes de Kadikoy et malgré l'existence d'autres foyers de solidarité de femmes comme les forums des femmes des quartiers de Caferaga et de Yeldegirmeni, deux autres quartiers de Kadikoy, des squats et des organisations civiles et politiques, le forum des femmes reste le lieu de rencontre entre les femmes de Kadikoy de tendances politiques, d'organisations, de groupes et de solidarités de quartier divers.

soir du 14 juin 2013 et ont formé une chaîne humaine autour du parc, pour protéger « leurs enfants » de la violence policière. Les mères, en rejoignant l'action de leur jeune progéniture, ont renversé l'appel du maire, et ont ainsi transformé le sens patriarcal de la maternité en la redéfinissant à travers la résistance.

« Sur la barricade, j'ai tourné la tête et j'ai vu que le type à côté de moi était mon fils ! Il m'a remarqué et fâché, il m'a dit : "Qu'est-ce que tu fous ici ?" Il était inquiet car j'ai de la tachycardie. Je lui ai répondu : "Je fous ce que toi tu fous !" » (B)

Malgré cela, on peut dire que la présence active des femmes à Gezi a été négligée et sous-estimée dans les analyses et dans les discours produits par les hommes. On voit qu'elles critiquent le sexe opposé qui essaie de catégoriser, de figer tout en hâte, « pour être le grand théoricien de Gezi ».

« Ça m'a énervée cette histoire d'écriture des hommes : nous, quand nous résistions dehors, ils se dépêchaient pour s'enfermer et écrire, figer ce qui continuait, ce qui était en mouvement ! Nous vivions... Eux, ils écrivaient l'histoire de ce que nous vivions. Tandis que nous avalions du gaz à leur place. » (C)

La subjectivation des femmes et l'intervention à l'histoire

En partant de nos notes de terrain, nous constatons qu'il faut considérer Gezi, d'une part en interaction avec la vague de révolte globale depuis 2011 (le Printemps arabe, les Indignés, *Occupy Wall Street*, etc.), d'autre part en continuité avec l'histoire des mouvements sociaux locaux. Les actrices organisées de Gezi, en parlant de leur expérience d'action commune avec les autres femmes ou groupes en lutte contre la police, constatent avoir fait une nouvelle expérience, et avoir assuré une continuité de l'héritage des autres mouvements féminins qui ont su ouvrir la voie de la subjectivation aux femmes de Turquie depuis les années 1990.

Gezi a été la scène de rencontre entre les femmes rattachées ou non à une organisation. Les forums féminins qui se sont développés dans la continuité de Gezi ont permis le recrutement de nouveaux membres dans le mouvement des femmes. Preuve de la théorie des « cycles de

protestation » de Sydney Tarrow²⁴, on voit alors des femmes hors organisation commencer à agir en lien avec les féministes en fréquentant ces forums. Même les femmes qui ne fréquentent ni les forums ni les organisations féministes soutiennent désormais les actions des femmes. On en trouve un exemple dans les manifestations organisées par les féministes, pour la liberté et la sécurité des femmes, dans le quartier de Yeldeğirmeni à Kadiköy, en automne de 2013. Les femmes hors organisation du quartier leur ont apporté leur soutien en marchant avec elles.

Gezi, en tant que mouvement horizontal, a assuré la participation massive des femmes. Cette caractéristique propre à cet événement nous oblige à le différencier des autres révoltes de 2011, au Moyen-Orient. Gezi n'était pas un mouvement en opposition uniquement au gouvernement et au système économique, mais aussi au patriarcat. À la différence des précédents, les femmes y ont conservé leur féminité. Leurs interventions, leur manière de s'exprimer comme leur utilisation des répertoires d'action ont «féminisé» le mouvement. La subjectivation des femmes ne s'est pas réalisée uniquement à Gezi, mais aussi dans les forums de femmes, devenus agoras féminines. En conséquence, divers groupes de femmes apparaissent comme les acteurs les plus efficaces dans les actions et les organisations politiques de la période actuelle : elles organisent des protestations contre les attaques de l'État islamique (ÉI) à Kobanê (Kurdistan), elles y font des voyages de soutien à la résistance pour rencontrer les femmes kurdes ; elles participent aux protestations des travailleurs des mines contre les politiques sociales du gouvernement, elles organisent des activités de solidarité avec les femmes veuves des ouvriers des mines, morts à Soma ; elles interviennent dans les politiques de « désagriculture » du gouvernement en solidarité avec les villageois. Dernièrement, les organisations féministes et les forums de femmes se sont mobilisés activement dans les actions en faveur de la paix contre les politiques de guerre menées par le gouvernement. En résumé, elles ne sont plus des actrices n'intervenant que dans les actions concernant les femmes. Elles sont aussi les principales actrices d'opposition de l'espace public, dans leur tentative de porter la question féminine au cœur de toute opposition sociale.

24. Sidney G. Tarrow, *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 2011.

La littérature sur Gezi a en général exclu les femmes de l'analyse, car elle était produite en hâte par les hommes. Ils ont plutôt traité l'événement à la lumière des analyses et des catégorisations des mouvements passés, alors que Gezi était d'un nouveau type, improvisé, continu et non-organisé. Comme l'article d'Esin Ileri le montre dans ce livre, les acteurs de ce mouvement vivaient à la fois une rupture et une continuité avec les « soixante-huitards » des mouvements de gauche des années 1970. Or les analyses hâtives prenant comme axe de comparaison ces mouvements ont rapidement conclu que Gezi était fini, déclinait, car les gens ne sortaient plus en masse dans la rue et n'avaient pu s'organiser de manière stable. Il est vrai que les « *çapulcu* » ont souffert depuis la fin de l'été 2013 des processus de désobjectivation. Cela est dû à la violence policière dont ils ont fait régulièrement l'expérience²⁵ pendant les actions de rue, ou à l'échec politique vécu pendant les élections locales puis présidentielles. Ces processus de désobjectivation ont entraîné une dépression sociale hâtive parmi les opposants au régime en vigueur, qui renforce son autoritarisme par de nouvelles lois et interdictions après chaque élection gagnée.

Toutefois, les dernières élections parlementaires ont révélé tardivement les effets déterminants de Gezi sur les résultats du scrutin²⁶. Le soutien alors accordé par les électeurs des régions de l'Ouest de la Turquie au parti pro-kurde HDP²⁷ révèle deux choses : tout d'abord, depuis l'été 2013, nous constatons une empathie de la part des activistes du mouvement Gezi, considéré comme majoritairement porté par la classe moyenne urbaine, pour le Mouvement de la libération kurde. Cette empathie s'est manifestée à travers les actions de soutien organisées par les solidarités de quartier et les forums d'Istanbul et d'Ankara, soutien à la résistance de Kobanê, occupé par l'État islamique, pendant l'hiver 2015. Ensuite, c'est grâce à ce soutien mutuel

25. « Il faut reconnaître que l'expérience personnelle de la violence, du moins dans certains cas, est un processus, scandé par des moments plus décisifs que d'autres, chaque moment pouvant lui-même correspondre aussi bien à une subjectivation, qu'au contraire, à une perte de sens et à une désobjectivation » (Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Pluriel Hachette, 2005, p. 307).

26. Buket Türkmen, « From Gezi Park to Turkey's transformed political landscape », Opendemocracy, disponible sur <https://www.opendemocracy.net/buket-turkmen/from-gezi-park-to-turkey-s-transformed-political-landscape> (consulté le 24 février 2016).

27. Parti démocratique des peuples.

entre les opposants kurdes et turcs que le parti du gouvernement islamiste AKP a vu décroître son nombre de sièges au parlement, après les élections parlementaires de 2015 : face à l'impossibilité de continuer à gouverner seul, l'AKP a donc été obligé de créer une coalition avec un parti d'opposition. Le soutien donné au parti HDP²⁸ s'explique aussi par la présence importante des femmes dans l'espace politique suite à la montée en force de la femme kurde dans le mouvement. Le HDP a mis en place un système de représentation égalitaire des femmes. Ceci a encouragé les autres partis politiques à augmenter le nombre de leurs candidats de sexe féminin. En conséquence, dans le parlement actuel, 18 % des députés sont des femmes. Un tel niveau de représentation n'avait jamais été atteint depuis le début de la République. Le soutien donné au mouvement kurde s'explique aussi par le processus de paix qui avait « normalisé » les revendications identitaires et politiques de ce peuple. Le retour à la lutte armée de la résistance kurde est suivi, dans la période récente, d'un changement d'attitude de certains acteurs de Gezi, révélant une méfiance prudente.

Il serait donc simpliste de tirer des conclusions hâtives en ce qui concerne les effets sociaux des résistances comme Gezi. Celles-ci révèlent à long terme leur potentialité de changements sociaux et politiques. On doit distinguer les effets subjectivants et désobjectivants de la résistance Gezi à travers ses propagations dans la vie quotidienne. Dans la période qui a suivi, à Kadikoy et dans certaines parties de Cihangir ou de Besiktas, l'espace urbain est marqué sur les murs par des slogans de Gezi, par les images de ses martyrs exposées dans les cafés et les bars. On diffuse l'héritage de Gezi dans les squats en y créant des « foyers de solidarité » : « DonKisot », « Caferaga », « Yeldegirmeni » et « Kuzguncuk ». Ces solidarités de quartier utilisent les lieux de rencontre des habitants qui essaient d'étendre l'esprit de résistance et de solidarité sociale à la vie quotidienne. On crée une vie alternative au

28. Fondé en octobre 2012, c'est un parti-toit qui rassemble en son sein le Parti de la paix et de la démocratie (parti représentant les Kurdes) – aujourd'hui dissous dans HDP – et une vingtaine de partis et d'organisations de gauche turques. Il a été créé en tant que branche parlementaire du Congrès démocratique des peuples (HDK), créé lui en octobre 2011. Il s'agit d'une tentative d'alliance des divers mouvements de gauche kurdes, turcs, arméniens, circassiens, LGBTI et d'autres minorités sous un seul toit.

sein des solidarités de quartier et des forums²⁹ : on y organise des marchés d'échange, on y pratique l'agriculture et la production organique, c'est là que l'on prend des décisions au niveau du quartier pour organiser des actions, évaluer et prendre une position face aux questions politiques dans l'espace public. C'est dans ces foyers de solidarité de Kadikoy que l'on travaille à la création des « assemblées de quartier », dans lesquelles on espère pouvoir pratiquer la démocratie directe et intervenir sur les politiques urbaines des municipalités. On peut voir ici des pratiques préfiguratives, dont parle Deniz Günce Demirhisar dans le chapitre suivant, à travers les processus de subjectivation qui transforment l'espace politique, à travers les efforts pour concrétiser l'utopie, pour la traduire en formes organisationnelles, en actions et en nouveaux rapports sociaux à l'œuvre dans la nouvelle société désirée. Et cela, malgré les attaques provenant des conservateurs des quartiers, de ceux qui se sentent « menacés » par la propagation de ces nouvelles utopies mises en pratique³⁰. Ce n'est pas uniquement au niveau des quartiers que la résistance se poursuit : certains mouvements écologistes créés avant Gezi, ayant recruté de nouveaux membres à l'occasion du mouvement, continuent à attirer l'attention de l'opinion publique sur la résistance verte³¹.

Même si on peut situer le mouvement Gezi dans la catégorie des nouvelles résistances globales comme les révoltes arabes et les mouvements des Indignés, on ne peut pas facilement dire que le mouvement Gezi en reste à l'étape prépolitique contrairement à ce que dit Michel Wieviorka³² au sujet de la nature politique de leur action. Peut-être en raison du contexte politique en Turquie, créant l'état d'urgence – les élections locales, présidentielles et parlementaires qui sont inter-

29. Yogurtcuparki et Abbasaga sont les deux forums qui continuent à être efficaces dans la vie sociale et politique des quartiers de Kadikoy et de Besiktas.

30. L'assassinat récent (18 février 2015) du jeune journaliste Nuh Koklu, habitant du quartier de Yeldeğirmeni, membre de la solidarité de Yeldeğirmeni et initiateur du squat de DonKisot, par un commerçant conservateur du quartier pendant une bagarre, a aussi été interprété comme un exemple d'attaques conservatrices contre ces utopies réalisées, encouragées par les propos discriminants du président et des membres du gouvernement contre ces styles de vie solidaires et libres.

31. La Défense des forêts du nord (KOS) et les mouvements contre les centrales hydro-électriques (HES) en sont quelques exemples les plus connus.

32. Michel Wieviorka, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.

venues juste après Gezi –, nous constatons la formation de nouvelles organisations politiques comme le Mouvement uni de juin (BHH)³³ ou le Parti de Gezi³⁴ qui se déclarent héritiers du mouvement Gezi et luttent pour la propagation de son esprit dans l'espace politique. Le parti politique HD qui représente divers groupes de gauche kurdes et turcs, se réapproprie aussi l'héritage de Gezi en proposant l'alliance de l'esprit de la résistance Gezi avec celui de la résistance kurde pour le renforcement des forces démocratiques au parlement. On a vu, pendant les élections du 7 juin et du 1^{er} novembre 2015, que cette réappropriation a eu un effet déterminant sur l'électorat. Depuis les élections, nous observons la conséquence la plus importante de Gezi et de son interaction avec la résistance kurde : la constitution des mouvements de paix rassemblant plusieurs groupes politiques, des agitations sociales et des solidarités des quartiers. Ces organisations pacifiques montent un ensemble d'actions contre les politiques de guerre menées par l'État turc au Kurdistan, en Syrie et en Irak, visant des cibles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et de l'ÉI. Dans cette mobilisation ayant émergé face au risque de guerre, et dans la continuité des nouvelles collaborations entre divers groupes d'opposition renforcés depuis Gezi, nous voyons que ceux composés de femmes prennent une place importante dans l'organisation des actions au niveau local, collaborant avec les solidarités des quartiers fondées après Gezi. L'Initiative des femmes pour la paix (BIKG), fondée avant Gezi en 2009, fait depuis peu appel de manière systématique aux femmes. Elle organise régulièrement des actions de rue pour la paix auxquelles participent des femmes de divers groupes et identités, et cela, malgré les attaques violentes de la police.

Nous pensons que les mouvements tels que Gezi pourraient avec le temps être mieux analysés, à la lumière de ses effets subjectivants qui imprègnent la vie sociale. Se dépêcher d'écrire l'histoire de ce qui est encore vivant risque d'éloigner l'auteur de ce qu'il pourrait saisir uniquement en vivant l'action. Peut-être l'histoire de la résistance s'écrit-elle dans le mouvement.

« Cette solidarité... cette solidarité était différente... je ne me suis jamais sentie seule à Gezi. Tous, on était l'un pour l'autre... Tu es seule, tu y vas, et puis...

33. Fondé en novembre 2014, <http://birlesikhaziranhareketi.org>.

34. Fondé en octobre 2013, <http://www.gezipartisi.org.tr>.

(larmes, interruption)... Tu sais quoi? Dans la vie courante, je ne suis pas riche, il y a des moments où je suis dans la misère. Là, dans ce parc, il n'y avait pas de misère. Il y avait tout : la nourriture, le soin médical, l'amitié, la solidarité, la musique, la librairie, la gentillesse, l'entraide. Tout était là, sous la main. C'était exactement le monde meilleur que nous voulions vivre, on l'avait créé au parc. Un de ces jours de résistance, mon amie m'a vue et m'a dit : "Je ne t'ai jamais vue si heureuse" et je lui ai répondu : "Eh oui! Je suis heureuse! On résiste! Nous faisons l'histoire". » (C)

Les interviews utilisées :

- A- Artiste de performance, a fait du théâtre à Gezi, membre du forum de quartier Abbasaga, 45 ans, non-organisée.
- B- Avocate, membre du parti politique kurde HDP, et de l'initiative « femmes pour la paix » (BIKG), 46 ans, organisée.
- C- Juriste académicienne, membre du forum de femmes Yogurtcuparki et de la solidarité Yeldegirmeni, 33 ans, non-organisée.
- D- Éditrice dans une maison d'édition, organisée, membre de SFK (Collectif socialiste-féministe), 40 ans, organisée.
- E- Publiciste, partisane de CHP (Parti républicain du peuple), nationaliste-kémaliste, 43 ans, non-organisée.
- F- Médecin, membre de la Chambre des médecins et du parti HDP, 35 ans, organisée.
- G- Étudiante, membre du Parti communiste de Turquie, 22 ans, organisée.
- H- Fonctionnaire administrative à l'université, socialiste-féministe, activiste de l'IFK (*Istanbul Féministe Collectif*) et du forum des femmes Yogurtcuparki, 27 ans, organisée.

Bibliographie

- BORA Aksu, *Feminizm Kendi Arasında* (Féminisme entre nous), İstanbul, Ayizi Kitap, 2011.
- DELLA PORTA Donatella, *Can Democracy be Saved: Participation, Deliberation and Social Movements*, Cambridge, UK, Polity Press, 2013.
- DELLA PORTA Donatella et REITER Herbert, « Les Mesures policières face aux mouvements altermondialistes », in Amin S. et F. Houtart (eds), *Forum mondial des alternatives, mondialisation des résistances, l'état des luttes 2002*, Paris, Budapest, Yorino, L'Harmattan, p. 285-300.
- DELLA PORTA Donatella et FILLIEULE Olivier (dir.), *Police et manifestants : maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Sciences Po, Les Presses, 2006.
- HARDT Michael et NEGRI Antonio, *Déclaration, Ceci n'est pas un manifeste*, traduit de l'anglais par Nicolas Guillot, Paris, Raisons d'Agir Éd., 2012.
- KANDIYOTI Deniz, « Emancipated but unliberated? Reflections on the Turkish case », *Feminist Studies*, vol. 13, n° 2, 1987, p. 317-338.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-Globalization, Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- PLEYERS Geoffrey et GLASIUS Marlies, « Post-2011 Movements: Democracy, Social Justice, Dignity », *Development and Change*, vol. 44, n° 3, p. 547-567.
- SUSTAM Engin et PIZZI Giancarlo, « Siyasal Özneleşmeden Üç Ağaç Ekolojisine: "Direnen Hayat ve Gezi Parkı" » (De la subjectivation politique à l'écologie de quelques arbres), *Teorik Bakış*, n° 2, 2013, p. 43-60.
- TARROW Sidney G., *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 2011.
- TOURAINÉ Alain, *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 1992.
- TOURAINÉ Alain, *Qu'est-ce que la démocratie?*, Paris, Fayard, 1994.
- TÜRKMEN Buket, « From Gezi Park to Turkey's transformed political landscape », *Opendemocracy*, disponible sur <https://www.opendemocracy.net/buket-turkmen/from-gezi-park-to-turkey-s-transformed-political-landscape> (consulté le 24 février 2016).
- UYSAL Ayşen, « Polis Halkı İsyana Teşvik eder mi?: Protesto Eylemlerinin Kaynağı Olarak Polis Şiddeti » (Est-ce que la police provoque

la révolte du peuple ? : la violence policière en tant que la source des actions de protestation), *Birikim*, 291-292, 2013, p. 77-83.

WIEVIORKA Michel, *La différence. Identités culturelles: enjeux, débats et politiques*, Paris, Balland, 2001.

WIEVIORKA Michel, « Un autre monde est possible », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde...*, Paris, Balland, 2003, p. 15-53.

WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Éditions Pluriel Hachette, 2005.

WIEVIORKA Michel, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.

Chapitre 3

Le parc Gezi : l'espace d'un mouvement social dans un imaginaire global

L'été 2013 a été marqué en Turquie par le mouvement Gezi, une vague de mobilisations, qui fait écho aux mouvements qui le précédèrent dans le monde : de la Tunisie à la place Tahrir, de la place Syntagma à *Occupy Wall Street*, des *Indignados* aux protestations au Brésil... On observe à l'échelle globale : la réticularité comme principe d'organisation, l'occupation de l'espace urbain, le haut niveau de réflexivité des acteurs, l'absence de *leaders* ou de programmes politiques¹. Ces « mouvements des places » présentent aussi des similitudes du point de vue des émotions à l'origine des mobilisations, et des valeurs défendues comme la démocratie, la dignité et la justice sociale².

Le mouvement Gezi participe de la production multi-située d'une culture globale d'activisme, en train de se faire. Il s'agit d'un ensemble de pratiques d'action, façonnées par des déclinaisons locales et individuelles en fonction du contexte et de la créativité déployée. Une telle culture d'activisme permet aux acteurs sociaux de dépasser la simple protestation des forces systémiques. Car ces pratiques correspondent

1. Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012.
2. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des mouvements des places : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-80.

à la dimension « prophétique » de l'action collective : ce qui est possible est déjà réalisé dans l'expérience des acteurs qui portent le message³.

L'étude des pratiques d'activisme cultivées pendant le mouvement Gezi révèle des moments et des expériences de subjectivation. En tant que rapport à soi-même et à autrui, la subjectivation est une potentialité : celle de s'affirmer en tant que sujets porteurs de droits universels⁴. Quelles sont les modalités concrètes de la subjectivation ? Telle est la question de notre enquête de terrain⁵. L'ampleur de l'étendue des mobilisations à toutes les villes de Turquie exige la restriction de la focale à l'espace du parc Gezi, tant comme espace physique qu'imaginaire. Dans ce périmètre, s'est particulièrement expérimentée la culture d'activisme où résident la « composante de mouvement social »⁶ et la similitude avec les mouvements globaux contemporains.

L'enjeu initial de la résistance Gezi concerne la destruction de ce parc situé au cœur d'Istanbul, dans le cadre d'un projet de transformation urbaine. Parmi les politiques urbaines du gouvernement AKP⁷, ce projet n'est pas le premier à susciter des contestations. Cependant, c'est la première fois qu'une lutte urbaine et locale provoque à la fois des mobilisations massives, la démultiplication des enjeux et la déstabilisation du cadre conflictuel dominant imposé par le pouvoir. Dans ce chapitre, nous examinerons d'abord la composition de la résistance Gezi afin de montrer la diversité des acteurs qui la fondent. Ensuite, l'analyse de deux pratiques d'activisme propres à l'espace du parc servira à expliciter les ressorts de la créativité et de la subjectivation dans ce mouvement. Puis, un détour nécessaire par la sociologie des émotions démontrera comment l'hétérogénéité précédemment décrite et la

3. Alberto Melucci, *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
4. Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.
5. L'enquête de terrain (juin 2013-juin 2014) se base sur des entretiens individuels, l'observation participante, l'analyse de documents et deux groupes d'intervention sociologique dont le premier est le fruit d'un travail collectif avec Antimo L. Farro. Les résultats de ce premier volet de la recherche ont fait l'objet d'un article (Antimo Farro L., Deniz Günce Demirhisar, « The Gezi Park Movement. A Turkish experience of twenty-first-century collective movements », *International Review of Sociology: Revue internationale de sociologie*, vol. 24, n° 1, 2014, p. 176-189).
6. Michel Wieviorka, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.
7. AKP pour *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la justice et du développement).

nature des activités protestataires dans un espace particulier permettent la formation d'un sujet collectif. Enfin, avant de conclure, nous déduisons de ces observations ce que signifie être un acteur du mouvement Gezi, sans tomber dans un piège identitaire ou taxinomiste. Dans la conclusion, nous y appliquerons les critères de la théorie de l'action collective de Michel Wieviorka afin de soutenir que ce mouvement global comporte une dimension de mouvement social.

La diversité du mouvement Gezi

La spontanéité des mobilisations ainsi que l'absence de toute organisation préalable à l'occupation du parc sont des données factuelles primordiales. À l'origine du mouvement, on observe une nébuleuse contestataire, composée de groupes de nature variée – initiatives citoyennes, organisations professionnelles (urbanistes, architectes, ingénieurs), partis politiques extra-parlementaires, écologistes, associations de riverains, etc. – ne tissant pas de lien organisationnel autre que la coordination en réseaux. La culture d'activisme du noyau initial du mouvement porte également la volonté d'imaginer de nouvelles pratiques démocratiques. Ce type de tentatives explorées au parc Gezi inspirent les assemblées citoyennes, appelées « forums », qui se disséminent dans une trentaine de parcs à travers la ville, au cours de l'été 2013.

Face à la crise de légitimité du gouvernement dont les mesures concernant les libertés individuelles et collectives (avortement, droits des femmes, consommation d'alcool, communications sur Twitter, droit à la manifestation) n'ont cessé d'alimenter des actions de protestation tout au long de l'année 2013, le pouvoir se révèle de plus en plus autoritaire. Corrélativement, la crise de la représentativité politique, donne structurelle due au système électoral, devient de plus en plus aiguë. La résistance Gezi ne se développe donc pas *ex nihilo* mais par la convergence de mécontentements multiples, en « dissonance » avec la politique institutionnelle, en réaction à l'ensemble des partis politiques. Pendant l'occupation du parc, la visibilité de ces derniers est délibérément réduite en faveur de la plateforme « Solidarité pour Taksim »⁸ et des groupes

8. « Solidarité pour Taksim » est un réseau formé dès 2012 avec une centaine de composantes. Deux autres structures existent : une association de riverains du parc Gezi et une coordination associative « la plateforme Taksim ». Au moment de la

culturels aussi variés que les femmes, la résistance végane, le bloc LGBT (*Lesbian Gay Bi-Sexual Transgender*) ou les jeunes Arméniens. Au cours de la première semaine de l'occupation, environ 93 % des manifestants déclarent être venus au parc Gezi « en simple citoyens », sans aucune affiliation politique ou associative⁹.

Les mobilisations débutent le 28 mai 2013 par la désobéissance civile de quelques dizaines d'activistes bloquant le chantier pour prévenir le déracinement des arbres. Dans les jours qui suivent, la conjonction de la défense du parc avec l'indignation contre la violence policière et l'(auto)-censure des médias grand public entraîne des conséquences inattendues : l'affluence d'individus poussés par leur sensibilité personnelle et de groupes politiques extrêmement variés. Le campement s'installe à partir du 1^{er} juin. L'hétérogénéité des manifestants dans l'enceinte d'une superficie très restreinte, pour un temps donné – indéfini du point de vue des acteurs –, conduit à une expérience de « coexistence ». Pendant les deux semaines d'occupation (1^{er}-15 juin 2013), l'espace du parc devient ainsi un laboratoire d'activisme éphémère en plein air, bien que souvent embué de gaz lacrymogène.

Dans ce laboratoire, les pratiques d'activisme ouvrent des possibilités inédites à la subjectivité des manifestants : explorer les rapports à soi-même, échapper aux identités collectives figées – qu'elles soient politiques ou culturelles –, accepter le contact de l'altérité, reconnaître chez autrui la même aspiration à devenir sujet. Sous cet angle, le parc Gezi peut être analysé comme « un espace d'expérience »¹⁰ voire *un espace de subjectivation*, un espace liminal, créatif et réflexif, propice à « une montée vers soi-même comme porteur de droits universels »¹¹. Par l'étude de quelques aspects de la culture d'activisme au parc Gezi, nous n'analysons ici que deux modalités de subjectivation parmi d'autres. La première consiste à

rédaction de ces lignes, 26 activistes de « Solidarité pour Taksim » sont poursuivis en justice, accusés d'être « leaders d'organisation » et d'avoir enfreint la loi relative à la manifestation.

9. Enquête réalisée par l'entreprise de sondage Konda sur un échantillon de 4 411 personnes les 6 et 7 juin 2013 dans l'enceinte du parc Gezi. Voir sur <http://www.konda.com.tr>.
10. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization: Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
11. Alain Touraine, *La fin des sociétés*, op. cit., p. 321.

détourner les usages de l'espace de manière créative. La seconde est un processus émotionnel propre à la situation de coprésence des différences.

Usages de l'espace : détournements créatifs

Les usages de l'espace au parc Gezi sont des pratiques basées sur le détournement des fonctions habituelles de l'espace public. Au fur et à mesure que « la veille des arbres » se prolonge, le campement exige la satisfaction des besoins vitaux (cuisines, infirmeries). Or, l'imagination des manifestants redéfinit les besoins de la vie commune. L'installation d'un potager et la construction d'une bibliothèque transgressent les usages consacrés du jardin public et les codes d'une occupation vouée à l'éphémère. Il s'agit d'un détournement ludique et subversif, au premier sens du mot. D'autres actions de détournement y sont également expérimentées : ateliers pour les enfants, concerts, performances artistiques, voire un séminaire de logique. Toutes se déroulent sous la menace imminente d'attaques policières. En dépit de leur vulnérabilité, les manifestants dépassent ainsi la dimension défensive et instrumentale de l'action collective, car la résistance se transforme en une créativité qui n'est pas exclusivement artistique ou esthétisée. La *bibliothèque Gezi* se construit par un travail manuel collectif, le partage des savoir-faire et un effort physique afin de conférer au parc une fonction à forte charge symbolique :

« Il y avait un intérêt remarquable pour la bibliothèque : ceux qui voulaient y laisser des livres ; mais surtout ceux qui voulaient juste *toucher* la bibliothèque Gezi. À un moment donné, c'était tellement bondé qu'on ne pouvait pas s'en approcher. [...] C'était un très beau *rêve*, un rêve détruit par les canons à eau. » (Ceren, 2014).

La *bibliothèque Gezi* rappelle *The People's Library* construite au parc Zuccotti par le mouvement *Occupy Wall Street* suivant l'exemple de la *Biblioteca Acampada Sol (BiblioSol)* du mouvement 15M, expérience également éphémère dont les activistes ont trouvé des mots percutants pour en faire part : « Qu'avons-nous fait de ces trois semaines ? Promouvoir la culture, créer la culture, *être* la culture. »

La *bibliothèque Gezi* est l'une des pratiques qui inscrivent pleinement ce mouvement dans la culture d'activisme global. Celle-ci met en scène

la revendication de l'égalité dans l'accès à la connaissance, favorise l'organisation par le bas du partage des savoirs et les réseaux entre citoyens. En Turquie, l'autoritarisme dénigre les qualités intellectuelles, interdit leurs expressions créatives et menace les libertés fondamentales. Dans ce contexte, *la bibliothèque Gezi* et les autres « actions de lecture » revêtent toute leur signification. Lorsque les manifestants tiennent des livres ouverts et font la lecture à haute voix en face des boucliers anti-émeute de la police, ils font d'une action préfigurative, une performance. La culture s'oppose à la violence étatique. Le livre, symbole de la dissidence et de la liberté d'expression, a toute sa place au parc Gezi. « Être la culture », porter le livre comme étendard sont des pratiques dont la signification s'intensifie en contexte autoritaire.

Un deuxième exemple de détournement créatif est la réactivation de la mémoire du cimetière arménien dont le parc Gezi recouvre partiellement l'emplacement originel. Pendant l'occupation, un groupe de jeunes Arméniens, *Nor Zartonk*, y érige une stèle funéraire, fabriquée en polystyrène gris et portant l'inscription : « Le cimetière arménien Surp Hagop. 1551-1939. Vous avez pris *notre* cimetière, vous ne pourrez pas nous prendre *notre* parc. »

La tombe métonymique du cimetière érigée au parc est une pratique d'activisme qui invente une nouvelle manière d'invoquer le passé. Au plus loin d'une attitude communautaire de repli, il s'agit d'une mémoire compréhensive, combinée avec l'appropriation du parc Gezi. L'enjeu actuel est ainsi élevé au même niveau que l'enjeu mémoriel qui est de taille. Les jeunes Arméniens s'engagent dans une lutte pour préserver le parc qui s'étend sur le cimetière profané de leurs ancêtres. Le possessif « notre » accolé au cimetière glisse vers « notre parc » et se réfère à un « nous » plus inclusif. L'identité collective y est fluctuante et non pas figée. Le sens glisse de la communauté arménienne vers un sujet collectif dont les contours sont flous. Ce « nous » peut désigner tous les acteurs du mouvement Gezi, acteurs de la démocratisation et du vivre-ensemble. Les jeunes Arméniens font ainsi un usage créatif et subtil d'une mémoire de victime dont l'objectif ultime ne se réduit pas à la reconnaissance. Ici, la mémoire du cimetière arménien est au service du caractère inclusif et démocratique du mouvement. La stèle funéraire du cimetière capte le regard de celui qui traverse le parc, l'invite à la reconnaissance réciproque des différences culturelles, de la multiplicité des mémoires collectives et des potentialités fluctuantes des identités,

déjà observées dans les mouvements globaux en termes d'« expérience publique de soi et d'autrui »¹².

Le parc Gezi est un espace-temps intermédiaire où les pratiques se ritualisent¹³. Par le détournement des usages de l'espace, les normes de la vie quotidienne et l'ordre établi des rapports sociaux sont remplacés par de nouvelles modalités de rapport à soi et à autrui. La créativité correspond à l'action de « faire (*doing*) » ensemble¹⁴, plutôt que d'inventer des représentations, des identités ou des discours. Les activités anodines deviennent des pratiques d'activisme créatives, proches du rituel, lorsqu'elles sont réalisées comme une mise en scène dans l'espace du parc. Les manifestants se réapproprient ainsi cet espace pour en faire le théâtre éphémère de la vie sociale à laquelle ils aspirent, suivant un chemin similaire à la « voie de la subjectivité » du mouvement alterglobal¹⁵.

« Franchir le seuil de la peur » : émotions et coprésence

La ritualisation des pratiques d'activisme provoque une situation « liminale »¹⁶ où les manifestants se sentent dotés de forces en dépit de leur vulnérabilité face à la violence policière. À juste titre, les variations de l'expression « Nous avons franchi le seuil de la peur », devenue un slogan, reviennent tel un *leitmotiv* dans nos entretiens. De même, une manifestante nous raconte qu'elle a l'impression de franchir un seuil invisible à l'entrée du parc :

« Quand j'arrivais à Gezi, c'était comme si je changeais de dimension. Dès que j'entrais dans le parc, les gens se transformaient : les attitudes, les expressions de visage. J'y allais seule tous les jours, sans aucun ami ou groupe. Je pouvais

12. Kevin McDonald, « From Solidarity to Fluidarity: Social movements beyond 'collective identity' – the case of globalization conflicts », *Social Movement Studies*, vol. 1, n° 2, 2002, p.109-128.
13. Michel Agier, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations. Entretien avec Petcou, C. et Querrien, A. », *Multitudes*, vol. 4, n° 31, 2007, p. 51-90.
14. Kevin McDonald, *Global Movements: Action and Culture*, Malden, Oxford, Blackwell, 2006.
15. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization*, *op.cit.*, p. 38.
16. Victor Turner, *The Ritual Process: Structure and Anti-Structure*, Chicago, Aldine, 1969.

rester assise et seulement regarder pendant des heures, j'étais totalement éblouie. Je ne ressentais aucune peur. Pourtant tout autour, c'était la cruauté, parfois on voyait aussi des brancards transporter des blessés. Mais mon sentiment était un enthousiasme démesuré» (Pelin, août 2014).

Ces propos révèlent que *la transformation de l'espace va de pair avec la transformation de soi et du rapport à autrui dans l'espace liminal* qui est le foyer d'émotions transformatrices. L'espace matériel du parc coïncide avec un espace imaginaire délimité par une frontière invisible. L'espace imaginaire du parc Gezi est le lieu de l'utopie, celui où l'action collective prend des formes préfiguratives de la vie sociale *rêvée*. Les conditions de spontanéité, d'urgence, d'absence d'organisation préalable des pratiques les situent au niveau d'un *rêve*, imaginé collectivement, dans l'immédiateté. La vie sociale *rêvée* résonne avec ce que Melucci appelle le « mythe » ou l'inadéquation de l'action à la réalité. Le mythe comme forme d'action désigne l'incomplétude de l'expérience, l'espace du rêve collectif. Alors que « l'idéologie promet de remplir cette absence ou ce vide, le mythe l'explore »¹⁷. L'impossibilité d'assigner une unité politique ou idéologique au mouvement Gezi provient de la prévalence du mythe comme forme d'action.

L'expérience des manifestants est saisissable par le concept d'« art (*artfulness*) de la protestation sociale » qui recouvre la force d'invention des mouvements sociaux, la créativité individuelle et collective, la tentative de transformer « les sensibilités et les affectivités instituées »¹⁸. Les manifestants accordent une grande importance au déploiement des sens et aux affects, depuis la peur et l'inquiétude jusqu'à l'enthousiasme :

« C'était extrêmement utopique : tellement de gens, de groupes que je n'aurais jamais cru voir ensemble étaient là, dans la même lutte. Ce que je ressentais, c'était de l'enthousiasme, de l'espoir. Dans le parc, on vivait comme dans un territoire assiégé. À tout moment, la police pouvait attaquer. Ce que je trouvais formidable, c'est que cette inquiétude ne s'est jamais transformée en panique. Les gens ne se sont pas retournés les uns contre les autres. Au contraire, l'in-

17. Kevin McDonald, *Global Movements*, *op. cit.*, p. 133; Albert Melucci, *Culture in gioco. Differenze per convivere*, Milan, Ed. Il Saggiatore, 2000.

18. James Jasper, « L'art de la protestation collective », in D. Cefaï, D. Trom (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 137.

quiétude nous rapprochait de plus en plus. On agissait ensemble s'il y avait une attaque, ensuite on retournait à notre vie utopique » (Aysu, juillet 2013).

La charge émotionnelle qui correspond aux analyses d'inspiration durkheimienne de l'effervescence collective provient autant de la *vulnérabilité partagée* que de la coprésence. Une « énergie émotionnelle »¹⁹ est générée dans des situations de face à face. Comme les rencontres et les interactions ayant lieu au parc Gezi sont improbables dans la vie quotidienne, la situation liminale renforce l'énergie émotionnelle. Au parc, les sentiments de cohésion et de confiance réciproques résultent de l'expérience d'être et de faire ensemble, face à un adversaire commun. Ils ne dérivent pas de processus préalables de délibération rationnelle. La présence corporelle dans un espace collectivement reconfiguré prévaut sur les divisions résultant des identités politiques ou culturelles.

« Franchir le seuil de la peur » signifie aussi le dépassement d'une émotion instituée en contexte autoritaire, une peur qui plane sur toute action dissidente. En effet, la Turquie des années 2000 est gouvernée par un pouvoir hégémonique qui voit « potentiellement dans toute opposition, toute critique, une nouvelle manifestation de trahison, ou, pire encore, un nouvel avatar de terrorisme »²⁰. Le mouvement Gezi provoque l'exacerbation des signes de l'autoritarisme qui s'exerce sans médiation sur le sujet personnel. L'impératif du Premier ministre, pour qui chaque femme doit engendrer au moins trois enfants²¹, est le symptôme emblématique de l'attaque directe de la subjectivité. La riposte de la résistance subjective à la domination²² se lit ainsi sur une pancarte : « En veux-tu trois autres comme *moi*? » Cette pancarte dont la photo a été diffusée largement sur les réseaux sociaux est teintée d'ironie subversive, mais aussi de puissance créative du sujet. Face à la dénégation de l'autonomie du citoyen, le moi personnel défie directement le pouvoir,

19. Randall Collins, « Social Movements and the Focus of Emotional Attention », in J. Goodwin, J. M. Jasper, F. Polletta (eds.), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, Londres, University of Chicago Press, 2001, p. 1-18.
20. Hami Bozarslan, *Histoire de la Turquie. De l'empire à nos jours*, Paris, Éd. Tallandier, 2013, p. 461.
21. Le thème des « trois enfants » ressurgit dans l'actualité tout au long de l'année 2013 et à la veille du mouvement Gezi.
22. Antimo Farro, *Les mouvements sociaux*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000.

sans la médiation d'une identité collective. Le moi personnel s'exprime comme un acteur libre et conscient de son droit à se construire comme un sujet autonome. En conséquence, les conflits soulevés par le mouvement Gezi mettent à nu « les forces de désobjectivation s'opposant à la formation du sujet au nom des intérêts du système tout entier »²³.

Être un acteur du mouvement

Que signifie être un acteur du mouvement Gezi, si l'hétérogénéité des manifestants ne permet d'y trouver aucune unité ? Les nombreuses études en termes de générations, classes moyennes, jeunes précaires et éduqués, ou encore jeunes séculiers contre l'islamisation isolent une section de la réalité qui monopolise alors la signification du mouvement. À l'inverse, privilégier une approche compréhensive en termes d'acteurs de « la démocratie réelle », caractérisés par la potentialité de subjectivation, permet de mieux saisir le mouvement Gezi.

L'expérience de ce mouvement entraîne une profonde modification de la perception et des préconceptions de l'action collective, comme l'affirme une étudiante en sciences politiques :

« Maintenant, je comprends ce que veut dire l'espace public : le parc n'appartient à personne, mais en même temps, le parc appartient à nous tous [...] Aujourd'hui, je ressens une responsabilité. C'est une nécessité de sortir dans *la rue* s'il y a une cause à défendre. Autrefois, je me disais, je suis une personne, ça ne sert à rien. Désormais, je sais que je suis responsable personnellement » (Tülin, mars 2014).

La responsabilité personnelle ressentie par l'étudiante met en évidence l'émergence d'une conscience de citoyenneté indissociable de l'espace urbain où elle s'exerce. Suite à l'expérience du parc Gezi, *la rue*, lieu par excellence de l'action collective, devient praticable. Être un acteur du mouvement Gezi signifie se construire comme un sujet, doté d'une conscience de citoyenneté fondée sur la « responsabilité », une exigence intérieure, éthique. La responsabilité est corrélée à la représentation de soi comme porteur de droits, notamment le droit d'expression et de manifestation afin de participer à la vie de la cité. Or, pour le citoyen

23. Alain Touraine, *La fin des sociétés*, *op.cit.*, p. 343.

de la République turque, il est presque impossible de se penser en tant qu'acteur social face à l'État tentaculaire et omnipotent. Ce « cynisme » a été analysé comme une structure affective centrale de la vie publique, comme « le sentiment d'existence politique en Turquie »²⁴. Si la crise de la démocratie représentative et le mécontentement envers la politique institutionnelle ont été signalés parmi les facteurs explicatifs des mouvements *Occupy* et 15M, en Turquie, le cynisme généralisé et la structure répressive de l'État sont des singularités considérables. Toutefois, le mouvement réussit à faire respecter sa principale revendication : le parc Gezi demeure un parc :

« À chaque fois que je traverse le quartier, presque tous les jours, je regarde ce parc et je souris aux arbres. Ils sont encore là, ils sont la preuve tangible de notre victoire. Du coup, je me sens fière, joyeuse et surtout je me sens forte. C'est grâce à notre action, tous ensemble » (Ezgi, août 2014).

Avoir été un acteur du mouvement Gezi ouvre les possibilités de pratiquer la rue, de protester et d'imaginer que l'action collective puisse aboutir à faire valoir le point de vue du citoyen. En somme, être un acteur de ce mouvement ne présuppose, ni ne forge une identité collective. L'expérience du parc Gezi permet le dépassement collectif de sentiments institués comme le cynisme, l'indifférence à la politique, le défaitisme ou la peur. Cette expérience permet aux individus de se rendre compte de leur capacité d'action.

Conclusion :

la composante de mouvement social d'un mouvement global

« Aujourd'hui, nous sommes tous quelqu'un de nouveau [...]. Aucun d'entre nous ne sera plus le même. Car nous avons vu quelque chose sur nous-mêmes, ce que nous n'avions jamais vu auparavant. Nous ne l'avons pas seulement vu. Nous l'avons fait ensemble. Nous avons vu nos propres corps embraser

24. Yael Navaro-Yashin, *Faces of the State. Secularism and Public Life in Turkey*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2002.

une étincelle et donner naissance au corps de la résistance collective» (Müştereklerimiz, 3 juin 2013)²⁵.

Ce que ce texte militant suggère avec emportement coïncide avec notre analyse du parc Gezi comme espace de subjectivation. Ces acteurs qui témoignent d'un haut niveau de réflexivité saisissent avec une justesse affective la force transformatrice de la situation liminale au parc Gezi. À la lumière de l'étude de la culture d'activisme du mouvement Gezi, il est possible d'y discerner la composante de mouvement social, situant le raisonnement au niveau de l'historicité, c'est-à-dire « la capacité d'une société de construire ses pratiques à partir de modèles culturels et à travers des conflits et des mouvements sociaux »²⁶. Le mouvement social n'est qu'une « composante de l'action parmi d'autres avec lesquelles elle est associée dans la lutte, mais en diffère du point de vue analytique »²⁷. Dans le cas du mouvement Gezi, toutes les luttes culturelles, associatives et politiques s'opposant au gouvernement ont convergé vers des actions communes et ont réussi une expérience de coexistence au parc Gezi. Sa composante de mouvement social a ainsi fait surface : une nouvelle volonté citoyenne a donné naissance à un sujet collectif historique qui prétend transformer la vie sociale de fond en comble, à travers les valeurs partagées comme la liberté, l'égalité, la solidarité contre les valeurs néolibérales et islamistes du pouvoir en place. Or, cette composante de mouvement social ne s'est pas inscrite dans la durée puisque la coexistence au parc Gezi n'a pas donné naissance à un bloc contre-hégémonique organisé, ce qui n'enlève rien à l'importance historique du mouvement qui opère encore aujourd'hui dans les esprits.

L'examen de cinq critères de définition de l'action collective nous montre les composantes de mouvement social du mouvement Gezi : le cadre de l'État-nation, l'adversaire, la place de la culture, le rapport

25. Extrait d'un texte militant adressé à l'opinion publique globale, «*Today we are all someone new!*», <http://www.opendemocracy.net/mustereklerimiz/today-we-are-all-someone-new>.

26. Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

27. Michel Wieviorka, «*Social Movements, a global perspective*», *Keynote adress to the RC47. ISA World Congress of Sociology in Yokohama, 9 juillet 2014* (wieviorka.hypotheses.org/3252014).

à la politique et la prévalence de la nature politique, sociale ou culturelle du sujet²⁸.

Ici, le cadre de l'État-nation est certes encore pertinent puisque les demandes de liberté et de dignité sont formulées contre l'autoritarisme du gouvernement. En même temps, la dignité est un thème transversal aux mouvements globaux. La défense d'un jardin public contre la bétonisation de la ville est sous-tendue par une conscience écologiste planétaire et une opposition à l'urbanisation induite par le néolibéralisme global. Les revendications de liberté et de dignité sont conjointes à l'articulation des demandes de justice sociale avec la défense des différences culturelles, à l'image du mouvement alterglobal²⁹. Les acteurs du mouvement Gezi sont pleinement insérés dans les réseaux de communication constituant un espace virtuel global.

En outre, on remarque l'intertextualité de la parole résistante à une échelle globale. Il est donc significatif que l'on dise « *Occupy Gezi* » ; que Taksim et Tahrir se juxtaposent dans un morceau de rap³⁰ ; qu'Alexis, tué à Athènes, devienne le frère de Berkin tué à Istanbul, tous deux victimes de la police à l'âge de 15 ans³¹. De même, lorsqu'une lettre attribuée au *Subcommandante* Marcos saluant le mouvement Gezi circule sur les réseaux sociaux, elle est accueillie avec un grand enthousiasme. La fausse lettre dont aucune version espagnole n'a été trouvée confirme la volonté des acteurs plagiaires de Marcos de s'inscrire parmi les mouvements globaux et d'invoquer leur commune source d'inspiration zapatiste. Au-delà des différences des places Taksim, Syntagma, Puerta del Sol ou Tahrir, les manifestants s'adonnent à un jeu de réverbération et d'intertextualité pour inscrire leurs luttes dans un imaginaire global.

28. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
29. Donatella Della Porta, Massimiliano Andretta, Lorenzo Mosca, Herbert Reiter, *Globalization from Below*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.
30. Le morceau « *Karar Bizim* » (C'est notre décision) a été composé par Fuat Ergin, Işıl Eğrikavuk et Jozef Amado.
31. Alexis (Alexandros Grigoropoulos) a été tué en 2008 à Athènes par une balle de la police. Berkin Elvan, touché à la tête par une capsule de gaz lacrymogène en juin 2013, est décédé après 269 jours de coma. Ses funérailles ont constitué une grande mobilisation de protestation morale, comparable à celles du journaliste arménien Hrant Dink en janvier 2007 (Deniz Günce Demirhisar, « Emotions, Memory and New Cultural Movements in Turkey », in Farro, A.L. and Lustiger-Thaler, H. (eds.), *Reimagining Social Movements: From Collectives to Individuals*, Farnham, Burlington, Vermont, Ashgate, 2014, p. 95-106).

Les adversaires du mouvement Gezi ne sont ni facilement identifiables, ni uniquement situés dans un cadre national. À première vue, la police, le préfet ou le Premier ministre incarnent les forces de désubjectivation, en tant qu'adversaires concrets. Or les manifestants affrontent d'autres adversaires beaucoup moins tangibles, comme la violence structurelle de l'État turc ou le capitalisme financier global qui sous-tend les injustices sociales.

La place de la culture dans le mouvement Gezi est centrale, comme dans les nouveaux mouvements sociaux, mais ici, on observe la convergence et l'articulation des luttes culturelles (identités ethniques, orientation de genre, écologistes...) plutôt que leur éclatement. La culture d'activisme au parc Gezi porte comme valeurs principales la coexistence des différences, l'horizontalité, la convivialité, la créativité, transposables à la vie sociale dans son ensemble.

Le rapport à la politique du mouvement Gezi est ambivalent car il est intrinsèquement politique, mais n'affiche ni unité politique, ni idéologie, ni envie d'entrer dans le système politique. La démocratie n'est pas simplement une revendication en contexte autoritaire, mais une pratique. « Les politiques préfiguratives » font référence à la redécouverte de l'anarchisme par l'action directe depuis les débuts du mouvement alterglobal³². On peut certes déceler les « origines autonomistes des mouvements de démocratie réelle »³³. Pourtant, dans le cas du mouvement Gezi, seule une poignée d'acteurs trace une généalogie anarchiste à leurs pratiques d'activisme. Or, presque tous s'approprient les pratiques préfiguratives, les découvrent, y ajoutent leur propre créativité. Il en découle que ces pratiques ne se transforment pas encore en « politiques préfiguratives » délibérées.

Enfin, le sujet révélé par le mouvement Gezi n'est ni politique, ni social, ni culturel mais il traverse chacune de ces dimensions et les amalgame. C'est dans leur subjectivité personnelle que ces acteurs articulent les demandes de liberté, les pratiques de la démocratie, les valeurs du vivre-ensemble et la résistance à l'injustice sociale. Le parc Gezi comme espace de subjectivation, espace liminal, créatif et réflexif,

32. David Graeber, « The New Anarchists », *New Left Review*, vol. 13, 2002, p. 61-73.

33. Jérôme E. Roos, Leonidas Oikonomakis, « We Are Everywhere! The Autonomous Roots of the Real Democracy Movement », communication présentée à la 7^e Conférence de l'ECPR, Sciences-Po Bordeaux, 4-7 septembre 2013.

présente une composante de mouvement social, car il permet d'imaginer et de préfigurer une vie collective dont les orientations culturelles transformeraient profondément la Turquie actuelle. En tant que mouvement social, le mouvement Gezi est un processus en cours. Il semble qu'il ne prendra pas fin tant que les acteurs persisteront à situer au parc Gezi les prémices et la promesse d'un autre monde.

Bibliographie

- AGIER Michel, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations. Entretien avec Petcou, C. et Querrien, A. », *Multitudes*, vol. 4, n° 31, 2007, p. 51-90.
- BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie. De l'empire à nos jours*, Paris, Éd. Tallandier, 2013.
- CASTELLS Manuel, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012.
- COLLINS Randall, « Social Movements and the Focus of Emotional Attention », in Goodwin J., Jasper J. M., Polletta F. (eds.), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, Londres, University of Chicago Press, 2001, p. 1-18.
- DELLA PORTA Donatella, ANDRETTA Massimiliano, MOSCA Lorenzo, REITER Herbert, *Globalization from Below*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.
- DEMIRHISAR, Deniz Günce, « Emotions, Memory and New Cultural Movements in Turkey », in Farro, A.L. and Lustiger-Thaler, H. (eds.), *Reimagining Social Movements: From Collectives to Individuals*, Farnham, Burlington, Vermont, Ashgate, 2014, p. 95-106.
- FARRO Antimo L., DEMIRHISAR, Deniz Günce, « The Gezi Park Movement. A Turkish experience of twenty-first-century collective movements », *International Review of Sociology: Revue internationale de sociologie*, vol. 24, n° 1, 2014, p. 176-189, disponible sur <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03906701.2014.894338#.VNI-yVzOaTA>.
- FARRO Antimo, *Les mouvements sociaux*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000.
- GRAEBER David, « The New Anarchists », *New Left Review*, vol. 13, 2002, p. 61-73.
- JASPER James, « L'art de la protestation collective », in Cefai, D., Trom,

- D. (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 135-162.
- MCDONALD Kevin, « From Solidarity to Fluidarity: Social movements beyond 'collective identity' – the case of globalization conflicts », *Social Movement Studies*, vol. 1 : 2, 2002, p. 109-128.
- MCDONALD Kevin, *Global Movements : Action and Culture*, Malden, Oxford, Blackwell, 2006.
- MELUCCI Alberto, *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- MELUCCI Alberto, *Culture in gioco. Differenze per convivere*, Milan, Ed. Il Saggiatore, 2000.
- NAVARO-YASHIN Yael, *Faces of the State. Secularism and Public Life in Turkey*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2002.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization : Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- PLEYERS Geoffrey, GLASIUS Marlies, « La résonance des mouvements des places : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-80.
- ROOS Jérôme E., OIKONOMAKIS Leonidas, « We Are Everywhere! The Autonomous Roots of the Real Democracy Movement », communication présentée à la 7^e Conférence de l'ECPR, Sciences-Po Bordeaux, 4-7 septembre 2013.
- TOURAINÉ Alain, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.
- TOURAINÉ Alain, *La fin des sociétés*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.
- TURNER Victor, *The Ritual Process : Structure and Anti-Structure*, Chicago, Aldine, 1969.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.
- WIEVIORKA Michel, « Social Movements, a global perspective », *Keynote adress to the RC47. ISA World Congress of Sociology in Yokohama, 9 juillet 2014*, (wieviorka.hypotheses.org/325).

Chapitre 4

L'engagement en mouvement: des « soixante-huitards » à la résistance de Gezi

L'engagement d'aujourd'hui n'est pas celui des années 1960. Non seulement les préoccupations des individus, mais aussi les formes de la résistance, de la protestation et des solidarités, ont changé tant de forme que de contenu. Dans cet article, nous voudrions revenir sur le thème de l'engagement à partir de deux recherches de terrain distinctes, construites autour de la réflexion de Michel Wieviorka sur la subjectivité et menées depuis plusieurs années en Turquie. La première, menée depuis 2006, porte sur l'engagement des militants communistes des années 1960 et 1970¹, la seconde, sur les activistes de la résistance

1. La gauche des années 1960 en Turquie est composée, dans l'ensemble, des mouvements étudiant, ouvrier et paysan qui se réunissent autour du Parti ouvrier de Turquie (TIP) et de la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (DİSK). Lors des élections législatives de 1965, le parti obtient 3 % des voix et envoie quinze députés au Parlement. La même année, on voit apparaître au sein des universités la Fédération des clubs d'opinion (FKF) rebaptisée Jeunesse révolutionnaire (DEV-GENÇ) en 1969. Avec l'enthousiasme engendré par Mai 68, les occupations d'universités et d'usines ainsi que de longues et massives grèves se multiplient. Peu à peu, sous l'influence du foquisme, la jeunesse tend à se radicaliser et bascule vers l'illégalité, en s'organisant sous forme de guérillas urbaines et rurales. On peut notamment citer le THKO (Armée populaire de libération de Turquie) fondé en 1969 et THKP-C (Parti-front populaire de libération de Turquie) fondé en 1971. Les confrontations entre les jeunes militants de la gauche et ceux de la droite nationaliste deviennent de plus en plus virulentes. À la suite de l'intervention militaire du 12 mars 1971, le TIP fut dissous ; Deniz Gezmiş,

de Gezi qui a éclaté le 28 mai 2013, en réaction à la violence policière contre les riverains et les activistes majoritairement écologistes qui s'opposaient au réaménagement du parc en centre commercial. Le mouvement protestataire s'était transformé assez rapidement en une vague de contestation anti-gouvernementale, à l'échelle nationale.

Ces deux séries de travaux ont été développées séparément, sans intention d'établir une comparaison entre les générations et les mouvements. Néanmoins, en travaillant sur leurs résultats, les transformations qu'ont subies les formes de l'engagement et de la subjectivation des militants/activistes sont apparues de manière très explicite et significative. Il faudrait ici mentionner la difficulté posée par le caractère des propos recueillis, les uns plus de trente ans après les événements, les autres, à chaud, sur le terrain. Tandis que les paroles des activistes de la résistance de Gezi sont plus ardentes et sûrement moins pondérées, les militants des années 1960 et 1970 ont eu certainement beaucoup plus de temps pour réfléchir sur leur passé, leurs engagements. Ils ont entre-temps repensé et réécrit plusieurs fois leur histoire personnelle, ce qui n'altère pas nécessairement le caractère passionné de leurs propos. Ainsi, ce travail pose un double *challenge*, celui de la temporalité qui engendre à son tour celui de la disparité de la réflexivité.

Des inégalités aux libertés

« Le sujet se saisit, au delà de ses œuvres et contre elles, comme silence, comme étrangeté au monde dit social et aussi comme désir de rencontre avec l'autre, reconnu comme sujet. Nous le retrouvons dans la protestation contre le totalitarisme et la torture, contre les langues de bois et les pseudo-rationalités des politiques de puissance, dans le refus des appartenances. De révolutionnaire, il est devenu libertaire² ».

Le premier objectif des militants « soixante-huitards » est de nature politique : faire la révolution, pour faire reculer les inégalités et les injustices. « Pour nous, le problème de la femme, des minorités nationales,

symbole des « soixante-huitards », Yusuf Aslan et Hüseyin Inan, tous membres du THKO, furent arrêtés, puis pendus en 1972.

2. Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, p. 15-16.

tous ces problèmes allaient se résoudre après la révolution. On allait faire la révolution et résoudre tous ces problèmes³. » Il faut sûrement rappeler les tentatives pour construire des logements dans les bidonvilles pour les plus démunis, ou bien l'Association des femmes révolutionnaires qui avait pour but de regrouper les femmes dans une lutte contre l'impérialisme et de leur permettre de s'élever dans la hiérarchie administrative au sein des organisations de gauche. Jusqu'à leur fermeture lors du coup d'État de 1970, leur objectif principal consistait à dénoncer la sous-représentation des femmes dans les positions supérieures au sein du mouvement communiste⁴. Pourtant, se mobiliser pour le droit au logement, pour l'égalité entre les sexes ou contre l'insécurité sociale n'était pas leur but premier. L'essentiel consistait, grâce à la révolution, à transformer le système dans son intégralité ; ensuite, tous les problèmes sociaux disparaîtraient de fait : « d'un coup, nous sommes devenus des *guérillas* avec des pistolets dans nos poches, essayant de kidnapper des généraux. Aujourd'hui, je réalise que l'on aurait plutôt dû s'occuper du problème de l'eau potable, de celui des bidonvilles⁵. »

Quant à la figure de l'adversaire, elle n'est pas non plus concrète, mais plutôt vague et générale. Les mêmes mots et tournures se répètent lors des entretiens : les militants se seraient mobilisés contre l'impérialisme américain, le fascisme et l'OTAN. L'action politisée et teintée d'idéologie est construite autour d'un unique ennemi, l'impérialisme, que les acteurs sont invités à combattre au lieu d'affronter les problèmes et les enjeux « où se jouent diverses formes de domination, d'exclusion, d'aliénation et de négation de la subjectivité personnelle »⁶. Le motif de leur engagement s'exprime le plus souvent au moyen de phrases stéréotypées telles que « l'indépendance complète du pays » et « la justice sociale ».

Concernant leurs objectifs, les acteurs de la résistance de Gezi affirment s'être mobilisés pour la protection des libertés individuelles

3. Militante des années 1970, avocate et défenseur des droits des minorités.
4. Zülal Kılıç, « Cumhuriyet Türkiye'sinde Kadın Hareketine Genel Bir Bakış » (Un regard général aux mouvements des femmes dans la Turquie républicaine), in Ayşe Berktaş (dir.), *75 Yılda Kadınlar ve Erkekler*, Istanbul, Tarih Vakfı Yayınları, p. 351.
5. Militant des années 1960, traducteur. Décédé en 2011.
6. Michel Wieviorka, « Un autre monde est possible », in Michel Wieviorka (dir.), *Un autre monde...*, Paris, Balland, 2003, p. 44.

(34,1 %) et contre leur restriction (58,1 %) ⁷. Cette répétition met l'accent sur l'importance donnée aux libertés et la frustration qui émane de leur non-respect par le gouvernement AKP ⁸. Les activistes se sont rebellés contre un régime de plus en plus totalitaire, l'intervention excessive de la police ainsi que l'autoritarisme et la violence discursive perpétrée par le Premier ministre Erdoğan et son gouvernement. La répugnance à l'égard de tels actes de violence a atteint son point culminant et s'est concrétisée dans cette vague de protestation ; on pourrait dire que la résistance de Gezi fait la preuve de l'échec du gouvernement à « faire correspondre son recours à la violence et les perceptions qu'à la société de ce qui est légitime, et de ce qui ne l'est pas » ⁹.

Les manifestants étaient, pour la plupart (78.9 %), des individus sans aucune affiliation militante ou partisane, sans expérience d'engagement préalable. Alors que le but principal des « soixante-huitards » était de surmonter les obstacles et les contradictions tels que les inégalités et les injustices sociales, la résistance de Gezi peut être caractérisée comme une lutte d'acteurs aux intérêts et aux identités très hétérogènes qui se sont alliés temporairement dans un but concret pour accroître la capacité d'action et le libre choix ¹⁰.

Du partisan à l'activiste : s'engager sans adhérer

Dans les années 1960, l'engagement était politique, ce qui présuppose l'adhésion au parti ; l'expérience partisane est le *sine qua non* de l'engagement. La distinction est très nette entre un militant, membre d'une organisation, et le sympathisant qui ne fait pas partie du groupe, mais qui peut aussi, dans certains cas, être en attente d'une acceptation officielle. Or, depuis les années 1990, avec l'émergence des mouvements culturels et surtout du mouvement altermondialiste, nous observons de

7. Toutes les valeurs en pourcentage utilisées dans cet article sont tirées du sondage de l'entreprise Konda, réalisé sur 4 411 personnes au parc Gezi, en juin 2003 (http://konda.com.tr/tr/raporlar/KONDA_GeziRaporu2014.pdf).

8. AKP pour *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la justice et du développement).

9. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Éditions Pluriel Hachette, 2005, p. 76.

10. Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents*, Paris, Fayard, 1997, p. 132.

chaleureux débats sur la crise des partis politiques et l'affaiblissement de la culture partisane¹¹. Cette remise en cause est en partie controversée, puisqu'en Turquie, l'engagement au sein des partis politiques demeure toujours la forme de participation la plus importante comparée à d'autres telles que les associations, fondations, plateformes ou réseaux¹². Pourtant, ceux qui, parmi les acteurs de la résistance de Gezi, étaient affiliés à un parti ou avaient une action associative préalable ne constituaient qu'un cinquième des participants. La presque totalité des acteurs préféraient se définir, tels les altermondialistes, comme « simples citoyens » (93,6 %), en se distanciant de toute affiliation associative.

N'adhérer à aucune organisation est un point qui était souligné lors des entretiens : « Je vais assister à la réunion du PC de Turquie cette semaine parce que je me sens solidaire avec eux mais je ne suis pas membre du parti, tu sais, je ne suis membre d'aucune organisation¹³ ». Un grand nombre d'activistes dont l'engagement à Gezi a été intense continuent à entretenir des relations à travers les forums ou les réseaux et désirent se mobiliser, participer aux protestations, visiter ponctuellement les forums, mais ne veulent pas adhérer officiellement à une association ou à un parti politique. L'activiste d'aujourd'hui est ainsi « disposé à une forte implication dans la mesure où elle résulte de son choix, et pour une durée qu'il maîtrise lui-même »¹⁴. Le mouvement de Gezi se rapproche des luttes globales par les capacités des acteurs à, premièrement, se connecter et se déconnecter comme il leur plaît et, deuxièmement, à agir en réseaux¹⁵.

Par ailleurs, on observe clairement la condamnation d'un mode d'organisation hiérarchique construit autour d'un *leader* centralisé. Une activiste affirme qu'elle essaye de participer à la plupart des manifestations et qu'elle est prête à aider les associations, les groupes ou les partis pour l'organisation mais qu'elle refuse de devenir membre et d'occuper une position officielle. On remarque une forte valorisation

11. Michel Wieviorka, « Social Conflict », *Current Sociology*, vol. 61, n° 5-6, 2013, p. 706.
12. Aysen Uysal et Oğuz Toprak, *Particiler : Türkiye'de Partiler ve Sosyal Ağların İnşası. (Les partisans : la construction des partis politiques et des réseaux sociaux en Turquie)* Istanbul, İletisim, 2010, p. 11-19.
13. Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, p. 15-16.
14. Michel Wieviorka, « Actualité et futur de l'Engagement », in Michel Wieviorka, *Raison et Conviction : L'engagement*, Paris, Textuel, 1998, p. 39.
15. Michel Wieviorka, « Un autre monde est possible », *op. cit.*, p. 22.

de l'autonomie et de la flexibilité, ainsi qu'une méfiance à l'égard des obligations. À la différence des militants révolutionnaires, les nouveaux acteurs expriment un rejet de la participation politique au sein des partis et envisagent l'élaboration de nouvelles formes de solidarité, de participation et de délibération¹⁶. Deux points ressortent fréquemment dans leurs propos. Le premier est le refus d'un engagement à temps plein et de responsabilités organisationnelles: ne pas être obligé de participer, ni d'assurer tel ou tel rôle dans l'organisation est crucial dans leur raisonnement. Le deuxième est la dévalorisation de l'adhésion en raison du caractère hiérarchique des formes classiques de l'organisation.

Cependant on observe que beaucoup d'individus se sont engagés et s'engagent encore dans des réseaux ou autour des forums leur permettant d'entrer et de sortir du groupe plus facilement. Ces acteurs veulent pouvoir se dégager de ce choix personnel à tout moment, mais ressentent la nécessité de pouvoir « bricoler » avec leurs appartenances¹⁷. Un activiste disait lors de Gezi :

« Pour moi le plus important dans la vie est l'unicité des personnes, j'évalue le caractère unique de chacun, et leurs actions et manifestations uniques, individuelles. Si je vais participer à une manifestation ou à une organisation, je veux savoir si cette action, cet activisme transgresse ou non mon unicité. Par conséquent, pour passer à l'action j'ai besoin de ressentir que je peux exister dans cet ensemble en gardant mon unicité¹⁸ ».

Ces individus sont les auteurs, les sujets de leur propre subjectivation. Ils mettent en exergue leur individualité bien plus que toute affiliation. Ils associent un sentiment de bien-être à leur mobilisation individuelle; mais, en revanche, un sentiment de malaise à l'idée d'adhérer à un groupe. On doit toutefois souligner que les propos des acteurs vivant dans des arrondissements comme Beşiktaş ou Kadıköy, majoritairement habités par la classe moyenne et dont les mairies n'ont jamais été AKP, diffèrent de ceux qui habitent dans les arrondissements tels que

16. Michel Wieviorka, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 17-18.

17. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 136-137.

18. Activiste de Gezi travaillant dans l'audiovisuel.

Sultangazi et Kağıthane, quartiers très politisés, en majorité aléviés et kurdes, où la brutalité policière a toujours été omniprésente¹⁹.

Pour les « soixante-huitards », l'adhésion à un groupe, un parti, un syndicat était ce par quoi ils se définissaient. L'appartenance à un groupe était très importante, nécessaire et le contraire n'était pas imaginable à l'époque. La question ne se posait pas au niveau de l'adhésion, mais plutôt dans le choix du groupe au sein duquel ils allaient militer. « Il y avait un grand nombre de groupes de gauche. Qu'allions-nous faire, où allions-nous nous situer parmi eux ? Il y a eu de grandes discussions sur ce sujet²⁰. » Certains ressentaient l'exigence de se réaliser et de se construire à l'intérieur d'un groupe et éprouaient le besoin d'un sentiment d'appartenance : « Tu constitues une famille sous le -isme. L'appartenance à un groupe est un honneur pour moi²¹. » Mais cela présente un inconvénient. Certains militants avaient déjà réfléchi sur les thèmes de la construction identitaire et de la subjectivation car, même là où la question ne se posait pas, ils essayaient de ramener le sujet à l'importance des identités, à celle d'être un sujet, un individu avant d'être un membre du groupe. L'expérience de Mme A., qui a été exclue plusieurs fois des groupes ou des partis politiques à cause de ses initiatives personnelles, montre qu'il n'y a pas non plus de place pour les singularités dans l'organisation des groupes révolutionnaires : « Faire partie d'un groupe est très important, exister en symbiose avec le groupe est très important, mais être sujet est le plus important. Le groupe te donne une identité mais quand ce groupe se dissout, tu tombes dans le pétrin. Il faut d'abord devenir un sujet. La gauche a échoué à ce niveau, on était membres d'un groupe avant de devenir des sujets. D'ailleurs, c'est très difficile de devenir un sujet dans cette géographie. »

La charge émotionnelle : frustration et espoir

Un an après la résistance de Gezi, que reste-il des solidarités ? Certains des forums formés à l'époque existent toujours dans plusieurs quar-

19. Hakan Yücel, « Gezi'deki Gazi: Varoş Gençliği » (Le quartier de Gazi pendant Gezi : La jeunesse des banlieues), *Actes du symposium La résistance de Gezi : de la lutte pour l'espace commun aux nouveaux espaces de lutte. 7-8 mai 2014, Istanbul, 2014, communication orale.*

20. Militante des années 1970, avocate et défenseur des droits des minorités.

21. Militante des années 1970, veilleur de nuit.

tiers. Parmi ces derniers, quelques-uns se sont renforcés, tandis que d'autres s'affaiblissent de plus en plus et se retrouvent même parfois isolés. On observe que l'habitude du dialogue avec les autres forums ou les réseaux se perd peu à peu. Les groupes se forment, se consolident et se dissolvent mais qu'en est-il des acteurs ? Lors de cette seconde série d'entretiens, réalisée en 2014, avec les acteurs de la résistance, on s'est intéressé à leurs sentiments, au travail qu'ils ont fait on non sur eux-mêmes, à leur subjectivité, leur engagement et leurs positionnements. La presque totalité exprime avec nostalgie son affection et le manque ressenti vis-à-vis des événements de Gezi. Cette nostalgie est dans certains cas constructive, dans d'autres, plutôt destructive. Les émotions accompagnent certes nos désirs et nos satisfactions les plus profonds mais, en pénétrant nos idées, nos identités et nos intérêts, elles participent à leur construction²². La charge émotionnelle est très dense et, dans certains cas, va de pair avec la non-action qui engendre à son tour une certaine frustration. Ceux qui l'éprouvent et qui expriment un tel regret ne passent le plus souvent pas à l'action.

« Quand on était dans la rue, beaucoup de gens nous ont dit : rentrez à la maison, les élections approchent, il faut éviter les problèmes. Et, ainsi, ils ont pacifié la révolte. Ce que le gouvernement voulait et ne pouvait pas. On l'a fait avec nos propres mains. Et maintenant personne ne sort dehors²³ ».

On peut clairement distinguer les propos assez polarisés des activistes qui ont poursuivi leurs relations avec les forums ou autres organisations après Gezi, de ceux qui les ont interrompues. Certaines formules reviennent très souvent dans la bouche de ces derniers : « personne ne manifeste », « on n'agit pas », « il faut faire quelque chose ». Lors d'un entretien de groupe, cet été, l'une des activistes a posé la question suivante : « Sérieusement, qu'est-ce qu'on attend pour agir ? » Les réponses à cette question ont été très variées. L'un a dit : « On a allumé l'étincelle mais les gens n'ont pas suivi. J'ai perdu l'espoir » ; une autre : « J'essaye de garder l'esprit sain en pensant que ce gouvernement est la volonté du peuple ». Puis on a entendu un autre dire : « Il faut éviter les banques et

22. James Jasper, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and Around Social Movements », *Sociological Forum*, vol. 13, n° 3, 1998, p. 399.

23. Activiste de Gezi, étudiant.

le *shopping*. Il faut vivre en solidarité et éviter de tomber dans le piège de la fierté comme les soixante-huitards.»

Quant à leurs idées sur les formes passées d'engagement et leurs projections dans l'avenir, on peut distinguer trois tendances. La première concerne ceux donnant la priorité aux élections et se refusant – désormais – à manifester : « On a manifesté mais ça n'a servi à rien, les gens sont morts. Il faut changer le système au moyen du vote. » La seconde, avec les activistes valorisant les engagements multiples comme moyen de secouer le système néolibéral : « Aujourd'hui en Turquie, on a appris qu'on ne peut plus changer le système en votant. Il faut sortir dehors, manifester, vivre solidairement. Il faut s'engager pour les forêts du Nord ou contre les centrales hydro-électriques même si ça ne concerne pas notre ville, notre région. Il faut s'engager contre la transformation des écoles laïques en écoles religieuses même si on n'a pas d'enfant. Il faut se mobiliser pour que les meurtres dans les mines ou les chantiers de construction ne se répètent pas²⁴ ». La troisième tendance que l'on peut distinguer est celle de l'activiste qui n'attend plus rien de la politique et des élections et qui perçoit la violence comme seule alternative pour se faire entendre. Je cite Monsieur A, étudiant :

« Si vous voulez une révolution, la révolution ne se fait pas sur le média social, Twitter ou sur Facebook, la révolution se fait dans la rue. Il faut tout envisager. Tu ne veux pas mourir mais tu veux que le pays se transforme. Désolé mais la révolution ne se fait pas sans que le sang ne coule, regarde tous les autres pays. Tu ne veux pas mourir, il ne veut pas mourir, mais des gens meurent tous les jours dans ce pays. Si on descend dans la rue pour réclamer nos droits, si je dois mourir dans la rue... Excuse-moi mais, toi aussi, tu devras mourir ».

La coexistence du désir et de l'incapacité à passer à l'action chez certains activistes nous conduit à formuler les hypothèses suivantes. Tout d'abord, les individus ont agi en mai-juin 2013 ; un an après, ils expriment le désir de passer à nouveau à l'action mais attendent une étincelle. Ensuite, ne faisant pas partie, dans leur majorité, de groupes, d'associations, de partis, de syndicats ou d'autres formes d'organisation collective, ces individus, qui étaient devenus sujets dans le mouvement, ressentent la nostalgie et, en même temps, la frustration d'une action

24. Activiste de Gezi, musicien.

collective. Finalement, ils veulent continuer à se mobiliser, mais la plupart le veulent tout en refusant la notion d'adhésion : ils ne font pas d'effort pour adhérer à un groupe, prendre la parole, agir pour organiser le mouvement auquel ils aspirent.

Les activistes qui, depuis, participent aux manifestations, forums ou autres formes de résistance utilisent un vocabulaire soulignant l'espoir et la solidarité. Il y a certes des moments où une frustration est exprimée, mais cette émotion est dirigée vers les autres et non vers soi-même. La participation et la complicité qui en émane remédient en quelque sorte à ces émotions négatives : « J'étais en colère contre ceux qui ne participent pas aux résistances. Je me sentais désespérée. J'ai rompu avec beaucoup d'amis. Puis je me suis retournée vers moi-même et j'ai décidé de ne plus être en colère. J'ai décidé de ne pas dicter ma manière d'attendre la solution²⁵. » Peut-on dire que le niveau de désespoir et de pessimisme est beaucoup plus élevé chez les acteurs qui ne font plus partie de manière ponctuelle ou définitive des mouvements, des forums, des réseaux de mobilisation ? Les individus organisés, y compris ceux qui s'engagent à temps partiel ou qui refusent les adhésions officielles, expriment plus d'espoir pour l'avenir et pensent que le nombre des mobilisations et des engagements a augmenté et que leur contenu s'est élargi après le mouvement de résistance de Gezi. Les acteurs les plus engagés qui assistent régulièrement aux forums, aux réunions au sein de diverses plateformes, pensent que le niveau de mobilisation est de plus en plus élevé, et soulignent la force d'un lien solidaire qui les « sauve » :

Avant Gezi, certaines manifestations ou réunions attiraient plus de monde, certaines moins. J'étais fatiguée de courir de manifestation en manifestation, et d'essayer d'agir avec si peu de personnes. J'étais désespérée. Depuis Gezi, nous sommes plus nombreux²⁶.

Nouvelle culture politique, nouvelles solidarités

La génération née en Turquie après les années 1980 n'est pas autant dépolitisée que beaucoup l'ont affirmé et l'engagement politique n'a

25. Activiste de Gezi, comédienne.

26. Activiste de Gezi, sociologue.

pas complètement disparu, mais les figures classiques se sont transformées²⁷. Dans cette nouvelle grammaire de l'action collective, les acteurs s'organisent en réseaux, ils condamnent la hiérarchisation, les organisations centralisées, et sont en quête d'autonomie et de créativité personnelles. Ils veulent s'inscrire dans des logiques d'action collective, mais différemment. Ces acteurs cherchent à se construire comme sujets de leur propre action en bricolant activisme et vie privée, en plaçant leur individualité et leur autonomie personnelle au-dessus de leur engagement. Tandis que pour les militants des années 1960, le plus souvent assujettis au parti, l'engagement allait de soi et était accompagné de grands sacrifices²⁸.

L'espace public étant le lieu de la protestation, de la contestation et de la revendication du droit à la ville comme droit commun, la résistance de Gezi peut être qualifiée de processus émotionnel de mise en commun de la sphère urbaine, d'individus aux positions, points de vue ou agendas divers²⁹. Cette mise en commun, ou *commoning*, pré-suppose que la relation entre le groupe social et le commun (différent du bien public), le parc Gezi dans notre cas, soit collective et non marchandisée. Ainsi, depuis l'été 2013, nous voyons les solidarités et les collectivités se consolider. On peut donner ici l'exemple de *Müşterekler* (les Communs) préexistant à Gezi et ayant participé intensément à la résistance. Ce réseau dont le but est de rassembler et de fortifier les pratiques autonomes de solidarités anticapitalistes, surtout en milieu urbain, réunit une multitude de groupes tels que le Réseau de solidarité pour les immigrés (*Göçmen Dayanışma Ağı*), le Collectif pour l'écologie (*Ekoloji Kolektifi*) ou bien le Mouvement urbaniste pour le peuple (*Imece*). On note aussi que les solidarités qui ont émergé avec Gezi se fortifient. Ces organisations non structurées par des mécanismes de hiérarchie verticale offrent aux activistes une certaine flexibilité et un espace de liberté pour l'expression des particularités individuelles, de la subjectivité, de la créativité et de la convivialité, tout en faisant écho aux préoccupations des Indignés, des activistes du 15M en Espagne

27. Michel Wieviorka (dir.), *Raison et Conviction : L'engagement*, op. cit., p. 32.

28. *Ibid.*, p. 39-41.

29. David Harvey, *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*, Londres, New York, Verso, 2012, p. 73.

et du mouvement *Occupy Wall Street*³⁰. Ni partis, ni associations ou syndicats, ni ONG, mais ils se définissent comme des « réseaux », « collectifs », « mouvements », etc. Ainsi nous observons en Turquie l'émergence d'une nouvelle culture d'engagement politique, dans un espace autonome, un hybride constitué du cyberspace et de l'espace urbain³¹. Ces nouveaux acteurs dénoncent les anciennes formes d'organisation, expriment un grand mépris pour les grandes idéologies et les formes traditionnelles et hiérarchiques de la vie politique et sociale. Ils valorisent l'expérience, l'aspect performatif de l'engagement et la construction de soi ; ils veulent « vivre » et non « participer », ils exigent des protestations qui développent une dimension festive et privilégient les réseaux décentralisés³².

Les nouvelles solidarités qui se créent entre les groupes écologistes, socialistes, kurdes, les musulmans anticapitalistes, les féministes, les LGBT sont aussi très remarquables au niveau de la participation aux manifestations depuis 2013. On peut notamment citer la résistance de Validebağ qui lutte contre la démolition du bosquet du même nom, les manifestations organisées autour de la mort d'un militant protestant contre la construction d'une poste militaire à Lice, ville majoritairement kurde, ou bien la marche des fiertés qui a attiré cent mille personnes en 2013, cinq fois plus que les années précédentes. Cette complicité, bien que très récente, est déjà devenue caractéristique de la nouvelle scène des solidarités ; on peut désormais parler du retour et du renouveau des mouvements sociaux³³. Aujourd'hui, il n'est pas rare ou choquant, en Turquie, de voir les LGBT marcher pour défendre les droits des Kurdes, les forums de femmes se réunir pour Kobane, les cols blancs protester contre les grandes corporations ou bien les athées pour protéger les musulmans anticapitalistes qui veulent rompre leur jeûne dans la rue. Comme le souligne le fameux slogan de la résistance de Gezi : « Nous allons gagner en résistant en solidarité. »

30. Geoffrey Pleyers, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in V. Becquet (dir.) *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014, p. 51-68 ; Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012, p. 198.

31. Manuel Castells, *op. cit.*, p. 222.

32. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization: Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010, p. 86-88.

33. Michel Wieviorka, « The Resurgence of Social Movements », *op. cit.*

Bibliographie

- CASTELLS Manuel, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012.
- HARVEY David, *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*, Londres, New York, Verso, 2012.
- JASPER James, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and Around Social Movements », *Sociological Forum*, vol. 13, n° 3, 1998, p. 397-424.
- KILIÇ Zülal, « Cumhuriyet Türkiyesi'nde Kadın Hareketine Genel Bir Bakış » (Un regard général aux mouvement des femmes dans la Turquie républicaine), in Ayşe Berktaş (dir.), *75 Yılda Kadınlar ve Erkekler*, Istanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 1998, p. 347-360.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization: Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- PLEYERS Geoffrey, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in V. Becquet (dir.) *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014, p. 51-68.
- TOURAINÉ Alain, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.
- TOURAINÉ Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents*, Paris, Fayard, 1997.
- UYSAL Ayşen et TOPRAK Oğuz, *Particiler : Türkiye'de Partiler ve Sosyal Ağların İnşası (Les partisans : la construction des partis politiques et des réseaux sociaux en Turquie)*, Istanbul, İletişim, 2010.
- WIEVIORKA Michel, « Actualité et futur de l'Engagement », in Michel Wieviorka (dir.), *Raison et Conviction : L'engagement*, Paris, Textuel, 1998, p. 7-50.
- WIEVIORKA Michel, « Un autre monde est possible », in Michel Wieviorka (dir.), *Un autre monde...*, Paris, Balland, 2003, p. 15-53.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Éditions Pluriel Hachette, 2005.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « The Resurgence of Social Movements », *Journal of Conflictology*, vol. 3, n° 2, 2012, p. 13-19.
- WIEVIORKA Michel, « Social Conflict », *Current Sociology*, vol. 61, n° 5-6, 2013, p. 696-713.
- YÜCEL Hakan, « Gezi'deki Gazi: Varoş Gençliği » (Le quartier de Gazi pendant Gezi : La jeunesse des banlieues), *Actes du symposium La*

résistance de Gezi : de la lutte pour l'espace commun aux nouvelles espaces de lutte. 7-8 mai 2014, Istanbul, 2014 : communication orale.

Chapitre 5 Du sujet à l'institution L'Espagne, le 15M et Podemos

L'année 2011 fut importante à divers égards et endroits. Pour la sociologie, dont on nous annonçait la mort depuis au moins deux décennies¹, ce fut une année singulière. On a pu y observer l'accomplissement de certains pronostics annoncés par des sociologues de renom durant la première décennie du millénaire, illustrés par le Printemps arabe, le 15M des Indignés et les autres mouvements du type *Occupy*. Bien que tous soient imbriqués ou reliés à des projets dans des contextes différents, leurs similarités nous permettent de parler d'un changement d'historicité.

Les nouveaux mouvements sociaux

Les nouveaux mouvements sociaux ne sont pas aussi nouveaux qu'ils le paraissent ou, du moins, la sociologie en parle de manière régulière depuis les années 1970. Ainsi, Michel Wieviorka² distingue trois périodes clés qui se chevauchent : jusqu'aux années 1970, durant les-

1. Alfonso Pérez-Agote, « Reflexiones sobre el multiculturalismo que nos viene », in Lamo de Espinosa (coord.), *Culturas, Estados y ciudadanos: una aproximación al multiculturalismo en Europa*, Madrid, Alianza, 1995, p. 81-99; Michel Wieviorka (éd.), *Les Sciences sociales en mutation*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2007.
2. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

quelles le mouvement ouvrier jette les bases de la sociologie des mouvements sociaux ; la fin des années 1960 et le début des années 1970 quand apparaissent et se développent de nouvelles manifestations à caractère ethnique, culturel et écologique ; et, enfin, les révoltes globales propres aux années 1990.

Le mouvement ouvrier naît de la relation de domination entre la classe ouvrière et le patronat. Son cadre d'action est l'État-nation. S'il aspire à l'internationalisation, il n'en demeure pas moins un mouvement à caractère local et national. Sa participation politique se concrétise à travers ses liens avec les différents partis existant au niveau national. Il y subsiste une conscience de classe et, par là donc, une subjectivité définie en termes sociaux à partir d'une très nette relation de domination.

Les nouveaux mouvements sociaux, terme consacré par Alain Touraine³, conservent le cadre de référence de l'État-nation, bien qu'on y évoque déjà une dimension transnationale comme, par exemple, dans les mouvements antinucléaires ou écologistes. Leur adversaire social est diffus et difficile à définir. Ces nouveaux mouvements sociaux ont une composante culturelle de très grande importance, en s'opposant aux définitions culturellement homogénéisantes et en affirmant leur droit à la différence. Bien qu'ils proposent une nouvelle relation à la politique, ces mouvements se sont souvent institutionnalisés dans le circuit politique normalisé et, plus particulièrement, dans les partis de gauche. En leur sein, tant pour les acteurs que pour le collectif, la subjectivité reste importante.

En troisième lieu se trouvent les mouvements dits globaux surgissant du processus mondialiste et de la postmodernité et pour lesquels le cadre de l'État-nation cesse d'être central. Selon Michel Wieviorka, ce qui rend ces mouvements véritablement *globaux* est « la conscience des acteurs, qui savent articuler un combat limité avec une vision planétaire, ainsi qu'à leur capacité à se connecter à des réseaux transnationaux »⁴. Toutes les mobilisations comprennent des demandes de reconnaissance et leur adversaire est diffus : la mondialisation néolibérale, le marché, etc. Le plus intéressant dans leur relation à la politique est la construction de nouveaux espaces pour la pratiquer, surtout au niveau international. Les forums altermondialistes internationaux de

3. Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

4. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, op. cit., p. 133.

Seattle ou de Porto Alegre en sont un bon exemple. Si le sujet du mouvement ouvrier était social, celui des nouveaux mouvements sociaux est désormais culturel.

Outre ces trois mouvements, ou plutôt ces trois grands groupes, un bon nombre d'experts⁵ identifient un quatrième type, dans lequel s'inscriraient le Printemps arabe, le 15M et autres *Occupy*. Ces mouvements dits « post-2010 » possèdent tous des caractéristiques communes :

- Une infrastructure de ressources se matérialisant dans le travail de réseau, des réunions et des échanges produits durant la dernière décennie. Les acteurs se sentent eux-mêmes proches ou même inspirés par des mouvements similaires.
- L'impact de la mondialisation, dont l'exemple le plus évident est la crise économique mondiale. Les activistes appartiennent à une génération précaire⁶. Ils ont grandi dans une ambiance néolibérale d'insécurité de l'emploi, de restriction des services publics et dans une crise financière mondialisée.
- Une série de requêtes communes : démocratie, justice sociale et dignité.

C'est précisément sur ces requêtes que nous pouvons constater les différences les plus significatives par rapport aux mouvements altermondialistes antérieurs de quelques années. L'accent mis sur la justice sociale au niveau local et national est un aspect important. Dans ces mouvements, le contexte de l'État-nation est bien plus fort qu'il y a dix ans⁷. Même si les revendications ont bien une composante, voire un ennemi international semblable, celles-ci considèrent que le triomphe du néolibéralisme ou autres comme la corruption ou l'absence d'une démocratie réelle a un ancrage local et national. Au-delà des simples requêtes de justice sociale et de démocratie, ces mouvements dans leurs

5. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des mouvements des places : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79 ; Mayo Fuster Morell, « The Free Culture and 15M Movements in Spain, Composition, Social Networks and Synergies », *Social Movement Studies*, vol. 11, n° 3-4, 2012, p. 386-392.
6. Marlies Glasius et Geoffrey Pleyers, « The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity », *Development and Change*, vol. 44, n° 3, 2013, p. 547-567.
7. Geoffrey Pleyers, « Présentation », *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 9-21.

manifestations et dans leurs expériences mettent en place des pratiques et des actions de justice sociale et de démocratie.

L'hyperglobalisation : nouvelles formes de communication de masse et de production du sens

À l'évidence, un des thèmes centraux dans tous les mouvements sociaux, spécialement en occident, est ce que j'avais dénommé dans un précédent texte « l'utopie autoréalisatrice du néolibéralisme » et concerne le triomphe de celui-ci sur le plan international et la crise économique⁸.

La « révolution conservatrice » a fait en sorte que, grâce à la crise économique, les projets les plus ambitieux, les objectifs finaux, l'utopie néolibérale née dans les années 1980 et mondialisée par la suite deviennent une réalité. Aux États-Unis, mais surtout dans le sud de l'Europe, nous assistons, imperturbables, au démantèlement absolu de l'État social, à la dissolution du service public, à l'établissement d'États policiers et de régimes à la teinte totalitaire. L'économie, le champ économique, a envahi, colonisé les autres domaines de nos vies, jusqu'à devenir non seulement le moteur de la politique, mais également le seul sujet de transcendance. Le contrôle budgétaire, les marchés financiers, la dette publique, les agences de notation, sont, par décret, les seuls thèmes dignes d'intérêt public présents au jour le jour. En effet, les prévisions d'auteurs comme Pierre Bourdieu⁹ dépassent un discours qui, à bien des égards, pouvait paraître alarmiste.

Cependant les conséquences importantes de la mondialisation n'ont pas été prévues par les idéologues et autres décideurs néolibéraux, ainsi que par une grande partie des auteurs critiques de la mondialisation. La multiplicité des identités et des demandes de reconnaissance s'est imposée comme un des principaux aspects de la nouvelle ère globale.

Alfonso Pérez-Agote¹⁰, bien qu'ayant partagé grand nombre des thèses des auteurs « postmodernes », les a nuancées dès les années 1990

8. Antonio Álvarez-Benavides, « Bourdieu y la crisis del capitalismo global », *Revista Latina de Sociología*, n° 2, 2012, p. 5-22.

9. Pierre Bourdieu, *Contrafuegos*, Madrid, Anagrama, 1999; et *Contrafuegos 2*, en 2001 chez le même éditeur.

10. Alfonso Pérez-Agote, « Reflexiones sobre el multiculturalismo que nos viene », *op. cit.*

en affirmant que, même si le monde tend à l'occidentalisation, l'homogénéisation est plus une prétention qu'une réalité. Le processus globalisant et d'extension de la rationalité moderne ou postmoderne n'est pas unidirectionnel et ne produit pas toujours une homogénéisation. Fernando García Selgas¹¹ affirme que la mondialisation est un phénomène très vaste, mais aussi une série de processus éloignés du sujet. En plus des transformations dans la famille, l'État, etc., la mondialisation implique la multiplication des espaces, des lieux de passage, de mélange et de friction entre diverses cultures et la transformation des référents subjectifs. L'identité ne sera pas un concept statique, mais plutôt un processus constructif, interactif, narratif et politique.

Telle est précisément la grande caractéristique de la mondialisation : la multiplication des identités, des ancrages dans lesquels celles-ci s'articulent et la visibilité progressive de ces différences dans l'espace public. Et ceci, bien au-delà de la tentative d'homogénéité que le libéralisme le plus radical prétend étendre à toute la planète, à travers les particularismes économiques, politiques et culturels propres à comprendre la vie.

La communication de masse, qui est pour beaucoup le canal ou le moyen à travers lequel s'homogénéisent les cultures, les économies et les politiques des pays immergés dans la mondialisation, a également rendu possible la multiplication exponentielle de l'information que nous recevons.

On pourrait parler ainsi d'une seconde phase de la mondialisation dans laquelle l'homogénéité cède la place à la diversité dans son acception la plus large, et surtout dans laquelle les médias de masse cessent d'être contrôlés, du moins en ce qui concerne la production et la diffusion de contenu informatif par les grandes agences.

Dans cette seconde phase, la dimension globale du social, du politique et de l'économique est désormais incontestable et dénuée de surprise. C'est l'environnement dans lequel nous parvenons à aller et venir quasiment tous, avec plus ou moins d'aisance. La mondialisation n'est plus une nouveauté, un cadre d'action des élites financières et commerciales, ni même un sujet de débat dans les sciences sociales. Les nouvelles générations, nées dans la société de l'information, vivent

11. Fernando García-Selgas, Carmen Romero Bachiller et Antonio García García, «Sujetos e identidades en la globalización», in Barañano Margarita, *La globalización económica*, Madrid, Consejo General del Poder Judicial, 2002, p. 9-68.

cette réalité globale tout naturellement. Il n'y a pas de rupture avec le passé, la postmodernité et la mondialisation font partie de leur vie dès la naissance. On est dans l'*hypermondialisation*. Aujourd'hui, la vie est mondialisée, virtuelle et informelle et cependant, ce qui étonne est que celle-ci soit de surcroît locale et matérielle.

Les Printemps arabes de 2010 et le mouvement des Indignés espagnols ont été une confirmation de ces transformations annoncées par des chercheurs comme Baudilio Tejerina, Saskia Sassen ou Maria Luz Morán¹². En ce qui concerne la citoyenneté, la mondialisation n'a pas produit d'homogénéité, elle en a plutôt remis en cause la conception marshalienne. La transformation des médias de masse est un élément fondamental de celle des ancrages de la citoyenneté¹³. Les auteurs « postmodernes » ont décrit les effets homogénéisants et la capacité de contrôle social des médias mais, avec le développement de la technologie, tout particulièrement de l'Internet et des réseaux sociaux, la manière de communiquer a changé. Si auparavant, comme Maria Luz Morán en faisait l'analyse pour les manifestations contre la guerre d'Irak, les gens rentraient chez eux et se regardaient quelques minutes plus tard défiler à la télévision, désormais les participants produisent eux-mêmes leur propre contenu. Pendant les Printemps arabes, l'utilisation de la messagerie instantanée et des réseaux sociaux par le biais des téléphones portables a permis au monde entier d'être témoin de la répression et des manifestations en Tunisie, en Égypte, au Maroc, au Yémen, etc. D'une part, le public a été informé des abus commis par les militaires et la police et une opinion publique globale, par la suite impliquée de diverses manières dans les mobilisations, a ainsi été forgée. D'autre part, le téléphone portable a été un canal de communication immédiat entre les manifestants mêmes, qui parvenaient ainsi à convoquer les

12. Baudilio Tejerina, « Movimientos sociales, espacio público y ciudadanía: Los caminos de la utopía », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 72, 2005, p. 67-97; Saskia Sassen, *Contrageografías de la globalización. Género y ciudadanía en los circuitos transfronterizos*, Madrid, Traficantes de sueños, 2003; Maria Luz Morán, « Viejos y nuevos espacios para la ciudadanía: la manifestación del 15 de febrero de 2003 en Madrid », *Política y Sociedad*, vol. 42, n° 2, 2005, p. 95-113.
13. Antonio Álvarez-Benavides, « New actors and new opportunities. The role of social workers in a world in transformation », in Ponce de Leuón Laura, Sroka Ana, GarcíaFrancisco (coord.), *Social Work, Welfare State and Social Cohesion in the European Union*, Warsaw, Institute of Iberian and Latin American Studies at the University of Warsaw, 2014, p. 79-98.

mobilisations ou même à signaler l'endroit où une répression avait lieu. Les Printemps arabes sont rapidement devenus une affaire globale, et les protestations ne se limitèrent pas aux seuls pays affectés, mais se manifestèrent partout en Europe. Bien plus remarquable, a été l'implication directe des migrants, de deuxième et troisième génération, en provenance de ces pays-là. Mais on note aussi celle d'Européens d'origine qui ressentaient, en quelque sorte, ces revendications comme étant les leurs et s'identifiaient aux sujets actifs dans les protestations.

Le paysage social dans lequel nous nous trouvons, loin de répondre aux prémisses fatalistes d'un grand nombre de théoriciens de la mondialisation, est le terreau fertile parfait pour la transformation sociale et pour l'enrichissement mutuel. Il semble ainsi que l'absence d'alternatives soit plus un précepte de la pensée unique qu'une réalité.

Les origines sociales et politiques du 15M

Le mouvement du 15M est une démonstration sans commune mesure de la transformation absolue de l'espace, des identités, de la politique, et par conséquent, de la citoyenneté. Ses mobilisations ont des dimensions locale et nationale évidentes, en mettant en cause le système électoral espagnol devant l'absence d'alternatives politiques durant les élections municipales de 2011. Mais elles s'insurgent surtout contre le très grand nombre d'affaires de corruption dévoilées quelques mois auparavant, alors que les mesures progressives d'austérité réduisaient au même moment les droits sociaux. Les caractéristiques de ce mouvement sont propres à la société globale. Pour preuve, non seulement ces manifestations se sont étendues dans le monde entier, mais des mouvements aussi distants que les Printemps arabes ou celui de l'Islande, entre autres, se déclaraient « jumelés ».

Les mouvements sociaux en Espagne se distinguent de ceux d'autres pays occidentaux, car la dictature franquiste n'avait permis aucun type de protestation ou d'alternative au dogme national catholique. Ainsi, les premiers mouvements sociaux, surgis durant la période de transition au milieu des années 1970, ont une composante locale forte de quartier pour réclamer des droits politiques, mais surtout des biens et des services. Avec la démocratie et les premières élections, ces mouvements ont cessé d'avoir un caractère homogène et de voisinage. Grand nombre d'entre eux sont institutionnalisés dans les nouvelles structures de l'État et dans

les nouveaux partis politiques. Cela ne veut pas dire que les mobilisations sociales ont disparu, mais plutôt que celles-ci sont fragmentées, que d'autres associations apparaissent, mais en ayant toujours une forte relation institutionnelle. Les années 1990 ont été le troisième théâtre d'action et sont caractérisées par la présence de mouvements sociaux fortement institutionnalisés¹⁴ – le fameux associationnisme devient subventionné –, et la continuité de certains mouvements radicaux, comme les *okupas* « squatteurs », et d'autres d'extrême gauche et d'extrême droite. Mais, en même temps, de nouveaux mouvements sociaux à caractère culturel et identitaire voient le jour. Leurs aspirations politiques ainsi que de reconnaissance au sein de la société sont claires : les mouvements gays et lesbiens, les mouvements contre-culturels, les premières revendications de type ethnique (musulmans, gitans) et les mouvements écologistes.

Une décennie plus tard, et en syntonie avec ce qui était en train de se passer dans d'autres pays alentour, les mouvements globaux apparaissent. Le contexte national change, se diversifie, et de nouveaux thèmes soutiennent les mobilisations sociales. Dans ce contexte global, les nouveaux mouvements sociaux se rebellent face à la mondialisation néolibérale, en participant activement dans les forums mondiaux, dans les manifestations organisées devant les réunions internationales du G7, de Davos, etc. Les manifestations contre la guerre en Irak, autre événement fondamental, ont une composante internationale évidente, mais aussi nationale. Cette double dimension locale/globale, nationale/internationale, est désormais présente à chaque fois.

Il est intéressant de noter que ces mouvements sociaux ont surgi dans une période de croissance économique considérable, de développement du secteur public, grâce, entre autres, à la montée de l'immigration. Le marché immobilier espagnol devient le plus important d'Europe et l'Espagne, la septième puissance économique mondiale. De ce contexte d'opulence, du moins en apparence, se trouve exclue toute une série de secteurs et d'acteurs : la classe ouvrière qui, malgré le faible taux de chômage, doit vivre dans un marché déréglementé, précaire et flexible, et dans lequel les jeunes diplômés rencontrent les plus grandes difficultés à devenir économiquement indépendants et à quitter le nid familial. Les salaires sont bas, mais surtout les prix de l'immobilier s'envolent,

14. Tomas Alberich Nistal, « Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios », *Revista de estudios de Juventud*, n° 76, 2007, p. 71-89.

rendant difficile, voire impossible, pour ces jeunes de s'établir à moins d'hypothéquer quarante années de leur vie.

Voilà donc le terreau fertile du 15M. Depuis la transition, l'Espagne a vécu un processus croissant de développement des droits sociaux et de l'économie. La crise économique pourtant importante dans les années 1990 n'a pas de commune mesure avec le choc que subissent actuellement les Espagnols concernant le taux de chômage ou les droits sociaux. Les jeunes de la génération perdue, sans futur, dite néolibérale, n'ont eu ni les opportunités ni même les attentes que leurs parents. Ce nouveau mouvement répond à de nouvelles formes d'aliénation dans un nouveau monde globalisé, dominé par le capital financier. Ce n'est plus l'idéologie ou l'identité qui entraîne l'adhésion au 15M, mais les problèmes quotidiens, indépendamment du passé de chacun¹⁵.

Ces manifestations surgissent dans un contexte dans lequel la forme et les lieux où la politique s'exerce sont différents, pluriels. Mais, en même temps, certaines modalités de participation publique restent classiques. Ainsi coexistent, au sein du 15M, des éléments nouveaux et d'autres plus traditionnels, mais, dans toutes ses mobilisations, prétentions ou revendications, la nouvelle relation avec la politique ou ce qui est de l'ordre politique, tant au niveau interne qu'externe, ne fait aucun doute. De quelle manière les mobilisations du 15M seraient-elles à même de transformer, changer, influencer la politique institutionnelle ? Il semble que les partis politiques traditionnels n'aient pas su ou pas pu en attirer les activistes. Comme dans d'autres pays européens, on a donc assisté à la naissance de nouveaux partis et de nouvelles initiatives politiques en rapport avec le 15M et avec une intensité d'un autre ordre, parmi lesquels se démarque Podemos.

Podemos ou l'institutionnalisation du 15M

Podemos est-il véritablement la représentation politique du 15M ? Pour la plupart des médias internationaux et pour les partis traditionnels, la réponse est oui¹⁶. D'ailleurs, le 15M et Podemos ont été reconnus

15. Ignacia Perugorria et Baudilio Tejerina, «Politics of the encounter: Cognition, emotions, and networks in the Spanish 15M», *Current Sociology*, vol. 61, n° 4, 2013, p. 424-442.

16. RadioCable.com, le 26 avril 2014.

comme de véritables acteurs politiques. Ainsi, dans les premiers temps, le 15M a reçu le soutien du Partido Popular Madrileño¹⁷, qui avait compris ces manifestations comme étant une opposition au Partido Socialista Obrero Español (PSOE), le parti socialiste ouvrier espagnol alors au pouvoir. Les réactions autour du 15M, et ensuite de sa transformation politique en parti comme Podemos, ont toujours oscillé entre la condescendance et éventuellement la peur. Lorsque Podemos se présenta aux élections européennes en 2014, il a été traité comme un parti « sympathique » d'universitaires mécontents. Mais, après avoir remporté quatre sièges au Parlement européen, le discours changea du tout au tout, et Podemos devint un mouvement « populiste », né dans les bureaux du président du Venezuela, et au caractère clairement totalitaire, ou du moins antisystème. Tout ceci s'est accentué d'autant plus dans les mois qui ont suivi, car Podemos s'affichait dans les sondages comme la première force politique.

Il semblerait que ces critiques aient porté leurs fruits, réduisant les perspectives de vote, notamment au sein du parti même. Dans sa tentative d'étendre le mouvement à d'autres secteurs de la population, et dans son intention déclarée de l'emporter sur les forces politiques prépondérantes et d'en finir avec le pouvoir en place, Podemos a fini par s'institutionnaliser. Son programme, tant sur le plan économique que social, s'est nuancé, réduisant ses aspirations au changement. Son discours s'est tempéré, et les alliances pour gouverner avec les grands partis de la « caste », ou du moins du PSOE – ce qui était totalement exclu dans un premier temps – ont été décisives pour son ascension lors des élections municipales, en mai 2015. Ses pratiques, la manière d'établir ses listes et son programme se sont éloignés de la nouvelle démocratie proposée par le 15M. Podemos a fait le choix d'une politique plus traditionnelle et a réduit fortement son propre fonctionnement démocratique interne et changé l'identité des nouveaux mouvements sociaux. La distance entre le 15M et Podemos est de plus en plus appréciable.

Le cas Podemos illustre bien que, dans la politique des partis, les apparences sont plus importantes que la substance. On y constate un souci démesuré des aspects esthétiques, aux dépens des propositions. Outre les problèmes de contenu, il faut aussi noter l'absence d'espaces de discussion où proposer et concevoir les programmes politiques. S'il est

17. *Qué*, le 20 mai 2011.

vrai que dans un premier temps le 15M a été, de son propre aveu, excessivement délibératif et enclin aux assemblées à répétition, Podemos en revanche a fait le choix de s'enfermer progressivement tant pour les débats que pour les propositions créatives d'initiatives réelles.

La transition du 15M, un mouvement composé essentiellement de jeunes, vers un parti politique aspirant au pouvoir au niveau national et qui, pour y parvenir, a voulu sympathiser avec un autre électorat, s'est réalisée à travers l'utilisation de formes et de préceptes traditionnels de l'action politique, mais surtout par son institutionnalisation. La pratique politique des *plazas*, des mouvements d'occupation, se traduit d'une manière très lente et très peu visible dans la politique conventionnelle. La nouvelle manière de faire la politique, présente chez les acteurs publics, dans les *plazas*, dans les mouvances sociales, est apparente dans les partis politiques apparus après le 15M. Une phrase du numéro deux du parti, Juan Carlos Monedero, l'illustre bien : « Nous venons du 15M mais nous ne sommes pas le 15M, nous sommes la politisation de ses arguments¹⁸. »

Autrement dit, bien que les nouveaux mouvements sociaux post-2010 comme le 15M soient un réflexe d'une société civile nouvelle et de nouvelles manières de faire la politique, leur transformation en une formation capable d'entrer en lice au coude-à-coude avec les partis traditionnels, dans la démocratie représentative, passe inévitablement par leur institutionnalisation. Les nouveaux partis politiques, par nécessité ou par inertie, finissent par acquérir des structures, des formes de gouvernement interne ainsi que des programmes conventionnels, avec des différences et des nuances certes visibles, mais compris par la plupart des citoyens comme étant bien loin de ces nouvelles formes de faire et de comprendre la politique revendiquées par les nouveaux acteurs sociaux.

Ainsi nous pouvons affirmer qu'il existe deux domaines d'action, deux champs séparés et dont les connexions, pas toujours très claires, sont diffuses et discontinues. Dans les deux cas, on fait de la politique mais l'influence de la politique conventionnelle, celle des partis, reste beaucoup plus puissante que celle pratiquée dans les nouveaux mouvements sociaux. Malgré cela, il est important de souligner que, même si ces communications sont diffuses, le 15M, les « marées citoyennes » ou autres mouvements apparentés ont atteint des objectifs politiques et sociaux visibles, palpables et de très grande importance, comme par

18. *Europapress*, le 14 décembre 2014.

exemple celui d'avoir empêché l'expulsion d'un grand nombre de résidents surendettés en Espagne, ou le fait que les tribunaux aient paralysé la privatisation des services publics de santé, ou encore que toute la lumière soit faite sur divers scandales de corruption, et que certains banquiers et politiciens soient mis en examen, y compris l'ex-ministre et ex-directeur du FMI, Rodrigo Rato. Mieux encore, le fait d'avoir accédé au pouvoir dans de grandes villes comme Madrid et Barcelone, non pas grâce à un grand parti politique cette fois-ci, mais à une coalition de mouvements politiques et sociaux, d'une nature plus proche de celle du 15M, et sans qu'aucune tête d'affiche, notamment les deux nouveaux maires, n'appartienne ou n'ait appartenu à Podemos. La pluralité des conseillers municipaux semble avoir permis d'esquiver les rigidités propres aux partis institutionnalisés, bien que Podemos fasse partie de ces deux coalitions, Barcelona en Común et Ahora Madrid. Le succès de ces alliances repose sur le triomphe du projet politique qui s'impose par rapport à l'institutionnel, au dogmatisme et aux structures rigides de participation des partis traditionnels, chaque jour plus présentes dans Podemos et dans son comité directeur. Place est faite au travail collectif et à la visibilité publique des nouvelles formes de faire et de comprendre la politique.

Les nouveaux mouvements sociaux présentent et répondent à cette nouvelle conception de la citoyenneté. Cependant, cela ne s'est pas traduit par des partis politiques ayant la même composante symbolique et la même manière de comprendre cette nouvelle politique. Podemos s'est progressivement distancié par ses pratiques et ses propositions du contenu et de l'identité du 15M, dont il est issu. L'institutionnalisation de Podemos passe par l'adoption des procédés et des structures classiques des partis.

Tout ceci oblige donc à concevoir l'existence de deux champs différenciés où s'exercerait la politique, le premier étant conventionnel et l'autre celui des nouveaux mouvements sociaux. Ceci semble s'être traduit par diverses manières de concevoir la citoyenneté, la participation dans les affaires publiques, sociales et politiques. Les formes traditionnelles de la politique et de la citoyenneté coexistent avec de nouvelles citoyennetés et de nouvelles manières de faire la politique. Ces deux réalités ne doivent pas obligatoirement interagir dans une relation dichotomique, mais les transvasements entre les deux champs restent peu fréquents et intermittents. La primauté du traditionnel, du conventionnel demeure incontestable au niveau institutionnel.

Bibliographie

- ALBERICH NISTAL Tomas, «Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios», *Revista de estudios de Juventud*, n° 76, 2007, p. 71-89.
- ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, «New actors and new opportunities. The role of social workers in a world in transformation» in Ponce de Leuón Laura, Sroka Ana, García Francisco (coord.), *Social Work, Welfare State and Social Cohesion in the European Union*, Warsaw, Institute of Iberian and Latin American Studies at the University of Warsaw, 2014, p. 79-98.
- ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, «Bourdieu y la crisis del capitalismo global», *Revista Latina de Sociología*, n° 2, 2012, p. 5-22.
- BOURDIEU Pierre, *Contrafuegos*, Madrid, Anagrama, 1999.
- BOURDIEU Pierre, *Contrafuegos 2*, Madrid, Anagrama, 2001.
- FUSTER MORELL Mayo, «The Free Culture and 15M Movements in Spain, Composition, Social Networks and Synergies», *Social Movement Studies*, vol. 11, n° 3-4, 2012, p. 386-392.
- GARCÍA-SELGAS Fernando, ROMERO BACHILLER Carmen et GARCÍA GARCIA Antonio, «Sujetos e identidades en la globalización», in Barañano Margarita, *La globalización económica*, Madrid, Consejo General del Poder Judicial, 2002, p. 9-68.
- GLASIUS Marlies et PLEYERS Geoffrey, «The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity», *Development and Change*, vol. 44, n° 3, 2013, p. 547-567.
- MORÁN Maria Luz, «Viejos y nuevos espacios para la ciudadanía: la manifestación del 15 de febrero de 2003 en Madrid», *Política y Sociedad*, vol. 42, n° 2, 2005, p. 95-113.
- PÉREZ-AGOTE Alfonso, «Reflexiones sobre el multiculturalismo que nos viene», in Lamo de Espinosa (coord.), *Culturas, Estados y ciudadanos: una aproximación al multiculturalismo en Europa*, Madrid, Alianza, 1995, p. 81-99.
- PERUGORRÍA Ignacia et TEJERINA Baudilio, «Politics of the encounter: Cognition, emotions, and networks in the Spanish 15M», *Current Sociology*, vol. 61, n° 4, 2013, p. 424-442.
- PLEYERS Geoffrey, «Présentation», *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 9-21.
- PLEYERS Geoffrey et GLASIUS Marlies, «La résonance des “mouvements des places”: connexions, émotions, valeurs», *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79.

SASSEN Saskia, *Contra geografías de la globalización. Género y ciudadanía en los circuitos transfronterizos*, Madrid, Traficantes de sueños, 2003.

TEJERINA Baudilio, « Movimientos sociales, espacio público y ciudadanía: Los caminos de la utopía », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 72, 2005, p. 67-97.

TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

WIEVIORKA Michel (éd.), *Les Sciences sociales en mutation*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2007.

WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

DEUXIÈME PARTIE

Du conflit local aux enjeux globaux

Chapitre 6

Russie : mobilisations locales et bien commun

La société russe post-soviétique, en termes d'action collective, a longtemps été considérée comme un terrain peu fertile en mobilisations sociales. Le regard de la plupart des commentateurs, tant étrangers que russes, ne s'est transformé que fin 2011-2012, à l'occasion des mobilisations massives pour des « élections honnêtes » dans lesquelles certains ont pu voir le « réveil de la société civile russe ». Pourtant, depuis 2005 au moins, une frange limitée mais croissante de la population a renoué avec l'action collective. Il s'agit surtout de mobilisations relativement éparpillées, localisées, inscrites dans le quotidien des acteurs mobilisés et mettant en avant des problèmes sociaux plutôt concrets. Opposant les revendications sociales et matérialistes, voire « paternalistes », de ces mouvements à celles dites « morales » des nouveaux mouvements citoyens de Moscou et Saint-Pétersbourg, certains analystes¹ tendent à les ranger dans la catégorie des mouvements de type NIMBY², c'est-à-dire des mobilisations égoïstes et centrées sur la défense d'un intérêt catégoriel, contraires à l'intérêt général.

1. Lev Gudkov, « Social'nyj kapital i ideologičeskie orientacii » [Le capital social et les orientations idéologiques], *Pro et Contra*, tome 16, n° 3, 2012, p. 25, disponible sur <http://carnegie.ru/proEtContra/?fa=49069> (consulté le 1^{er} janvier 2012).
2. Acronyme pour *not in my back yard*.

Admettons tout d'abord qu'une grande part des *grassroots movements* et des initiatives locales reste limitée au traitement d'un problème concret, particulier et restreint notamment dans l'espace qui affecte les participants. Mais certains mouvements sociaux que nous avons choisis comme objets d'étude indiquent au contraire une dynamique d'élargissement, d'agrandissement et d'ouverture. Élargissement à d'autres thèmes ou problèmes liés à ceux qui ont donné naissance au groupe militant initial (*inicijativnaâ gruppâ* en russe). Agrandissement d'échelle: d'un micro-territoire ou micro-local (par exemple, la cour commune à quelques immeubles) à d'autres territoires (d'autres cours d'immeuble, une place centrale dans la ville, etc.). Ouverture vers d'autres partenaires, groupes de lutte, mouvements sociaux, associations, syndicats ou organisations politiques. En d'autres termes, les études de cas que nous avons effectuées montrent l'existence de processus de généralisation, ou « montée en généralité », pour utiliser les termes de Laurent Thévenot³, ainsi que la formation de liens de solidarité non limités à ceux des proches, du proche ou du familial.

La plupart des mobilisations que connaît la Russie contemporaine naissent de situations et de problèmes inscrits dans le quotidien des gens ou dans leur entourage. Parce qu'elles émeuvent certains de ceux qui les éprouvent, ces situations entraînent une transformation des manières de voir, de penser et d'agir de certains protagonistes, les amenant à adopter des pratiques militantes, en rupture avec les schèmes socio-culturels les plus répandus dans la société russe, que de nombreuses études sociologiques décrivent comme marqués par le « chacun pour soi », le « subir », la méfiance (en dehors du cercle restreint des « siens »), le conformisme, les attentes paternalistes à l'égard des supérieurs et de l'État⁴. Quoique l'on pense de cette approche parfois caricaturale du contexte socio-culturel de la société russe contemporaine, elle permet d'apprécier l'importance, pour la mise en action

3. Laurent Thévenot, « The plurality of cognitive formats and engagements moving between the familiar and the public », *European journal of social theory*, vol. 10, n° 3, 2007, p. 409-423.
4. Vladimir Shlapentokh et Joshua Woods, *Contemporary Russia as a Feudal Society: A New Perspective on the Post-Soviet Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2007; Lev Gudkov, Boris Dubin et Natalia N. Zorkaâ, *Postsovetskij čelovek i graždanskoe obščestvo* [Post-Soviet Man and Civil Society], Moscou, Moskovskaâ škola političeskikh issledovanij, 2008.

collective, d'un ébranlement affectant l'individu « ordinaire » dans son monde quotidien et familial. À ce sujet, notons que les mobilisations citoyennes de la fin 2011-2012 relèvent sans doute d'une autre méthodologie d'approche en ce qu'elles ne sont pas centrées sur des préoccupations appartenant au monde du quotidien, du proche ou des problèmes pratiques. Il serait néanmoins erroné d'opposer motifs universels ou abstraits pour les uns, particularistes et concrets pour les autres. En fait, les mobilisations citoyennes de la fin 2011-2012 ont bien plus à voir qu'il n'y paraît avec le monde du proche et du quotidien des participants aux manifestations (un monde fait d'Internet, des réseaux sociaux, de témoignages de proches, etc.).

Sur un plan théorique et méthodologique, l'étude des mobilisations sociales en Russie contemporaine exige donc à la fois d'aller au-delà des analyses macrosociologiques et des explications d'ordre macrostructurel et de ne pas se limiter aux enjeux locaux et à la dimension NIMBY. Que ces théories soient basées sur une approche du processus politique ou une approche relationnelle mettant l'accent sur les « structures de mobilisation », ou qu'il s'agisse d'explications socio-culturelles centrées sur les codes dominants ou la *mainstream*, elles nous renseignent sur le contexte général, d'ordre politique, social ou culturel, qui contrarie plutôt qu'il n'encourage l'action collective.

L'approche en termes de mobilisation des ressources nous informe des techniques mises en œuvre par les militants pour trouver et consolider des ressources et met l'accent sur l'importance extrême des liens de solidarité large (au-delà du groupe des siens), point crucial et problématique en Russie. Mais elle aide peu à comprendre pourquoi des gens « comme tout le monde », à la différence de « tout le monde », en viennent à se mobiliser. Et elle réduit largement les acteurs à des stratèges calculateurs, ce qui contredit les observations empiriques indiquant l'importance des émotions, des événements et des conversations informelles au quotidien.

Car l'une des questions qui se posent en Russie est comment des personnes sans expérience militante antérieure ni appartenance partisane ou associative, vivant auparavant sur le mode du « subir » ou de l'adaptation aux événements ou au contexte, en viennent à s'engager dans l'action collective ? Afin d'aborder cette question, nous faisons appel à une analyse microsociologique des cadres de l'engagement d'inspiration pragmatique et interactionniste. Cela est-il

pour autant contradictoire avec la sociologie du sujet préconisée par Alain Touraine et Michel Wieviorka⁵ ? Il ne me le semble pas, en tout cas si l'on s'interroge sur les ressorts de la mise en action collective d'hommes et de femmes vivant d'ordinaire retranchés dans leur monde privé, ce qui implique pour nombre d'entre eux une transformation de leurs rapports au monde, aux autres et à eux-mêmes. Mais cette transformation, fort improbable par ailleurs, débute rarement par un choix individuel ou une quête de cohérence personnelle, mais beaucoup plus souvent par une tentative peu réfléchie (ce qui ne signifie pas dépourvue de sens) de risquer une rencontre avec un monde peu familier. C'est dans cette dynamique que l'individu peut devenir acteur et se constituer en « sujet », que Michel Wieviorka définit par « la capacité de se construire soi-même, de procéder à des choix, de produire sa propre existence »⁶.

Notre approche s'inspire très largement des recherches d'Erving Goffman sur les cadres de l'expérience⁷. Selon la compréhension que nous en avons, cette approche permet de prendre acte de la forte improbabilité d'une transformation des cadres habituels de l'action (ce dont témoigne la faible proportion de militants dans la société russe), mais ne rejette pas la possibilité que cette transformation puisse s'effectuer en lien avec, d'une part, une situation particulière, inscrite dans le monde du quotidien et, d'autre part, un changement dans l'appréciation de la situation. Nos recherches de terrain⁸ nous ont amenés à nous interroger sur ce que nous appelons le *reframing* ou transformation des cadres de l'expérience. En effet, les mobilisations naissant souvent d'initiatives prises par des individus peu ou pas

5. François Dubet et Michel Wieviorka (dir.), *Penser le sujet, autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard, 1995.

6. Michel Wieviorka, « Pour comprendre la violence : l'hypothèse du sujet », *Sociedade e Estado*, vol. 9, n° 1, 2004, p. 21-51, cit. p. 23.

7. Erving Goffman, *Frame analysis: An essay on the organization of experience*, Harvard, Harvard University Press, 1974.

8. Une première recherche dirigée par l'auteur sur « Les mouvements sociaux émergents en Russie contemporaine » (2005-2008) avec le soutien de la Maison des sciences de l'homme et de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences, comprenant cent cinq entretiens approfondis avec des participants à des actions collectives et des observations (y compris participantes) ; suivie d'une autre recherche sur « Mouvements sociaux et montée en généralité » (2011-2013) avec six études de cas dans autant de villes de Russie.

habitué à un quelconque militantisme, elles imposent de penser les conditions et les ressorts de l'engagement social, de la transformation des modes de pensée et d'action d'individus antérieurement passifs du point de vue social, ou peu engagés dans des activités militantes. Pour répondre à la question de l'apprentissage de l'action collective des « militants néophytes », nous pensons l'approche d'inspiration goffmanienne riche d'enseignements.

Il ressort de nos recherches une inscription forte des premiers pas vers l'action collective dans le monde du quotidien ou « du proche », pour utiliser la terminologie de Laurent Thévenot⁹. Afin de se mettre en mouvement, la personne doit se sentir touchée, affectée par une menace intervenant dans son univers familier de vie et bousculant le cours habituel de son quotidien. Cela ne fait pas forcément de la personne un militant pour autant, d'autres circonstances et conditions entrent en ligne de compte, mais la plupart des participants à une mobilisation, s'ils ne sont pas des militants professionnels ou motivés par une certaine idée (abstraite) du monde, sont passés par cette première expérience d'un quotidien brusquement bouleversé les ayant menés à un changement de leurs habitudes de faire, de penser et d'agir.

Que la racine de la mobilisation se situe dans l'ordinaire, le concret, le quotidien routinier et bousculé, ne signifie pas que celle-ci ne peut pas atteindre d'autres sphères, d'intérêts plus généraux, de valeurs plus universelles, de pratiques plus solidaires. Avec le cas de Kaliningrad en 2009-2010, nous démontrons la possibilité de cette montée en généralité et nous en esquissons les contours et les processus, en nous concentrant sur la question de l'expansion ou de l'élargissement d'un mouvement, et non sur celle de son émergence.

Kaliningrad 2009-2010 : l'émergence de mouvements à enjeux spécifiques

La vaste mobilisation à Kaliningrad, fin 2009-début 2010, avait pour cibles la hausse de la taxe routière et des charges communales, l'asphyxie économique et la « dictature politique ». La manifestation, la plus massive de ces dernières années dans une ville moyenne de Russie

9. Laurent Thévenot, *op. cit.*, 2007.

– douze mille personnes, le 30 janvier 2010 –, a abouti au limogeage de Gueorgui Boss, gouverneur régional alors en place.

Le mouvement est parti de nombreux micro-foyers de luttes portant sur des problèmes sociaux spécifiques et mobilisant des catégories différentes de la population. Depuis la fin 2008, les automobilistes essayaient de s'opposer à la nouvelle politique des autorités régionales remettant d'abord en cause l'exonération des droits de douane sur les automobiles importées (régime préférentiel pour les habitants de cette enclave russe dans l'Union européenne), pour ensuite élever très fortement la taxe de transport due par chaque conducteur. La mobilisation des automobilistes a commencé par des attroupements devant les postes de douane, facilités par les kilomètres d'attente provoqués par les nouvelles règles de dédouanement. Perdant patience, les petits importateurs de voitures (un « petit *business* » très répandu à Kaliningrad) s'énermaient, discutaient, se montaient la tête les uns les autres. Des leaders d'opinion se sont imposés parmi eux, notamment Konstantin Doroshok, l'une des figures clés de la vaste mobilisation de janvier 2010. Il a pris un jour l'initiative de bloquer la route fédérale passant à proximité des douanes, suivi par des dizaines de collègues. Ensuite, les actions de tout ordre (pétitions, piquets devant les douanes, rassemblements au centre-ville) se sont multipliées, rejointes à chaque fois par plus de sympathisants.

Les médecins et patients de l'hôpital dit « des pêcheurs » (réservé dans le passé aux salariés de la pêche), menacé de fermeture, se sont également mis en mouvement fin 2008. Cette campagne initiée par les médecins a bénéficié du soutien d'un groupe de militants politiques et syndicaux locaux qui a organisé chaque semaine pendant un an et demi un piquet de protestation devant le siège du gouvernement régional. Peu suivie au début, cette campagne pour la sauvegarde de l'hôpital « des pêcheurs » – qui consistait, outre le piquet, en des interventions dans les médias, des pétitions, du lobbying et des batailles parlementaires – s'est avec le temps transformée en mouvement pour la défense de la santé publique dans la région. Elle a provoqué un réel mouvement d'opinion, impliqué un nombre croissant d'intéressés et abouti à la démission du ministre de la Santé ainsi qu'à une augmentation des dépenses budgétaires de santé. Cette montée en généralité et cet élargissement du soutien et de l'écho de la campagne ont été rendus possible par la régularité de l'événement et la persévérance de ses

organisateurs, par la dynamique de conflit et l'impulsion donnée par son chef de file, le syndicaliste et député régional Mikhail Tchessalin. S'attachant au début à mettre en cause les malversations financières du médecin-chef de l'hôpital « des pêcheurs », les participants au piquet ont peu à peu remonté dans la hiérarchie, dénonçant le ministre de la Santé puis le gouverneur de la région, pour finalement désigner le principal responsable : « Poutine responsable pour Boss », affirmait une pancarte apparue au piquet hebdomadaire un an après le début de la campagne et devenue par la suite l'ornement incontournable de toutes les manifestations. La campagne pour la défense de la santé publique a également fourni un lieu régulier de rencontre pour tous les militants ou apprentis militants de la ville. Le piquet hebdomadaire s'est transformé ainsi en lieu de réunion informelle où s'échangeait l'information, se planifiaient et se coordonnaient des actions, se nouaient des liens entre militants d'initiatives et de mouvements différents. Doroshok, par exemple, et d'autres militants du mouvement des automobilistes, ont régulièrement participé au « piquet du vendredi ».

Les petits entrepreneurs du commerce de rue, malgré la rude concurrence, se sont unis pour faire face à une menace commune, apparue fin 2008, quand les députés municipaux ont annoncé leur intention de retirer aux propriétaires des kiosques de vente leur droit d'occuper le terrain municipal. Face au risque de fermeture de leur commerce, source principale du revenu familial pour la plupart, les propriétaires des kiosques se sont réunis en association et sont entrés en lutte, d'abord par du lobbying et des communiqués de presse, puis par des actions de protestation publiques. Là aussi, il s'est produit une élévation d'échelle dans le choix de l'adversaire principal : d'abord la mairie et les députés municipaux, dont dépend l'adoption ou non de la nouvelle loi ; ensuite le gouverneur régional, suspecté d'être l'initiateur de ce qui était interprété comme un « raid » (de leur propre expression) sur les petits commerçants au profit d'un grand commerçant véreux aux relations haut placées ; enfin le gouvernement fédéral en la personne de Poutine. Ce dernier a été mis en cause publiquement par l'orateur représentant le mouvement des petits commerçants lors du grand rassemblement du 30 janvier 2010, sans en avoir eu le mandat et sans préméditation : « X est monté à la tribune et a crié : "à bas Poutine", comme ça, sans prévenir, parce que l'atmosphère était comme ça. Et, finalement, ça nous a plu », raconte l'un des leaders du mouvement

des petits commerçants. Et, grâce à leur propre lutte – mais aussi à leur participation à la manifestation unitaire du 30 janvier – ceux-ci ont obtenu gain de cause : la municipalité leur a concédé le bail des terrains de leurs kiosques pour vingt-cinq ans.

Les retraités de la région menaient également leur campagne, contre une loi adoptée en juin 2009 par les députés régionaux et menaçant le maintien et l'indexation des aides sociales leur permettant l'accès aux services publics. Surtout dans les petites villes de la région, où la question de l'accessibilité aux transports en commun est essentielle pour les retraités dépendant des infrastructures sociales de la capitale régionale, des actions de protestation furent organisées pendant tout l'été, des signatures récoltées par des volontaires pour une pétition exigeant le retrait de la loi. Sur ce terrain aussi, les protestataires ont en partie obtenu gain de cause.

À ces différents champs de lutte, ajoutons encore la mobilisation des salariés de la compagnie aérienne locale KD-Avia contre la fermeture de l'entreprise et pour le paiement des arriérés de salaire, les multiples luttes de quartier pour la sauvegarde des espaces verts menacés par des projets immobiliers contestés par les riverains, sur lesquelles est venue se greffer une campagne unitaire, à l'occasion de la révision du Plan de développement urbain, pour la défense d'une « ville-jardin » et contre le « pouvoir vendu aux intérêts des firmes immobilières ».

De campagnes en campagnes et d'actions en actions, les différents secteurs de mobilisation ont fini par construire un réseau relativement dense de mouvements sociaux divers ainsi qu'un espace de communication et de mobilisation qui a permis aux luttes particulières et localisées de sortir de leur habituelle ghettoïsation et de gagner un certain impact sur la population non directement concernée par tel ou tel problème, créant une dynamique d'élargissement. Des interconnexions se sont mises en place entre ces différents mouvements centrés sur des enjeux spécifiques. Dans la partie suivante nous allons brièvement examiner les facteurs, personnes, lieux et circonstances qui ont rendu possibles ces dynamiques.

Les dynamiques de la montée en généralité et de la construction d'espaces de solidarité

Nous nous situons ici dans une seconde phase du développement des mouvements en interrogeant non leur émergence, mais leur expansion et leur agrandissement. Cette phase est amplement étudiée par la littérature, et est au centre, par exemple, de l'étude générale de la « politique contestataire » entreprise par McAdam, Tarrow, et Tilly¹⁰. Nous leur empruntons certains concepts, tout en proposant un modèle explicatif quelque peu différent, attachant plus d'importance aux événements (y compris « micro »), aux interactions, aux émotions et aux leaders. Cette différence est sans doute liée à certaines spécificités du contexte russe, notamment le haut degré d'atomisation et de méfiance sociales, ainsi que le faible développement des canaux (organisations, réseaux ou communautés) de mobilisation (*mobilizing structures*).

Un mécontentement social diffus

Les mouvements thématiques mentionnés ci-dessus se sont développés dans la période 2008-2010, sur fond de mécontentement social croissant et de crise économique, alors que le régime économique préférentiel dont bénéficiait, du fait de son statut d'enclave, la région de Kaliningrad s'effritait, que les prix des services publics, notamment des charges d'entretien des immeubles, grevaient toujours davantage le budget familial mensuel, que des entreprises fermaient et que le chômage allait croissant. La décision du gouverneur d'augmenter la taxe de transport régionale a mis le feu aux poudres.

L'émergence de leaders « grassroots »

Par la dynamique de mobilisation propre à chaque mouvement spécifique, des leaders sans forcément d'expérience militante antérieure sont apparus et se sont affirmés au fil des événements et des interactions.

10. Douglas McAdam, Sydney G. Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Parce qu'ils appartenait au monde des « gens ordinaires »¹¹, ils ont pu susciter une certaine confiance, combattre la logique de l'impuissance et donner le sentiment du pouvoir agir ensemble.

En outre, ces leaders ont noué des liens entre eux, participant aux actions et aux campagnes des uns et des autres. Portés par le sentiment d'une vague montante de mobilisation, recherchant du soutien, de l'écho, la consolidation des forces, ils ont coopéré et ont joué un rôle majeur dans la mise en convergence des luttes, l'articulation des revendications et la préparation de la manifestation du 30 janvier 2010, un vaste événement protestataire unitaire.

La mise en réseau et la formation d'une coalition

Outre les leaders, des « apprentis militants » se sont mis à participer aux actions d'autres mouvements que les leurs. Des contacts ont été noués, le sentiment est né de partager la même expérience et de faire partie du même univers social, celui des gens « ordinaires » ou « simples », métamorphosés en acteurs contestataires. La nécessité de « se battre tous ensemble » s'est affirmée.

Pour préparer la première vaste action commune (la manifestation du 30 janvier), les *leaders* ont mis en place une coalition ouverte à tous les mouvements à thème spécifique, ainsi qu'à tous les partis à l'exception du parti au pouvoir. Le rôle des leaders « *grassroots* » dans la mise en place de la coalition *ad hoc* peut être assimilé au « courtage » (« *brokerage*¹² ») des théoriciens de la politique contestataire.

La diffusion d'une attitude « activiste »

Grâce à la multiplication des fronts de mobilisation et des catégories mobilisées, l'information sur les luttes et leurs enjeux circulait largement, retransmise par les médias indépendants, Internet et, surtout, par le bouche-à-oreille. Les conversations nouées sur les sites de protestation, mais également dans des lieux de la vie ordinaire (la poste,

11. Nous les qualifions ailleurs de *empowering leaders*: Karine Clément, « The new social movements in Russia as potentially challenging the dominant model of power relationships », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 24, n° 1, 2008, p. 68-89.

12. Douglas McAdam, Sydney G. Tarrow et Charles Tilly, *op. cit.*, 2001, p.333-335.

la cour de l'immeuble, l'arrêt de bus, etc.), avec des gens « ordinaires » (« comme moi/nous »), ont sans doute eu le plus d'impact pour imposer un nouveau regard sur la situation et sur l'action protestataire.

Il y a aussi la force de l'exemple. Car, si des parents, des amis, des collègues, des connaissances dignes de confiance participaient à des actions de protestation, peut-être que... Par leur exemple même, autant que par leurs propos, les « apprentis militants » démontreraient qu'être citoyen actif et vivre une vie ordinaire n'étaient pas deux lignes de conduite opposées. Cette transformation de l'appréciation de l'action protestataire ou des problèmes collectifs peut être entendue comme une opération réussie de *framing* du mouvement naissant. Cependant, il s'agit moins d'une stratégie consciente des leaders que d'une transformation de cadre ou de point de vue s'effectuant dans les pratiques et les interactions dans l'esprit de Goffman ou Eliasoph¹³.

Les « lieux communs »

L'expression « lieux communs » est utilisée ici dans le sens que lui donne Laurent Thévenot¹⁴, c'est-à-dire des lieux investis personnellement ou émotionnellement en commun. Parmi ces lieux communs, il y a les places communes chères aux analystes des « mouvements des places ». Le piquet hebdomadaire pour la sauvegarde de l'hôpital « des pêcheurs » était ainsi devenu une sorte de « Hyde Park » à Kaliningrad. Les autres rassemblements protestataires ont également été porteurs d'une dynamique d'« agrégation »¹⁵ et de mise en commun, ainsi que l'ont été les rencontres et les discussions dans des lieux communs plus ordinaires.

Mais les lieux communs ne se réduisent pas aux places physiques. Certains mots en sont également venus à être communément employés, relégitimisés, réappropriés avec un sens renouvelé. Ainsi du « pouvoir », du « peuple » : « ce n'est pas le peuple qui appartient

13. Nina Eliasoph, « Making a fragile public: A talk-centered study of citizenship and power », *Sociological Theory*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 262-289.
14. Laurent Thévenot, « Making commonality in the plural, on the basis of binding engagements », in Paul Dumouchel et Gotoh Reiko (eds), *Social bonds as freedom: Revising the dichotomy of the universal and the particular*, New York, Berghahn, 2015, p. 82-108.
15. Donatella Della Porta, *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 34.

au pouvoir, mais le pouvoir qui appartient au peuple » ; ou du mot « citoyen » (« à part entière »).

Les dynamiques émotionnelles

Que ce soit lors des conversations informelles ou dans les manifestations publiques, les mécanismes évoqués ci-dessus s'accompagnent d'un échange d'émotions, telles que l'indignation, la colère, la fierté, l'exaltation ou l'enthousiasme. Ces émotions, surtout lorsqu'elles sont partagées, interviennent pour beaucoup dans la production de cet *empowerment* dont on a déjà souligné l'importance, surtout s'il a une dimension collective. C'est le sentiment d'être capable d'agir en commun avec d'autres qui partagent la même expérience, et d'influencer les choses autour de soi. Les émotions sont également le ferment des solidarités émergentes.

Un projet commun aux enjeux généraux ?

Au cours de la préparation de la manifestation unitaire du 30 janvier 2010, les différentes composantes du mouvement se sont mises d'accord sur une résolution commune dans laquelle se retrouvaient, plus ou moins articulées, une grande part des revendications particulières des campagnes de protestation thématiques. Mais étaient également posées des questions plus générales, notamment la contestation de la monopolisation de la politique par le parti du pouvoir « Russie unie », une protestation contre la politique antisociale des gouvernements régional et fédéral, contre la paupérisation d'une partie croissante de la population, ainsi qu'une affirmation d'un pouvoir collectif à même de déterminer les grandes lignes de la politique de développement de la région. Pour résumer, on pourrait parler d'une tentative de réappropriation du pouvoir « d'en bas », dans un défi public et massif à la « verticale du pouvoir » vouée aux gémonies.

Conclusion

Aussi peut-on dire que le mouvement social du début 2010 à Kaliningrad s'est développé à partir de micro-foyers de luttes sociales inscrites dans le monde du quotidien pour s'élargir à des enjeux sociaux, politiques

et moraux plus généraux, à des solidarités allant au-delà de la communauté de lutte locale, mais composées, elles aussi, de micro-solidarités établies dans des expériences partagées sur le terrain proche ou familial, des solidarités plus larges, composées au fil des luttes et des relations de proximité.

Pour replacer cette contribution dans le cadre général d'une réflexion sur le sujet personnel, il me paraît possible d'avancer l'idée selon laquelle l'expérimentation de l'action collective par des gens ordinaires, et surtout la pérennité et l'élargissement de l'engagement de certains leaders ou militants « invétérés » s'accompagne d'un processus de subjectivation passant par la mise en cohérence de l'expérience concrète de vie et du point de vue sur le monde. Cependant, alors que Michel Wieviorka¹⁶ fait préexister (au moins potentiellement) le sujet à l'action, il me paraît que dans des sociétés comme la Russie où les logiques de désobjectivation sont tellement pesantes, le passage par l'action collective semble indispensable. La personne se fait ou se redécouvre très largement sujet dans le cours de l'action, dans l'expérience du conflit, des discussions, ententes et désaccords, des solidarités et des démarcations, des émotions morales et affectives, ainsi que dans un travail d'attribution de sens, de cadrage et recadrage, dans des situations allant du plus proche et familial au plus éloigné et étranger.

Bibliographie

- CLÉMENT Karine, « The new social movements in Russia as potentially challenging the dominant model of power relationships », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 24, n° 1, 2008, p. 68-89.
- DELLA PORTA Donatella, *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 34.
- DUBET François et Michel Wieviorka, *Penser le sujet, autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard, 1995.
- ELIASOPH Nina, « Making a fragile public: A talk-centered study of citizenship and power », *Sociological Theory*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 262-289.

16. Michel Wieviorka, *op. cit.*, 2004.

- GOFFMAN Erving, *Frame analysis: An essay on the organization of experience*, Havard, Harvard University Press, 1974.
- GUDKOV Lev, DUBIN Boris et Natalia ZORKAÂ, *Postsovetskij čelovek i graždanskoe obšestvo* [Post-Soviet Man and Civil Society], Moscou, Moskovskaâ škola političeskikh issledovanij, 2008.
- GUDKOV Lev, « Social'nyj kapital i ideologičeskie orientacii » [Le capital social et les orientations idéologiques], *Pro et Contra*, tome 16, n° 3, 2012, disponible sur <http://carnegie.ru/proEtContra/?fa=49069> (consulté le 11 novembre 2014)
- KLEMAN Karin, MIRASOVA Olga et Andrey DEMIDOV, *Ot obyvatelej k aktivistam: roždaûšiesâ social'nye dviženiâ v nynešnej Rossii* [Des gens ordinaires aux activistes : les mouvements sociaux émergents en Russie contemporaine], Moscou, Tri kvadrata, 2010.
- MCADAM Douglas, TARROW Sydney G. et Charles TILLY, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- SHLAPENTOKH Vladimir avec la coll. de Joshua Woods, *Contemporary Russia as a Feudal Society: A New Perspective on the Post-Soviet Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.
- THÉVENOT Laurent, « The plurality of cognitive formats and engagements moving between the familiar and the public », *European journal of social theory*, vol. 10, n° 3, 2007, p. 409-423.
- THÉVENOT Laurent, « Making commonality in the plural, on the basis of binding engagements », in Paul Dumouchel et Gotoh Reiko (eds), *Social bonds as freedom: Revising the dichotomy of the universal and the particular*, New York, Berghahn, 2015, p. 82-108.
- WIEVIORKA Michel, « Pour comprendre la violence : l'hypothèse du sujet », *Sociedade e Estado*, vol. 19, n° 1, 2004, p. 21-51.

Chapitre 7

Les travailleurs précaires en action : l'affirmation des sujets dans la crise de la démocratie

Au cours des deux dernières décennies, en Italie ainsi que dans les économies européennes avancées, les transformations du monde du travail vont dans le sens d'une augmentation de la flexibilité et de la fragmentation des processus de production avec des impacts négatifs sur les conditions individuelles de travail : augmentation de l'incertitude personnelle devant la société du risque et l'absence de protections¹, la marchandisation de la force de travail avec une restriction des droits des travailleurs², la « corrosion des caractères »³, la fragilité

1. Ulrich Beck, *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Rome, Carocci, 1986; Robert Castel, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut des individus*, Paris, Seuil, 2009.
2. Luciano Gallino, *Il lavoro non è una merce. Contro la flessibilità*, Rome-Bari, Laterza, 2007.
3. Richard Sennett, *The Corrosion of Character. The Personal Consequences of Work in the New Capitalism*, Londres, W. W. Norton & Company, 1998.

du soi⁴, le chômage et l'inactivité⁵, jusqu'à l'analyse des travailleurs précaires en tant que *class in the making*⁶.

Nous assistons aujourd'hui à l'émergence de nombreuses formes de précarité due aux difficultés que rencontre l'individu pour bénéficier d'un certain degré de protection et de contrôle sur son travail et sa vie. Les difficultés dans les expériences de travail sont directement liées à l'ensemble de la vie sociale, comme Wieviorka le souligne :

« On ne peut pas réduire la question du travail au lieu où il s'exerce, l'entreprise, et aux rapports qui se jouent en son sein, c'est une question de société, une question qui impose d'être capable de monter en généralité – sans pour autant perdre de vue les rapports de travail, et le lieu où ils s'exercent, l'entreprise⁷. »

Partant de cette considération, j'analyse la montée de la précarité comme un trait actuel directement lié aux transformations plus larges de la vie collective :

- au niveau de l'entreprise, en considérant en particulier l'affirmation de la flexibilité dans l'organisation des processus de production ;
- au niveau économique et politique, en analysant la transformation des politiques du marché du travail vers les approches de « flexicurité » ;
- au niveau social, en situant la segmentation du marché du travail et la hausse des inégalités dans une crise générale de la démocratie associée aux difficultés croissantes pour un grand nombre de personnes à avoir une expérience de travail positive leur permettant de construire leur projet de vie personnel.

4. Alain Ehrenberg, *La società del disagio. Il mentale e il sociale*, Torino, Einaudi ; Mario Giorgetti Fumel, Federico Chicchi, *Il tempo della precarietà*, Milano-Udine, Mimesis, 2012.
5. François Dubet et Antoine Vèrétout, « Une "réduction" de la rationalité de l'acteur. Pourquoi sortir du RMI ? », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 42-3, 2001, p. 407-436.
6. Guy Standing, *The Precariat. The new dangerous class*, Bloomsbury Publishing, 2011.
7. Michel Wieviorka, « Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance », *Nouvelle revue du travail*, n° 2, 2013, p. 12, disponible sur <https://nrt.revues.org/687> (consulté le 16 décembre 2015).

Précarité et crise de la démocratie

Les processus de production : flexibilité et fragmentation

Le modèle de *lean production* s'est répandu dans les industries et les services parce que l'organisation du travail exige un engagement des ressources sous pression constante⁸. Au niveau général, non seulement les modèles de *lean production* mais des modèles de gestion basés sur la flexibilité⁹ se sont développés au sein des « organisations en réseau » où les frontières entre les individus, les entreprises et les territoires sont floues¹⁰. La flexibilité, en particulier, s'est développée à plusieurs niveaux : parmi les entreprises, entre l'entreprise et la main-d'œuvre, dans l'organisation du travail, y compris dans le temps de travail, les méthodes, les tâches et les salaires¹¹. Les relations entre les entreprises, la main-d'œuvre et les contextes sociaux sont toutes devenues non seulement flexibles, mais fragmentées, avec notamment une segmentation de la chaîne de valeur¹², une séparation croissante entre *insiders* et *outsiders* à l'intérieur du système de protection¹³ ainsi qu'une polarisation des conditions des travailleurs¹⁴. Les relations interentreprises sont de plus en plus dynamiques, la sous-traitance et l'externalisation sont à la hausse et le lien entre l'entreprise et un contexte géographique spécifique s'est affaibli. Il y a prolifération des contrats de travail temporaire, des stages, des travailleurs indépendants et des contrats intermittents. Dans la plupart de ces cas, le statut professionnel est une forme mal protégée de l'emploi, y compris pour les

8. Benjamin Coriat, *Penser à l'envers*, Paris, Christian Bourgeois, 1991.
9. Arne L. Kalleberg, « Flexible Firms and Labor Market Segmentation: Effects of Workplace Restructuring on Jobs and Workers », *Work and Occupations*, vol. 30, n° 2, 2003, p. 154-175.
10. Manuel Castells, *The Rise of the Network Society, The Information Age: Economy, Society and Culture*, vol. 1, Cambridge, Oxford, Blackwell, 1996.
11. John Atkinson, « Manpower Strategies for Flexible Organisations », *Personnel Management*, August, 1984, p. 28-31.
12. Jörg Flecker, Ursula Holtgrewe, Annika Schönauer et Stavros Gavroglou, *Value Chain Restructuring and Company Strategies to Reach Flexibility*, Higher Institute of Labour Studies, K.U. Leuven, 2009.
13. Ulrich Beck, *op. cit.* ; Robert Castel, *op. cit.*
14. Arne L. Kalleberg, « Job Quality and Precarious Work: Clarifications, Controversies, and Challenges », *Work and Occupations*, vol. 39, n° 4, 2012, p. 427-448.

travailleurs très diplômés. Dans le même temps, le pouvoir de négociation des employés permanents diminue à cause de la menace de licenciements, de restructurations, de délocalisations ou d'externalisation. En somme, eux aussi, dans certains cas, deviennent plus précaires.

La « flexicurité » : un compromis manqué entre politique et économie

Au niveau européen, les politiques de « flexicurité » du travail se sont développées et définissent aujourd'hui largement la relation entre le marché du travail et l'individu¹⁵. Le paradigme de la flexicurité vise à combiner les besoins de flexibilité de l'entreprise avec de nouveaux systèmes de protection pour les travailleurs. D'une part, il facilite les licenciements et l'utilisation de contrats à durée déterminée et, d'autre part, il tente de donner aux citoyens des possibilités de formation continue, de soutien économique et d'aide pour trouver un emploi. Cependant, aujourd'hui, la plupart des travailleurs doivent faire face à l'évolution du marché sans certitude d'un emploi à long terme et « sûr », alors qu'il n'y a pas de système universel de protection fondé sur la personne. Pour la plupart, avoir un « bon travail » reste le facteur le plus important pour avoir une « bonne vie ». Le compromis fordiste-keynésien entre la subordination et la sécurité d'emploi s'est effondré au profit d'une augmentation des responsabilités individuelles¹⁶ sans qu'il y ait de nouveau compromis entre les puissances économiques et la fragilité des individus¹⁷.

Crise de la démocratie et crise des sujets

La flexibilisation et la décentralisation des activités de travail s'accompagnent d'une concentration du pouvoir de décision dans les nœuds centraux des organisations productives alors que le contrôle devient de

15. Andranik Tangian, *Flexicurity and political philosophy*, New York, Nova Science Publishers, 2011.

16. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

17. Aris Accornero, « Il lavoro dalla rigidità alla flessibilità. E poi? », *Sociologia del Lavoro*, vol. 100, 2005, p. 9-23.

moins en moins visible et plus anonyme¹⁸. Ces processus font partie du scénario plus large de dématérialisation de la production que Gallino identifie comme *finanzcapitalismo* avec l'imposition d'une « mégamachine sociale » destinée à maximiser la valeur des individus et des écosystèmes par sa puissance financière¹⁹.

Une séparation croissante se produit alors entre les activités financières-économiques et les institutions politiques et sociales opérant à des niveaux locaux, nationaux ou macro-régionaux, et incapables de réguler une compétition mondiale²⁰. Ainsi, la mondialisation peut être considérée comme une forme de capitalisme dans laquelle l'économie est davantage et de plus en plus tirée par les forces impersonnelles du marché que par les choix politiques et sociaux. Par conséquent, beaucoup de gens pensent qu'ils ont perdu le contrôle de leur propre vie et de la vie collective²¹. La crise de la démocratie a une grande portée, comme l'a démontré le récent mouvement social réclamant une « vraie » démocratie²², avec un impact – et une origine aussi – dans les processus de production.

Les deux dimensions fondamentales de la démocratie proposées par Alain Touraine²³ – les droits individuels et le pouvoir décisionnel – permettent de comprendre la spécificité de la relation entre le travail et la démocratie, autrement dit entre le travail et les opportunités d'affirmation subjective. Sous cet angle, nous observons une réduction des droits fondamentaux et des mécanismes démocratiques pour gouverner la relation entre économie et société, et cette tendance est plus grave encore dans le cas des travailleurs précaires.

Considérant les droits fondamentaux, le travail « non standard » viole, selon Gallino et Standing²⁴, une série de droits qui définissent le « travail décent » pour l'Organisation internationale du travail :

18. Manuel Castells, *op. cit.* ; Colin Crouch, *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism*, Cambridge, Malden, Polity Press, 2011 ; Richard Sennett, *op. cit.*
19. Luciano Gallino, *Finanzcapitalismo. La civiltà del denaro in crisi*, Torino, Einaudi, 2011.
20. Saskia Sassen, *A sociology of globalization*, New York, Norton, 2007 ; Alain Touraine, *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2005.
21. *Ibid.*
22. Antimo L. Farro et Paola Rebughini (eds.), *Europa alterglobal. Componenti e culture del « movimento dei movimenti » in Europa*, Franco Angeli, 2008 ; Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization. Becoming Actors in the Global Age*, Polity Press, 2011.
23. Alain Touraine, *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 1992.
24. Luciano Gallino, *op. cit.* ; Guy Standing, *The Precariat. The new dangerous class*, Bloomsbury Publishing, 2011.

- la sécurité d’emploi (protections contre le licenciement),
- la sécurité au travail (valorisation des professions et des compétences),
- la santé au travail (protection contre accidents de travail et maladies professionnelles),
- la sécurité du revenu (création et maintien des ressources économiques adéquates),
- la sécurité des prestations de *welfare* (capacité à maintenir un niveau adéquat de revenu même après avoir quitté le marché du travail),
- les garanties de représentation (droits d’appartenance syndicale et droits syndicaux).

Ces droits établis par les conventions collectives sont absents ou contournés par l’utilisation accrue de contrats de travail précaire et, en général, par l’augmentation de la flexibilité et de la fragmentation.

Au niveau des processus de prise de décision démocratique, les travailleurs précaires sont facilement isolés et placés dans une position subordonnée dans la relation avec leurs employeurs. Beaucoup d’auteurs soulignent le lien entre une augmentation de la flexibilité (en particulier contractuelle) et une réduction de la puissance de négociation des syndicats, à l’échelle nationale et mondiale. Les travailleurs dans les zones périphériques des processus de production sont souvent exclus des réseaux de représentation syndicale. Dans le même temps, le syndicat perd le pouvoir de négociation dans les entreprises et dans le dialogue social entre partenaires sociaux et institutions²⁵.

Sujets « précaires » en action en Italie

Considérant ce scénario, j’étudie, dans le contexte italien, les actions collectives des travailleurs précaires qui s’organisent pour faire valoir leurs droits, leur projet de vie et leur idée de société. La relation entre l’individu et le travail est analysée sous l’angle des processus de subjec-

25. Stéphanie Luce, *Labour Movements. Global Perspectives*, Cambridge, Malden, Polity Press, 2014; Luciano Gallino, *Finanzcapitalismo, op. cit.*; Mimmo Carrieri et Tiziano Treu (eds.), 2013, *Verso nuove relazioni industriali*, Bologne, Il Mulino, 2013; Rebecca Gumbrell-McCormick et Richard Hyman, *Trade Unions in Western Europe: Hard Times*, Oxford University Press, 2013.

tivation et dé-subjectivation²⁶ pour comprendre le sens individuel du travail, les orientations générales et les conflits aux niveaux politique, social et culturel²⁷.

En Italie, la crise a été accompagnée d'un processus de flexibilisation du travail, commencé dans les deux dernières décennies, avec une fragmentation des processus de production et une augmentation de l'inégalité entre les travailleurs. La montée du chômage est liée à une incertitude croissante de l'emploi à travers le recours à des contrats temporaires et « non standard », en particulier pour les personnes les plus marginalisées comme les jeunes et les migrants²⁸. En Italie, ces processus sont aggravés car la concurrence est basée sur la réduction des coûts plutôt que sur l'innovation, avec pour corrélat une croissance des emplois peu qualifiés et l'exploitation des travailleurs indépendants hautement qualifiés²⁹.

Les travailleurs précaires ont beaucoup de difficultés à s'organiser avec les syndicats, mais aussi en associations et en groupes auto-organisés. Cependant, lors des quinze dernières années, il y a eu de nombreuses mobilisations et initiatives (peu au niveau national, beaucoup au niveau local ou sectoriel). Au début du XXI^e siècle, une partie des groupes ayant participé au mouvement altermondialiste – centres sociaux, mouvements étudiants, associations, syndicats, groupes d'auto-organisés – a créé la *May Day parade*, un événement organisé par les travailleurs précaires à Milan le 1^{er} mai 2001³⁰. Déjà quelques années auparavant, les syndicats « traditionnels » avaient commencé à faire face à ces problèmes de précarité. Ainsi, en 1998, le plus grand syndicat italien, la CGIL³¹, avait fondé le Nidil (*Nuove Identità di Lavoro*) pour représenter les travailleurs temporaires. Récemment, en 2014, après son dernier Congrès, la CGIL a proposé d'orienter ses actions vers la

26. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008; Michel Wieviorka, « Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance », *op. cit.*

27. Alain Touraine, *Critique de la Modernité*, *op. cit.*

28. Daniele Di Nunzio (ed.), *Young people at risk: how changes in work are affecting young Italians' health and safety*, Bruxelles, ETUI, 2013.

29. Emilio Reyneri et Federica Pintaldi, *Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi*, Bologna, Il Mulino, 2013; Daniele Di Nunzio et Emanuele Toscano, *Vita da professionisti*, Rapporto di ricerca, Associazione Bruno Trentin, 2015.

30. Guy Standing, *The Precariat. The new dangerous class*, *op. cit.*; Annalisa Murgia et Giulia Selmi, « Inspire and conspire. Italian precarious workers between self-organization and self-advocacy », *Interface*, vol. 4, n° 2, 2012, p. 181-196.

31. *Confederazione Generale Italiana del Lavoro*.

« négociation inclusive » pour étendre les droits à tous les travailleurs³². Comme l'explique un unioniste, « la négociation inclusive doit prendre en compte tout le cycle de production pour garantir des conditions de travail décentes aux travailleurs les plus faibles, comme les travailleurs temporaires et les entreprises sous-traitantes. »

En dehors des grandes manifestations nationales, ont eu lieu de nombreuses expériences de luttes, de mobilisations et de négociations impliquant des militants syndicalistes et auto-organisés pour affirmer les droits de travailleurs précaires aux niveaux local et sectoriel. Il semble que la précarité rende difficile l'organisation de grandes mobilisations, mais autour de nombreuses expériences, les travailleurs précaires cherchent à construire des réseaux d'action.

Quel sens ont ces micro-luttes pour l'individu, notamment par rapport aux questions plus générales sur le travail et les syndicats ? Ma recherche tente de répondre par une analyse des expériences de mobilisation qui ont eu lieu entre 2011 et 2014 en considérant les travailleurs auto-organisés ainsi que les actions organisées par un réseau d'associations avec la contribution de certains syndicalistes de la CGIL.

J'ai analysé trois types d'expérience. a) les groupes auto-organisés (concernant principalement les travailleurs hautement qualifiés³³); b) les réseaux entre les associations et les syndicats³⁴; c) une grande manifestation nationale de travailleurs précaires³⁵. Afin de comprendre les orientations et les objectifs des individus impliqués dans ces actions

32. Ilaria Lani (ed.), *Organizziamoci*, Rome, Editori Riuniti, 2013.

33. Par exemple *Iva Sei Partita*, site Web fondé en 2010 par un petit groupe de travailleurs autonomes (architectes et ingénieurs); ANA, Association nationale des architectes fondée en 2005 sur le site de construction de la route Rome-Naples, ou *Errori di Stampa*, un petit réseau local et informel de journalistes basés à Rome.

34. Notamment *Dissociat*, une campagne contre l'utilisation de la « *associazione in partecipazione* » (une typologie de travail autonome) dans le secteur de la distribution, ou « *Con il contratto* », une campagne pour améliorer les droits des travailleurs autonomes dans les studios professionnels, organisée par CGIL Filcams, Nidil CGIL, Département national des jeunes CGIL, avec deux réseaux de travailleurs autonomes.

35. En 2011, un « réseau de réseaux » de travailleurs précaires – des individus isolés, des groupes de travailleurs précaires auto-organisés, des associations, des partis de gauche et des syndicalistes – a organisé dans de nombreuses villes une manifestation nationale très participative (*Il nostro tempo è adesso*). Par la suite, ces réseaux ont encadré une assemblée nationale et produit une déclaration des droits fondamentaux. Récemment, en 2016, la CGIL a soumis une proposition pour une *Carta dei diritti universali del lavoro-Nuovo statuto di tutte le lavoratrici e di tutti i lavoratori*.

collectives, j'aimerais souligner quatre dimensions principales pour comprendre le sens de leurs actions : 1) le sens personnel du travail, 2) la socialisation, 3) l'affirmation des droits fondamentaux et universels et 4) l'affirmation de la démocratie participative et délibérative à tous les niveaux de la vie sociale et aussi dans les syndicats.

La première dimension est liée au débat sociologique sur la distinction entre les concepts de « travail » et d'« emploi »³⁶. Le premier terme se réfère au travail en tant qu'activité humaine qui donne un sens à la vie individuelle et collective, tandis que le second a une connotation plus « fonctionnaliste » et renvoie à une optique instrumentale par rapport à l'entreprise.

La deuxième dimension est liée à l'importance d'examiner le travail comme un « rapport à d'autres personnes »³⁷ au niveau de l'entreprise, mais également dans l'ensemble des relations sociales. La précarité du travail a conduit à un isolement des individus et à de nombreuses difficultés pour trouver un groupe de référence, une adhésion collective. Le travail peut au contraire donner un sens aux relations sociales.

Les troisième et quatrième dimensions (les droits fondamentaux et la démocratie participative et délibérative) sont liées à l'importance de prendre en considération le rôle du travail dans le vaste débat sur la crise actuelle de la démocratie, présentée brièvement dans la section précédente.

Sens personnel du travail

Les travailleurs précaires veulent pouvoir « refuser un emploi à tout prix » au nom de l'idée que le travail est un moyen d'exprimer leur personnalité, leurs compétences et leur créativité. Ils refusent l'idée de sous-qualification ainsi que celle selon laquelle le travail serait juste un moyen d'avoir de l'argent en acceptant toutes les conditions. Ils considèrent aussi le travail comme un moyen d'affirmer leur projet de vie personnelle « contre l'idée d'un destin invisible » tel qu'exprimé dans un entretien.

36. Michel Wieviorka, «Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance», *op. cit.*

37. *Ibid.*

Socialisation

Les travailleurs précaires ressentent le besoin d'échapper à leur condition d'isolement et l'atomisation, sentiments liés à la fragmentation des conditions de travail et de vie. Au contraire, ils veulent partager leurs expériences, leurs points de vue, leurs sentiments. « Parfois, il se sent faire partie d'un groupe thérapeutique collectif et pas seulement d'une association, à l'image des personnes ayant des problèmes psychologiques », comme l'a expliqué un militant. Par conséquent, l'organisation collective est un moyen de rencontrer de nouvelles personnes et de partager ses points de vue, non seulement en ce qui concerne l'organisation de manifestations, mais aussi à propos de leur vie privée et de leur idée du monde. En outre, les organisations collectives sont considérées utiles pour rencontrer des collègues et échanger des informations professionnelles (contacts, documents, expériences, compétences et connaissances) ainsi que pour créer de nouvelles possibilités d'emploi et des activités de co-travail.

Droits fondamentaux et universels

Les actions collectives de travailleurs précaires veulent mettre en œuvre une idée contemporaine de démocratie en mesure de construire des sujets et reposant sur deux piliers principaux : les droits fondamentaux et universels, et une organisation participative de la vie collective à tous les niveaux³⁸.

Notre analyse montre que, contre la fragmentation du travail et le manque de protection, les travailleurs précaires proposent l'instauration de droits fondamentaux et universels tant pour les travailleurs que pour les citoyens. À côté des demandes concernant la spécificité de leur condition et de leur profession, les travailleurs précaires exigent des droits pour protéger l'emploi au sens large.

Ils demandent un ensemble de droits fondamentaux pour tous les types de contrats et de professions (« L'égalité des droits pour chaque travailleur »). Considérant les droits associés au travail, nous pouvons identifier : a) la rémunération équitable (« un salaire égal pour un travail

38. Alain Touraine, *Critique de la Modernité*, op. cit. ; Alain Touraine, *Un nouveau paradigme*, op. cit.

égal »); b) la santé et la sécurité au travail; c) la maternité et la paternité; d) la formation professionnelle continue; e) les droits syndicaux d'association, de représentation, d'information, de consultation et de participation; f) des supports en cas de licenciement et de chômage.

Les travailleurs vulnérables demandent des droits universels en tant que travailleurs et en tant que personnes. Le chômage et le travail discontinu étant des problèmes croissants, ils demandent plus de droits directement associés à la citoyenneté: a) l'accès à un bon emploi; b) un revenu de base contre la pauvreté et le chantage à l'emploi; c) des supports pour créer une vie autonome et une famille, y compris une aide au logement; d) l'éducation et la formation continue; e) la santé et la sécurité publique; f) la valorisation des « biens communs ».

La démocratie participative et délibérative pour l'affirmation subjective

Les travailleurs vulnérables considèrent avoir perdu le contrôle de leur propre vie et de leur vie sociale, parce que « le marché régit la société » et qu'« il y a une crise de la démocratie et non, seulement, une crise économique », ainsi que déclaré dans les interviews. Ils veulent affirmer la démocratie à tous les niveaux: au niveau de l'entreprise mais aussi dans les contextes locaux et internationaux. Ils veulent affirmer le « droit d'avoir des droits »³⁹ et la démocratie des processus décisionnels contre la concentration du pouvoir décisionnel, avec l'objectif de renforcer la liberté d'association et d'organisation collective⁴⁰ et, plus profondément, de renforcer l'engagement du sujet contre toute forme d'exploitatio⁴¹.

Pour cela, ils demandent un renouvellement des institutions décisionnelles traditionnelles – comme les partis et les syndicats – pour affirmer les processus participatifs et délibératifs à travers un « dialogue social » plus démocratique. Ils recherchent davantage de possibilités d'« auto-organisation » et demandent un renouvellement des organisations syndicales, parce qu'ils n'opposent pas la démocratie participative

39. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, Cleveland, New York, Meridian Books, 1951 (1958).

40. Guy Standing, *A Precariat Charter: From Denizens to Citizen*, Bloomsbury Publishing, 2014.

41. Alain Touraine, *Un nouveau paradigme*, op. cit.

et délibérative à la démocratie représentative, comme nous l'avons vu le plus souvent avec les collaborations entre les groupes auto-organisés et les syndicats traditionnels. Le syndicat tente de soutenir une idée de « négociation inclusive », mais les revendications des travailleurs précaires impliquent une réforme plus large⁴². Ils veulent peser sur la transformation du syndicat et sur la relation entre le travail et la société. Ils veulent la possibilité de choisir leurs représentants et de contribuer à la définition du programme d'action syndical.

Les luttes des travailleurs précaires pour la transformation de la vie sociale

À l'époque actuelle, la flexibilité est la tendance majeure dans les processus de production, avec de nombreux impacts sur les politiques du marché du travail, sur la vie sociale et donc sur les individus exposés à une précarité des conditions de travail et de vie. La flexibilité conduit à une fragmentation des processus de travail, à une augmentation des inégalités, à une crise de la démocratie, des droits fondamentaux ainsi que du pouvoir décisionnel. Par conséquent, la précarité menace l'affirmation subjective par le travail. Les individus tentent de faire face à la crise de la démocratie et à la précarité de leur vie, en affirmant une nouvelle idée du travail et de la vie collective, capable de venir en aide aux sujets à tous les niveaux. Ils affirment le travail : a) en tant qu'occasion d'exprimer sa personnalité et son projet de vie personnel ; b) en tant que source d'expérience de relations et socialisation ; c) en tant qu'il permet l'accès aux droits fondamentaux et universels ; d) en tant qu'il est l'expression d'une démocratie participative et délibérative, aussi « par » et « dans » les syndicats, visant la transformation de la vie personnelle et sociale.

Les travailleurs précaires ont des difficultés objectives d'organisation. S'ensuivent donc beaucoup d'expériences de micro-luttes et peu de grands événements nationaux. Cependant, ces micro-luttes ne sont pas juste des luttes corporatistes (même si des tensions existent), mais

42. Daniele Di Nunzio, Andrea Brunetti et Chiara Mancini, «Le frontiere dell'azione e le sfide quotidiane del sindacato nella frammentazione del lavoro», *Quaderni di Rassegna Sindacale. Lavori*, n° 3, 2015, p. 143-164.

sont surtout orientées vers des transformations générales de la relation entre individu, travail et société.

Comme l'analyse Karine Clément dans le chapitre précédent consacré à la mobilisation en Russie, « la personne se fait ou se redécouvre sujet très largement dans le cours de l'action ». Les travailleurs précaires, dans les mouvements italiens, ont développé leur propre concept de précarité et de lutte contre la précarité à partir de petits réseaux, de petits groupes informels et, par la suite, ont construit une relation plus large avec les syndicats généraux, dans le but d'affirmer les droits et le pouvoir de décision pour tous.

En même temps, les travailleurs précaires créent leur propre idée du travail et de la société en se confrontant concrètement aux conditions précaires, par un processus de subjectivation et de dé-subjectivation⁴³ par lequel se construit leur conscience : un processus individuel susceptible aussi d'alimenter des mobilisations collectives. Plus généralement, les travailleurs précaires veulent réagir contre la difficulté de donner un sens au travail et à la vie, et « être reconnus »⁴⁴ dans plusieurs dimensions de la vie sociale. Ils veulent affirmer le travail et la précarité comme des « questions sociales »⁴⁵ et, de cette manière, ils participent à un mouvement général pour l'affirmation de la subjectivité et de la démocratie, pour la « recomposition de la vie sociale »⁴⁶, en opposition à la fragmentation et à la séparation entre vie sociale et économie, contre une « société sans acteurs »⁴⁷, dominée par les forces du marché.

43. Michel Wieviorka, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *op. cit.*

44. Michel Wieviorka, « Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance », *op. cit.*

45. *Ibid.*

46. Alain Touraine, « Préface », in De Coster M., Pichault F. (dir.), *Traité de sociologie du travail*, De Boeck Université, Bruxelles, 1998.

47. Alain Touraine, *Un nouveau paradigme*, *op. cit.*

Bibliographie

- ACCORNERO Aris, « Il lavoro dalla rigidità alla flessibilità. E poi? », *Sociologia del Lavoro*, vol. 100, 2005, p. 9-23.
- ARENDT Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, Cleveland, New York, Meridian Books, 1951 (1958).
- ATKINSON John, « Manpower Strategies for Flexible Organisations », *Personnel Management*, August, 1984, p. 28-31.
- BECK Ulrich, *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Rome, Carocci, 1986.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPPELLO Eve, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- CARRIERI Mimmo et TREU Tiziano (eds.), 2013, *Verso nuove relazioni industriali*, Bologna, Il Mulino, 2013.
- CASTEL Robert, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut des individus*, Paris, Seuil, 2009.
- CASTELLS Manuel, *The Rise of the Network Society, The Information Age: Economy, Society and Culture*, vol. 1, Cambridge, Oxford, Blackwell, 1996.
- CORIAT Benjamin, *Penser à l'envers*, Paris, Christian Bourgeois, 1991.
- CROUCH Colin, *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism*, Cambridge, Malden, Polity Press, 2011.
- DI NUNZIO Daniele (ed.), *Young people at risk: how changes in work are affecting young Italians' health and safety*, Bruxelles, ETUI, 2013.
- DI NUNZIO Daniele, Andrea BRUNETTI et Chiara MANCINI, « Le frontiere dell'azione e le sfide quotidiane del sindacato nella frammentazione del lavoro », *Quaderni di Rassegna Sindacale. Lavori*, n° 3, 2015, p. 143-164.
- DI NUNZIO Daniele et Emanuele TOSCANO, *Vita da professionisti*, Rapporto di ricerca, Associazione Bruno Trentin, 2015.
- DUBET François, *Injustices. L'expérience des inégalités au travail*, Paris, Seuil, 2006.
- DUBET François et VÉRÉTOUT Antoine, « Une "réduction" de la rationalité de l'acteur. Pourquoi sortir du RMI? », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 42-3, 2001, p. 407-436.

- EHRENBERG Alain, 2010, *La società del disagio. Il mentale e il sociale*, Torino, Einaudi.
- FARRO Antimo L. et REBUGHINI Paola (eds.), *Europa alterglobal. Componenti e culture del "movimento dei movimenti" in Europa*, Franco Angeli, 2008.
- FLECKER Jörg, HOLTGREWE Ursula, SCHÖNAUER Annika et GAVROGLOU Stavros, *Value Chain Restructuring and Company Strategies to Reach Flexibility*, Higher Institute of Labour Studies, K.U. Leuven, 2009.
- GALLINO Luciano, *Il lavoro non è una merce. Contro la flessibilità*, Rome, Bari, Laterza, 2007.
- GALLINO Luciano, *Finanzcapitalismo. La civiltà del denaro in crisi*, Torino, Einaudi, 2011.
- GIORGETTI FUMEL Mario et CHICCHI Federico, *Il tempo della precarietà*, Milan, Udine, Mimesis, 2012.
- GUMBRELL-McCORMICK Rebecca et HYMAN Richard, *Trade Unions in Western Europe: Hard Times*, Oxford University Press, 2013.
- KALLEBERG, Arne L., « Flexible Firms and Labor Market Segmentation: Effects of Workplace Restructuring on Jobs and Workers », *Work and Occupations*, vol. 30, n° 2, 2003, p. 154-175.
- KALLEBERG Arne L., « Job Quality and Precarious Work: Clarifications, Controversies, and Challenges », *Work and Occupations*, vol. 39, n° 4, 2012, p. 427-448.
- LANI Ilaria (ed.), *Organizziamoci*, Rome, Editori Riuniti, 2013.
- LUCE Stéphanie, *Labour Movements. Global Perspectives*, Cambridge, Malden, Polity Press, 2014.
- MURGIA Annalisa et SELMI Giulia, « Inspire and conspire. Italian precarious workers between self-organization and self-advocacy », *Interface*, vol. 4, n° 2, 2012, p. 181-196.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization. Becoming Actors in the Global Age*, Polity Press, 2011.
- REYNERI Emilio et PINTALDI Federica, *Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi*, Bologne, Il Mulino, 2013.
- SASSEN Saskia, *A sociology of globalization*, New York, Norton, 2007.
- SENNETT Richard, *The Corrosion of Character. The Personal Consequences of Work in the New Capitalism*, Londres, W. W. Norton & Company, 1998.
- STANDING Guy, *The Precariat. The new dangerous class*, Bloomsbury Publishing, 2011.

- STANDING Guy, *A Precariat Charter: From Denizens to Citizen*, Bloomsbury Publishing, 2014.
- TANGIAN Andranik, *Flexicurity and political philosophy*, New York, Nova Science Publishers, 2011.
- TOURAINÉ Alain, *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 1992.
- TOURAINÉ Alain, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994.
- TOURAINÉ Alain, « Préface », in De Coster M., Pichault F. (dir.), *Traité de sociologie du travail*, De Boeck Université, Bruxelles, 1998.
- TOURAINÉ Alain, *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2005.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/désubjectivation », *Working Papers Series*, 16, Fondation Maison des sciences de l'homme, 2012, disponible sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP/halshs-00717835> (consulté le 16 décembre 2015).
- WIEVIORKA Michel, « Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance », *Nouvelle revue du travail*, n° 2, 2013, disponible sur <https://nrt.revues.org/687> (consulté le 16 décembre 2015).

Chapitre 8

« *Civil marriage not civil war* »

L'engagement anticonfessionnaliste

dans le Liban d'après-guerre¹

En février 2011, alors que la révolution éclate en Tunisie et que les soulèvements gagnent la place Tahrir, un groupe Facebook est créé par de jeunes activistes libanais, indépendants de toute formation politique, pour réclamer « la chute du régime confessionnel² ». Le 27 février, un premier rassemblement de plusieurs centaines d'activistes a lieu à Beyrouth. En quelques jours, les mobilisations se multiplient sur la toile et dans les rues (marches, *sit-in* et « campements pour la laïcité ») et atteignent leur paroxysme le 6 mars lors d'une marche à travers la ville regroupant une

1. Une version préliminaire de ce texte est parue dans la revue *Agora. Débats/jeunesse*, n° 73, mai 2016.
2. Comme l'indique Ahmad Beydoun dans « A note on confessionalism », in Hanf Theodor, Salam Nawaf (dir.), *Lebanon in Limbo, Postwar Society and State in an Uncertain Regional Environment*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2003, p. 75, le confessionnalisme s'est paré, à travers les usages divers auxquels il s'est prêté, « d'une auréole de polysémie ». Le terme renvoie tout à la fois « au système politico-administratif du gouvernement, à la réalité sociale du multi-communautarisme, à l'organisation institutionnelle des communautés au sens large, à l'attitude collective ou individuelle tendant à impliquer les institutions communautaires dans l'organisation globale et la gestion de la société, et à l'identification sinon exclusive du moins privilégiée aux groupes religieuses ».

dizaine de milliers de manifestants. Pourtant, quelques semaines plus tard, sans répression aucune, elles s'essoufflent brusquement.

Cette étude ne propose pas de rendre compte des différentes raisons pour lesquelles le Liban est resté en marge des printemps arabes, mais s'intéresse à l'émergence de nouvelles formes de mobilisations antisystème dans un contexte d'instabilité politique permanent et très perméable aux conflits géopolitiques. Elle a pour objet l'engagement de jeunes activistes, indépendants des formations politiques, qui aspirent à construire un projet démocratique pour devenir acteurs de leur vie et de leur monde.

Dans cette recherche, les activistes anticonfessionnalistes ne constituent pas uniquement un objet d'analyse mais sont aussi sujets de leur propre analyse. Après une enquête ethnographique (observation participante lors d'ateliers de travail, de débats, de réunions et de mobilisations) et une série d'entretiens biographiques et semi-directifs, entamés au printemps 2012, un « moment » d'intervention sociologique a été organisé, en août 2014. La méthode, élaborée par Alain Touraine³, s'appuie sur la capacité d'analyse d'acteurs engagés dans des processus de transformation sociale et peut ainsi être définie comme « l'analyse d'une autoanalyse » de conduites collectives, à partir d'un travail construit par des acteurs et des chercheurs⁴. En se basant sur les principes de l'intervention sociologique, un groupe d'activistes (pour la plupart étudiants) représentant les différentes tendances au sein des luttes anticonfessionnalistes a ainsi été invité à s'interroger sur le sens de son engagement et à réfléchir aux obstacles à la constitution d'un mouvement non communautariste et démocratique, au-delà des différentes mobilisations autour d'enjeux ponctuels.

Pour appréhender l'engagement anticonfessionnaliste, cette étude place la subjectivité des activistes au centre de l'analyse. Elle tente aussi de rompre avec le « nationalisme méthodologique »⁵ pour « penser global »⁶, et ne pas enfermer l'analyse dans l'unique cadre de l'Étatnation (qui par ailleurs reste une échelle significative de l'analyse).

3. Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

4. Olivier Cousin et Sandrine Rui, *L'intervention sociologique. Histoire(s) et actualité d'une méthode*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 8.

5. Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Paris, Aubier, 2006.

6. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Michel Wieviorka⁷ nous invite en effet à étendre le cadre de la réflexion « du sujet personnel, de ce qu'il y a de plus intime, de propre à chacun de nous, à la globalisation, ce qu'il y a de plus général et qui affecte si fortement notre vie », mais, surtout, à penser l'articulation des deux pôles de ce « grand écart analytique ».

Ce chapitre expose les premières analyses de cette recherche en cours. Tout d'abord sont présentés brièvement le contexte sociopolitique de l'émergence des mobilisations anticonfessionnaliste et les différents espaces et temps de l'engagement. Ensuite, il est rendu compte de la dimension subjective au cœur de cet engagement. Enfin, la troisième partie examine les tentatives de faire de la politique autrement, notamment en déployant les éléments de la culture militante « alteractiviste »⁸ et interroge la capacité de changement de ce type d'engagement dans un contexte d'instabilité politique.

Le contexte sociopolitique de l'émergence des mobilisations anticonfessionnalistes

L'enjeu de ce chapitre n'est pas d'analyser les rapports entre les fluctuations de l'activité contestataire anticonfessionnaliste et le champ politique (les contraintes et les opportunités du système et de la conjoncture). Il est néanmoins nécessaire, pour appréhender la dimension antisystémique de ces mobilisations, d'esquisser les grandes lignes du cadre dans lequel elles s'inscrivent.

Le système confessionnel constitue le seul élément stable depuis le Pacte national de 1943 proclamant l'indépendance du Liban. Malgré son incapacité à assurer sa fonction première de régulation du conflit intercommunautaire, et en dépit du rejet manifeste dont il fait l'objet, comme l'indiquent des enquêtes récentes⁹, le système est maintenu,

7. *Ibid*, p. 11.

8. Geoffrey Pleyers, *Alter-Globalization. Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

9. L'enquête de Theodor Hanf (*E pluribus unum? Lebanese opinions and attitudes on coexistence*, Byblos, Unesco International Centre for Human Sciences, 2007) indique qu'en 2006, 80 % des Libanais étaient en faveur d'une séparation de la politique et de la religion, deux tiers préféraient vivre dans un État et une société laïques et 70 % auraient été pour la création d'une communauté laïque optionnelle. De plus,

voire renforcé. En effet, si les accords de Taëf marquant la fin de la guerre civile (1975-1990) prévoient la déconfessionnalisation politique progressive, celle-ci n'a jamais vraiment été entamée et le communautarisme s'est vu paradoxalement renforcé du fait de l'application partielle de l'accord. De plus, si la question de la levée de l'emprise communautaire sur l'État avait été un enjeu majeur des années 1970, au lendemain de la guerre, « le communautarisme va de soi » et le système n'est quasiment jamais contesté. Le remettre en cause serait « dangereux pour l'équilibre du pays, ou tout simplement impossible au vu du rapport des forces sociales et politiques »¹⁰.

L'émergence des mobilisations anticonfessionnalistes marque ainsi le retour d'une revendication devenue presque tabou, mais révèle surtout l'entrée en scène de nouveaux acteurs. En effet, si dans les années 1960-1970, les aspirations d'une révolution laïque et plus fondamentalement égalitaire étaient essentiellement portées par des membres de la gauche libanaise, les activistes d'aujourd'hui, pour la majorité des jeunes de moins de 35 ans, sont indépendants de toute formation politique traditionnelle.

Par ailleurs, les mobilisations anticonfessionnalistes émergent dans le cadre d'une démocratie « consociative ». L'indice global de démocratie, calculé sur une échelle de 0 à 10 par l'EUI¹¹, passe de 5.62 en 2008 (date de l'intensification des mobilisations anticonfessionnalistes) à 5.12 en 2014. Le score le plus bas étant attribué au fonctionnement du gouvernement (2.14 en 2014 et 3.21 en 2008) et le plus élevé à la participation politique (7.22 en 2014 et 6.11 en 2008). Pourtant, en dépit du fort degré de politisation, l'engagement et la mobilisation de la société libanaise restent fortement ancrés dans des logiques communautaires et centrés autour d'enjeux électoraux. Les faibles mobilisations protes-

selon un sondage d'opinion réalisé par le bureau d'étude Information international, 58 % seraient en faveur de l'abolition du confessionnalisme politique: « Abolishing Confessionalism in Lebanon », *Information International*, 2010, disponible sur <http://qifanabki.files.wordpress.com/2010/02/abolishing-confessionalism-poll.pdf> (consulté le 3 janvier 2016).

10. Elisabeth Picard, « Les habits neufs du communautarisme libanais », *Cultures et Conflits*, automne-hiver 1994, n° 15-16, 1994, p. 50.
11. *The Economist Intelligence Unit's Democracy Index* est un indice de démocratie calculé selon soixante critères regroupés en cinq catégories: le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et la culture politique.

tataires autour de causes sociales¹² ou encore le décalage entre le taux de participation élevé aux dernières élections législatives (68 % en 2009) et le faible engagement dans d'autres formes de participation politique¹³ en sont des exemples frappants.

De plus, si le paysage politique post-conflit reste largement l'héritier des années de guerre, les mobilisations de la société civile¹⁴, qui émergent à contrecourant du repli communautaire ont une portée réformiste¹⁵. C'est principalement le cas du « mouvement civil » qui apparaît au début des années 1990 et s'organise autour de l'espace associatif. Ces mobilisations ont pour cadre de pertinence le territoire libanais et se fondent sur un présupposé civique pour défendre des causes transcommunautaires (l'écologie, le droit des femmes, etc.) et revendiquer des réformes politiques tel le Rassemblement pour les élections municipales en 1997¹⁶.

Enfin, si les associations de la société civile connaissent un véritable essor suite à « l'*intifada* de l'indépendance » et à la fin de la tutelle syrienne au Liban¹⁷, un nouveau cycle de « mobilisations partisans » se caractérisant par des alliances intercommunautaires et un affrontement

12. Marie-Noëlle AbiYaghi et Myriam Catusse, « Non à l'État holding, oui à l'État providence. Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre », *Revue Tiers Monde*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, p. 67-93.
13. Selon le *Arab Barometer survey* (Atallah Sami, *Arab Barometer II*, Lebanon Country Report, 2012, disponible sur <http://www.arabbarometer.org/sites/default/files/countryreportlebanon2.pdf>, consulté le 11 février 2016), 83 % n'auraient jamais assisté à une réunion politique ou signé une pétition.
14. Au Liban, comme dans d'autres pays arabes, une distinction est habituellement faite entre deux types de structures indépendantes de l'appareil gouvernemental, selon la nature des liens qui les définit. La société civile fait ici référence aux structures définies par des liens civiques tels que les organisations non gouvernementales, les syndicats, etc. (*Moujtama'a madani*, en arabe). Elle ne comprend pas celles définies par des liens familiaux (*Moujtama'a ahli*, en arabe) telles que les associations communautaires, familiales, paroissiennes, etc. (voir Fadia Kiwan, « Consolidation ou recomposition de la société civile d'après-guerre? », *Confluences méditerranéennes*, n° 47, 2003, p. 67-78).
15. Karam Karam et Myriam Catusse, *Le Liban de Taëf en panne de réforme*, Beyrouth, rapport pour l'Arab Initiative Reform, 2009.
16. Karam Karam, *Le mouvement civil au Liban: revendications, protestations et mobilisations*, Paris, Karthala-IREMAM, 2006.
17. Camille Joseph, *The State of Freedom of Association in Lebanon. What Prospects for the future?*, Lebanese Centre for Human Rights (CLDH), 2010, disponible sur http://www.humanrights-lb.com/upload/freedom%20of%20association_colori_en.pdf (consulté le 16 décembre 2015).

violent s'ouvre à partir de l'été 2005 et aboutit à une « mini-guerre civile » de quelques jours en mai 2008¹⁸.

Un engagement en mouvement

Si le Rassemblement pour le mariage civil, lancé en mars 1998, constitue la première tentative de mobilisation dans le Liban d'après-guerre, c'est effectivement la première Conférence des laïques au Liban, organisée en 2006, qui amorce le début de la vague de mobilisations anticonfessionnalistes. En 2008, l'association CHAML-Jeunes citoyens libanais non sectaires et non violents et le *Secular Club* à l'Université américaine de Beyrouth sont créés. Le 13 avril 2009, date de commémoration de la guerre civile, une carte géante est étalée sur la place des Martyrs, sur laquelle plus d'une centaine d'activistes collent leurs extraits d'état civil, religion barrée¹⁹. Le 25 avril 2010 a lieu la première *Laique Pride* rassemblant quelques milliers de personnes. Elle est suivie par la Rencontre des laïques, une série de réunions entre différents collectifs pour la laïcité tenues pendant presque un an. À partir de février 2011, les mobilisations s'intensifient notamment avec une cascade de rassemblements pour la chute du régime confessionnel. Les groupes Facebook anticonfessionnalistes se multiplient et le nombre d'activités autour de la laïcité du Courant de la société civile passe, à titre d'exemple, d'une seule par an en 2001 à plus d'une dizaine en 2011. C'est aussi à cette période que deux associations étudiantes, l'*Alternative Student Movement* et le Club laïque, se forment. En 2013, Khoulood et Nidal font la une, et le premier mariage civil contracté au Liban est finalement enregistré par le ministère de l'Intérieur (en dépit de l'absence d'une loi civile pour les statuts personnels).

L'engagement des activistes anticonfessionnalistes est un engagement en mouvement dans l'espace et dans le temps. On observe une circulation fréquente des activistes entre les différents groupes²⁰ (les

18. Karam Karam et Myriam Catusse, *Le Liban de Taïef en panne de réforme*, op. cit.

19. En février 2009, le ministère de l'Intérieur a émis une circulaire autorisant les Libanais à supprimer la mention de leur confession de leur extrait d'état civil, ou à s'abstenir de la mentionner.

20. Les activistes interviewés font partie des principaux groupes anticonfessionnalistes. Les associations étudiantes: le *Secular Club* à l'Université américaine de Beyrouth (AUB), le Club laïque à l'Université Saint-Joseph (USJ) et l'*Alternative Student*

associations étudiantes, les collectifs de gauche et les ONG) et les lieux de l'engagement (les collectifs, la rue et les réseaux sociaux). De plus, il est important de relever le combat simultané des activistes dans d'autres espaces de contestation aux thématiques variées telles que les droits des femmes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT), les droits des travailleurs migrants au Liban, etc.

L'étude des trajectoires militantes révèle que si l'expérience étudiante constitue le moment le plus fort de l'engagement, l'activisme se prolonge après l'université de manière plus faible ou différente. À la fin de leurs études, beaucoup d'activistes émigrent et prennent de ce fait de la distance par rapport aux mobilisations, même si beaucoup restent actifs par le biais des réseaux sociaux et lors de leurs passages à Beyrouth. De plus, on observe une réorientation de l'activisme à travers le choix des carrières professionnelles des jeunes dans les milieux académiques, les médias ou les ONG.

Enfin, si le temps du combat est marqué par un engagement préfiguratif au quotidien et des activités contestataires continues (campagne de sensibilisation et soutien aux projets de loi), le rythme des mobilisations de rue et des rassemblements est souvent imposé par l'actualité politique. Les activistes expliquent en effet se sentir souvent « bousculés » et devoir se mobiliser « dans l'urgence » en réaction à un événement politique spécifique.

L'analyse des espaces et des temps de l'engagement révèle ainsi la difficulté d'ouvrir un espace de contestation commun et continu au-delà des mobilisations ponctuelles. C'est autour de cette question que les activistes ont été invités à s'interroger lors de l'intervention sociologique.

Être acteur de sa vie

« J'ai explosé de joie ! Après tant de silence... je me suis exprimée, j'ai senti que c'était moi, c'était ce que je voulais. » C'est avec ces mots que Nadia, une étudiante de 19 ans, décrit sa première *Laïque Pride*.

Movement à la Lebanese American University (LAU). Les collectifs de gauche : l'Union de la jeunesse démocratique libanaise (UJDL), le Collectif démocratique laïque et le Forum socialiste. Les deux principales ONG qui focalisent leurs activités autour de la laïcité : le Courant de la société civile et l'association CHAML-Jeunes citoyens libanais non sectaires et non violents.

Être sujet, « c'est d'abord la possibilité de se constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa propre trajectoire »²¹. Cette relation à soi est au centre de l'engagement des activistes qui tentent de se « construire comme individus, comme être singuliers capables de formuler [leurs] choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient économiques, communautaires, technologiques ou autres ». Michel Wieviorka²² propose de passer du concept de sujet à celui de subjectivation pour analyser les processus qui conduisent à des « états de sujet ». Le sujet est alors « simultanément, ce que l'expérience ou l'action a fait, mais aussi, d'ailleurs, l'éducation et autres facteurs, et ce qu'il pourra faire. Il est à la fois déterminé et déterminant ».

Pour rendre compte des raisons qui les ont menés à rejoindre les mobilisations, les activistes, indépendamment de leurs parcours, mentionnent spontanément et longuement lors de l'entretien une période de questionnement intense, du type « Qui suis-je ? Avec qui suis-je ? », suivie d'un refus des identités communautaires assignées. « Je suis peut-être né comme ça mais je ne suis pas comme ça », disent souvent les activistes. Cette phase est aussi accompagnée par des lectures et des recherches personnelles pour essayer de « se faire sa propre idée » et de se constituer une identité distincte. Pour Ziad, ingénieur de 24 ans, tout a commencé « en 2005, en classe de 3^e, on parlait beaucoup de politique, de religion à l'école et je n'étais pas d'accord avec eux. Ils me disaient que j'étais communiste parce que je les critiquais tous ! Je ne savais même pas ce que le communisme était ! C'est comme ça que j'ai commencé à chercher ». Pour Joëlle, étudiante en sciences politiques, la question de la laïcité s'est posée sur les bancs de l'école lorsqu'on lui demandait : « Toi, tu es avec qui ? » Elle explique : « Un jour je suis allée demander à mes parents, dites-moi avec qui je suis. Mon père a ri et il m'a conseillé deux, trois livres. C'était des histoires de la guerre du Liban. J'ai lu et j'ai commencé à comprendre un petit peu... et là, je me suis dit – et c'est en lien avec la laïcité –, comment se fait-il que nous, les jeunes, soyons tellement divisés pour quelque chose que l'on n'a même pas vécu ! »

21. Michel Wieviorka, *Neuf fleçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 286.

22. Michel Wieviorka, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH working papers*, n° 16, 2012, p. 6.

De plus, les jeunes « introduisent de la liberté dans ce qui apparaît d'abord comme des déterminismes sociaux et un héritage culturel »²³. Rami, par exemple, étudiant en économie, explique être athée mais jeûner pendant le Ramadan, « parce que c'est la tradition, et j'aime bien ça ! ». De plus, si plusieurs activistes expliquent être croyants et pratiquants, on observe une privatisation ainsi qu'une réappropriation du religieux. Il s'agit avant tout d'« une affaire privée », qui « ne regarde que Dieu et moi » pour reprendre leurs expressions. Fouad, étudiant en médecine, très actif aussi dans le mouvement LGBT, explique par exemple : « Je vais à l'église parce que je suis croyant, Il n'y a aucune contradiction dans le fait d'être laïque et chrétien croyant, mais ce serait contradictoire que de dire "je suis laïque et je suis l'église et son chef" [...] mais, de toute façon, même ma croyance ne vient pas de ce que le patriarche dit ! »

Les activistes résistent au système et tentent de se construire en tant que sujets à travers un activisme au quotidien. Pour la majorité, pour qui d'ailleurs la participation aux mobilisations anticonfessionnaliste constitue la première expérience militante, l'engagement est vécu comme un processus d'expérimentation. Les activistes qualifient leur action de « mouvement jeune et en construction », disent « apprendre en faisant » et « apprendre de leurs erreurs » (notamment en référence à l'expérience des mobilisations « pour la chute du régime », suite auxquelles de nombreux militants expliquent avoir porté un regard plus critique sur leur action). Ils déploient ainsi les éléments d'une culture militante « alter-activiste », une forme d'engagement qui s'articule autour de la subjectivité et de l'expérience et dont l'organisation se doit d'en refléter les valeurs²⁴.

Face à l'instabilité politique, c'est ici et maintenant qu'ils cherchent à mettre en pratique les valeurs auxquelles ils aspirent. Les activistes se marient (ou planifient de se marier) civilement, et refusent de mentionner leur confession en dépit des risques éventuels. Comme l'explique Mona, étudiante en dernière année de droit, « tout est lié au Liban, s'ils ne savent pas que je suis Chiite, plus tard ils ne vont pas

23. Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994, p. 22.

24. Geoffrey Pleyers, « Des black blocks aux alter-activistes : Pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, printemps 2004, n° 51, p. 123-134; *id.*, *Alter-Globalization Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

m'embaucher... Ça fait un petit peu peur mais, d'un autre côté, je m'en fiche! Soit on me choisit en fonction de mes compétences, soit on ne me choisit pas!» Les activistes construisent ainsi des espaces alternatifs «qui leur ressemblent», pour «vivre [leurs] idées à voix haute et pas en silence». «Le mouvement ne se fait pas toujours dans la rue», explique par exemple Jad qui croit en «l'importance d'une culture pour lutter contre le système». En effet, c'est à travers la construction d'«espaces d'expériences»²⁵ autonomes que les activistes arrivent à exprimer leur subjectivité. «Il m'importe peu de travailler à changer une loi», explique Yara, «maintenant je ne peux pas le faire, mais ce qui compte c'est plus cette ambiance qui permet aux gens de pouvoir se retrouver, parce que, dans notre société, il est très difficile d'être à contre-courant; c'est le fait de pouvoir être avec des gens qui pensent comme moi, avec qui je peux partager et discuter. C'est peut-être aussi que j'ai un petit peu peur que le communautarisme ne me change un jour».

Être acteur de son monde

— «Ce qu'on est en train de faire maintenant, c'est essayer de justifier pourquoi on ne travaille pas, c'est tout ce qu'on fait!» lance Karim, quelque temps après le début de l'intervention sociologique.

— «On n'est pas d'accord!» lui répondent immédiatement deux étudiants, «ça fait plusieurs jours qu'on reste jusqu'à 3 heures du matin à la fac, pour préparer les élections. C'est une question de ressources, aussi on ne peut pas non plus se couper en dix!»

— «Mais ce n'est pas en donnant l'exemple qu'ils vont tous simplement nous suivre!» ajoute Lina.

— «On lutte, pour quoi?» réagit Soha.

— «C'est ça la question!» répond Karim, «il faut qu'on définisse notre objectif et, en fonction de ça, on verra comment le réaliser. Si je veux changer ma situation personnelle, je peux agir de manière individuelle et changer la réalité dans laquelle je vis tout seul et ça peut marcher [...], mais le but de notre lutte c'est de pouvoir changer nos situations et celle des autres aussi, celle de la

25. *Ibid.*

société, parce que le problème, lui, n'est pas individuel ! Et c'est pour ça qu'il faut commencer à réfléchir à une stratégie de changement. »

Cet extrait illustre les difficultés et les tensions auxquelles sont confrontés les activistes dans la traduction concrète de leurs aspirations à la démocratie : comment changer sa vie et changer aussi son monde ? Comment constituer une force de changement au sein de la société, tout en faisant de la politique autrement ?

D'une part, en prenant la voie de la subjectivation, ces luttes arrivent à combiner des aspirations universelles et une diversité culturelle. En effet, si les pratiques religieuses et les attachements communautaires (à la communauté en tant qu'entité culturelle uniquement) ne sont pas reniés ou absents chez les activistes, la gestion de ces différences ne constitue pas pour autant une source de tension. Ce qui permet la constitution d'une action collective dans ce contexte de pluralité. Pourtant, si elle constitue la base de leur engagement, cette voie peut paradoxalement conduire à un repli identitaire. En effet, la construction d'un « abri » ou d'une « bulle », pour reprendre les expressions des jeunes, est nécessaire pour « trouver un refuge », « vivre ses valeurs », « échapper aux dominations du système », « à l'emprise des communautés » et tenter de maîtriser le cours de son existence dans un contexte d'instabilité politique permanent, « où rien ne peut être contrôlé ». Pourtant, la crainte que cet espace ne se transforme en « espace à part », en une « dix-neuvième communauté », et ne renforce ainsi le système, constitue une préoccupation centrale pour les activistes. En effet, si la voie de la subjectivité constitue la condition d'existence de ces luttes, le changement de soi n'est pas l'objectif ultime des activistes qui aspirent avant tout à être les acteurs d'un changement social.

Pour les jeunes, le confessionnalisme constitue « la source du problème depuis 1975 », la cause principale de la guerre, et une menace permanente. Il est en effet souvent comparé à une « bombe qui peut exploser à tout moment ». « Quinze ans de guerre et 200 000 morts, victimes de ce système », lance Marwan, « et ça continue ! » ajoute Sana en référence aux violences de mai 2008, « on peut revivre ce cauchemar à tout moment... c'est ça notre tragédie ! »

Les activistes aspirent ainsi à un État de droit, garant des libertés individuelles et dans lequel la communauté (et son parti correspondant) ne joue plus le rôle de médiateur entre l'État et les citoyen-nes. Une militante, par exemple, revendique un « État où les gens sont égaux devant

la justice, où il y a une égalité homme/femme, où l'on n'a pas besoin de retourner vers sa confession, et où les athées ont des droits. C'est plus du bon sens que de la laïcité!» ajoute-t-elle en guise de conclusion. Les activistes aspirent aussi à un statut de citoyen qui, selon eux, ne peut être conçu qu'en termes a-communautaires. En effet, pour Hadi, par exemple, « aujourd'hui, il n'y a rien qui s'appelle être Libanais, puisqu'on ne se marie pas de la même façon, qu'on n'hérite pas de la même façon, et que nos enfants n'auront pas les mêmes droits! En fait on n'a rien en commun à part le taboulé et le hommos!» Il ajoute: « Nous ne sommes pas traités en tant que Libanais mais en tant que membres de la communauté à laquelle nous appartenons et cela même si nous n'y appartenons pas!»

Les activistes dénoncent ainsi le « semblant de démocratie » dans lequel ils vivent, et qu'ils qualifient même de « dictature des dix-huit » en référence aux dix-huit confessions. Pour eux, la démocratie ne se réduit pas à un ensemble de garanties institutionnelles contre un pouvoir autoritaire mais se définit par le respect des libertés individuelles et de la diversité. La démocratie, pour les activistes, est avant tout une culture politique qui permet au sujet d'exister²⁶, une pratique qu'ils expérimentent au quotidien à travers les modalités de leur engagement alter-activiste, loin de la politique institutionnelle.

D'autre part, si les activistes se mobilisent autour d'enjeux nationaux, leur engagement n'a pas une portée nationaliste, mais se situe dans une logique humaniste. Nadim, par exemple, explique se « battre pour les luttes des gens, du peuple et non pas pour des causes libanaises, pour quelques cèdres et la mer ». Quant à Nicole, sa « lutte pour la justice, les valeurs de l'égalité, des droits de l'homme commence par le contexte dans lequel [elle] vit, par ce qu'[elle] peut faire ». Elle explique: « Je veux commencer là où je suis! Je veux changer là où je suis, c'est évidemment parce que je crois en quelque chose de plus grand mais, en même temps, oui, bien sûr, mon objectif principal est d'avoir un chez moi où je me sens bien, parce que, maintenant, dans mon pays, je me sens mal! »

Malgré une aspiration commune et des objectifs partagés, les activistes expriment des difficultés à se projeter dans le futur et à formuler un projet politique commun. En effet, ce type d'engagement plus individualisé, fondé sur une approche très participative et caractérisé par une grande fluidité, une organisation horizontale et en réseau, favorise une fragmen-

26. Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie?*, op. cit.

tation des luttes en espaces circonscrits, et éphémères. Pourtant, ce qui constitue la fragilité de ce type d'engagement peut constituer simultanément sa force. Deux raisons principales ont été évoquées lors de l'intervention sociologique. D'une part, dans un contexte très perméable aux crises géopolitiques et où l'« on vit au jour le jour », pour reprendre les expressions des activistes, ce type d'engagement permet de dépasser les impasses du politique et de contribuer à « fabriquer un peu de démocratie au quotidien ». D'autre part, étant donné leurs ressources (humaines et financières) limitées, ce type d'actions très ciblées leur permet de réaliser de « petites victoires », mais dont l'impact a une résonance plus large, comme l'arrivée très médiatisée, pour la première fois en 2012, d'un candidat indépendant à la tête du conseil étudiant de la Lebanese American University (LAU). Pour expliquer sa victoire, cet étudiant en chimie dit : « Chacun de nous est une goutte d'eau dans une mer, mais notre force est de savoir quelle goutte nous sommes et dans quelle mer on doit plonger. »

Au-delà de cette fragmentation, les contours de deux tendances peuvent être néanmoins distingués. D'une part, un projet situé dans le cadre d'une « ONGisation » s'articule autour des droits civiques et met en avant des revendications d'ordre socio-culturel. D'autre part, une approche située dans le cadre d'un militantisme de gauche et visant avant tout à réduire les inégalités d'ordre socio-économique que produit, mais surtout maintient, le système confessionnel en créant des divisions « artificielles » et en empêchant l'émergence d'une conscience de classe, rendant ainsi les deux luttes indissociables. Pourtant, il est important de souligner que ces deux projets ne sont pas portés par différents types d'organisation, mais s'expriment parfois au sein d'un même groupe, ou se mêlent de manière ambivalente chez les mêmes activistes qui circulent de manière continue entre les différents collectifs.

Conclusion

« *Civil marriage not civil war!* », le slogan phare des luttes anti-confessionnalistes, illustre bien la double aspiration des activistes, devenir acteurs de leur vie et de leur monde. Il reflète aussi le lien entre les deux dimensions de leur engagement. Ce début d'intervention sociologique révèle comment la voie de la subjectivité que prennent les militants, les rapproche et les éloigne simultanément de la réalisation de leurs aspirations à la démocratie. En leur permettant de combiner

des aspirations universelles et une diversité culturelle, elle constitue leur condition d'existence. De plus, dans un contexte d'instabilité politique permanent, elle leur permet de créer des « abris » pour échapper aux dominations du système, mais aussi de « fabriquer de la démocratie », ici et maintenant. Pourtant, ce qui constitue la force de cet engagement plus individualisé en fait aussi sa fragilité, en favorisant sa fragmentation dans des espaces circonscrits et éphémères, ce qui rend plus difficile la formulation d'un projet commun et la traduction de ses valeurs en termes politiques. Ces premières analyses révèlent comment les mobilisations anticonfessionnalistes, qui s'inscrivent dans un contexte national très particulier, résonnent dans leurs aspirations et leurs modalités d'engagement avec les mouvements des places post-2011. Ainsi, si le Liban est resté à l'écart des printemps arabes, et si le système confessionnel résiste toujours au changement, une question se pose néanmoins : à l'aune de quoi se mesure l'importance d'une action collective ?

Bibliographie

- ABIYAGHI Marie-Noëlle et CATUSSE Myriam, « Non à l'État *holding*, oui à l'État providence. Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre », *Revue Tiers Monde*, hors-série « Protestations sociales, révolutions civiles. transformation du politique dans la Méditerranée arabe », Paris, Presses universitaires de France, 2011, p. 67-93.
- ATALLAH Sami, *Arab Barometer II*, Lebanon Country Report, 2012, disponible sur <http://www.arabbarometer.org/sites/default/files/countryreportlebanon2.pdf> (consulté le 16 décembre 2015).
- BECK Ulrich, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Paris, Aubier, 2006.
- BEYDOUN Ahmad, « A note on confessionalism », in Hanf Theodor, Salam Nawaf (dir.), *Lebanon in Limbo, Postwar Society and State in an Uncertain Regional Environment*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2003, p. 75-86.
- COUSIN Olivier et RUI Sandrine, *L'intervention sociologique. Histoire(s) et actualité d'une méthode*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- HANF Theodor, *E pluribus unum? Lebanese opinions and attitudes on coexistence*, Byblos, Unesco International Centre for Human Sciences, 2007.

- JOSEPH Camille, *The State of Freedom of Association in Lebanon. What Prospects for the future?*, Lebanese Centre for Human Rights (CLDH), 2010, disponible sur http://www.humanrights-lb.com/upload/freedom%20of%20association_colori_en.pdf (consulté le 16 décembre 2015).
- KARAM Karam, *Le mouvement civil au Liban: revendications, protestations et mobilisations*, Paris, Karthala-IREMAM, 2006.
- KARAM Karam et CATUSSE Myriam, *Le Liban de Taëf en panne de réforme*, Beyrouth, rapport pour l'Arab Initiative Reform, 2009.
- KIWAN Fadia, « Consolidation ou recomposition de la société civile d'après-guerre ? », *Confluences méditerranéennes*, n° 47, 2003, p. 67-78.
- PICARD Élisabeth, « Les habits neufs du communautarisme libanais », *Cultures et Conflits*, automne-hiver 1994, n° 15-16, 1994, p. 49-70.
- PLEYERS Geoffrey, « Des *black blocks* aux alter-activistes : Pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, printemps 2004, n° 51, p. 123-134.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-Globalization. Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Democracy and its discontents, Democracy Index 2014 report*, 2014, disponible sur http://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=Democracy0115 (consulté le 16 décembre 2015).
- THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Index of Democracy 2008 report*, 2008, disponible sur <http://www.eiu.com/DemocracyIndex2008> (consulté le 16 décembre 2015).
- TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
- TOURAINÉ Alain, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994.
- WIEVIORKA Michel, *Neufleçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/désubjectivation », *FMSH working papers*, n° 16, 2012.

Chapitre 9

Le sujet local et global

À propos des ressources naturelles

dans les pays andins

Dans ce texte, nous nous proposons d'analyser la protestation sociale indigène en Amérique latine dans le cadre de l'expansion des activités d'extraction minière et d'hydrocarbures. Depuis la fin du xx^e siècle, les populations indigènes, auparavant oubliées et marginalisées, provoquent des réformes politiques, organisent des mobilisations sociales et remettent en question les savoirs, en particulier dans les pays andins caractérisés par une grande densité ethnique et de nombreux mouvements sociaux¹. Les mobilisations pour l'eau et le territoire ainsi que les problèmes de pollution constituent des conflits particulièrement centraux pour ces pays, mais les transcendent également.

L'ethnicité/indigénité pose des défis liés à la construction des nations, des visions du passé, du présent et du futur. Dans les processus d'auto-affirmation individuelle ou collective comme dans les débats politiques et intellectuels contemporains, l'ethnicité est un processus dynamique de construction historique des identités qui, dans bien des cas, fait

1. Calderón soutient que le Pérou, l'Équateur et la Bolivie sont dans un scénario « instable » avec des difficultés pour « gérer les conflits » : Fernando Calderón, « Diez tesis sobre el conflicto social en América Latina », *Revista CEPAL*, n° 107, 2012, p. 29.

partie des stratégies discursives dans lesquelles des subjectivités et des rationalités diverses se superposent.

Michel Wieviorka rappelle que les problèmes du Sud pénètrent le Nord². Aníbal Quijano, à partir de l'expérience latino-américaine, note l'émergence d'une nouvelle conscience historique qui s'appuie sur « l'indigénité »³.

En même temps que l'on assiste, partout dans le monde, à une sensibilisation environnementale croissante à cause du changement climatique, on parle peu de l'impact des concessions faites aux entreprises transnationales et des grands travaux d'investissement en infrastructure sur les communautés haut-andines et amazoniennes lorsque ceux-ci chevauchent ou touchent par leur territoire. Au Pérou, par exemple, 65 % des territoires concédés à des entreprises privées du secteur des industries extractives touchent les territoires des communautés paysannes et indigènes⁴.

Tout d'abord, nous présenterons brièvement les principaux changements dans les pays andins. Nous analyserons ensuite certains conflits qui ont eu lieu au Pérou autour des ressources naturelles et du territoire, en particulier le rôle des mobilisations indigènes et des communautés ainsi que les relations proches ou éloignées qu'elles entretiennent avec le gouvernement national et la globalisation.

Parmi les changements qui touchent les pays andins, le premier qui apparaît concerne le retour du social avec la construction de nouveaux sujets ou interlocuteurs sociaux sur la scène nationale. Le deuxième est lié à la redéfinition de la relation avec la nature et les ressources naturelles en raison de l'accélération de l'expansion du capitalisme, via les industries extractives. Le troisième a trait, dans un contexte de globalisation, au rôle de l'État qui a redéfini les mécanismes de gouvernance ainsi que les cadres juridiques nationaux et internationaux de négociation. Enfin, le néolibéralisme et la politique en matière d'extraction ne sont pas seulement des propositions économiques, mais font partie

2. Michel Wieviorka, *Neufleçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 13.

3. Aníbal Quijano (ed.), *Des/colonialidad y Bien Vivir, un nuevo debate en América Latina*, Cátedra América Latina y Colonialidad del Poder, Lima, ed. Universidad Ricardo Palma, 2014.

4. José de Echave, *Minería y conflicto social*, Lima, eds. IEP, Bartolomé de las Casas, 2009.

de projets politico-culturels⁵ qui influencent le sens du social et les mouvements indigènes. Le conflit est placé non seulement aux niveaux économique et politique, mais aussi au niveau des imaginaires et de la production de connaissances. La confluence de ces processus entraîne la reconstitution de l'ordre social notamment dans les relations entre les moyens locaux de subsistance et les modèles globaux d'accumulation.

Le sujet social, les mouvements et les communautés

À la fin des années 1990, en Équateur, les mobilisations indigènes sont devenues le « phénomène politique » de la décennie quand les organisations autochtones de la montagne et d'Amazonie ont formulé des « revendications ethniques et économiques » pour défendre leur terre⁶. Par la suite, le mouvement indigène a établi des alliances politiques et soutenu les gouvernants, en Bolivie comme en Équateur. Cela a conduit à des réformes constitutionnelles provoquant ainsi des changements majeurs au sein de ces nations. Ce soutien s'est ensuite affaibli. Le Pérou qui sortait d'une période de conflit armé sanglant et de la gouvernance autoritaire du président Fujimori, a autorisé l'exploitation sans réglementation des ressources naturelles.

Au Pérou, la fragmentation historique est due à l'archipel des communautés autochtones amazoniennes et paysannes-indigènes⁷ ayant chacune son propre système d'autorité. Il faut ajouter à cela une fragmentation fonctionnelle qui réside dans la difficulté à s'organiser de manière centralisée en associations agissant comme porte-parole au niveau national. Dans ce contexte de fragmentation, du noyau dur de l'exclusion émerge un sujet social. La visibilité des peuples indigènes au XXI^e siècle est liée

5. Voir à propos de l'extractivisme, Raphael Hoetmer, « Minería, luchas ecoterritoriales y criminalización de la disidencia », in *Memoria, posconflicto y nuevos conflictos socioambientales*, Lima, ed. APRODEH, 2014, p. 70-76.
6. Francine Jacome, « Movimientos Sociales y Reformas en la Región Andina », in Tanaka Martín et Jacome Francine (eds), *Desafíos de la gobernabilidad democrática: Reformas político-institucionales y movimientos sociales en la región andina*, Lima, ed. IEP, 2010, p. 367.
7. Au Pérou, il y a plus de 60 691 communautés paysannes et 1 469 communautés autochtones. Beaucoup n'ont que des titres de possession et pas de titre de propriété.

principalement à leur protestation et à leur opposition à la politique des gouvernements dans la gestion du territoire et des ressources naturelles dans la Sierra et en Amazonie. L'émergence de ce sujet social se produit alors que les structures organisationnelles sont ancrées de longue date et que la question indigène est au cœur des fractures sociales et politiques ainsi qu'au centre de la pensée sociale péruvienne⁸.

Le sujet social se manifeste à travers des mouvements indigènes, des protestations et des mobilisations continues, ainsi que dans des processus d'auto-identification individuelle et collective. On le retrouve aussi dans d'autres dimensions liée notamment au domaine des connaissances et à la redéfinition dans les communautés des pratiques sociales traditionnelles (réciprocité, auto-défense, assemblées communautaires). Pour cette raison, je parlerai de « communalité » pour désigner l'espace de reproduction de la vie locale/rurale où coexistent autorités traditionnelles et autorités de l'État moderne, où il y a résistance, mais aussi *agency*, et où les projets sont élaborés et liés aux réseaux nationaux et internationaux.

Nous nous référons à un sujet social hétérogène qui agit à travers divers scénarios et se manifeste dans des organisations, avec toutefois de la difficulté à défendre ses intérêts à l'échelle nationale. S'il est présent en tant qu'acteur politique local de manière fluctuante dans l'espace public national, il contribue, par sa mobilisation et à travers la négociation, au développement de sa communauté face aux autres acteurs nationaux ou transnationaux. Ce sujet a une capacité de résistance, mais est aussi capable de construire et de « gérer son expérience »⁹.

Les États et les projets nationaux à l'ère globale

Afin d'atténuer la pauvreté et les inégalités, et de répondre à la pression des mouvements sociaux, certains pays andins ont lancé des réformes parfois radicales, d'autres des réformes modestes. On peut notamment mentionner la décentralisation, la participation à la gestion municipale,

8. Quelques représentants: José María Arguedas, en incarnant le déchirement de la société scindée, José-Carlos Mariátegui en reliant la question indigène au problème de la terre, Flores Galindo en explicitant l'utopie andine.
9. D'après Michel Wieviorka et Alain Touraine, le sujet est la « subjectivité de l'acteur » avec un côté défensif pour résister à la logique du souverain, de la norme, et un côté générateur capable d'être un acteur et de « construire son expérience » (Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie, op. cit.*, p. 33).

les politiques de réforme constitutionnelle ainsi que celles concernant le régime foncier des communautés ou encore celles visant à la réglementation des investissements des industries extractives. Au Pérou, ces mesures politiques ont été abandonnées, dans les années 1990. La mise en œuvre de nouvelles dispositions, telle la consultation préalable, se produit non sans heurt et très lentement.

Les réformes institutionnelles¹⁰ promues en Colombie, en Équateur et en Bolivie ont cherché à ouvrir des espaces de participation à de nouveaux acteurs et ainsi à répondre à une crise de légitimité. Dans le cas de la Bolivie, la Constitution de 1994 reconnaît le caractère multiethnique et multiculturel du pays suite aux revendications indigènes. Depuis 1952, les populations non alphabétisées votaient en Bolivie. En 1994, des mécanismes de participation aux organes municipaux ont été adoptés. À cet égard, divers auteurs mettent en évidence que les deux tiers des autorités locales se définissent eux-mêmes comme indigènes¹¹.

Au Pérou, le suffrage universel aux élections municipales a été mis en œuvre pour la première fois en 1980. Les populations non alphabétisées parlant l'aymara ou le quechua ont pu choisir et être choisies, changeant ainsi graduellement le pouvoir local. Dans les dernières décennies, les ressources des municipalités dans les régions minières ont considérablement augmenté, ce qui stimule les ambitions personnelles et les querelles entre les populations.

Les limites et les possibilités de ces réformes sont manifestes lors des conflits concernant le territoire. Alors que celles-ci sont limitées au niveau local, les pouvoirs auxquels ces populations doivent faire face et avec lesquels elles doivent négocier sont nationaux ou mondiaux.

Par ailleurs, les approches suivies par les gouvernements des pays andins en ce qui concerne les propriétés des communautés ont été radicalement différentes. En Bolivie, la Constitution de 1994 reconnaît des « territoires communaux d'origine ». Au Pérou, la Constitution de 1993

10. Voir Martín Tanaka, « Los sistemas de partidos en los países andinos: autoritarismos competitivos y reformismo institucional », in Sample et Zovatto (eds.), *Democracia en la Región Andina, los telones de fondo*, Lima, eds. IDEA-Transparencia, 2005, p. 39-40.
11. Xavier Albó (1999) et José Blanes (2000) sont cités par Alejandro Diez, *Conceptos Políticos, Procesos sociales y poblaciones indígenas en democracia. Estudio binacional Perú y Bolivia*, Lima, Eds. Manuela Ramos-Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública, 2012, p. 16.

et d'autres dispositions du gouvernement de Fujimori ébranlent substantiellement les garanties constitutionnelles pour les communautés alors que l'octroi lent de titres fonciers communaux continue¹².

Raquel Irigoyen¹³ souligne qu'en termes de droit nous sommes entrés dans une nouvelle phase. À la fin du xx^e siècle, le « constitutionnalisme pluraliste » est inscrit dans la Constitution du Guatemala de 1985¹⁴. Il est également inclus dans la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), à l'instar de nouveaux droits. Au fur et à mesure de l'adoption des réformes pluralistes, des mesures politiques sont prises pour toutefois neutraliser leur impact. Boaventura De Sousa Santos souligne que s'il existe plusieurs sources de pluralisme juridique, y compris lié à la présence des peuples indigènes, on assiste aussi à « la déréglementation à l'intérieur de l'État lui-même et à l'imposition du pluralisme transnational »¹⁵.

Bien que l'intensification des conflits liés au territoire et aux ressources naturelles ne soit pas un trait particulier de l'Amérique latine¹⁶, elle prend, dans les pays andins, une importance particulière due à la persistance de formes de vie communautaire dans les Andes et en Amazonie¹⁷. Dans le contexte néo libéral globalisé, les groupes exclus des projets nationaux sont, dans un double mouvement, « intégrés directement sur le marché mondial sans la médiation de l'État »¹⁸, en même temps, qu'ils parviennent à être entendus et à faire connaître leurs programmes.

12. Voir Richard Chase et María Rosa Montes, *La seguridad territorial en el limbo. El estado de las comunidades indígenas en el Perú. Informe 2014*, Lima, Instituto de Bien Común, 2014, p. 24-25.
13. Raquel Irigoyen Fajardo, «Hitos del reconocimiento del pluralismo jurídico y el derecho indígena en las políticas indigenistas y el constitucionalismo andino», in Berraondo López Miquel (coord.), *Pueblos Indígenas y derechos humanos*, Bilbao, ed. Universidad de Deusto, 2006, p. 554-555.
14. Aussi dans les constitutions du Nicaragua (1987) et du Brésil (1988).
15. Raquel Irigoyen Fajardo, «Hitos del reconocimiento del pluralismo jurídico y el derecho indígena en las políticas indigenistas y el constitucionalismo andino», *op. cit.*, p. 537, en bas de page 2, fait référence à une interview de De Sousa (1994).
16. Selon l'ONU, au cours des soixante dernières années, 40 % des conflits sur l'environnement sont liés aux ressources naturelles : *Decenio internacional para la acción 'El agua fuente de vida' 2005-2015*, disponible sur http://www.un.org/spanish/waterforlifedecade/eventsarchive_2013.shtml (consultaté le 4 décembre 2014).
17. Voir Alejandro Diez, *Conceptos Políticos, op. cit.*
18. Terence Turner (2003), cité par Gerardo Damonte, «Imágenes en negociación: la entrada de la nueva minería en la esfera pública», in Gisela Cánepa et María

Malgré une croissance économique élevée durant la dernière décennie, le Pérou n'a pas développé de stratégie nationale de redistribution ou de diversification productive. À l'exception de la création du ministère de l'Environnement et de la loi de consultation préalable, la politique en matière de ressources naturelles n'évolut pas d'un gouvernement à l'autre. À cet égard, José de Echave et Alejandro Diez ont souligné les difficultés de l'État péruvien à articuler et réglementer le développement local en critiquant le modèle actuel de « concession de territoire »¹⁹.

Humberto Campodónico, économiste et ancien fonctionnaire du gouvernement péruvien, a déclaré récemment que le Pérou continue de négliger les possibilités de l'industrie pétrochimique dans l'industrialisation des ressources naturelles²⁰. Il signalait que le président Correa a déclaré que son pays était en train de dépasser l'« économie extractiviste » et que la technologie et l'innovation étaient essentielles pour le développement et le *bien vivre*. Humberto Campodónico citait également les paroles du président Morales sur la promotion d'une « nouvelle politique stratégique » passant « de la nationalisation à l'industrialisation des hydrocarbures ». Bien que le soutien des populations indigènes se soit affaibli, le discours des gouvernants renvoie à des imaginaires nationaux qui participent à l'édification de nouveaux projets nationaux²¹.

Conflictualité socio-environnementale : scénarios et stratégies

En janvier 2015, ont été enregistrés au Pérou 210 conflits dont 66,7 % sont de nature socio-environnementale et se produisent dans les zones de haut niveau de pauvreté²². La même source souligne que, sur le total des conflits socio-environnementaux, en 2014 (118), 66,9 % concernent

Eugenia Ulfé, *Mirando la Esfera pública desde la Cultura en el Perú*, Lima, Concytec, 2006, p. 86.

19. Alejandro Diez, *Conceptos Políticos*, op. cit., p. 146.

20. Humberto Campodónico, dans une interview dans *La República*, lundi 9 mars 2015, p. 5, commentant le projet Équateur Yachayen et l'usine de Gran Chaco en Bolivie.

21. Ce sont des gouvernants qui ont lutté pour la réélection présidentielle.

22. Bureau de l'Ombudsman du Pérou : *Rapport de conflits sociaux*, n° 70, 2009 ; n° 130, 2014 et n° 131, 2015.

l'exploitation minière et 15,3 % les hydrocarbures. Ces « conflits socio-environnementaux » s'articulent autour du contrôle, de l'utilisation ou de l'accès à l'environnement et à ses ressources, même si des enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels sont aussi présents²³.

Parmi les conflits miniers²⁴, les problèmes de la pollution de l'eau et de l'utilisation des ressources hydriques prédominent : la plupart (60 %) ont trait à la qualité de l'eau, suivis des conflits fonciers (15 %) puis par ceux générés par la qualité de l'air en raison de l'émission de gaz toxiques. La population s'oppose également à de nouvelles opérations d'exploitation minière car celles-ci affecteraient la production agricole. Ces populations exigent aussi la nécessité d'obtenir un permis social d'exploitation, avant le début des opérations. Ces demandes ont persisté ces dernières années. N'oublions pas que, dans le cadre du processus de privatisation, le nombre des concessions à des compagnies étrangères a été multiplié par vingt, depuis 2005²⁵.

Dans une autre perspective, Raphael Hoetmer fait référence aux conflits éco-territoriaux pour signaler qu'il s'agit de personnes et de communautés qui « luttent pour l'avenir du contrôle de leurs territoires et des biens communs »²⁶. En effet, dans les mobilisations, ces éléments sont la base du discours des dirigeants et des organisations. Cependant, nous proposons de montrer que la dynamique de mobilisation/négociation peut aussi être résolue autour de demandes spécifiques.

Raphael Hoetmer, tenant compte de la situation et de cette interprétation, fait donc une différence entre les conflits liés à la coexistence et ceux portant sur des alternatives possibles. Les premiers sont des « conflits de négociation » alors que les seconds sont ceux où « le projet de vie des populations locales entre en collision frontale avec le projet extractiviste »²⁷.

23. Voir le glossaire dans *Rapport de conflits sociaux*, n° 118, 2013, du Bureau de l'Ombudsman.

24. Manuel Glave et Juana Kuramoto, « La minería peruana, lo que sabemos y lo que aún nos falta por saber » in *Investigación, políticas y desarrollo en el Perú*, Lima, ed. Grade, 2007, p. 160-161.

25. Selon l'ingénieur Benitez, fonctionnaire de l'Institut national de l'eau (interview, *El Comercio*, le 20 novembre 2011).

26. Raphael Hoetmer, « Minería, luchas ecoterritoriales y criminalización de la disidencia », in *Memoria, posconflicto y nuevos conflictos socioambientales*, Lima, ed. Aprovech, 2014, p. 70.

27. *Ibid.*, p. 72.

Ce second champ de conflit se développe aujourd'hui dans des espaces locaux et ont des impacts aux niveaux national et international. Nous analysons à présent les stratégies des communautés locales et enfin les cas paradigmatiques de mobilisation au niveau national.

Conflits locaux et agency communautaire

Dans des scénarios socio-politiques locaux²⁸, il existe des relations entre les entreprises transnationales, les communautés ou les peuples et l'État. Nous pouvons distinguer des situations différentes selon le degré de présence de l'État et le degré de capacité (d'*agency*) des communautés.

L'État au niveau local peut être un agent productif, régulateur ou il peut simplement intervenir dans la négociation du conflit et dans la prestation de services. Dans le cas du Pérou, l'État participe surtout à la négociation du conflit lorsqu'il y a un risque d'escalade de la violence. Voilà pourquoi les communautés résolvent souvent leurs tensions avec l'entreprise au cours de « négociations privées » sans l'intervention de l'État. Ainsi s'ouvre un espace où l'entreprise intervient dans la vie sociale de la communauté par le biais de ressources financières consacrées aux services ou aux travaux, résultant des offres ou des négociations avec ces personnes. C'est ce que Francisco Durand appelle la « gouvernance corporative »²⁹.

En revanche, lorsque le conflit s'aggrave et que l'État intervient comme médiateur, des comités de négociation (*mesas de negociaciones*) sont constitués. Cette situation s'est produite plusieurs fois, depuis le gouvernement du président Toledo, en 2001. Elle provoque de la frustration et de la méfiance parce que les accords issus de cette médiation ne sont souvent pas respectés, ou parce qu'il n'y a aucune condition pour les appliquer.

En étudiant les communautés affectées par les sociétés minières, Gerardo Damonte note que des dirigeants communautaires tiennent des « discours hégémoniques locaux »³⁰ et que le conflit est structuré par différents niveaux d'articulation politique. Il a analysé deux commu-

28. Nous n'analysons pas ici le scénario des zones rurales avec l'exploitation illégale et le trafic de drogue.

29. Francisco Durand, « Tintaya y su gobierno minero », *Quehacer*, n° 173, 2009, p. 31.

30. Gerardo Damonte, « Minería y política: la recreación de luchas campesinas en dos comunidades andinas », in Bebbington Anthony (ed.), *Minería, Movimientos Sociales*

nautés andines, une située à Ancash (Pérou) et l'autre dans l'Altiplano bolivien³¹. La première fait appel à la mémoire de sa résistance. Elle construit son identité sur la base de combats précédents avec les élites locales et sur sa relation avec l'État qui, malgré sa faible présence, est considéré comme un allié. La communauté sait que « l'unité » est son plus grand atout politique, mais elle choisit toujours d'agir de manière bilatérale avec l'entreprise. Cette attitude nuit à « la formation d'un mouvement social plus large », mais elle renforce son rôle d'« acteur politique souverain »³². L'autre communauté a une longue trajectoire syndicale paysanne et entretient des relations avec d'autres agents : l'État, les ONG et les réseaux internationaux. Elle a également une longue tradition de lutte en ce qui concerne les audits environnementaux ; les familles de *comuneros* ont appris que l'environnement n'est pas seulement une partie de leur vie, mais un outil politique efficace pour faire face à la société en établissant des alliances avec des acteurs extérieurs. Dans les deux cas, il ne s'agit pas de réponses autonomistes ou écologistes mais de réponses « politiques » qui se fondent sur des décennies de luttes et de négociations avec et contre l'État.

Avec ce qui précède nous avons voulu montrer la complexité des contextes locaux et les stratégies diverses des communautés qui se muent en acteurs politiques locaux pouvant mobiliser des alliés dans l'État et/ou dans des réseaux mondiaux. Nous avons fait allusion à l'*agency* des communautés, mais aussi à la dispersion de leurs efforts. Ces cas montrent que l'apprentissage des droits et les changements les plus radicaux dans la société péruvienne se produisent au niveau local.

Mobilisations et négociations : Tambogrande, Bagua et Conga

Des mouvements indigènes relativement organisés ont fait partie des coalitions politiques nationales en Bolivie et en Équateur, mais ils se sont ensuite positionnés dans l'opposition. Au Pérou, il faut prendre en compte les trois versants qui structurent les organisations indigènes : le

y respuestas campesinas: una ecología política de transformaciones territoriales, Lima, CEPES-IEP, 2007, p. 121.

31. Gerardo Damonte (*Ibid.*, p. 161-162) fait référence à Angoraju Carhuayoc, et à la communauté ayмара de Chuquiña.

32. *Ibid.*, p. 161.

côté amazonien représenté par l'Association des Indiens de l'Amazonie péruvienne (Aidesep), la principale association centralisée des communautés indigènes d'Amazonie ; le versant Sierra-Amazonie autour du Comité national de coordination des collectivités touchées par l'exploitation minière (Conacami), un espace ayant également suscité d'autres articulations³³ ; et un troisième formé par des organisations locales et des communautés capables de résoudre leurs différends à leur niveau et qui peuvent ou non être affiliées à des syndicats nationaux. Au Pérou, si le sujet social indigène sous ses trois versants est la nouveauté de ce siècle, celui-ci rencontre des difficultés pour influencer les politiques et la gestion publique des ressources naturelles.

Ces organisations peuvent travailler ensemble mais ils ont leurs propres stratégies. Dans certains cas, cependant, ce qui se passe dans un village ou dans une communauté peut être paradigmatique, ouvrir des débats et innover de la même manière que les mobilisations des associations locales. Le recours à la protestation disruptive implique souvent des barrages routiers ou des incidents violents (y compris la perte en vies humaines), des épisodes de répression de la part des gouvernements et d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme.

Nous reprendrons donc brièvement les cas paradigmatiques de Tambogrande, Bagua et Conga. Tambogrande, une petite ville sur la côte, est un cas de mobilisation relativement réussie car la concession initialement signée par les communautés agricoles de la vallée a été interrompue, en 2003. Le mouvement a obtenu le soutien de l'Église, des réseaux internationaux et a attiré l'attention des concessions minières sur l'importance de l'agriculture. Malgré des difficultés ultérieures, ce cas, comme celui de Conga, fait partie d'un « archipel de manifestations réussies connectées avec des réseaux nationaux et internationaux mais désarticulées entre elles, glocalisées »³⁴.

Depuis les années 2000, en divers endroits d'Amazonie, on enregistre des plaintes contre la pollution de l'eau. On assiste aussi à des mobilisa-

33. C'est le cas du Pacte d'unité des organisations indigènes du Pérou, en ce qui concerne la loi 30230 (titre III) sur les droits territoriaux des peuples indigènes. Voir Richard Chase et María Rosa Montes, *La seguridad territorial en el limbo*, op. cit., annexe 5.

34. Paredes Maritza, «La glocalización de las protestas mineras y las lecciones de Tambogrande», in Henríquez Ayin Narda (ed.), *Conflicto social en los Andes*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2014, p. 147.

tions pour la défense des territoires et des zones désignés comme parcs naturels. Cependant, les conflits avec les compagnies autour des obligations environnementales non satisfaites existent depuis longtemps³⁵. L'adoption de nouveaux décrets suprêmes dans le cadre du régime d'exception accordé au gouvernement d'Alan Garcia, en 2008, fut l'élément déclencheur des mouvements massifs des communautés autochtones dans la forêt. L'Aidesep invoqua alors des rassemblements, en 2008 et en 2009. En même temps l'association remit en question plusieurs décrets³⁶ et demanda que la consultation préalable soit considérée comme obligatoire. Le 5 juin, à Bagua, des manifestations ont eu lieu, déclenchant des affrontements avec la police. Selon le rapport de l'Ombudsman publié quelques jours plus tard, le bilan était de 33 morts : 23 policiers, 5 civils indigènes et 5 civils non indigènes ainsi que 200 blessés dont 82 par balle. Un agent de police fut également porté disparu.

Après cet événement tragique, le gouvernement a reculé et abrogé les décrets. Alors que l'opinion publique était choquée, les mobilisations de Bagua marquèrent un tournant, réussissant à rendre visible le sujet indigène d'Amazonie qui porte le *tawa*³⁷ et des lances en bois. Un nouveau sens commun émergea autour de la signification de l'indigène, remettant en question l'imaginaire partagé à l'époque du président Belaúnde, où l'Amazonie était perçue comme un territoire vide.

L'Aidesep accéda à la notoriété avec les événements dramatiques de Bagua, en juin 2009³⁸. L'association existait cependant depuis plus de vingt-cinq ans lorsque ces faits se sont produits. Progressivement, durant ces années, une « masse critique propre » s'est constituée, nourrie tant par des dirigeants des associations que par des *apus*³⁹ des peuples indigènes, des diplômés du programme de formation bilingue pour enseignants et de jeunes universitaires indigènes.

35. Les problèmes des communautés avec les compagnies pétrolières sont anciens en particulier dans le cas de la rivière de Corrientes.

36. Le décret législatif n° 1090 sur les forêts et la faune et le décret législatif n° 1064 sur le régime juridique de l'utilisation des terres à usage agricole.

37. Terme qui désigne un ruban spécifique de couleurs. On le porte autour de la tête.

38. Sur les événements de Bagua, voir Omar Caveró, « Después del Baguazo: informes, diálogo y visiones del conflicto », in Narda Henríquez (ed.), *Conflicto social en los Andes. Protestas en el Perú y Bolivia*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2014, p. 229-270.

39. Terme qui désigne un « curé-autorité ».

Le projet Conga, à Cajamarca, est un autre cas paradigmatique. Le conflit est lié, d'une part, à l'exploitation minière dans le cours supérieur du bassin où sont situées les sources fournissant l'eau aux populations de la montagne et de la côte et, d'autre part, à la méfiance de la population quant aux études d'impacts sur l'environnement.

À Cajamarca, 47 % des territoires ont été attribués aux activités minières. Depuis les années 1990, lorsque Yanacocha a commencé ses activités, les conflits les plus importants étaient liés au problème de l'eau. En 2004, le gouvernement a autorisé Yanacocha à réaliser l'étude environnementale et, quelques mois plus tard, celui-ci a dû abroger l'autorisation en raison des fortes mobilisations.

Le projet minier Conga visait à convertir une lagune en une fosse minière énorme et une autre en un lieu de rassemblement de déchets. Conga est le premier conflit dans lequel le gouvernement sous-national est intervenu. En 2011, il a déclaré le projet « irréalisable » car il touchait aux sources d'eau. Entre 2011 et 2012, une série de mobilisations pour rejeter une nouvelle enquête a eu lieu, les *ronderos* y participèrent en protagonistes mais de façon peu visible. Beaucoup de familles refusèrent de quitter la zone du projet, y compris Maxima Chaupe qui actuellement intente un procès contre la société minière en faisant appel non seulement à la justice nationale, mais aussi aux instances internationales.

Comme José de Echave et Alejandro Diez⁴⁰ le soulignent, ce conflit met en évidence plusieurs problèmes découlant de l'exploitation à ciel ouvert, mais aussi la faiblesse de l'État pour articuler les projets de développement et pour exercer des fonctions de régulation.

Réflexions finales

Nous avons signalé que le sujet social indigène au Pérou est constitué de différentes organisations dont les espaces s'articulent difficilement. Les mobilisations n'exigent pas seulement des réformes institutionnelles et des politiques de reconnaissance ; elles incluent explicitement d'autres dimensions telles la régulation et la gestion des politiques de l'industrie extractive. Bien que ni les gouvernants, ni les dirigeants ne puissent ignorer les populations dont les territoires sont le siège d'extractions à

40. José de Echave et Alejandro Diez, *Más allá de Conga*, op. cit., p. 146.

fort rendement, il est souhaitable que cette question ne soit pas seulement un thème de campagne des prochaines élections générales de 2016.

Bien qu'il puisse y avoir des affrontements, les manifestations et les recours juridiques sont destinées à influencer les décisions politiques et les stratégies nationales des gouvernements. Certains leaders indigènes ou organisations peuvent revendiquer des orientations utopiques, mais aussi pragmatiques. Ils peuvent également participer au Forum social mondial et dialoguer avec les représentants du gouvernement ou avec des experts internationaux. Leurs mobilisations connaissent des succès ponctuels mais insuffisants quand sont en jeu des projets de vie : la configuration des sociétés andines et amazoniennes dans l'immédiat et la vie des générations futures.

Bibliographie

- CALDERÓN Fernando, 2012, « Diez tesis sobre el conflicto social en América Latina », *Revista CEPAL*, n° 107, 2012, p. 7-30.
- CAVERO Omar, « Después del Baguazo: informes, diálogo y visiones del conflicto », in Narda Henríquez (ed.), *Conflicto social en los Andes. Protestas en el Perú y Bolivia*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2014, p. 229-270.
- CHASE Richard et MONTES María Rosa, *La seguridad territorial en el limbo. El estado de las comunidades indígenas en el Perú. Informe 2014*, Lima, Instituto de Bien Común, 2014.
- DAMONTE Gerardo, « Minería y política: la recreación de luchas campesinas en dos comunidades andinas », in Bebbington Anthony (ed.), *Minería, Movimientos Sociales y respuestas campesinas; una ecología política de transformaciones territoriales*, Lima, CEPES-IEP, 2007, p. 117-162.
- DAMONTE Gerardo, « Imágenes en negociación: La entrada de la nueva minería en la esfera pública nacional », in Cánepa y Ulfe, *Mirando la Esfera Pública desde la Cultura en el Perú*, Lima, Concytec, 2006, p. 79-94.
- DIEZ Alejandro, *Conceptos Políticos, Procesos sociales y poblaciones indígenas en democracia, Estudio binacional Perú y Bolivia*, Lima, Eds. Manuela Ramos-Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública, 2012.
- DURAND Francisco, « Tintaya y su gobierno minero », *Quehacer*, n° 173, 2009, p. 27-37.

- ECHAVE DE José, *Minería y conflicto social*, Lima, eds. IEP, Bartolomé de las Casas, 2009.
- ECHAVE José de et DIEZ Alejandro, *Más allá de Conga*, Lima, eds. RedGE, CooperAcción, 2013.
- GLAVE Manuel et KURAMOTO Juana, « La minería peruana, lo que sabemos y lo que aún nos falta por saber », in *Investigación, políticas y desarrollo en el Perú*, Lima, ed. Grade, 2007, p. 135-181.
- HOETMER Raphael, « Minería, luchas ecoterritoriales y criminalización de la disidencia », in *Memoria, posconflicto y nuevos conflictos socioambientales*, Lima, ed. Aprodeh, 2014, p. 70-76.
- IRIGOYEN Fajardo Raquel, « Hitos del reconocimiento del pluralismo jurídico y el derecho indígena en las políticas indigenistas y el constitucionalismo andino », in BERRAONDO LÓPEZ Miquel (coord.), *Pueblos Indígenas y derechos humanos*, Bilbao, ed. Universidad de Deusto, 2006, p. 537-567.
- JACOME Francine, « Movimientos Sociales y Reformas en la Región Andina », in Tanaka Martín et Jacome Francine (eds), *Desafíos de la gobernabilidad democrática: Reformas político-institucionales y movimientos sociales en la región andina*, Lima, ed. IEP, 2010, p. 365-388.
- PAREDES Maritza, « La glocalización de las protestas mineras y las lecciones de Tambogrande », in Henríquez Ayin Narda (ed.), *Conflicto social en los Andes*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2014, p. 135-158.
- QUIJANO Aníbal (ed.), *Des/colonialidad y Bien Vivir, un nuevo debate en América Latina*, Cátedra América Latina y Colonialidad del Poder, Lima, ed. Universidad Ricardo Palma, 2014.
- TANAKA Martín, « Los sistemas de partidos en los países andinos: autoritarismos competitivos y reformismo institucional », in Sample Kristen et Zovatto Daniel (eds.), *Democracia en la Región Andina, los telones de fondo*, Lima, eds. IDEA-Transparencia, 2005, p. 31-59.
- WIEVIORKA Michel, *Neufleçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Chapitre 10 Le mouvement anti-ACTA en Pologne

Plus de trois ans après les manifestations anti-ACTA¹ de grande ampleur qui se sont déroulées en Pologne, à l'hiver 2012, ce mouvement de contestation apparaît encore plus surprenant aux yeux des analystes. Considéré comme le plus grand de l'histoire polonaise depuis 1989, ce mouvement a mobilisé environ cent mille jeunes âgés de 15 à 39 ans, sortis massivement dans la rue, malgré le froid extrême (il faisait jusqu'à -25°C). Une telle mobilisation de la jeunesse polonaise, traditionnellement définie comme particulièrement passive politiquement et socialement, a surpris aussi bien la classe politique et les journalistes que les chercheurs en sciences sociales. Comment ces jeunes, auto-dénommés « ACTA-vistes », se sont-ils engagés dans un mouvement de contestation aussi efficace et massif? Aujourd'hui, il s'avère que les manifestations anti-ACTA s'inscrivent dans un processus de montée en puissance des mobilisations de différents groupes mécontents ou indignés dans ce pays. Dans l'espace public de nos villes (rues, places, stades), des citoyens se mobilisent de plus en plus au nom d'idées ou d'idéologies, de propos, de valeurs ou de symboles ouvertement anti-systémiques. Parmi les principaux mouvements, citons les nationalistes radicaux qui, chaque année depuis

1. Anti-ACTA peut être traduit en français par « Accord commercial anti-contrefaçon », ACAC.

2011, rassemblent, dans le cadre de la « Marche de l'indépendance », environ 60 000 à 70 000 jeunes à Varsovie où le mouvement des supporters de foot joue un rôle important (avant tout violent) ; les milieux conservateurs et patriotiques qui regroupent le dit « peuple de Smolensk »² ; les manifestations intitulées « Pologne réveille-toi ! » mises en place par le parti d'opposition Droit et justice ; le mouvement catholique de la famille de Radio de Maryja³ ; les mobilisations des syndicats qui luttent de plus en plus activement contre les normes des intérêts corporatifs.

Ce chapitre est basé sur une enquête, déjà terminée et publiée⁴, qui a été menée par la Fondation de l'atelier de recherches sur les mouvements sociaux en partenariat avec le Centre européen de solidarité à Gdansk – une institution gouvernementale soutenant des recherches sur les mobilisations collectives contemporaines surtout au niveau européen. En premier lieu, il s'agissait d'étudier de façon qualitative une dizaine de leaders du mouvement que j'appelle le « mouvement de réflexion », car particulièrement spontané. Celui-ci émerge rapidement, et, ayant atteint son objectif – le rejet du traité par le Parlement européen –, disparaît ensuite aussi brusquement qu'il est apparu.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens semi-directifs (individuels et collectifs) et deux séances d'intervention sociologique avec treize leaders locaux venant de plusieurs villes polonaises. Une séance « fermée » a consisté à analyser d'abord l'identité du mouvement, puis ses enjeux, et, enfin, ses adversaires et ses alliés principaux. Dans un

2. Le 10 avril 2010, le Tupolev 154 transportant notamment le président polonais Lech Kaczyński s'est écrasé lors d'une tentative d'atterrissage sur l'aéroport de Smolensk, ne laissant aucun survivant parmi les 96 personnes à bord, qui représentaient la plus haute élite politique. Depuis cette date, s'est constitué un mouvement conservateur et patriotique qui, avec des gens marginalisés assez nombreux, accuse la Russie et une partie de l'élite politique polonaise d'assassinat à Smolensk. Les marches systématiques sont depuis organisées devant le Palais présidentiel à Varsovie.
3. Radio Maryja est une radio conservatrice et catholique polonaise fondée à Torun en 1991, par le père Tadeusz Rydzyk. Cette radio ne figure pas parmi les plus écoutées de Pologne, mais on en parle beaucoup en raison de ses positions souvent intolérantes, xénophobes, homophobes et antisémites. La « famille » de cette radio consiste avant tout en personnes ultra-catholiques plutôt âgées qui, depuis peu, manifestent plus massivement leur existences et leurs valeurs dans l'espace public.
4. Paweł Kuczynski, Lukasz Jurczyszyn, Mikołaj Rakusa-Suszczewski et Jacek Koltan, *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014.

deuxième temps, notre autre partenaire gouvernemental, le Centre de traitement de l'information, a conduit une enquête quantitative en ligne (CAWI), sur un échantillon de 1 210 personnes. Il s'agissait de collecter les opinions de deux types d'utilisateurs d'Internet aussi bien sur les manifestations contre l'ACTA que sur le traité lui-même. Le premier type est représenté par les actifs qui ont soit participé aux manifestations anti-ACTA, soit suivi le débat public de façon active ; le second type par les observateurs passifs du débat public.

Notre objectif est de présenter les logiques d'action des militants du « mouvement de réflexion ».

Qu'est-ce que l'ACTA ?

L'accord commercial anti-contrefaçon (ACAC), plus connu sous l'acronyme ACTA, est un traité international multilatéral sur le renforcement des droits de propriété intellectuelle et sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage. L'accord s'applique aux droits de propriété intellectuelle, aussi bien dans ses formes matérielles (t-shirts, médicaments, etc.) qu'immatérielles (brevets logiciels, paroles de chansons, etc.). Il faut souligner que l'ACTA n'est pas le premier traité sur les questions de droits d'auteur. On peut lister les accords précédemment signés : l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC)⁵, la Convention de Berne, la Convention de Paris, l'accord sur les ADPIC et le droit de l'Union européenne. L'ACTA a été négocié par une quarantaine de pays, entre 2006 et 2010. L'accord définitif a été signé, le 1^{er} octobre 2011, par huit pays : États-Unis, Australie, Canada, Corée du Sud, Japon, Maroc, Nouvelle-Zélande et Singapour, et a été rejoint, le 26 janvier 2012, par vingt-deux États membres de l'Union européenne dont la France, l'Italie, le Royaume-Uni (mais pas l'Allemagne). La phase de ratification en cours a nécessité l'approbation parlementaire des États signataires et a été suspendue dans de nombreux pays suite à la vive polémique portant avant tout sur les risques d'atteintes à la vie privée des utilisateurs d'Internet et sur le manque de consultations dans le processus de ratification du traité. La Commission européenne et les représentants des différents pays de l'Union européenne avaient pris en charge, au nom de cette dernière, les

5. En anglais, *Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Right* (TRIPS).

travaux sur l'ACTA. En mai 2008, WikiLeaks publie les premières fuites concernant le projet de loi. Les organisations non gouvernementales, principalement américaines et de l'Europe occidentale, ont commencé à sonner l'alarme. L'ACTA pourrait, selon elles, causer le blocage de contenus en ligne, précieux aux yeux des internautes⁶.

Un mouvement efficace et transnational de contestation anti-ACTA : « *Message to Poland 2012 – thank you!* »

Les manifestations ont d'abord eu lieu aux États-Unis mais principalement sur Internet, tandis qu'en Europe, au point culminant des tensions, les opposants au traité sont descendus massivement dans les rues. Ces manifestations contre le traité ont débuté, en Pologne, le 26 janvier. Près de cent mille jeunes Polonais qui refusaient que le gouvernement polonais signe l'accord en question se sont mobilisés. L'ampleur des manifestations dans d'autres pays européens était beaucoup moins importante qu'en Pologne, même si elle a incité de nombreux politiciens à changer d'avis. Par exemple, Traïtcho Traïkov, le ministre bulgare de l'Économie, de l'énergie et du tourisme, a déclaré que son pays avait signé l'ACTA à l'« encre sympathique ». En conséquence, le Parlement bulgare ne devait pas forcément ratifier cet accord⁷. Les politiciens de nombreux pays ont commencé à remarquer que tout soutien supplémentaire à cette loi impopulaire risquait sérieusement d'endommager leur réputation, et sont lentement revenus sur leur position. La mobilisation a duré jusqu'au début de juillet de la même année, jusqu'à obtenir gain de cause, c'est-à-dire au moment où la position du Premier ministre polonais Donald Tusk, aujourd'hui président du Conseil européen, a basculé. Celui-ci est devenu le plus grand opposant à l'ACTA, alors qu'au début, il en avait été son promoteur. Les mobilisations se sont répandues dans d'autres pays européens, aboutissant au rejet de l'accord par le Parlement européen, le 4 juillet 2012. On voit que le mouvement

6. Olga Brylewska, Piotr Chalubinski et Kamila Stepiowska, « ACTA- Zrodla protestu [ACTA – la source de la contestation] », in *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014, p. 14-39.

7. *Ibid.*

anti-ACTA polonais s'est inscrit dans une logique d'action globale qui a bien dépassé le contexte strictement national.

Il faut dire ici que les manifestations postérieures au mois de janvier ont eu principalement lieu en Allemagne, le 11 février, avec plus de soixante rassemblements anti-ACTA. Un message, très important pour la Pologne d'un point de vue analytique, y était brandi : « *Message to Poland 2012 – thank you!* » Aux cris de « Merci à la Pologne ! », les participants envoyaient un signe fort de reconnaissance aux Polonais pour leur initiative dans cette lutte contre le traité qui fut couronnée de succès.

Néanmoins, lors de notre enquête, nous avons compris que trois raisons avaient poussé les jeunes Polonais à s'opposer à l'accord. En premier lieu, il limitait selon eux leur autonomie créatrice sur Internet. Mais le mouvement avait aussi un caractère civique. Ces jeunes citoyens ont refusé la façon « extrêmement discrète » par laquelle le traité avait été ratifié, surtout en Pologne. Il n'y a pas eu de véritable consultation publique, alors que celles-ci sont de plus en plus fréquentes dans ce pays. Plus précisément, les manifestations ont mis le doigt sur un défaut de ce « jeune » système démocratique où les accords importants concernant toute la population sont ratifiés « sous la table ». Ni les politiciens, ni les médias, ni les ONG, ni les experts n'avaient suffisamment informé l'opinion publique sur la ratification de l'ACTA. Enfin, en troisième lieu, les leaders du mouvement ont voulu informer et sensibiliser la société polonaise et européenne au grand danger du traité pour la liberté des internautes. Il faut souligner ici que ces événements ont eu lieu bien avant les révélations d'Edward Snowden, qui ont dévoilé le niveau sans précédent de surveillance des citoyens sur Internet, niveau autant surprenant que bouleversant.

La logique de l'action « *No Logo* »

Sans aucun doute, cette ampleur sans précédent de manifestations dans la société polonaise a été possible grâce à une logique particulière de l'action que les militants ont appelée « *No Logo* ». Cela veut dire la capacité de dépasser et de se détacher des différences identitaires, idéologiques et politiques pour se rassembler derrière un but ou un slogan, ici « à bas l'ACTA ». Plus précisément, les militants très divers – étudiants, anarchistes, ultranationalistes, jeunes membres des partis

politiques, supporteurs de foot – ont choisi depuis le début cette stratégie, garantissant ainsi le succès de cette mobilisation massive et importante.

La logique « *No Logo* » développée par les militants du mouvement anti-ACTA en Pologne s'inscrit dans une forme d'engagement bien répandue parmi la jeunesse contemporaine au niveau global. Comme l'a bien décrit Geoffrey Pleyers, cette logique bien adoptée par les alter-globalistes implique l'absence de course à l'accrochage de banderoles, de distributions de tracts, ou d'affichage d'organisations. Ce sociologue belge s'est servi de la logique du « *No logo* » décrite dans un autre contexte par la journaliste canadienne Naomi Klein⁸. Les critiques, d'abord adressées aux marques commerciales, s'étendent désormais aux acteurs sociaux traditionnels. Les jeunes engagés sont impliqués dans de vastes réseaux regroupant une multitude de groupes restreints aux objectifs précis⁹. Ils rejettent l'engagement traditionnel et ne sont plus intéressés par les partis politiques ou les syndicats, ni même par les associations qu'ils trouvent trop bureaucratiques et corrompues.

Le refus des affiliations politiques ou identitaires traditionnelles va de pair avec le processus d'individualisation¹⁰. Selon Ulrich Beck, la modernité contemporaine se caractérise par le risque et le processus social d'individualisation, suite au délitement progressif des instances de socialisation de la société industrielle: l'individu n'est plus protégé par la famille, l'État ou la classe sociale, et c'est donc à lui seul, en tant qu'individu, et non pas en tant que membre d'un groupe social particulier, de se construire. L'engagement des jeunes militants du mouvement anti-ACTA est avant tout individualisé. Toutefois, au cours des entretiens et des séances de l'intervention sociologique, nous avons remarqué que les leaders des manifestations locales parlent surtout au nom d'un projet collectif en employant les mots ou expressions « nous », « les ACTA-vistes », « ceux qui s'opposent à l'ACTA ». Néanmoins, dans plusieurs cas, ils se corrigent en parlant de « moi » au lieu de « nous », remettant alors au premier plan leur engagement individuel: « Nous distinguons

8. Naomi Klein, *No Logo. Taking Aim at the Brand Bullies*, Toronto, Alfred A. Knopf Canada, 2000 (*No Logo. La tyrannie des marques*, Arles, Actes Sud-Leméac, 2001), disponible sur <http://www.nologo.org>.

9. Geoffrey Pleyers, « Des black blocks aux alter-activistes: pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques – RIAC*, n° 51, 2004, p. 123-134.

10. Ulrich Beck, *Risk Society, towards a new modernity*, Londres, Sage, 1992.

la situation dynamique au cours de la contestation anti-ACTA et toutes les situations qui lui succèdent. Pour ma part, je le distingue clairement. Des manifestations aussi massives contre l'ACTA, c'était une chose extraordinaire. Mais les enjeux pour après, c'est une autre chose¹¹. » Cependant, ces jeunes leaders ne renoncent pas à toutes les structures institutionnelles, politiques ou associatives. Ils agissent dans les partis ou dans des organisations sociales. Incontestablement, ils ne sont pas issus du monde « marginalisé » ou « invisible ». Ils étudient ou ils travaillent et leur façon d'agir dans leur vie est avant tout très pragmatique et non idéologique.

Nos interlocuteurs situent la logique « *No Logo* » à l'opposé de la logique « *Multi Logo* » liée aux idéologies et aux affiliations politiques fortement structurantes. À l'ère globale, les processus unificateurs et universels, où les individus renforcent aussi bien leur rapport au monde qu'à eux-mêmes, rencontrent ou parfois font émerger les forces de la réaction, comme le renouveau nationaliste et raciste, le fondamentalisme religieux ou le terrorisme. Parmi les leaders du mouvement, nous avons remarqué une importante représentation de ce que j'appelle la « jeune Pologne nationaliste » qui porte de plus en plus les valeurs nationales et patriotiques dans l'espace public. Dans notre groupe de leaders, nous avons quatre activistes de la nouvelle extrême droite. Il faut noter que ces jeunes leaders des manifestations massives telles que celles de l'anti-ACTA ont acquis une expérience organisationnelle significative dans le cadre de la Marche de l'indépendance, un événement nationaliste et violent. Chaque année depuis 2011, le 11 novembre, jour de l'indépendance, la fête nationale la plus importante en Pologne, des émeutes ont lieu entre les nationalistes et les antiracistes, nécessitant l'intervention des forces de l'ordre. La Pologne n'est pas épargnée par la montée de la nouvelle extrême droite en Europe, qui représente un des plus grands dangers pour l'intégrité de l'Union. L'Europe, selon le sociologue italien Emanuele Toscano (chapitre 12), est le théâtre de la montée des mouvements d'extrême droite, souvent ouvertement inspirés par la tradition fasciste et nourris par le contexte social et culturel, engendré par la crise financière de 2008 et, plus généralement, par la

11. Entretien avec Grzegorz Ruskowski, organisateur du mouvement anti-ACTA à Varsovie, le 4 février, durant le congrès improvisé de l'Internet libre à l'École polytechnique de Varsovie.

crise du modèle économique néolibéral. Certes, au niveau européen, ce renouveau du nationalisme radical doit beaucoup à la crise socio-économique. Néanmoins, la Pologne, dans une large mesure, a été épargnée par la dernière crise et la montée du nationalisme radical est plutôt liée au manque de confiance dans les partis et dans la classe politique en général. Depuis plus de dix ans, les Polonais sont extrêmement sceptiques envers les partis politiques en tant qu'institution publique. Dans une enquête récente menée par le Centre de recherche de l'opinion public (CBOS), en février 2014, 17 % seulement des interrogés ont confiance dans les partis politiques. Dans cette situation, où l'extrême droite monte en puissance et se détache de sa fonction « folklorique » sur la scène politique, ces partis et organisations représentent une alternative politique de plus en plus crédible et attractive et entrent dans le *mainstream*. Ainsi, le vote « extrême » n'est plus perdu et est en passe d'être rationalisé.

Dans ce contexte, il très intéressant que la logique du « *No Logo* » ait presque complètement dominé celle du « *Multi Logo* » au cours des manifestations contre l'ACTA. Les anarchistes, les activistes de l'extrême gauche, les supporteurs de foot et en général les ultranationalistes ont agi ensemble alors qu'à l'occasion du jour de l'indépendance, le « *Multi Logo* », de façon rituelle, est dominant et structure les identités des acteurs et des conflits¹².

Bien évidemment, dans ce mouvement spontané de plusieurs mois qui ne s'est transformé en aucune organisation ou parti politique, il n'y a pas eu de pure logique de « *No Logo* » ou, à l'opposé, de « *Multi Logo* ». On peut certes les distinguer sur le plan analytique, mais dans la réalité sociale elles se mêlent sans cesse. Au cours de l'intervention sociologique, nous avons distingué plusieurs visions du monde et de l'avenir au sein du mouvement anti-ACTA. À l'évidence, une partie du groupe « jeune Pologne nationaliste » était beaucoup plus encline à vouloir accélérer le processus d'institutionnalisation du mouvement que d'autres membres. Cependant, notre intervention n'a pas relevé de posture d'anti-mouvement social, comme en parle le sociologue français Michel Wieviorka. Ces jeunes activistes ne luttent pas contre la

12. Lukasz Jurczyszyn, « Kim sa i jak dzialali ACTA-wisci? » [Qui sont les ACTA-vistes et comment ont-ils agi?], in *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014, p. 112-145.

démocratie ou contre l'Union européenne¹³. Par contre, la présence du Camp national-radical (ONR), les ultranationalistes antidémocratiques polonais, parmi des organisations qui coordonnaient les manifestations contre l'ACTA nous amène à les définir comme un anti-mouvement social. Il nous faudra sans doute y revenir pour analyser de plus près l'ONR, surtout par rapport au travail civique que cette organisation mène avec les jeunes citoyens polonais dans les villes.

La logique de l'action « Non-violence »

Une des caractéristiques les plus importantes du mouvement anti-ACTA en Pologne est le fait que les manifestations ont été pacifiques et mises en place dans un esprit de non-violence. Certes, la logique de l'action non violente était liée à une grande ambivalence par rapport à l'adversaire principal du mouvement. Ainsi, les leaders n'ont pas désigné explicitement leur ennemi commun, mais ils ont admis qu'ils n'en avaient pas besoin, cela ne constituait pas la priorité pour mener à bien leur action. Cependant, dans les entretiens, des adversaires interchangeables apparaissent mais, contrairement aux mouvements précédents, les figures ennemies ne sont pas « classiques » : le « gouvernement », la « classe politique moderne », les « États-Unis », les « acteurs majeurs du monde du show business », la « forme contemporaine du capitalisme », la « mondialisation », les « marchés mondiaux », etc. Il convient de souligner que cette difficulté ou ambivalence quant à l'identification de l'adversaire d'un mouvement social est caractéristique de l'époque de la mondialisation étant donné la dispersion financière et politique des centres actuels de décision.

Il est vrai que, pendant les manifestations, nous avons observé des postures et des comportements anti-institutionnels mais il n'y avait pas de logique de type de *black block* au sens de l'usage de la force visant à détruire des biens matériels avec des attaques de banques, de bâtiments gouvernementaux, de sociétés multinationales, de caméras de vidéo-surveillance, de publicités et tout ce qui à leurs yeux représente le capitalisme et l'État. Ceci peut s'expliquer par le fait que le gouvernement polonais ait décidé de changer d'avis assez vite.

13. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Conclusion

Nous avons observé que la nouvelle jeune génération d'Européens a attesté qu'elle peut agir collectivement et de façon efficace avec la conscience d'un destin commun et européen. Juste pour citer ici Grzegorz, le leader des manifestations de Varsovie : « Je suis citoyen de la Pologne, de l'Europe et du monde entier¹⁴. » Il est très intéressant de noter que ce niveau d'engagement transnational va de pair avec une position très individualisée. Cette subjectivation de l'engagement politique constitue sûrement un renouvellement de la politique en général. Geoffrey Pleyers avait noté que ce processus de renouvellement de la politique peut aller avec une relation très négative vis-à-vis des formes d'action politique¹⁵. Cependant, dans le cas du mouvement anti-ACTA, la posture d'adversaire a été extrêmement ambiguë. Les jeunes ACTA-vistes, tout en étant très critiques par rapport aux pratiques des politiciens contemporains, ne sont pas contre le système représentatif en lui-même, ni contre l'idée de la classe politique : « Nous ne sommes pas des anarchistes ! Nous ne voulons pas lutter contre les moulins à vent ! Nous ne pouvons pas radicalement changer le monde – les hommes politiques ont été, sont et seront¹⁶. »

Le mouvement anti-ACTA a pu s'étendre au niveau européen grâce au travail des réseaux de jeunes militants polonais qui informaient par Facebook de façon systématique leurs collègues européens sur l'ampleur, sur la vraie nature de la lutte en Pologne et sur le danger des conséquences de l'ACTA pour les sociétés européennes.

De plus, la mobilisation elle-même a d'abord eu lieu sur les réseaux sociaux, avant de se prolonger par des manifestations de rues. Il faut noter que les médias traditionnels (journaux, TV, radio) n'ont informé

14. Entretien avec Grzegorz Ruszkowski, organisateur du mouvement anti-ACTA à Varsovie, le 4 février, durant le congrès improvisé de l'Internet libre à l'École polytechnique de Varsovie.
15. Geoffrey Pleyers, *Alter-globalization. Becoming actors in the global age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
16. Entretien avec Jacek Sloma, organisateur du mouvement anti-ACTA à Białystok, le 4 février, durant le congrès improvisé de l'Internet libre à l'École polytechnique de Varsovie. C'était sa façon de dire que le mouvement anti-ACTA n'avait pas été focalisé sur la lutte contre le système politique actuel. Il faut bien noter que des anarchistes ont participé au mouvement, mais qu'ils ont mis en avant la lutte contre le traité et non pas contre le système politique et socio-économique en général.

ni sur les négociations concernant l'ACTA, ni (au début) sur l'ampleur des manifestations. Les médias officiels en Pologne ne font aujourd'hui trop souvent pas leur travail en n'informant pas l'opinion publique sur les questions majeures concernant ses droits et ses conditions de vie. Il est un peu tard pour appeler à la restauration du « quatrième pouvoir » qui devrait être un des principaux fondements de la démocratie. Mais, en même temps, avec une note plus optimiste, nous observons le renforcement d'un nouveau type de citoyen propre à l'âge de la révolution informatique globale, conscient, bien informé et engagé dans le contrôle de la qualité du système démocratique.

Il est vrai que le mouvement a disparu aussi rapidement qu'il était apparu. Il serait trompeur de penser qu'il ne reste plus rien de telles manifestations en Pologne. Il existe un réseau social de centaines de leaders qui peuvent mobiliser à nouveau les jeunes dans un but précis, aussi efficace qu'« à bas l'ACTA ». Actuellement, ont lieu des négociations « silencieuses » autour du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI)¹⁷ qui comporte aussi une partie sur les droits de propriété intellectuelle. N'allons-nous pas voir l'histoire se répéter et des manifestations similaires à celles du mouvement anti-ACTA s'organiser contre le TTIP. J'appelle cela le potentiel des réseaux sociaux 2.0, au sens où le réseau de contacts qui s'est développé aussi bien sur Internet que dans les rues, au cours d'événements comme le mouvement anti-ACTA, est prêt à la mobilisation au service d'une nouvelle cause.

Bibliographie

- BECK Ulrich, *Risk Society, towards a new modernity*, Londres, Sage, 1992.
- BRYLEWSKA Olga, CHALUBINSKI Piotr, STEPNIOWSKA Kamila, « ACTA-Zrodla protestu [ACTA – la source de protestation] », in *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014, p. 14-39.
- JURCZYSZYN Lukasz, « Kim sa i jak dzialali ACTA-wisci? » [Qui sont les ACTA-vistes et comment ont-ils agi?], in *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014, p. 112-145.
- KLEIN Naomi, *No Logo. Taking Aim at the Brand Bullies*, Toronto, Alfred

17. En anglais, *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP).

- A. Knopf Canada, 2000 (*No Logo. La tyrannie des marques*, Arles, Actes Sud-Leméac, 2001).
- KUCZYNSKI Paweł, Lukasz Jurczyszyn, Mikołaj Rakusa-Suszczewski et Jacek Koltan, *Obywatele ACTA [Les citoyens d'ACAC]*, Gdansk, Europejskie Centrum Solidarnosci, 2014.
- PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization. Becoming actors in the global age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- PLEYERS Geoffrey, «Des black blocks aux alter-activistes: pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes», *Lien social et Politiques – RIAC*, n° 51, 2004, p. 123-134.
- WIEVIORKA Michel, *Neufleçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- Stosunek do instytucji państwa oraz partii politycznych po 25. latach [Le rapport aux institutions de l'État et aux partis politiques au cours des derniers 25 ans]*, Komunikat z badań CBOS", n° 68, mai 2014.

Chapitre 11

Entre localisme et universalisme : le *Maidan* ukrainien en 2013

L'Ukraine ne suscite traditionnellement pas une attention particulière parmi les chercheurs et les journalistes internationaux. Deux raisons laissent croire que les développements récents dans ce pays peuvent intéresser ceux qui étudient les mouvements sociaux. Premièrement, les protestations de masse de 2013-2014 donnent un exemple de contestation réussie de l'ordre établi. « Le sujet n'existe que comme mouvement social, comme contestation de la logique de l'ordre, que celle-ci prenne une forme utilitariste ou soit simplement la recherche de l'intégration sociale¹. » De manière similaire à la Russie, pays ayant fait l'objet d'études plus approfondies, l'ordre établi en Ukraine se fonde sur un mélange étrange d'utilitarisme et de pouvoir autoritaire intégriste². L'étude proposée ici s'inscrit donc dans la tradition des analyses de la contestation de l'ordre établi, si forte dans la théorie des mouvements sociaux développée par Alain Touraine et Michel Wieviorka.

Deuxièmement, le cas ukrainien de la mobilisation de masse met en avant des tensions entre localisme et universalisme qui caractérisent

1. Alain Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992, p. 273.
2. Alexis Berelowitch et Michel Wieviorka, *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Seuil, 1996; Anton Oleinik, *Market as a Weapon: The Socio-Economic Machinery of Dominance in Russia*, New Brunswick, NJ, Transaction, 2011.

l'évolution récente des mouvements sociaux dans le monde entier³. La sociologie d'Alain Touraine et de Michel Wieviorka considère l'opposition entre le traditionalisme, toujours enraciné localement, et le rationalisme dont la portée est universelle⁴. Néanmoins, les tensions entre le localisme et l'universalisme, en ce qui concerne les modalités d'action collective, n'ont pas suscité une attention majeure de la part des sociologues⁵. La discussion des concepts trouvant leur origine dans l'approche rationaliste rend ces tensions plus visibles. Cet essai porte sur l'oscillation des manifestants ukrainiens entre le localisme, y compris le nationalisme, et l'universalisme. Il montre qu'une combinaison unique des éléments locaux et universels a rendu la contestation de l'ordre établi possible en Ukraine.

Les protestations de masse, qui y ont commencé le 22 novembre 2013, étaient à la fois attendues et inattendues. Elles ont été anticipées parce que la promesse des changements majeurs des leaders de la révolution dite « orange » d'octobre–décembre 2004 ne s'était pas réalisée. La gouvernance de ce pays continue à être non transparente et corrompue, et reste isolée des gens ordinaires. Les protestations les plus récentes n'ont pas commencé à la suite de fraude électorale comme dans les autres pays postsocialistes, notamment en Serbie en 2000, en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004, en Mongolie en 2008, en Moldavie en 2009, au Kirghizstan en 2005 et 2010 et en Russie en 2011. Elles ont continué plusieurs mois sans interruption et ont mené à des confrontations violentes avec la police. Quelques dizaines de personnes ont été tuées parmi les manifestants et les policiers.

La capacité de résistance exceptionnelle que les protestants ukrainiens ont montrée peut-elle être attribuée au choix de stratégies particulières de protestation ? Cette question guidera la discussion

3. Geoffrey Pleyers, « Présentation. Des mouvements Facebook aux mouvements des places. Réseaux sociaux et mouvements sociaux au début des années 2010 », *Réseaux. Communication, technologies, société*, vol. 5, n° 181, 2013, p. 9-21.
4. Voir par exemple, Alain Touraine, *op. cit.* ou du même auteur, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994.
5. Les études des mouvements sociaux, devenues classiques (Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984), servent d'illustration. Les recherches sur les mouvements historiques font exception de ce point de vue (Alain Touraine, François Dubet, Michel Wieviorka et Jan Strzelecki, *Solidarité*, Paris, Fayard, 1982; Alain Touraine, *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988).

qui suit. Les formes de l'action commune nécessitent un choix de stratégies efficaces, c'est-à-dire menant à des résultats désirables. Dans le contexte des protestations en Ukraine, ce choix a permis de résister au gouvernement corrompu et violent pendant longtemps.

La sélection des stratégies de protestation a-t-elle un caractère spécifique au pays ou bien universel ? La littérature sur les répertoires d'action collective notamment en France⁶ et Grande-Bretagne⁷ n'exclut aucune de ces alternatives et laisse croire, par exemple, que ceux-ci sont spécifiques au pays et à une période particulière.

Dans les études sur les protestations de masse contemporaines, la notion de modularité⁸ devient de plus en plus populaire. La série de manifestations massives dans les pays postsoviétiques mentionnée ci-dessous sert d'illustration à l'hypothèse de la modularité⁹.

Dans cet essai je vais confronter l'hypothèse de singularité et celle de modularité en prenant les protestations de masse qui ont eu lieu en Ukraine en 2013 comme cas d'école. Plus précisément, il s'agit de montrer que, pour être efficace, une stratégie de protestation doit avoir une certaine « affinité élective » (au sens wébérien) avec les traditions et les valeurs répandues dans le pays, à ce moment-là. Une stratégie fonctionnera si elle a du sens pour les gens susceptibles de l'utiliser en termes de vie quotidienne comme de culture de référence.

L'étude proposée a aussi pour valeur pratique d'éviter que les politiques visant à promouvoir les protestations de masse étrangères (par exemple, par les activités des gouvernements étrangers et des organisations internationales) se fondent sur des transferts institutionnels. Cet essai suggère que seules certaines stratégies pourraient être transposées

6. Charles Tilly, « Getting It Together in Burgundy, 1675-1975 », *Theory and Society*, n° 4, 1977, p. 479-504.
7. Charles Tilly, « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », in Mark Traugott, *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 15-42.
8. Certains chercheurs lui préfèrent le terme de « résonance » en lui attachant un sens similaire. Une action de protestation a une « résonance » si son modèle a été ultérieurement répliqué (ce qui n'exclut pas ses modifications) dans d'autres pays et contextes éloignés, voir Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, 2013, p. 60-61.
9. Mark R. Beissinger, « Mechanisms of Maidan: The structure of contingency in the making of the Orange revolution », *Mobilization: An International Journal*, n° 1, 2011, p. 25-43.

d'un contexte à l'autre. On pourrait probablement prédire les résultats des transferts institutionnels en évaluant le degré de l'affinité élective entre une stratégie d'action collective particulière et les institutions et, plus généralement, la culture du pays dans lequel celle-ci va être déployée.

Répertoires d'action collective : entre la singularité et la modularité

Selon le modèle du choix rationnel, n'importe quelle stratégie d'action collective peut être choisie. Quelle que soit son origine, elle est susceptible d'être appliquée si elle permet de réaliser les objectifs désirables par la collectivité à des coûts minimaux. Les études historiques et empiriques des protestations de masse montrent néanmoins que les modalités alternatives d'action collective sont plutôt limitées.

La notion de répertoire d'action collective, introduite par Charles Tilly, met en lumière le fait que les individus qui veulent s'organiser dans un espace particulier et à un moment précis ont un choix restreint. « Le mot "répertoire" signifie un nombre limité de routines [...] apprises, partagées et appliquées d'une manière relativement délibérée¹⁰. » Autrement dit, cette notion permet d'étudier la contrainte dans le choix d'une stratégie efficace.

Les modalités disponibles d'action collective, c'est-à-dire leur répertoire, sont déterminées par l'histoire des interactions entre les protagonistes. Par exemple, en France et en Grande-Bretagne, au XVIII^e siècle, les répertoires d'action sont différents. Tilly nous invite à ne pas oublier que « la recherche des modalités universelles... ne nous amènera pas très loin¹¹. » Autrement dit, la notion de répertoire d'action nécessite une combinaison des approches constructiviste et rationnelle dans l'étude

10. Charles Tilly, « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », *op. cit.*, p. 26; voir aussi Mark Traugott, « Barricades as Repertoire: Continuities and Discontinuities in the History of French Contention », *Social Science History*, n° 2, 1993, p. 310; Risto Alapuro, « Associations and Contention in France and Finland: Constructing the Society and Describing the Society », *Scandinavian Political Studies*, n° 4, 2005, p. 378; Takeshi Wada, « Modularity and Transferability of Repertoires of Contention », *Social Problems*, n° 4, 2012, p. 545.
11. Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA, Addison-Wesley Publishing, 1978, p. 143.

du comportement humain. L'expérience des interactions dans le passé et les modèles mentaux qui prévalent déterminent les limites à l'intérieur desquelles les individus exercent un choix plus ou moins délibéré.

Les travaux sur les récentes protestations de masse suggèrent que leurs répertoires ont un caractère modulaire : on trouve les mêmes modalités d'action collective dans des lieux et à des moments différents. Si les historiens des mouvements sociaux mettent l'accent sur la singularité des répertoires d'action, l'idée de la modularité est populaire dans les recherches empiriques portant sur la période contemporaine. Les travaux consacrés au « Printemps arabe » et aux révolutions « colorées » (série de protestations de masse dans les pays postsoviétiques entre 2000 et 2005) se fondent souvent sur l'argument que ces événements ont des racines et des mécanismes similaires¹². Par exemple, les révolutions « colorées » auraient ainsi été déclenchées par la découverte de fraude électorale¹³. De même, certaines protestations de masse prennent des formes similaires : les manifestations de rue sont devenues un signe caractéristique des révolutions « colorées »¹⁴ tandis que la mobilisation en ligne renvoie au « Printemps arabe ».

Le répertoire d'action modulaire est transférable « d'un contexte de conflit à l'autre »¹⁵. Il constitue un élément commun circulant entre les répertoires d'action nationaux. Il est « susceptible d'être appris, adapté et transféré d'un groupe, d'un lieu de contestation, d'un moment à l'autre »¹⁶.

12. Mark R. Beissinger, « Mechanisms of Maidan: The structure of contingency in the making of the Orange revolution », *op. cit.* ; Albrecht Hofheinz, « Nextopia? Beyond Revolution 2.0 », *International Journal of Communication*, n° 5, 2011, p. 1419-1420.
13. Philipp Kuntz et Mark R. Thompson, « More than Just the Final Straw: Stolen Elections as Revolutionary Triggers », *Comparative Politics*, n° 3, 2009, p. 258 ; voir aussi Mark R. Beissinger, « Structure and Example in Modular Political Phenomena: The Diffusion of Bulldozer/Rose/Orange/Tulip Revolutions », *Perspectives on Politics*, n° 2, 2007, p. 263 ; Sally N. Cummings et Maxim Ryabkov, « Situating the 'Tulip Revolution' », *Central Asian Survey*, n° 3-4, 2008, p. 248-249 ; Mark R. Beissinger, « Mechanisms of Maidan: The structure of contingency in the making of the Orange revolution », *op. cit.*, p. 36.
14. Mark R. Beissinger, « Structure and Example in Modular Political Phenomena: The Diffusion of Bulldozer/Rose/Orange/Tulip Revolutions », *op. cit.*
15. Takeshi Wada, « Modularity and Transferability of Repertoires of Contention », *op. cit.*, p. 544.
16. Mark Traugott, « Recurrent Patterns of Collective Action » in Mark Traugott, *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 7.

La globalisation renforce la tendance vers la modularité. Dans ce contexte, « les modèles communs de l'ordre social sont répliqués dans les lieux sociaux différents »¹⁷. Les stratégies de contestation ne font pas exception. Les groupes de protestataires, auparavant séparés dans le temps et l'espace, commencent à utiliser des tactiques similaires. Il semblerait donc que le nombre de stratégies modulaires augmente au contraire de celui des stratégies singulières.

Cette étude vise à explorer l'hypothèse suivante. Un degré élevé d'affinité élective entre les institutions traditionnelles dans un pays particulier et le répertoire potentiellement modulaire facilite la diffusion de celui-ci dans ce pays. Si l'affinité élective existe, les acteurs des transferts institutionnels, les entrepreneurs culturels ou les membres d'une communauté ont plus de chances de succès. Si le degré d'affinité élective est bas, seules les stratégies singulières peuvent être efficaces dans un environnement institutionnel donné. Aucun acteur, si riche de ressources soit-il, ne sera alors capable d'utiliser un répertoire modulaire avec succès.

Étude de cas : Maidan en 2013

Les protestations de masse sont fréquentes en Ukraine. Une première vague a culminé au moment de la révolution dite « orange » en 2004. Une deuxième a commencé en 2010 avec les protestations contre le Code des impôts pour atteindre son apogée vers la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre 2013. Le caractère répété voire systémique des protestations de masse en Ukraine a justifié pour notre étude le choix de ce pays. L'analyse de plusieurs événements significatifs met en évidence les stratégies gagnantes (c'est-à-dire qui facilitent la mobilisation de masse de manière récurrente) dans cet environnement institutionnel. Je vais montrer que leur efficacité peut être attribuée, d'une part, à un degré élevé d'affinité élective entre certaines stratégies modulaires et les institutions traditionnelles et, d'autre part, aux efforts communautaires pour adapter ces stratégies aux particularités ukrainiennes.

Les protestations de masse ont commencé à Kiev, la capitale, le 22 novembre 2013. La cause n'était pas la fraude électorale – ce qui rend une stratégie modulaire non pertinente ici – mais le refus du président

17. John W. Meyer, « Globalization: Sources and Effects on National States and Societies », *International Sociology*, n° 2, 2000, p. 233-234.

Yanukovich de signer un accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne (EU). Il faut préciser que la décision de Yanukovich n'a été précédée d'aucun référendum, alors que l'opinion publique en Ukraine était profondément divisée sur ce sujet et sur ses conséquences possibles.

Les protestataires – au début la plupart d'entre eux étaient de jeunes gens, notamment des étudiants – ont manifesté plusieurs fois dans la rue et organisé un campement dans le centre de la ville de Kiev. La police a utilisé la force pour le démanteler une première fois, le 30 novembre et, une seconde, le 11 décembre 2013. Néanmoins, les tentatives du gouvernement pour résoudre le conflit par la force ont seulement renforcé la détermination des manifestants à résister. Après l'utilisation de la violence, les autres générations ont commencé à rejoindre les rangs des jeunes manifestants pour les soutenir. Au plus fort des protestations, en décembre 2013, plus d'un million d'Ukrainiens étaient dans les rues de Kiev, sans compter ceux qui participaient aux événements dans les autres villes.

En 2013, le répertoire de contestation a comporté plusieurs stratégies : la manifestation de rue, le *sit-in*, l'occupation des places (la rue centrale, Khreshchatyk, et la place centrale, Maidan Nezalezhnosti) et des bâtiments publics (le bâtiment de l'administration municipale de Kiev, la maison des syndicats, la Maison ukrainienne), la construction de barricades, la grève et, en janvier-février 2014, la confrontation physique avec la police et la destruction de la propriété. À première vue, ces modalités de contestation ne sont rien d'autre qu'un écho des protestations récentes au niveau international, notamment du mouvement *Occupy*¹⁸. Les stratégies d'action collective utilisées en Ukraine et dans les autres pays auparavant avaient néanmoins été modifiées et adaptées au cours des protestations de l'année 2013. Ceci explique la capacité exemplaire des protestataires ukrainiens à résister aux attaques du gouvernement et à continuer leurs actions pendant une longue période. Au bout du compte, les contestataires sont parvenus à faire démissionner Yanukovich. Au-delà de ce succès, l'examen de leur réussite ou de leur échec à réaliser d'autres de leurs objectifs, tels que la réduction du niveau de corruption, fera l'objet de travaux ultérieurs.

La phase active de la mobilisation de masse a duré trois mois : du 22 novembre 2013 au 2 février 2014, date où le président Yanukovich

18. Jennifer Dickinson, « Prosymo maksimal'nyi perepost! Tactical and discursive uses of social media in Ukraine's Euromaidan », *Ab Imperio*, n° 3, 2014, p. 75-93.

a démissionné sous la pression. Une aussi longue période de protestations *continues* est sans précédent dans l'histoire moderne de l'Ukraine et des autres pays postsoviétiques. Cette étude concerne la première phase, de la fin du mois de novembre à la fin du mois de décembre 2013. Les stratégies de la confrontation violente y ont été utilisées de manière irrégulière et non systémique, ce qui différencie cette période de janvier-février 2014, quand la confrontation physique avec la police et la destruction de la propriété ont commencé à prévaloir.

Deux raisons ont motivé le choix de se concentrer sur novembre-décembre 2013. D'un côté, cette période correspond au sommet des protestations si l'on en juge par le nombre des participants. De l'autre, l'étude de terrain a pris place à la fin du mois de décembre. Pour avoir une meilleure compréhension des développements ultérieurs, nous avons besoin de collecter plus de données primaires.

Cette étude est basée sur les données provenant d'entretiens qualitatifs semi-structurés et de trois sondages menés par la Fondation Ilko Kucheriv des initiatives démocratiques en décembre 2013 (deux fois) et en février 2014. Les chercheurs ont approché les manifestants (le premier sondage) et les habitants du campement dans le centre de Kiev (les deuxième et troisième sondages). Plutôt que des marches, les manifestations de rue ont souvent pris la forme de rassemblements statiques comme les assemblées populaires.

Celles-ci portent le nom de *veche* et *maidan*. Les médias et les rapports de recherche appellent le campement dans le centre de Kiev : *tabir* ou *sich*. Le choix de ces noms est loin d'être circonstanciel. Ils sont bien enracinés dans l'histoire de l'Ukraine et décrivent les stratégies d'action collective qui ont été utilisées dans le passé.¹⁹ Le *veche* est une assemblée publique en centre-ville au cours de laquelle la population (les représentants de tous les groupes sociaux sans exception) décide des questions d'intérêt général, y compris la signature d'un contrat avec un prince ou son annulation si besoin est²⁰. Le *veche* a existé

19. Les références aux traditions provenant de l'époque soviétique sont bien plus rares, si toutefois elles existent. Une explication possible peut se trouver dans le fait que la mobilisation de masse autre que celle initiée et approuvée par le parti-État a été tout simplement exclue.

20. Vassily Klyuchevsky, «Kurs russkoi istorii» [Lectures de l'histoire russe], in *Sochineniya v vosmi tomakh*, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Politicheskoi Literatury, 1956-1957 [1904], p. 192 (vol. 1 [1956]) et 68 (vol. 2 [1957]).

à l'époque de la Russie de Kiev. Le mot *maidan* a un sens similaire mais au niveau d'une petite ville ou d'un village et a continué d'exister jusqu'au début du xx^e siècle.

Le campement des cosaques de Zaporizhia porte le nom de *tabir* (ou *kish*). Formé de plusieurs tentes entourées de chariots placés en cercle, le campement permet de se défendre contre les attaques éventuelles d'un ennemi. Le mot *sich* désigne le camp permanent des cosaques, leur état-major (historiquement, ce lieu est situé dans une île de la rivière Dniepr près de la ville contemporaine de Zaporizhzhya). Autrement dit, le *tabir* est un campement temporaire de cosaques tandis que le *sich* est leur lieu de cantonnement, le centre du « domaine », leur « maison » au sens large²¹.

Les données primaires comportent trente-trois entretiens en russe et en ukrainien réalisés le 27 et le 28 décembre 2013²². L'entretien portait sur les raisons de rejoindre les mouvements protestataires, l'expérience de la participation aux protestations de masse précédentes et les définitions des concepts fondamentaux tels que la liberté, la confiance et le pouvoir.

Traditions remaniées

Toutes les sources de données disponibles montrent la prépondérance des hommes, surtout sur le lieu du *sit-in* (dans le *tabir* et *sich*). La plupart des protestataires sont venus des régions de l'ouest de l'Ukraine (Lviv, Ivano-Frankivsk, Ternopil', etc.).

Les sondages et les entretiens montrent que trois raisons principales poussent les protestataires. La décision du gouvernement d'utiliser la force pour disperser les contestataires a été la plus fréquemment mentionnée par les interviewés. La police s'est servie de matraques, de balles en caoutchouc, de canons à eau (à des températures bien au-dessous de 0°C) et de gaz lacrymogène contre les manifestants. La police a également détenu plusieurs activistes (qui avaient tout juste été libérés dans la deuxième moitié du mois de février 2014) et les a harcelés de

21. Dmytro Yavornytsky, *Istoriya zaporiz'skykh kozakiv* [Histoire des Cosaques de Zaporizhia], Lvov, Svit, vol. 1, 1990 [1892], p. 58.

22. Les entretiens qualitatifs semi-structurés ont été réalisés par Olga Strelkova, doctorante à l'Université nationale de recherche-l'École supérieure d'économie (Moscou) et l'auteur.

plusieurs façons, y compris avec l'appui des *hooligans*, *titushky*, qui les ont battus, torturés et ont vandalisé leurs voitures.

Le refus du président de signer l'accord d'association économique avec l'Union européenne est la deuxième raison évoquée lors de deux des trois sondages (dans celui réalisé en février 2014, cette raison a été mentionnée moins fréquemment et elle arrive en troisième position). Il faut bien noter que contrairement aux croyances répandues, cet argument n'était pas la cause unique de la mobilisation de masse même lors des premières étapes.

Le troisième motif de participation mentionné par les personnes interrogées (le deuxième dans le sondage réalisé en février 2014) est leur désir de changer l'élite dirigeante. Les personnes au pouvoir sont perçues comme des égoïstes isolés des individus ordinaires. L'absence de rétroaction dans les relations entre les élites au pouvoir et les gens ordinaires (sauf les élections dont les résultats peuvent être manipulés) explique cette image de l'État et de ses représentants en tant qu'entité autosuffisante qui n'a pas besoin d'autre justification que celle développée par elle-même.

Comment la capacité exceptionnelle de résistance des protestataires peut-elle être expliquée ? Si l'hypothèse préliminaire formulée ci-dessus est valide, alors on trouve une explication possible dans l'enracinement profond du répertoire d'action dans les institutions traditionnelles ukrainiennes. Bien que la manifestation de rue et le *sit-in* aient un caractère modulaire, ces stratégies ont pris les formes spécifiques du *veche* et du *sich*, bien enracinées dans l'histoire de l'Ukraine.

En 2013, le *maidan* a acquis plus d'éléments traditionnels qu'auparavant, ce qui lui a permis de devenir plus militant. La notion de *veche* correspond mieux à l'esprit du *maidan* en 2013 qu'en 2004. La religion est une des connexions entre la manifestation de rue en tant que stratégie modulaire et les institutions traditionnelles. Les prêtres des églises orthodoxe ukrainienne, catholique, musulmane et judaïque ainsi que leurs symboles religieux respectifs ont été bien visibles sur les lieux de contestation en 2013²³ et le *veche* s'est habituellement ouvert par une prière.

23. La religion a joué un rôle similaire dans la mobilisation de masse en Pologne au début des années 1980 (Alain Touraine, François Dubet, Michel Wieviorka et Jan Strzelecki, *Solidarité, op. cit.*).

L'autre élément traditionnel de la fonction du *veche* est qu'il sert de lieu d'échange d'informations. Les médias officiels sont contrôlés et censurés de près par le gouvernement. Un nombre significatif de protestataires, surtout parmi les représentants des générations plus âgées, a un accès limité à l'Internet, ce serait donc une erreur de mettre le *veche* sur la liste des révolutions dites de *Facebook*. Le *veche* est ainsi devenu le lieu du libre échange d'informations. Les protestataires recevaient l'information de la part des orateurs sur la scène ainsi que par le bouche-à-oreille, au cours des discussions avec les autres manifestants.

Les liens avec les traditions prennent une forme encore plus manifeste dans l'organisation du campement, le *sich*. On pourrait reconnaître quelques traits caractéristiques du *sich* des cosaques dans l'agencement du campement au centre de Kiev. Une partie du centre-ville (notamment, l'avenue Khreshchatyk et la place Maidan Nezalezhnosti) a été entourée de barricades qui ont remplacé les chariots de la version originale. Elles ont été décorées par des drapeaux et des bannières. Leur fortification a été faite à l'aide de sacs de sable, des pierres, des barrières métalliques et de fil de fer barbelé. Les barricades du *sich* ne sont rien d'autre que l'adaptation créative d'une stratégie modulaire aux traditions locales, ce qui veut dire qu'elles reprennent un élément d'une institution traditionnelle, le campement de cosaques.

L'organisation interne du campement possède aussi les éléments caractéristiques du *sich*. Les feux ont été allumés près des tentes. Les protestataires se sont réunis autour et ont préparé leur repas dans les *kazans* (casserolles traditionnelles très larges). En cas de danger, les gardiens – ils se sont souvent habillés en costume traditionnel cosaque – ont utilisé les tambours pour réveiller les protestataires, qui se reposaient dans les tentes. Le campement avec sa propre place centrale, l'espace autour de la scène où les prières ont été organisées chaque matin sont devenus le point central des manifestations de rue pendant les *veches*, qui se sont tenus surtout le dimanche. Des centaines de milliers d'habitants de Kiev et de visiteurs des autres parties du pays ont rejoint la population « permanente » du campement (environ cinq mille individus) à ces occasions.

Conclusion

Si l'on en juge par la capacité exemplaire des protestataires à résister au gouvernement violent et oppressif, alors leur innovation institutionnelle, c'est-à-dire l'adaptation d'un répertoire d'action modulaire aux traditions ukrainiennes, peut être considérée comme un succès. Cette étude suggère que ce succès pourrait être attribué à l'affinité élective entre les institutions traditionnelles et certaines stratégies modulaires. Quand l'affinité élective n'existe pas, les transferts institutionnels mènent à des résultats bien différents. Ils « suscitent des tensions, créent des écarts [et] sont à l'origine des frustrations »²⁴.

Au niveau théorique, cette étude montre la nécessité de combiner le modèle du choix rationnel et l'approche constructiviste quand on discute la mise en contexte des répertoires modulaires. Le premier implique que les stratégies ayant démontré leur efficacité ailleurs peuvent être reproduites dans d'autres contextes institutionnels. Selon l'approche constructiviste, celles qui fonctionnent doivent être construites à partir de la base par les acteurs eux-mêmes. Pendant les protestations ukrainiennes de 2013, le répertoire d'action n'a été ni importé de l'étranger ni complètement créé. Il résulte de la recherche de stratégies modulaires pouvant avoir une certaine affinité élective avec les institutions traditionnelles et de leur adaptation au contexte national. Une fois de plus, un sujet se réfère dans ces actions simultanément à la tradition et à la rationalité, comme le dit la sociologie tourainienne.

Au niveau pratique, cet essai explique pourquoi les mêmes stratégies modulaires sont couronnées de succès dans certains cas et échouent dans d'autres. La comparaison des situations en Russie et en Ukraine paraît particulièrement révélatrice. Récemment, plusieurs tentatives de mobilisation de masse utilisant les stratégies modulaires ont eu lieu en Russie avec un point culminant en novembre-décembre 2011, à Moscou et dans d'autres grandes villes. Les leaders – le modèle entrepreneurial s'applique au cas russe – ont utilisé des stratégies modulaires telles que la manifestation de rue comportant des éléments relevant du carnaval et le *sit-in* (l'événement « *Occupy Abai* » à Moscou). Néanmoins les stratégies modulaires n'étaient pas suffisamment adaptées aux particularités

24. Bertrand Badie, *The Imported State. The Westernization of the Political Order*, Stanford, Stanford University Press, 2000 [1992], p. 91.

russes. Les connexions avec les institutions traditionnelles (les *veches* influentes ont existé dans la république de Novgorod et la principauté de Pskov) étaient manifestement absentes. Dans ces circonstances, la base sociale des protestations populaires est apparue plutôt limitée. Les contestataires appartenaient surtout à la classe dite « créative urbaine ». Cela signifie que la recherche d'une combinaison d'éléments locaux, y compris nationalistes et globaux, dans le cas de la mobilisation de masse en Russie, est loin d'être achevée. Les protestataires ukrainiens ont eu plus de succès que les manifestants russes en cherchant un compromis entre localisme et universalisme, tradition et rationalité.

Bibliographie

- ALAPURO Risto, « Associations and Contention in France and Finland: Constructing the Society and Describing the Society », *Scandinavian Political Studies*, n° 4, 2005, p. 377-399.
- BADIE Bertrand, *The Imported State. The Westernization of the Political Order*, Stanford, Stanford University Press, 2000 [1992].
- BEISSINGER Mark R., « Structure and Example in Modular Political Phenomena: The Diffusion of Bulldozer/Rose/Orange/Tulip Revolutions », *Perspectives on Politics*, n° 2, 2007, p. 259-276.
- BEISSINGER Mark R., « Mechanisms of Maidan: The structure of contingency in the making of the Orange revolution », *Mobilization: An International Journal*, n° 1, 2011, p. 25-43.
- BERELOWITCH Alexis et WIEVIORKA Michel, *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Seuil, 1996.
- CUMMINGS Sally N. et RYABKOV Maxim, « Situating the 'Tulip Revolution' », *Central Asian Survey*, n° 3-4, 2008, p. 241-252.
- DICKINSON Jennifer, « Prosymo maksimal'nyi perepost! Tactical and discursive uses of social media in Ukraine's Euromaidan », *Ab Imperio*, n° 3, 2014, p. 75-93.
- HOFHEINZ Albrecht, « Nextopia? Beyond Revolution 2.0 », *International Journal of Communication*, n° 5, 2011, p. 1417-1434.
- KLYUCHEVSKY Vassily, « Kurs russkoi istorii » [Course in Russian history], vol. 1 (1956) and 2 (1957) in *Sochineniya*, Moscou, Gosudarsvennoe Izdatel'stvo Politicheskoi Literatury, 1956-1957 [1904].
- KUNTZ Philipp et THOMPSON Mark R., « More than Just the Final

- Straw: Stolen Elections as Revolutionary Triggers», *Comparative Politics*, n° 3, 2009, p. 253-272.
- MEYER John W., «Globalization: Sources and Effects on National States and Societies», *International Sociology*, n° 2, 2000, p. 233-248.
- OLEINIK Anton, *Market as a Weapon: The Socio-Economic Machinery of Dominance in Russia*, New Brunswick, NJ, Transaction, 2011.
- PLEYERS Geoffrey, «Présentation. Des mouvements Facebook aux mouvements des places. Réseaux sociaux et mouvements sociaux au début des années 2010», *Réseaux. Communication, technologies, société*, vol. 5, n° 181, 2013, p. 9-21. PLEYERS Geoffrey et GLASIUS Marlies, «La résonance des “mouvements des places” : connexions, émotions, valeurs», *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79.
- TILLY Charles, «Getting It Together in Burgundy, 1675-1975», *Theory and Society*, n° 4, 1977, p. 479-504.
- TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA, Addison-Wesley Publishing, 1978.
- TILLY Charles «Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834», in Mark Traugott, *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 15-42.
- TOURAINÉ Alain, *La parole et le sang: Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.
- TOURAINÉ Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.
- TOURAINÉ Alain, *Qu'est-ce que la démocratie?* Paris, Fayard, 1994.
- TOURAINÉ Alain, WIEVIORKA Michel et DUBET François, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.
- TOURAINÉ Alain, DUBET François, WIEVIORKA Michel et STRZELECKI Jan, *Solidarité*, Paris, Fayard, 1982.
- TRAUGOTT Mark, «Recurrent Patterns of Collective Action», in Mark Traugott, *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 1-14.
- TRAUGOTT Mark, «Barricades as Repertoire: Continuities and Discontinuities in the History of French Contention», *Social Science History*, n° 2, 1993, p. 309-323.
- WADA Takeshi, «Modularity and Transferability of Repertoires of Contention», *Social Problems*, n° 4, 2012, p. 544-571.
- YAVORNYTSKY Dmytro, *Istoriya zaporiz'skykh kozakiv* [History of Cossacks from Zaporizhia], Lvov, Svit, vol. 1, 1990 [1892].

TROISIÈME PARTIE

Faire face au racisme et à la violence

Chapitre 12

Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie

La crise du modèle néolibéral : le berceau de la nouvelle droite radicale

La première décennie du nouveau millénaire a été le théâtre de la montée des mouvements d'extrême droite souvent ouvertement inspirés par la tradition du fascisme. Ils furent nourris par le contexte social et culturel engendré par la crise financière de 2008 et, plus généralement, par la crise du modèle économique néolibéral. L'insuffisance de ce modèle est largement attestée par trois facteurs :

- un facteur d'ordre social, représenté par les coûts élevés qui écrasent une partie de plus en plus importante de la population de nombreux pays européens. Ces coûts sont empiriquement représentés par la vulnérabilité de l'occupation, par les contractions des investissements dans les politiques sociales nationales et par l'incertitude des parcours d'affirmation individuelle¹ ;

1. Guy Standing, *The Precariat. The new dangerous class*, Londres, Bloomsbury, 2011.

- un facteur d'ordre culturel, lié à la crise du système des valeurs du modèle néolibéral, ce dernier étant basé sur la dissolution de l'esprit communautaire et sur une déclinaison irresponsable de l'individualisme qui se révèle sous son pire aspect égoïste ;
- un facteur d'ordre politique, le manque de fiabilité de la classe dirigeante qui perpétue sur le marché le processus décisionnel au nom de la devise thatchérienne TINA – *There is no alternative* – et érode de plus en plus la souveraineté populaire.

La combinaison de ces facteurs, auxquels on doit ajouter un recul progressif des partis et des institutions traditionnellement à gauche sur les questions plus populaires, a permis à une pensée néopopuliste et conservatrice de se répandre et de renforcer sa propre crédibilité. Même si cette orientation a pris différentes formes et positions selon les contextes nationaux, telles que décrites par Piero Ignazi², l'affirmation de la pensée néopopuliste en Europe a offert de nombreux succès électoraux aux partis de l'aile conservatrice et de droite et a nourri les mouvements de la nouvelle droite radicale³. Ces derniers étaient désormais en mesure d'apporter des réponses aux sentiments d'incertitude, de perte et de difficultés nés de la crise du modèle néolibéral.

Dans cet article, nous présentons les nouveaux mouvements radicaux de droite, l'analyse de leurs particularités à partir d'une recherche réalisée au cours des dernières années en Italie sur le mouvement CasaPound⁴.

La nouvelle droite radicale en Italie

CasaPound est un mouvement culturel et politique avec une référence directe au fascisme, et qui, dans les années qui ont suivi sa fondation à

2. Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
3. Pour une analyse du phénomène de l'extrême droite dans différents contextes en dehors de l'Europe, voir le texte de Chikako Mori sur le Japon (chapitre 13).
4. Cf. Daniele Di Nunzio et Emanuele Toscano, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Rome, Armando Editore, 2011 ; et, en anglais, Daniele Di Nunzio et Emanuele Toscano, « Taking everything back: CasaPound, a Far Right Movement in Italy », in Farro, Antimo L., Lustiger Thaler, Henri (eds), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014, p. 252-262.

Rome en 2003, s'est propagé dans toute l'Italie. CasaPound recherche une alternative aux processus de mondialisation, à la logique dominante du marché et de la consommation, en affirmant une éthique de la souveraineté populaire. Ce mouvement naît « officiellement » le 27 décembre 2003 lors de l'occupation d'un bâtiment appartenant au Conseil régional du Latium, dans l'Esquilin, un quartier multiethnique de Rome. Cette occupation est accompagnée d'une demande précise, affichée sur les bannières aussitôt exposées par les occupants : « Le loyer c'est de l'usure. » L'objectif de l'occupation est de trouver un hébergement à vingt familles italiennes et de revendiquer l'importance du droit à la propriété immobilière tout en condamnant la politique du logement du conseil municipal de la ville de Rome.

Le nom CasaPound et son symbole – une tortue stylisée⁵ – synthétisent les revendications fondamentales du mouvement : le droit au logement (la tortue est l'animal qui porte littéralement sa « maison » toujours avec soi) et la lutte contre l'usure, représentée par les coûts insoutenables des loyers à Rome et par les spéculations des grands groupes immobiliers. Ces positions sont inspirées des réflexions du poète américain Ezra Pound⁶.

Aujourd'hui CasaPound est présent dans de nombreuses villes et bourgs de l'Italie tout entière. Il dispose d'un large réseau de pubs, de bars, de librairies, un magazine mensuel, des associations sportives et une web radio – Radio Drapeau noir. Dans la ville de Rome, outre les espaces occupés à des fins de logement, les activistes de CasaPound ont squatté d'une part une station abandonnée du métro, *Area19*, où ils organisent régulièrement des concerts, des événements culturels et de

5. Sur le site de CasaPound Italie : « La tortue, symbole par excellence de longévité, est par là même un animal de bon augure. La tortue est l'un des rares êtres vivants qui a la chance de porter sa maison avec soi, il est donc à nos yeux celui qui représente le mieux notre combat principal, à savoir le droit à la propriété et la sécurité sociale. La tortue est, dans la culture orientale, l'animal qui porte sur son dos la connaissance du monde, c'est pourquoi elle est de bon augure pour une communauté qui veut identifier ses propres racines dans la culture » (<http://www.casapounditalia.org/p/il-simbolo.html>).
6. Ezra Pound (1885-1972), poète et essayiste américain, fut un défenseur convaincu de Benito Mussolini et du fascisme de la République sociale. Ses positions ont été reprises par la droite radicale italienne, notamment ses écrits et ses poèmes contre l'usure (en particulier le *Cantos XVI*) comme origine des guerres modernes et contre le capitalisme et l'hégémonie américaine sur les plans politique, économique et culturel.

grandes assemblées et, d'autre part, le *Circolo Futurista* où ont lieu des représentations de théâtre et des expositions culturelles et artistiques.

Compte tenu du grand nombre d'analyses des formes qu'a pu prendre en Europe l'extrême droite, nous nous référerons ici à la classification proposée par Piero Ignazi⁷, qui établit une distinction entre les catégories de nouvelle droite et d'extrême droite. La première, inspirée par les idées d'Alain de Benoist, émerge à la fin des années 1970 et 1980. Elle est surtout caractérisée par une dimension intellectuelle, dans laquelle l'approche « métapolitique » est fortement accentuée, et a pour but de redéfinir la frontière traditionnelle et antinomique entre la droite et la gauche. Les traits particuliers de la nouvelle droite qui, comme le souligne Piero Ignazi⁸, se déclinent différemment selon les pays européens, peuvent être résumés en trois principes : a) la critique du libéralisme et de la réduction de toute relation sociale à des logiques du marché ; b) l'opposition à l'occidentalisation et à l'américanisation du monde qui, selon la nouvelle droite, pourrait conduire à l'uniformisation des différentes communautés ; c) le rejet de l'égalitarisme considéré comme une conséquence de la combinaison de l'individualisme libéral avec la notion de société de masse, en soulignant en revanche une exaltation positive des différences.

Cette orientation de la nouvelle droite caractérisée, dans les dernières décennies, par une forte discontinuité avec la droite militante de rue plus extrême, trouve dans CasaPound un point de rencontre avec ses composantes plus radicales et violentes. Le discours « métapolitique », l'attention aux questions plus culturelles et intellectuelles, le rejet de la dichotomie droite-gauche sont combinés avec une dimension néofasciste dans laquelle la confrontation et le culte du corps sont fortement renforcés. En ce sens, l'orientation de CasaPound présente une combinaison originale des positions particulières de la nouvelle droite avec des approches nationalistes et révisionnistes inspirées par la première période du fascisme historique.

7. Piero Ignazi, *L'estrema destra in Europa. Da Le Pen a Haider*, Bologne, Il Mulino, 1994.

8. Piero Ignazi, *op. cit.*, 2006.

Le fascisme et les corps

Bien que solidement inscrit à l'intérieur de la mouvance contre-culturelle de la jeunesse de droite radicale, le mouvement CasaPound est parvenu à réactualiser son langage et ses codes culturels. La musique surtout a toujours joué un rôle central dans son action. Avec ZetaZeroAlfa (le groupe musical le plus important fondé par Gianluca Iannone, le leader de CasaPound) et les groupes de musique en lien plus ou moins direct avec le mouvement, les codes d'expression et de style propres à la droite radicale sont remis en question, voire, dans certains cas, carrément abandonnés : de l'iconographie propre à la droite radicale – la croix celtique est abandonnée au profit de la tortue stylisée – au style musical ou encore à l'utilisation de l'ironie dans la construction des messages.

On retrouve également les codes stylistiques contre-culturels créés par CasaPound et les ZetaZeroAlfa dans certaines formes de danse, moyen d'implication et d'agrégation propre au rock et à la culture de masse. Comme le soutient Dick Hebdige⁹, le *pogo* des punks anglais vouait aux gémonies les formes du rock, de même, le « jeu de massacre à la ceinture » (*cinghiamattanza*¹⁰) exacerbe et représente à travers la danse, pour les militants de CasaPound, certains des aspects fondamentaux de l'existence : la vitalité, le jeu ou le combat, opposés à un modèle culturel dominant qui réduit le corps à un objet-marchandise. Le *cinghiamattanza* est « un moment de réappropriation de la corporéité dans un monde qui a un rapport complexé, paranoïaque, décadent ».

9. Dick Hebdige, *Subculture: The Meaning of Style*, Londres, Routledge, 1979.

10. Le terme est composé du mot *cinghia*, la ceinture, et de *mattanza*, désignant l'étape finale de la pêche au thon en Sicile, au cours de laquelle les poissons pris au piège sont massacrés au harpon. [n.d.t.] Le terme fait référence au titre de la chanson homonyme des ZetaZeroAlfa, dans l'album « La ballade du Stockfish » (*La ballata dello Stoccafisso*), 2007, Rupe Tarpea/Perimetro. Pendant l'exécution du morceau, les gens enlèvent leur ceinture et – tout en respectant un code de comportement non écrit mais formalisé au fil du temps – la brandissent les uns contre les autres et se frappent mutuellement. Le terme *mattanza* (emprunté au vocabulaire de la pêche au thon dans les thonaires des environs de la ville sicilienne de Trapani) prend dans le langage ordinaire un sens figuré pour indiquer un affrontement physique violent et sanglant, avec un grand nombre de victimes. On trouve sur YouTube une vidéo officielle de la *cinghiamattanza* : <http://youtu.be/CEYliFw8lEw>.

Le rapport au corps, dans sa corporéité et dans l'affrontement physique, y compris violent, est selon Dechezelles¹¹ un des traits distinctifs de l'imaginaire culturel de la droite italienne (pas nécessairement radicale) et, sur ce point, CasaPound ne s'en distingue pas. La *cinghiamattanza* révèle en effet une fascination pour une esthétique du corps guerrier « torturé », du héros sortant de l'arène blessé mais debout après l'affrontement, comme en témoigne d'ailleurs le texte de la chanson : « Un : j'enlève ma ceinture ! Deux : la danse commence ; trois : je choisis bien ma cible ; quatre : *cinghiamattanza* ! Ce cuir brandi en l'air ouvre la danse. Seule la caste des guerriers pratique *cinghiamattanza* ! »

Plus généralement, le thème de l'affirmation de la subjectivité individuelle et sa relation à la dimension corporelle est abordé par le sociologue Michel Wieviorka dans son essai *Critique du sujet*. Il y soutient que ceux qui s'intéressent au corps (ou à leur corps), à travers la danse, le sport, les expressions corporelles, la pratique du tatouage, acquièrent la conscience qu'il n'est plus possible de séparer « le corps de l'esprit, la nature de l'âme »¹². À partir des travaux auxquels Michel Wieviorka fait référence, on comprend que mettre en question le soi dans le processus d'affirmation de sa subjectivité individuelle implique, dans le même temps, l'exposition du soi corporel à certains risques. Cela n'est possible qu'à condition d'être convaincu que le travail sur soi et sur ses limites concerne aussi la dimension de sa corporéité¹³. Par ailleurs, pour reprendre encore le débat reconstruit par Michel Wieviorka, le corps peut être considéré comme « le lieu du soi agent »¹⁴ en devenant partie intégrante de l'expérience subjective d'affirmation individuelle. C'est en ce sens que l'on peut interpréter les messages politiques « endossés » par les militants de CasaPound sur leurs t-shirts, tout comme le tatouage de la tortue stylisée, symbole du mouvement, ou encore l'implication extrême de la corporéité dans la pratique de la *cinghiamattanza*.

11. Stéphanie Dechezelles, « *Boia chi molla!* Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures & Conflits*, n° 81-82, 2011, p. 101-123.

12. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 21.

13. David Le Breton, 2004, *Passions du risque*, Paris, Métailié.

14. Anastasia Medaini, *Les Fabriques du corps*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007, p. 14.

La question de la violence

La violence est un problème que les membres de CasaPound tentent beaucoup de conceptualiser. Dans les entretiens réalisés, la violence est décrite comme « une résistance physique extrême contre une attaque physique extrême » et elle est souvent justifiée par des motivations d'ordre politique, juridique et moral. Politiquement parlant, la justification repose sur le droit du mouvement d'exprimer ses propres idées et d'éviter la répression ; légalement, la violence trouve son fondement dans le droit des individus à préserver leur intégrité physique et à se défendre ; et moralement, dans l'importance d'affirmer une idée, même si cela signifie risquer sa sécurité personnelle. La violence comme moyen de défense est considérée par les membres de CasaPound, non seulement comme un élément d'autodétermination, mais aussi comme une affirmation de leur espace collectif et des valeurs communes qu'ils partagent, à savoir l'« honneur » et le « courage ».

Michel Wieviorka identifie cinq types de relation à la violence¹⁵ qui peuvent contribuer à mieux comprendre le sens des actions des membres du mouvement de CasaPound. Selon lui, dans certaines expériences, la violence est avant tout une perte de sens, comme si un ensemble pré-existant de sens se dissolvait alors qu'un nouveau était encore flou. Dans ce genre de situation, le « sujet fluctuant » ne peut pas, ou plus, devenir un sujet. Lorsque la violence est l'obéissance et la soumission à l'autorité, l'action est définie par la passivité et l'indifférence. C'est le cas de la désubjectivation du « non-sujet ».

Dans d'autres expériences, la violence n'a pas d'autre sens que le plaisir qu'elle procure. Elle ne peut alors être comprise qu'en référence à elle-même. C'est le cas de l'« anti-sujet ». Celui-ci se déplace de la cruauté au sadisme, la violence étant une fin en soi. Le concept d'anti-sujet ne doit pas être confondu avec une autre dimension du sujet, pour laquelle la violence est une question d'autopréservation de la personne et se produit lorsque l'individu est dans une situation de danger grave. On la définit alors comme « violence fondamentale ».

Enfin, dans certains cas, la nécessité d'être acteurs de leur propre vie conduit les individus à interpréter fortement le concept de violence en

15. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Balland, 2004, p. 288-303.

lui donnant un excès de sens et, finalement, une plus grande légitimité. C'est le cas de l'« hyper-sujet ».

Les activistes de CasaPound donnent une forte signification à la notion de violence. Ils la justifient par des motivations politiques, juridiques et morales, et non pas seulement comme une exaltation de l'action personnelle et de la camaraderie. Les activistes de CasaPound attachent une importance fondamentale à leur violence en la considérant comme inévitable. Beaucoup de personnes interrogées pendant la recherche ont donné à la notion de violence une multiplicité de significations, fixant symboliquement à travers elle un ensemble de valeurs positives. Pour cette raison, dans notre interprétation, l'expérience des activistes de CasaPound autour de la violence est classée dans la figure de l'hyper-sujet.

Le choix de l'extrême droite : une réflexion autoethnographique

Mon intérêt pour l'extrême droite est motivé par l'envie de mieux comprendre ce phénomène : pourquoi s'est-elle imposée dans le débat médiatique ? Comment attire-t-elle autant de jeunes (et pas seulement des garçons) ? Et comment a-t-elle pu s'installer dans des contextes géographiques, sociaux et culturels si différenciés, des banlieues aux quartiers de la classe moyenne, dans les grandes villes comme dans les petits villages ?

Mais cette étude de CasaPound et des mouvements d'extrême droite nous a exposés aux critiques et à l'incompréhension des amis et des collègues qui nous ont fortement découragés, Daniele Di Nunzio et moi-même, de réaliser cette recherche.

La recherche ethnographique, avec sa complexité et ses incertitudes, est fascinante et effrayante à la fois, et ce, pour les mêmes raisons : parce qu'elle oblige le chercheur à enquêter sur l'inconnu, le conduit vers des champs inexplorés, et l'oblige à se mettre en question lui-même, à interroger ses croyances, ses valeurs. Les dilemmes analysés par William Whyte dans sa célèbre étude sur les ghettos italiens à

Chicago¹⁶, sa réflexion sur le rôle du chercheur et la force de ses convictions éthiques et morales (quand il se trouve dans la situation concrète d'être potentiellement l'acteur d'une fraude électorale pour l'élection du sénateur Revello) peuvent se retrouver, sous différentes formes et dynamiques, dans presque toutes les recherches ethnographiques.

Pour réaliser cette recherche, mon collègue Daniele et moi-même avons dû faire un long chemin saturé d'obstacles d'abord au sein de notre conscience de chercheurs. Aborder un objet d'étude épineux – comme l'est perçu CasaPound – nous a obligés, de manière cruciale, à nous délivrer de tous les préjugés éthiques que toute personne imprégnée des valeurs démocratiques et socialistes, comme nous le sommes, éprouve vis-à-vis de ceux qui se déclarent ouvertement et fièrement fascistes.

Cette étude n'a évidemment aucune intention apologétique, pas plus qu'aucune recherche scientifique ne doit en avoir avec son objet de recherche. Mais sa réalisation n'a été possible que parce que nous avons instauré une relation de confiance mutuelle avec l'objet de notre étude. Une relation fondée sur des bases solides d'authenticité, des relations pragmatiques s'appuyant sur un travail analytique qui doit se libérer, parfois au prix de gros efforts, des préjugés idéologiques qui pourraient altérer sa construction et sa réalisation. La recherche s'est construite à travers une rétroaction constante avec des personnes engagées dans le travail de terrain afin d'exploiter ce qui, dans la littérature, est connu sous le nom de « *member validation* »¹⁷. Mais la sociologie doit aussi exercer un rôle dans la lutte contre l'idéologie et contribuer à l'émancipation à la fois du chercheur et de son objet de recherche¹⁸.

Bibliographie

DECHEZELLES Stéphanie, « *Boia chi molla!* Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures & Conflits*, n° 81-82, 2011, p. 101-123.

16. William H. Whyte, *Street Corner Society. The social dimension of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press, 1955.
17. Robert Emerson et Melvin Pollner, « On the use of member's responses to researchers' account », *Human Organisation*, n° 47, 1988, p. 189-198.
18. Michel Wieviorka, « Sociology's interventions: engaging the media and politics while remaining a social scientist », *Current Sociology*, vol. 62, n° 2, 2014; p. 243-252.

- DI NUNZIO, Daniele et TOSCANO Emanuele, *Dentro e fuori CasaPound. Capire il fascismo del terzo millennio*, Rome, Armando Editore, 2011.
- DI NUNZIO Daniele et TOSCANO Emanuele, «Taking everything back: CasaPound, a Far Right Movement in Italy», in Farro Antimo L., Lustiger Thaler, Henri (eds), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014, p. 252-262.
- EMERSON Robert et POLLNER Melvin, «On the use of member's responses to researchers' account», *Human Organisation*, n° 47, 1988, p. 189-198.
- HEBDIGE Dick, *Subculture: The Meaning of Style*, Londres, Routledge, 1979.
- IGNAZI Piero, *L'estrema destra in Europa. Da Le Pen a Haider*, Bologne, Il Mulino, 1994.
- IGNAZI Piero, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- LE BRETON David, *Passions du risque*, Paris, Métailié, 2004 [1991].
- MEDAINI Anastasia, *Les Fabriques du corps*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007.
- STANDING Guy, *The Precariat. The new dangerous class*, Londres, Bloomsbury, 2011.
- WIEVIORKA Michel, *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA Michel, *Le racisme: une introduction*, Paris, La Découverte, 1998.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Balland, 2004.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, *Evil*, Cambridge, Polity, 2012.
- WIEVIORKA Michel, «Sociology's interventions: engaging the media and politics while remaining a social scientist », *Current Sociology*, vol. 62, n° 2, 2014, p. 243-252.
- WHYTE William H., *Street Corner Society. The social dimension of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press, 1955.

Chapitre 13 *Zaitoku-kai*, nouveau mouvement raciste au Japon

Ce chapitre essaie d'interroger la question du racisme au Japon, et plus particulièrement l'émergence et le développement récents d'un nouveau mouvement d'extrême droite autour d'un collectif nommé *Zainichi Gaikokujin no Tokkenn wo Yurusanai Shimin no Kai*, connu sous son abréviation *Zaitoku-kai*, qui signifie : « Citoyens contre les privilèges des étrangers au Japon »¹. Depuis une dizaine d'années, ce phénomène fait l'objet d'un grand intérêt au Japon : de nombreux livres sur ce mouvement ont été publiés, dont le reportage de Koichi Yasuda, *Internet et xénophobie*, qui a obtenu en 2012 le prix Kodansha Non-Fiction, le plus prestigieux du journalisme nippon². Par la suite, le terme *Hate-Speech* est devenu presque à la mode puisqu'il a été sélectionné parmi les dix mots de l'année en 2014.

Comment et dans quel contexte ce mouvement raciste est-il né ? Quels sont ses modes d'action et de quelle(s) logique(s) se réclame-t-il ? En quoi ce mouvement est-il ou non différent d'autres mouvements racistes, en Europe et notamment en France ? Pour répondre à ces questions, nous allons dans un premier temps décrire le phénomène,

1. Voir leur site : <http://www.zaitokukai.info/>.

2. Koichi Yasuda, *Netto to Aikoku. Zaitoku-kai no Yami wo Oikakeru*, Tokyo, Kodansha, 2012.

puis nous mettrons en lumière les lignes de conduite spécifiques qui semblent s'en dégager. Nous le regarderons à travers les spécificités que Michel Wieviorka relève et analyse dans les « anti-mouvements sociaux » (sectarisme, diabolisation de l'adversaire, rapport de force omniprésent)³. Pour finir, nous esquisserons une analyse comparative avec les mouvements racistes en Europe, et particulièrement en France, pour savoir s'il existe, au-delà des différences et des particularités, un socle commun sous-jacent aux mouvements extrémistes, observés aujourd'hui dans de nombreux pays de par le monde⁴.

Naissance et développement d'un mouvement raciste au Japon

Ce collectif, fondé en 2007 et comptant désormais plus de quinze mille adhérents⁵, est aujourd'hui le plus important et le plus célèbre des mouvements xénophobes au Japon. Il s'est notamment fait connaître par la forte visibilité de ses modes d'action, en exprimant ouvertement sa xénophobie dans la rue : il faut noter qu'à la différence d'un pays comme la France, participer à une manifestation et s'exprimer dans la rue n'est pas une pratique très courante au Japon. Nous assistons donc régulièrement depuis plusieurs années à des scènes jusque-là inédites dans l'Archipel, notamment à Tokyo : l'apparition de centaines de personnes qui crient haut et fort leur haine xénophobe dans les rues.

Pour mieux cerner le phénomène, on peut évoquer une de ces manifestations qui s'est déroulée en février 2013, dans le secteur de Shin-Okubo, le plus grand quartier coréen de Tokyo, situé dans le

3. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, notamment le chapitre 4 « Après les nouveaux mouvements sociaux ».
4. Nos données ont été collectées selon trois méthodes différentes. Tout d'abord, l'observation de terrain lors des manifestations racistes hebdomadaires dans les quartiers coréens du centre de Tokyo, mais aussi lors d'occasions spéciales comme celle organisée pour la journée commémorative de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons aussi mené des entretiens semi-directifs et approfondis (*in-depth interviews*) avec les militants. Ces entretiens ont été effectués dans le cadre d'un travail avec les étudiants de mon séminaire consacré aux mouvements xénophobes au Japon à Hitotsubashi University. Enfin, nous avons procédé à l'analyse des travaux théoriques et empiriques concernés.
5. 15 174 adhérents (vérifié le 7 novembre 2014).

centre-ville⁶. Ce secteur s'est développé après la Deuxième Guerre mondiale et est bordé de centaines de restaurants et de commerces fréquentés principalement par les *Zainichis* (Coréens installés au Japon depuis deux ou trois générations). Depuis une dizaine d'années, on assiste à l'importation et au succès de produits culturels coréens, dont l'emblème le plus connu est la K-Pop, une musique pop d'origine coréenne très à la mode aujourd'hui et connue dans le monde entier : d'abord populaire en Chine et en Asie du Sud-Est à la fin des années 1990, elle est en train de conquérir également les pays occidentaux, des États-Unis à l'Europe, sans oublier l'Amérique du Sud. Ce quartier est maintenant plus fréquenté par les Japonais que par les Coréens eux-mêmes. Il est devenu, du moins en partie, un lieu de consommation où les Japonais viennent acheter des affiches de stars et goûter de la très bonne cuisine coréenne. C'est dans ce lieu symbolique de la consommation des produits de la mondialisation culturelle que les militants de ce nouveau mouvement raciste ont choisi de manifester chaque dimanche⁷.

Ils n'hésitent pas non plus parfois à passer à la violence physique. Ainsi, plusieurs arrestations ont eu lieu, notamment en 2009, après la destruction des équipements d'une école coréenne de Kyoto devant les écoliers eux-mêmes ou, en mars 2012, pour des agressions physiques contre des membres d'une compagnie pharmaceutique (*Rohto Pharmaceutical Corporation*) qui avait eu le malheur d'utiliser une actrice coréenne dans sa campagne publicitaire.

L'apparition de ces militants xénophobes dans les rues a provoqué un choc dans la société japonaise : c'était littéralement du « jamais vu ». Jusque-là, et aussi étrange que cela puisse paraître à des observateurs étrangers, la plupart des Japonais – à commencer par de nombreux journalistes – répétaient à l'envi que le racisme n'existait pas au Japon et qu'il s'agissait d'un problème concernant d'autres pays notamment européens (j'ai souvent affaire à ce type de réactions chez les étudiants

6. On peut également visionner des images filmées de cette manifestation sur Internet (<http://www.youtube.com/watch?v=xvKJDrN9-mI>).

7. Depuis 2014, grâce à la médiatisation de ce mouvement raciste et à la mobilisation antiraciste qu'on appelle communément *Counter* (le mouvement « contre », composé de personnes de milieux sociaux et de tendances politiques très variés), les manifestations ne se déroulent plus tellement dans ce quartier emblématique. Mais elles continuent de s'organiser dans d'autres comme à Kawasaki, un des pôles de l'agglomération tokoïte, où le taux de population étrangère est assez élevé.

lorsque je fais cours sur le racisme). La plupart des Japonais ont donc découvert l'existence d'un racisme virulent et « visible » dans leur pays et plusieurs reportages et recherches y ont été consacrés⁸. Un débat politique s'organise aussi sur la nécessité ou non d'une loi interdisant les discours de haine, la législation japonaise étant jusqu'à présent muette sur ce point. Bien que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU ait recommandé au gouvernement japonais, le 29 août 2014, de « prendre des mesures strictes » pour « la lutte contre les discours discriminatoires ainsi que les protestations racistes » telles qu'on peut les observer dans les rues de Tokyo, l'État japonais est toujours réticent à la signature de l'article 4 de la Convention internationale de l'ONU sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale, sous le prétexte que cela « pourrait mettre en péril la liberté d'expression ». Un projet de loi contre le racisme et les discours de haine a certes ensuite été présenté au Sénat le 22 mai 2015 par le Parti démocrate (parti d'opposition), mais huit mois après son dépôt, celui-ci n'avait pas été voté (le 11 février 2016).

Quatre caractéristiques du mouvement

Notre travail d'observation et d'entretiens réalisés auprès des militants permet de préciser quelques traits spécifiques de ce mouvement. Le premier concerne ses militants eux-mêmes, qui aiment à mettre en avant leur « normalité » : « Nous sommes des citoyens ordinaires, des citoyens comme vous. » À la différence de l'extrême droite traditionnelle qui se considère supérieure, différente, comme une société d'« élus », le mouvement *Zaitoku-kai* se compose, selon ses propres déclarations, de « citoyens ordinaires » : l'usage du mot citoyen figure d'ailleurs dans l'intitulé du collectif. C'est sous cette appellation qu'ils s'affirment en tant que sujets. La mise en avant de leur normalité se trouve aussi dans leur code vestimentaire, sans fioritures, à la différence de l'extrême droite traditionnelle, dont les membres s'habillaient, et s'habillent toujours avec des costumes militaires très voyants.

Mais « citoyen ordinaire » ne signifie pas « prolétaire ». Il est difficile de cerner le nombre total de ces adhérents ou des sympathisants

8. Voir par exemple Naoto Higuchi, *La xénophobie à la japonaise*, Nagoya, Presses universitaires de Nagoya, 2014.

non-adhérents ; cependant l'enquête que nous avons menée auprès de vingt-neuf personnes participant à ces manifestations montre que la composition du collectif est très hétérogène, avec quelques ouvriers mais aussi des cadres, des étudiants, dont certains ont un niveau d'études bac+6.

Il faut souligner également la présence de jeunes (lycéens et collégiens) et de femmes. Il convient de remarquer au sein de ce mouvement la formation d'un groupe féminin, intitulé *Gendai-Nadeshiko-Kurabu* (Club des jeunes filles adorables), dirigé par Yoshiko Nakatani⁹.

Le deuxième trait spécifique concerne les modes d'action de la *Zaitoku-kai*. Ceux-ci se caractérisent par l'articulation de deux méthodes : l'usage de l'Internet et l'action directe. Si ce collectif, qui ne dispose ni de réseau ni d'organisation de soutien, a réussi à mobiliser plus de quinze mille adhérents en moins de cinq ans, c'est en grande partie grâce à Internet. En effet, le mouvement s'est rendu populaire et a récolté des adhésions à travers son site. Il est normal, et même tout à fait banal aujourd'hui, pour un mouvement ou un collectif politique ou militant d'utiliser Internet, de disposer d'un site pour informer les sympathisants, comme on l'a vu pour le mouvement altermondialiste, par exemple, ou les Printemps arabes. Mais la caractéristique du mouvement *Zaitoku-kai*, est qu'il est né sur Internet, c'est-à-dire que ce n'est pas un collectif qui existe d'abord et qui crée son site ensuite. C'est à travers le Net que les premiers militants se sont « rencontrés » pour ensuite se constituer en collectif¹⁰.

Avant, on parlait déjà de la multiplication des internautes exprimant des opinions ultranationalistes, xénophobes, très marquées à l'extrême droite, et qu'on appelle le « *Net Uyoku* » : « extrême droite de l'Internet », « extrême droite sans visage ». Ce phénomène de radicalisation des opinions dans la sphère anonyme et sans hiérarchie d'Internet est

9. Pour la présence de jeunes femmes militantes au sein de ce mouvement, on peut voir la vidéo d'une action à Kobe en février 2013 (<http://www.youtube.com/watch?v=NH-2NoNpSjg>), dans laquelle on peut observer notamment une jeune femme en apparence « normale » ou une collégienne qui prennent le micro pour prononcer des discours de haine contre les Coréens. Sur la place des femmes dans les mouvements xénophobes au Japon, voir Minori Kitahara et Park Soonil, *Okusama wa Aikoku [Madame la Patriote]*, Tokyo, Kawade Shobo Shinsha, 2014 ; et Yuko Sanami, *Joshi to Aikoku [Les filles et le patriotisme]*, Tokyo, Shodensha, 2013.
10. Koichi Yasuda, *Netto to Aikoku*, *op. cit.* et Naoto Higuchi, *La xénophobie à la japonaise*, *op. cit.*

bien connu et déjà analysé dans plusieurs domaines : on se souvient par exemple de la théorie de la « polarisation du groupe » en psychologie sociale ou de la notion de « cyber cascade » de Cass Sunstein¹¹.

Mais la particularité de ce collectif se trouve justement dans l'articulation de l'usage du Net avec l'autre volet de ses activités, le passage à l'action directe. À la différence du *Net Uyoku* « normal », ses adhérents sortent du monde anonyme de l'Internet pour agir à visage découvert, sortant de l'ombre pour se rendre aux manifestations et prendre la parole dans l'espace public. Il me semble important de souligner l'articulation entre ces deux espaces. À chaque rassemblement, ils se filment eux-mêmes, puis mettent les images sur leur site et les font circuler par les réseaux sociaux pour donner aux citoyens internautes des « informations que les médias envahis par la force étrangère ne leur prodiguent jamais ». C'est avec cette méthode très simple mais efficace qu'ils se sont affirmés et ont réussi à mobiliser autant d'adhérents et de sympathisants en peu de temps.

Le troisième trait spécifique du mouvement concerne ses objectifs et ses cibles. En effet, malgré son nom, « Collectif des citoyens contre les privilèges des étrangers au Japon », le mouvement n'incrimine pas tous les étrangers dans le pays comme le montre la présentation du collectif sur leur site, que nous avons traduite du japonais :

« Notre objectif est extrêmement simple : ne pas accepter les privilèges accordés aux *Zainichi*¹². Il s'agit plus précisément de leur titre de séjour de « résident permanent spécial », créé par la réforme de la loi de 1991 sur l'entrée et le séjour des étrangers et accordé exclusivement aux Coréens et autres ressortissants qui faisaient auparavant partie de la nation japonaise. Notre but final est de faire abroger cette loi qui légitime leurs privilèges et de traiter les Coréens à égalité avec les autres étrangers. Mais, comme l'interprétation erronée de notre histoire nous a inculqué de fausses images des Coréens, présentés comme des

11. Sur ce point, voir Cass R. Sunstein, *Republic.com*, Princeton University Press, 2002.
12. À propos des *Zainichi* coréens et de leur histoire, voir Mori Chikako, *State of invisibility: Zainichi Korean in the light of North Africans in France*, *Academia Humanities*, vol. 86, n° 1, 2008, p. 285-290; et Myung-soo Kim, « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », *Hommes et Migrations*, n° 1302, juillet-septembre 2013: Le Japon, pays d'immigration ? Mis à jour le 26 août 2013, <http://www.hommes-et-migrations.fr/index.php?/numeros/le-japon-pays-d-immigration/7144-les-caracteristiques-de-la-xenophobie-au-japon>.

victimes de l'impérialisme japonais, il existe un consensus implicite pour traiter ces Coréens du Japon de façon privilégiée [...]. Notre collectif a ainsi pour objectif de sortir de cette situation actuelle anormale, en corrigeant les problèmes de reconnaissance de l'Histoire et en informant les citoyens japonais des privilèges dont bénéficient les Coréens, afin de faire comprendre que nous n'avons pas à leur présenter d'excuses ni à les traiter de façon privilégiée¹³. »

Les ennemis de la *Zaitoku-kai* sont donc avant tout les Coréens installés au Japon depuis trois ou quatre générations, souvent descendants des Coréens amenés dans le pays comme force de travail pendant la colonisation japonaise et qui, selon eux, abusent du Japon en bénéficiant de privilèges infondés. Il importe évidemment de savoir quels sont exactement ces « privilèges » dont sont censés bénéficier les *Zainichi*. Comme l'indique l'extrait cité ci-avant, il s'agit tout d'abord du titre de « résident permanent spécial » : avant 1989, les Coréens du Japon étaient obligés de renouveler leur titre de séjour à intervalles réguliers, comme des étrangers fraîchement installés, même s'ils étaient nés et vivaient dans le pays depuis trois générations. C'est pour corriger cette mesure absurde que ce titre de séjour a été créé. La *Zaitoku-kai* attaque également le système du « nom d'usage » – pour se protéger contre la discrimination par le patronyme d'origine étrangère, les Coréens du Japon sont autorisés à utiliser un nom d'usage à consonance japonaise –, ainsi que la subvention pour les écoles ethniques. Comme on le voit, ce que les militants de la *Zaitoku-kai* appellent les « privilèges » des étrangers sont en réalité des mesures contre les discriminations.

La colère de ces militants n'est donc pas dirigée contre tout le monde. Les « étrangers privilégiés », comme ils les appellent, ne sont ni les militaires américains ni les expatriés fortunés, bénéficiant effectivement de certains privilèges économiques ou juridiques, mais les Coréens installés au Japon de longue date, donc plus intégrés dans la société, et d'une certaine manière plus proches. On a là un élément important, et peut-être une nouveauté dans le champ des études sur le racisme que je nomme « le racisme de proximité ».

13. Discours prononcé le 9 juin 2007 par Makoto Sakurai à la tête du mouvement, intégralement publié et toujours consultable sur leur site, <http://www.zaitokukai.info/>, (consulté le 12 mars 2015).

Enfin, le quatrième et dernier trait est d'ordre historique. L'évocation récurrente du « mensonge des femmes de réconfort¹⁴ ». Il s'agit ici de l'euphémisme employé au Japon à propos des victimes, souvent mineures, du système d'esclavage sexuel de masse organisé à travers l'Asie par et pour l'armée impériale japonaise, en particulier durant la Seconde Guerre mondiale. C'est un des leitmotivs du mouvement et ses membres s'attaquent régulièrement à la « falsification de l'Histoire » par les Coréens, et plus particulièrement à l'existence de ces femmes.

La France est d'ailleurs devenue la cible de ces extrémistes du Net, depuis le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême de février 2014, où fut organisée une exposition d'auteurs coréens consacrée à la prostitution forcée de Coréennes pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁵. Selon la *Zaitoku-kai*, les Coréens se victimisent en inventant une vision fallacieuse de l'Histoire, pour obliger les Japonais à leur concéder des privilèges.

Nécessité de la construction des « études mondiales » sur le racisme

En quoi les caractéristiques que nous venons brièvement de décrire sont-elles différentes de celles des mouvements racistes européens ? Les recherches effectuées au cours des dernières années sur cette question au Japon ont plutôt tendance à souligner comment le racisme japonais diffère du racisme européen. Plusieurs auteurs cherchent à isoler une spécificité japonaise liée à son histoire conflictuelle avec les pays voisins (celle de la colonisation japonaise, notamment les controverses liées aux victimes de l'esclavage sexuel) tout en caractérisant le racisme européen comme une conséquence de l'augmentation des résidents étrangers et de la concurrence accrue sur le marché du travail. C'est cette spécificité japonaise qui expliquerait l'existence d'un racisme au Japon, pays où la proportion des étrangers est pourtant beaucoup plus faible que dans les pays européens (moins de 2 % de la population totale).

14. Sur ce thème, voir notamment le travail de Kyung-Sik Suh, « Ne déshonorez pas ma mère » (traduit du japonais par Keisuke Kikuchi), *Dédale*, n°9-10, 1999, p. 261-281.
15. *Gendai-Nadeshiko-Kurabu*, groupe féminin au sein de ce mouvement raciste, a lancé une pétition contre la participation du Festival d'Angoulême à la « campagne anti-japonaise ».

Pour abonder dans ce sens, on sait par exemple que Jean-Marie Le Pen et ses sympathisants ne cessaient de répéter, depuis les années 1980, que les étrangers « venaient prendre le travail des Français », alors que les militants racistes japonais mettent quant à eux en avant « le mensonge des femmes de réconfort » : explication contemporaine d'un côté (concurrence sur le marché du travail entre Français et immigrants), causalité historique de l'autre (le contentieux colonial entre le Japon et la Corée). Pourtant, il n'en reste pas moins que, comme l'a montré Michel Wieviorka, les formes d'expression raciste ont considérablement évolué depuis quelques années, et qu'on ne peut continuer à percevoir aujourd'hui le « racisme européen » uniquement selon la thèse de la concurrence sur le marché du travail, modèle du FN des années 1980 : on sait notamment combien les discours de Marine Le Pen se distancient de ceux que tenait son père, et cette différenciation est même désormais une stratégie centrale au sein du mouvement frontiste. De plus, il est utile de rappeler que la dimension historique nourrit également les mouvements racistes en France, avec la mémoire de la colonisation et notamment de la guerre d'Algérie, mais aussi celle de l'esclavage¹⁶. Tous ces arguments nous conduisent à affirmer que la dimension historique n'est pas spécifique au cas japonais.

Pour éviter de tomber dans le piège de ce que je nomme le « nationalisme épistémologique » – j'entends par là une attitude qui consiste à croire que ce qui se passe chez soi est unique et spécifique –, il me semble essentiel de placer le cadre de réflexion ailleurs qu'au seul niveau national, en l'occurrence japonais. À l'époque où la xénophobie et le racisme s'observent sur toute la planète, les activités des mouvements racistes ne se limitent plus aux cadres nationaux, mais au contraire se développent dans des réseaux mondiaux : on peut citer comme exemple l'organisation de la « première conférence internationale des nationaux, des patriotes, des défenseurs des identités » qui s'est déroulée entre le 12 et le 15 août 2010 au Japon, à l'initiative d'un autre groupe d'extrême droite, *Issuikai*, et à laquelle ont participé vingt députés européens d'extrême droite dont Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des extrémistes de droite français

16. Voir notamment les contributions de Nacira Guénif-Souilamas, Benjamin Stora, Françoise Vergès et Michel Wieviorka dans Pascal Blanchard (dir.), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2006.

prennent appui sur ou font référence à une certaine image du Japon. Bruno Gollnisch, diplômé de japonais, professeur de langue et civilisation japonaises à l'université Lyon III et marié à une Japonaise, en est un exemple éloquent, et Jean-Marie Le Pen lui-même a fait plusieurs fois appel au Japon pour défendre ses idées.

Dans ce contexte, il m'apparaît comme un impératif théorique essentiel pour les chercheurs en sociologie, comme en d'autres domaines, de sortir du « nationalisme méthodologique » pour une « approche transverse », tout en tenant compte bien sûr de la subjectivité des acteurs et de leurs orientations culturelles. Si une telle tâche reste loin d'être facile à réaliser, la diversité extraordinaire des origines géographiques des participants à ce colloque nous fournit une excellente chance et une arme pour tenter de construire ce qui pourrait constituer l'ébauche d'une nouvelle discipline, précieuse autant que difficile : les études mondiales sur le racisme.

Bibliographie

- BLANCHARD Pascal (dir.), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2006.
- HIGUCHI Naoto, *Nihon ban haigai shugi [La xénophobie à la japonaise]*, Nagoya, Presses universitaires de Nagoya, 2014.
- KIM Myung-soo, « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », *Hommes & Migrations*, n° 1302, juillet-septembre 2013, « Le Japon, pays d'immigration ? » Mis à jour le 26 août 2013, <http://www.hommes-et-migrations.fr/index.php?/numeros/le-japon-pays-d-immigration/7144-les-caracteristiques-de-la-xenophobie-au-japon>.
- KITAHARA Minori et SOONI Park, *Okusama wa Aikoku [Madame la Patriote]*, Tokyo, Kawade Shobo Shinsha, 2014.
- MORI Chikako, « State of invisibility: Zainichi Korean in the light of North Africans in France », *Academia Humanities*, vol. 86, n° 1, 2008, p. 285-290.
- MORI Chikako, « L'archipel invisible. L'écriture dans les "cultures de banlieue" », *Hommes & Migrations*, n° 1297, avril-juin 2012, p. 68-79.
- MORI Chikako, « Esquisse d'une sociologie des banlieues au Japon », *Hommes & Migrations*, n° 1302, juillet-septembre 2013, p. 45-56.
- SANAMI Yuko, *Joshi to Aikoku [Les filles et le patriotisme]*, Tokyo, Shodensha, 2013.

- SUH Kyung-Sik, « Ne déshonorez pas ma mère », *Dédale*, n°9-10, 1999, p.261-281.
- SUNSTEIN Cass R., *Republic.com*, Princeton University Press, 2002.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008.
- WIEVIORKA Michel, *Racisme, une introduction*, Paris, La Découverte, 1998 (traduit en japonais par Chikako Mori, *Reishizumu no henbô*, Tokyo, Akashi-shoten, 2007).
- WIEVIORKA Michel, *La différence*, Paris, les Éditions Balland, 2001 (traduit en japonais par T. Miyajima et C. Mori, *Sai : aidentiti to bunkano seijigaku*, Tokyo, Hôsei daigaku shuppankyoku, 2001).
- YASUDA Koichi, *Netto to Aikoku. Zaitoku-kai no Yami wo Oikakeru*, Tokyo, Kodansha, 2012.

Chapitre 14 Trauma et solidarité Les survivants des pensionnats indiens face à la violence coloniale

Le processus d'individualisation constitue sans doute l'une des plus importantes mutations sociales de la seconde modernité ou de la modernité avancée, peu importe le nom qu'on lui donne. Que ce soit à travers un système d'épreuve¹, une expérience sociale² ou la subjectivation³, les sciences sociales se tournent vers l'individu pour représenter le social et interroger les catégories de la sociologie classique. Comme le montre l'ensemble des contributions de cet ouvrage, cette mutation a eu des conséquences importantes sur les mouvements sociaux et, en particulier, sur la manière d'aborder l'action collective. L'identité collective qui constituait l'un des principes du mouvement social⁴ est désormais instable et fragmentée – d'autant que les identités se construisent dans des espaces déterritorialisés à l'ère globale⁵. Le mouvement ouvrier formait un acteur collectif car il

1. Danilo Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.
2. François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.
3. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
4. Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
5. Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001.

reposait sur un sentiment de solidarité, une culture partagée, entendue au sens large comme un ensemble de références symboliques et un système de représentations sociales communes, que Richard Hoggart a magnifiquement décrits⁶. Cette solidarité trouvait surtout son fondement dans une « même expérience de domination dans les rapports de production »⁷.

Mais, alors que, dans la société industrielle, « le collectif [...] protège »⁸ grâce à l'action du mouvement ouvrier pour la reconnaissance des droits sociaux, ce qui relève aujourd'hui du collectif (le social, la solidarité, les institutions, etc.) semble revêtir une connotation négative. Les institutions et les identités sociales représentent au mieux une épreuve façonnant la singularité de l'individu, au pire une contrainte dont l'acteur doit se défaire. L'identité s'appréhende mieux à travers les trajectoires des individus, leur expérience singulière ou encore leur affirmation et leur désir d'authenticité. Toutefois, d'un point de vue théorique tout au moins, « le fractionnement et l'instabilité des expressions concrètes de l'identité n'interdisent pas de penser qu'elles relèvent d'un principe général lui-même unifié et stable qui est l'appel à la subjectivation, à la capacité de l'acteur de construire ses propres choix, de produire sa propre expérience, de développer et déployer sa créativité »⁹.

Si cette unité – par la subjectivation – peut être pensée du point de vue théorique (voir Pleyers au sujet des jeunes alter-activistes dans le chapitre 1), est-il possible de concevoir les conditions pratiques de son déploiement ? Michel Wieviorka indique :

« La principale condition pour que les mouvements sociaux se construisent est certainement que les acteurs deviennent capables d'associer des identités concrètes qui semblent dispersées en un principe plus général, unificateur, car

6. Richard Hoggart, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.
7. Michel Wieviorka, « Plaidoyer pour un concept », in François Dubet et Michel Wieviorka (dir.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine. Colloque de Cerisy*, Paris, Fayard, 2005, p. 215.
8. Robert Castel, *La montée des incertitudes : travail, protections et statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009, p. 23.
9. Michel Wieviorka, « Plaidoyer pour un concept », *op. cit.*, p. 216.

universalisant, impliquant la reconnaissance des identités concrètes d'autres acteurs et donc de l'altérité¹⁰. »

Comment cette association est-elle possible ? Pour employer un terme passé de mode et le formuler autrement, à quelles conditions des acteurs, qui en appellent à l'affirmation de soi, éprouvent-ils un sentiment de solidarité suffisamment fort pour agir collectivement dans un contexte marqué par l'individuation ? Ce chapitre cherchera à apporter une contribution à cette question à partir du paradigme de la violence élaboré par Michel Wieviorka¹¹ et plus particulièrement de ses travaux sur les mouvements des victimes et la reconstruction identitaire¹². Dans le but de faire le lien entre les différentes dimensions de la violence (subjectivité, participation à la modernité et identité collective) et la construction de nouvelles solidarités, l'analyse transitera par le programme fort de sociologie culturelle initiée par Jeffrey Alexander et Philip Smith¹³ et, en particulier, la théorie sociale du trauma culturel¹⁴. L'action de la récente Commission de vérité et réconciliation sur les pensionnats indiens au Canada nous servira de cas exemplaire pour appréhender et mieux comprendre les conditions d'émergence du mouvement populaire autochtone *Idle No More*, en Amérique du Nord.

Le questionnement au centre de ce texte trouve son origine dans l'émergence spontanée et massive de « mouvements globaux »¹⁵ dont les principales caractéristiques résident dans le fait qu'ils sont le produit d'acteurs très diversifiés (qualifiés souvent d'attentistes ou d'individualistes) et que leurs revendications touchent des secteurs de la vie sociale très différents (environnement, représentation politique,

10. *Ibid.*, p. 217.

11. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Hachette, 2005.

12. Michel Wieviorka, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *Le Coq-Héron*, n° 180, 2005, p. 122-131 ; et du même auteur, *Neuf leçons de sociologie*, *op. cit.*

13. Jeffrey C. Alexander, *The Meanings of Social Life, a Cultural Sociology*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

14. Jeffrey C. Alexander, Ron Eyerman, Bernhard Giesen, Niel J. Smelser et Piotr Sztompka, *Cultural Trauma and Collective Identity*, Berkeley, University of California Press, 2004 ; et Jeffrey C. Alexander, *Trauma: A Social Theory*, Cambridge, Polity Press, 2012 ; Ron Eyerman, *Cultural Trauma: slavery and the formation of African American Identity*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2001.

15. Kevin McDonald, *Global Movements. Action and Culture*, Malden, Blackwell, 2006.

égalité hommes/femmes, reconnaissance de la culture, restitution des terres, etc.). Au Canada, l'ampleur du mouvement populaire *Idle No More* a d'abord surpris le pouvoir canadien, les leaders autochtones et les médias. Depuis 1969, et la condamnation unanime par les Premières Nations du livre blanc visant ni plus ni moins à liquider la loi sur les Indiens qui, aussi discriminatoire soit-elle, garantit aux autochtones un statut distinct, aucun mouvement d'une telle ampleur n'avait émergé. Deux phénomènes expliquent l'absence de mouvement social autochtone au Canada.

Aux sources de l'effondrement des solidarités

L'institutionnalisation du mouvement

Le premier phénomène repose sur l'inscription de l'action dans un cadre institutionnel asymétrique. Comparativement à la vitalité des luttes du même ordre en Amérique latine¹⁶, le conflit en Amérique du Nord se déroule à l'intérieur d'espaces juridiques et politiques institués. Depuis les années 1970, l'adoption d'une série de politiques publiques et de procédures encadrant les revendications territoriales, puis la reconnaissance et l'enchâssement des droits ancestraux dans la loi constitutionnelle de 1982, ont eu pour effet d'institutionnaliser le mouvement et d'en réduire la portée¹⁷.

Cette institutionnalisation du mouvement social autochtone a affaibli la solidarité entre les acteurs et transformé les enjeux universels de la lutte en une somme de problèmes particuliers à certains groupes et territoires¹⁸. Les droits ancestraux reconnus par les tribunaux depuis les années 1970 puisent leur légitimité, selon la pure tradition de l'esprit colonial, dans l'antériorité de l'occupation territoriale et la conservation des pratiques culturelles traditionnelles qui prévalaient avant la période de contact.

16. Yvon Le Bot, *La grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont, 2009.

17. Brieg Capitaine, «Les voies de la résistance autochtone à la colonisation», in Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Des lendemains doux-amers: espoirs et désenchantements du tiers-monde postcolonial*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, p. 246-260.

18. *Ibid.*

Les revendications doivent porter sur des activités dont il est prouvé qu'elles ont été et sont toujours exercées par les autochtones. De même, le territoire revendiqué doit faire l'objet d'une occupation ancestrale et continue. Il devient impossible pour les négociateurs de mener des revendications dans la mesure où les nations et leurs communautés n'avaient pas les mêmes pratiques ancestrales et ne possèdent donc pas, à ce titre, les mêmes droits ancestraux. Les protestations se sont donc par la suite organisées par communautés chacune siégeant indépendamment et défendant ses propres intérêts. Le processus de négociation et son enfermement dans des questions juridiques précises relevant des droits ancestraux morcellent le mouvement.

Si le racisme culturel est plus souvent systémique, comme en témoignent les inégalités entre les autochtones et le reste des habitants du Canada, il prend aussi des formes symboliques lorsqu'il s'agit des représentations qui sous-tendent les politiques de reconnaissance des droits et de l'identité autochtones¹⁹. Cette tendance à la réification de l'identité collective constitue l'un des effets pervers des luttes pour la reconnaissance²⁰ quand elle n'alimente pas le racisme culturel²¹ qu'elle vise à combattre. Les autochtones, en devenant des acteurs institutionnels, se muent paradoxalement en Autre de l'intérieur. En somme, le mouvement de reconnaissance, contraint d'exprimer ses revendications culturelles dans le langage de la pureté, enferme l'identité autochtone dans une altérité irréductible et apparaît incapable de remédier à la violence ou de remettre en cause le racisme qu'il tend plutôt, de manière insidieuse, à renforcer²².

19. *Ibid.*

20. Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale? Redistribution et reconnaissance*, Paris, La découverte, 2005; Ronald Niezen, *A World beyond Difference. Cultural Identity in the Age of Globalization*, Malden-MA-Oxford and Carlton, Blackwell Publishing, 2004.

21. Michel Wieviorka, *Le racisme, une introduction*, Paris, La découverte, 1998.

22. On observe ainsi une tendance à la multiplication des discours racistes, pendant les périodes de négociations (voir Paul Charest, « Qui a peur des Innus? Réflexions sur les débats au sujet du projet d'entente de principe entre les Innus de Mashteuiatsh, Essipit, Betsiamites et Nutashkuan et les gouvernements du Québec et du Canada », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 27, n° 2, 2003, p. 185-206).

La violence

La deuxième raison qui explique l'absence de mouvement social autochtone tient à la violence dont ont été victimes les autochtones et aux conduites d'autodestruction. Michel Wieviorka²³ distingue trois dimensions de l'atteinte :

- La violence déshumanise en ôtant toute subjectivité à l'individu, entendue comme capacité à ressentir et à produire du sens.

- La violence détruit aussi « la participation individuelle à la vie moderne ». Être victime, c'est avoir été privé « de ses droits, de son appartenance civique ou nationale à un ensemble plus large que son seul groupe »²⁴.

- Enfin, la violence dirigée vers un groupe liquide l'identité collective, la culture, la religion, en somme l'ensemble des symboles et représentations communément partagés et le système qui les porte.

Les autochtones ont été progressivement déplacés de leurs terres et réduits à vivre dans des réserves, contraints ainsi à la sédentarisation. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, ils ont été minorisés et obligés de se soumettre à un régime de loi discriminatoire alors que, depuis l'arrivée des colons européens, ils étaient des partenaires économiques et politiques de cette modernisation²⁵. À partir de la fin du XIX^e siècle, un système éducatif de pensionnat indien fut mis en place afin, selon la célèbre expression, de « tuer l'indien au cœur de l'enfant »²⁶. Plus de cent cinquante mille enfants furent ainsi séparés, souvent par la force, de leurs parents, de leur terre, de leur culture dont toute manifestation était interdite et sévèrement réprimée au sein de ces établissements. Plus de quatre mille d'entre eux, selon les chiffres de la Commission de vérité et réconciliation, y trouvèrent la mort, victimes de maladies ou de mauvais traitements²⁷. La violence dont

23. Michel Wieviorka, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *op. cit.* et *Neuf leçons de sociologie, op. cit.*

24. Michel Wieviorka, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *op. cit.*, p. 125.

25. Denys Delâge, *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est 1600-1664*, Montréal, Les éditions du Boréal, 1991.

26. James R. Miller, *Shingwauk's Vision: A History of Native Residential Schools*, Toronto, University of Toronto Press, 1996.

27. Truth and Reconciliation Commission of Canada, *What We have Learned. Principles of Truth and Reconciliation*, Winnipeg, TRC, 2015.

furent victimes les anciens pensionnaires a eu pour effet de briser les liens intergénérationnels, de détruire l'identité collective et la subjectivité des individus contraints à s'assimiler ou à se replier sur l'espace des réserves. Le dernier pensionnat a fermé ses portes en 1996, mais les effets de cette violence continuent de se faire sentir. Les jeunes générations tendent, en effet, à reproduire l'agression dont leurs parents ont été victimes. La consommation excessive d'alcool, de drogues, le niveau de violence conjugale ou le taux très élevé d'autochtones dans le système carcéral canadien sont quelques indicateurs des séquelles laissées par un siècle de brutalité²⁸.

L'ensemble de ces inégalités est bien connu de la société canadienne depuis le dépôt en 1996 du rapport de la Commission royale d'enquête sur les Peuples autochtones²⁹. Vingt ans après la publication des recommandations de cette commission, les Peuples autochtones, s'ils sont (re) devenus des acteurs politiques sur la scène canadienne et québécoise, demeurent pourtant victimes d'injustices sociales. Toutefois, le mouvement autochtone au Canada, malgré un grand nombre de victoires politiques et juridiques ayant permis à ces populations, par la participation à la gouvernance territoriale³⁰, d'améliorer leur position dans l'espace politique, n'est pas parvenu à briser leur dépendance économique et politique envers l'État, la violence familiale ou les conduites d'autodestruction aux sources de l'effondrement des solidarités.

La Commission de vérité et réconciliation et l'identité de survivant

Depuis 2008, une commission de vérité et réconciliation (CVR) a été mise en place afin de faire la lumière sur l'histoire des pensionnats et d'évaluer les séquelles de ce projet assimilationniste, qualifié aujourd'hui de « génocide culturel »³¹. Si les anciens pensionnaires ont, dans les années 1980 et 1990, porté leurs revendications devant les

28. *Ibid.*

29. Le rapport de plusieurs milliers de pages est accessible en ligne : http://www.colLECTIONSCANADA.GC.CA/webarchives/20071115211319/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sgmm_f.html.

30. Thibault Martin (dir.), *Gouvernance des parcs au Nunavik*, *Theoros*, vol. 31, n° 1, 2012.

31. Truth and Reconciliation Commission of Canada, *op. cit.*

tribunaux, ceux-ci ne jugèrent que les abus sexuels ou physiques, mais restaient sourds à la question de la destruction de l'identité collective³². La CVR mise en place dans le cadre d'une entente de règlement entre le gouvernement, les Églises et les survivants³³ a été, au moment de sa création, critiquée pour son manque de pouvoir légal et l'étroitesse de son mandat³⁴. Ces critiques ne sont pas sans fondements. Elles tendent à évaluer la capacité de la CVR à créer plus de justice, à garantir la restitution de terres aux autochtones ou à guérir les individus de leur trauma. Ces critiques, aussi pertinentes soient-elles, reposent sur une conception étroite du pouvoir qui est de nature « institutionnelle-structurelle »³⁵. « Selon cette conception traditionnelle, il n'est pas nécessaire d'avoir des idées pour exercer le pouvoir ; il faut simplement détenir des ressources et des capacités³⁶. » Or, la montée de la réflexivité des acteurs bouleverse la légitimation du pouvoir. La coercition est insuffisante pour saisir l'action sociale. Le pouvoir est de plus en plus inséparable du sens, de la communication et, à ce titre, il convient d'appréhender son caractère performatif. Pour le dire en un mot, le pouvoir n'est pas seulement accepté en raison de la position structurelle de celui détenant la force coercitive, force qu'il peut, de par sa position, imposer à des publics dociles. « Être vraiment puissant signifie que les acteurs sociaux, quelles que soient les ressources et les capacités dont ils disposent, doivent faire en sorte que leur auditoire les croie³⁷. » Cette approche pragmatique du pouvoir est intéressante pour saisir la puissance des mécanismes de la justice transitionnelle qui, telle la CVR du Canada, est centrée sur les victimes définies par la perte, le vide et la destruction³⁸.

32. Carole Blackburn, « Culture Loss and Crumbling Skulls: The Problematic of Injury in Residential School Litigation », *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, vol. 2, 2012, p. 289-307.

33. CRRPI, *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, 2006.

34. Taiaiake Alfred, « Restitution is the Real Pathway to Justice for Indigenous Peoples », in Gregory Younging, Jonathan Dewar et Mike DeGagné (ed.), *Response, Responsibility, and Renewal. Canada's Truth and Reconciliation Journey*, Ottawa, Aboriginal Healing Foundation, 2009, p. 179-187.

35. Jeffrey C. Alexander, « Performance et pouvoir », in Michel Wieviorka (dir.), *Les sciences sociales en mutation*, Auxerre, Sciences humaines, 2007, p. 307.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.*, p. 308.

38. Tanya Goodman, *Staging Solidarity: Truth and Reconciliation in a New South Africa*, Boulder, Paradigm Publishers, 2009; Ronald Niezen, *Truth and Indignation*.

Dans la partie qui suit, nous verrons que le pouvoir de la CVR du Canada réside dans l'inscription des témoignages particuliers des victimes dans un trauma culturel dont la portée est universelle et auquel l'auditoire est susceptible de s'identifier.

La théorie sociale du trauma culturel

L'irruption du trauma dans le langage humanitaire et moral constitue l'un des phénomènes globaux majeurs de la fin du xx^e siècle³⁹. Il ne relève plus uniquement de la pathologie clinique, mais renvoie dans les discours et les pratiques à des dimensions personnelles, sociales et politiques.

Le traumatisme culturel est devenu une notion profondément ancrée dans la vie sociale. Il autorise de manière générale des relations causales entre des événements et des comportements et entraîne le plus souvent des corrections dans les politiques publiques, des réparations de la sphère civile. Jeffrey Alexander⁴⁰ note que le traumatisme culturel est si ancré dans la vie sociale qu'il apparaît largement partagé par des acteurs individuels ou collectifs pourtant extrêmement divers et qu'il est intuitivement compris. Le traumatisme est perçu comme quelque chose qui existe naturellement en rapport avec les événements. Ce que Jeffrey Alexander nomme la théorie profane du trauma considère intuitivement que son pouvoir provient des événements eux-mêmes. Cette approche psychoanalytique du trauma donne une place importante à l'événement mais, surtout, au fait que la blessure émotionnelle trouve son origine dans son refoulement et dans l'angoisse d'en porter le fardeau. Dans cette approche, témoigner, raconter son expérience participe d'une forme de résilience et permet aux individus de se réparer, si l'on peut dire, en faisant émerger ce qui est caché, refoulé et ainsi de produire du sens, de recouvrer le langage. L'utilisation croissante du récit de vie dans les recherches consacrées aux populations vulnérables constitue pour de nombreux chercheurs, pas seulement psychologues, un outil précieux, dans nos sociétés en panne de sens. Il permettrait de se resituer face à soi et aux autres, mais aussi de reconstruire des trajec-

Canada's Truth and Reconciliation, Commission on Indian Residential Schools, Toronto, University of Toronto Press, 2013.

39. Didier Fassin et Richard Rechtman, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.

40. Jeffrey C. Alexander, *Trauma: A Social Theory*, *op. cit.*

toires de plus en plus morcelées. La popularité actuelle du concept de résilience est également un des effets de ce paradigme. La CVR s'inscrit dans cette approche psychoanalytique du traumatisme dans la mesure où elle tend à insister sur l'importance de témoigner, de raconter, de « libérer la parole », entendue comme un processus de reconstruction et de réparation des individus.

La question du traumatisme ne se pose pas qu'en termes de capacité, mais également en termes de construction d'une histoire ou de la vérité. Jeffrey Alexander écrit ainsi : « Les événements ne sont pas intrinsèquement traumatiques. Le trauma est une attribution médiée socialement [...]. C'est seulement à travers le processus imaginatif de représentation que les acteurs accèdent au sens de leur expérience⁴¹. » La Commission dans cette perspective peut être envisagée comme le lieu d'une contre-performance, au sens qu'en donne la pragmatique culturelle. Son rôle est de communiquer une multitude d'expériences d'individus émotionnellement, cognitivement et moralement.

Narration du trauma : victime, douleur et responsabilité

La Commission constitue un acteur dans la construction sociale du traumatisme⁴². Celle-ci travaille à la production d'une « classification culturelle » de l'événement⁴³, autrement dit à la production d'un ensemble de significations communément partagées. Cette classification culturelle définit l'identité des victimes, la douleur (donc indirectement l'enjeu de la réparation) ainsi que l'identité des responsables. Elle est au cœur de la construction de l'identité collective de survivant.

L'un des premiers éléments de cette narration est la douleur. Les témoignages que j'ai pu entendre font état de pleurs, de cauchemars d'avoir été séparé de sa famille, de sa sœur, de son frère, ou de la honte d'être autochtone, de la tristesse, des abus sexuels, des sévices physiques. Mais la Commission donne aussi la parole aux parents, aux enfants des « survivants » qui parlent du manque d'amour, de leur incompréhension, de l'alcool, de la dépression, du fait qu'ils aient été contraints de quitter

41. *Ibid.*, p. 13.

42. Ronald Niezen, *Truth and Indignation*, *op. cit.*

43. *Ibid.*

la communauté pour « se sauver ». L'événement du pensionnat représente une rupture avec les parents et la vie communautaire. Il donne le sentiment d'être seul, plongé dans « l'inconnu », dans le « noir ». Dit autrement, la douleur est représentée comme une perte de sens et une rupture du lien avec la collectivité. Un Inuit raconte ainsi : « J'ai été surpris de me retrouver en pensionnat. Je voyais un avion arriver. Je m'en approchai et quelqu'un est descendu pour ramasser les enfants. C'était la première fois que j'étais dans un avion et sans ma famille. J'étais seul, c'était effrayant. »

La question de la responsabilité est également un point important autour duquel travaille la Commission. Quand les témoins parlent des bourreaux, ils ont des noms, ils figurent certes l'autorité, l'État ou l'Église, mais il s'agit de personnes physiques, et non morales. Quand les témoins évoquent l'Église ou l'État, ils le font en dénonçant le mensonge : « L'Église savait... », mais pas en tant qu'acteurs des exactions physiques ou sexuelles. Ils parlent souvent de « ils ont fait ça » ou « on m'a fait ça ». Face à la versatilité des témoignages, la Commission opère un réel travail d'identification des responsables et d'extension des responsabilités surtout. Le titre d'une de leurs publications est ainsi explicite et relie le responsable, les victimes et l'événement : *Le Canada, les peuples autochtones et les pensionnats. Ils sont venus pour les enfants.*

La victime n'est pas l'individu en tant que tel, mais sa langue, son identité et la communauté tout entière. Ceci est accentué par l'emploi courant du « nous ». « On nous disait qu'on était des pouilleux. On nous a détruits. » Les anciens pensionnaires à travers les nombreux témoignages relient leur langue, leur identité à la violence, au traumatisme : « Quand je parlais cri, je me suis fait fouetter la tête et le dos. On m'a enlevé d'un trou infernal privé d'humanité. » Ce que décrivent les anciens pensionnaires c'est une violence qui « désobjective », c'est-à-dire qui détruit la conscience des acteurs et la collectivité⁴⁴. L'expérience de la privation de sens, de l'isolement, de la solitude, de ce « lavage de cerveau » comme le mentionne le premier témoignage, perturbe les individus sur la conduite à tenir. Cette subjectivation est particulièrement, si l'on peut dire, performative, car les jeunes et ceux qui n'ont pas directement vécu le pensionnat, mais ont été victimes de violences sexuelles, adoptés, victimes de violences conjugales, ou encore

44. Michel Wieviorka, « Plaidoyer pour un concept », *op. cit.*

les anciens toxicomanes s'identifient aux survivants et se définissent comme survivants intergénérationnels.

L'un des aspects les plus importants de la CVR est d'universaliser le trauma culturel afin que celui-ci ne soit pas uniquement un problème autochtone, mais qu'il soit perçu comme portant atteinte aux valeurs sacrées sur lesquelles la démocratie canadienne est fondée. Autrement dit, la narration de ce traumatisme, par un processus d'identification, doit susciter une empathie, une solidarité de la part de la société civile canadienne, qui n'est en rien naturelle. Ce processus de généralisation se fonde notamment sur les liens que la Commission tisse avec d'autres « survivants » dont le traumatisme est reconnu, ancré dans la mémoire collective et symbole du mal. Je pense notamment à la Shoah ou au génocide rwandais. L'un des témoins honoraires de la Commission par exemple était un survivant Tutsi du génocide. Après avoir resitué son expérience personnelle comme conséquence de la colonisation ayant « détruit l'unité de son pays » en distinguant Hutu et Tutsi sur de simples observations physiques, Éloge Butera déclare : « Je veux vous dire que vous n'êtes pas seuls et que nous nous assurerons que votre parole sera prise au sérieux pour nous changer nous-mêmes et changer ce pays. » Véritable performance, son discours a suscité de nombreux témoignages personnels que le conférencier systématiquement traduisait en racisme, colonialisme ou rattachait à sa propre expérience. Oscillant sans cesse entre singularité et universalité, l'identification fonctionne tout du moins chez les autochtones présents à sa conférence : « Vous avez la même histoire que nous », commente une femme. « Je comprends ce qui vous est arrivé [aux Noirs], aux esclaves. Au cours de mon cheminement, la compassion est importante parce que ça fait de moi une femme », dit-elle. Une autre déclare également : « Quand on apprend à partir de livres, on se demande si c'est vrai. Quand on écoute... [on y croit] », déclare une autre.

Particulièrement performatif, le discours de ce témoin honoraire génère une extension du « nous » à travers la reconnaissance de douleurs communes. C'est là une des forces du traumatisme lorsque la performance atteint son objectif. Par ailleurs, la Commission multiplie aussi les analogies avec l'Holocauste sans y faire explicitement référence. L'histoire élaborée par la CVR dans son rapport intermédiaire illustre parfaitement l'analogie : recourant aux vocables « les gens », « les parents », « les enfants », elle retire ainsi toute connotation ethnique. La Commission

raconte le voyage en autobus, le tri, les effets personnels enlevés, dérobés, les cheveux coupés, épouillés, l'affectation d'un numéro, les uniformes, la marche en file indienne, le traitement inhumain.

La mise en scène à travers les vidéos, où l'on voit en gros plan le visage des témoins pleurer, se moucher ou s'effondrer, participe de ce processus. On peut lire dans ce même rapport que la Commission a pris conseil auprès de la fondation de la Shoah à Los Angeles pour la conservation des témoignages. Alors que je demandais si des transcriptions des témoignages étaient disponibles, une personne de la CVR m'a expliqué que, pour l'instant, seules les vidéos devaient servir de matériau et que cette recommandation se conformait à celle de Steven Spielberg lorsqu'il avait participé à la collecte des témoignages sur la Shoah.

La traduction de ces expériences disparates fait naturellement l'objet d'une pondération qui implique des conflits entre les acteurs. Par exemple, Paul Martin, ancien Premier ministre du Canada, lors de son passage à l'événement national organisé par la Commission à Montréal, a qualifié l'ensemble de ces expériences individuelles en utilisant le terme de « génocide culturel ». Le lendemain, la Mohawk Ellen Gabriel, très active politiquement, réfutait cette classification en déclarant qu'il s'agissait d'un « véritable génocide ». Politiques, intellectuels, leaders autochtones prennent part à ce codage et à cette pondération qui n'est pas aussi définie qu'elle peut le sembler au départ.

Sortir de la violence

Premièrement, témoigner devant la Commission, en public et sous l'œil des caméras, constitue pour les anciens pensionnaires, mais aussi pour leurs familles, une re-subjectivation. Les survivants, tels qu'ils se définissent, témoignent pour raconter *leur* histoire. La mémoire se nourrit principalement ici de l'univers sensoriel et se distingue du récit historique de l'événement⁴⁵.

Deuxièmement, si dire l'indicible constitue en soi une re-subjectivation, la présence des caméras, des médias et du public participe également

45. Brieg Capitaine, « Survivre au pensionnat. Entre victimisation et action », in Marie-Pierre Bousquet et Karl Hele (dir.), *Les grands brûlés de l'âme / Spiritual Burn Victims: les pensionnats autochtones au Québec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, à paraître en 2016.

à replacer les survivants au centre de l'histoire nationale. Les médias en effet s'appuient principalement sur les témoignages subjectifs et la mémoire des survivants pour représenter l'événement.

Troisièmement, le trauma subi par les survivants fait l'objet de la part surtout des commissaires, mais aussi des médias, d'une extension de sens, d'une universalisation. C'est à ce niveau que se situe la délicate articulation entre subjectivation personnelle et collective. La Commission, en effet, ne fait pas qu'entendre les survivants. Elle amène également leurs familles, les « survivants intergénérationnels », à témoigner, à raconter leur expérience. Un ancien pensionnaire me confiait lors d'un événement de la Commission : « On ne s'est jamais vu. On vient de partout au pays et on raconte tous la même histoire. C'est que cela est la vérité ! » Le pensionnat tend à devenir le symbole de l'atteinte à l'identité collective, celui d'une domination partagée par l'ensemble des acteurs au-delà de leur identité de genre, des générations ou des nations et à partir duquel les individus réexaminent leurs trajectoires, reconstruisent les liens familiaux, dépassent les divisions claniques et définissent un adversaire commun. Plus encore, la Commission invite d'autres survivants des génocides rwandais ou arménien et organise des tables rondes rassemblant des descendants de survivants de la Shoah, des petits-enfants des Japonais maintenus au Canada dans des camps à la fin de la Seconde Guerre mondiale et de jeunes autochtones. Le pensionnat en tant que trauma culturel permet de dépasser le strict niveau individuel et suscite une solidarité de la part d'autres minorités, là où le mouvement institutionnalisé cloisonne et isole les autochtones.

Le processus de représentation de l'événement comme trauma culturel constitue un processus de subjectivation que l'on peut dire collectif puisqu'il porte non plus strictement sur l'individu (bien que celui-ci en constitue la source), mais sur le collectif. Toutefois, si la contre-narration des pensionnats, portée par la Commission, vise à hisser l'événement à un niveau suprasocial, c'est-à-dire en somme à en faire la source d'une crise de l'identité collective, cette opération ne peut se faire sans individu. En effet, le trauma reste pour le sens commun une expérience singulière et intime. Or, si l'objectif est de persuader, de susciter une identification, c'est en grande partie par l'individu et son récit intime que s'effectue cette opération. Le trauma en tant que culture ou système de significations doit être envisagé à partir des personnes singulières qui le travaillent et non juste à partir du système social ou

des institutions qui le portent⁴⁶. Autrement dit, cette macrosociologie ne peut ici faire l'économie d'une approche microsociologique centrée sur l'acteur. L'identification est possible lorsque le récit se situe à mi-chemin entre le biographique et l'historique, lorsque à travers la singularité s'exprime un système de croyances collectives.

Conclusion

La CVR n'a peut-être qu'un pouvoir symbolique. Peut-être ne débouchera-t-elle pas sur la réparation des injustices coloniales, mais en faisant du pensionnat un trauma culturel et en diffusant cette mémoire collective, elle participe à donner, autour de l'identité de survivant, chair et sang à la catégorie abstraite de Peuples autochtones et contient la potentialité de nouveaux mouvements. Cette identification collective par le bas, à partir de la mémoire des survivants et de leur famille, constitue les prémisses d'un mouvement global dont on a pu observer la manifestation avec la révolte populaire *Idle No More*. La catégorie de survivant à laquelle se réfèrent les anciens pensionnaires mais aussi les jeunes qui n'ont pas vécu le pensionnat ne repose pas que sur une mémoire de souffrance, mais sur une action collective créatrice de sens.

La CVR se révèle être un espace propice pour sortir de la violence et imaginer une communauté dans un contexte marqué par l'individuation. En se plaçant à un niveau d'action non plus institutionnel, mais symbolique, la Commission se distingue du mouvement autochtone, enfermé dans un espace politico-juridique. En plaçant la victime et son témoignage au centre de la production des connaissances, d'une part, et en traduisant les problèmes sociaux et les inégalités sociales des autochtones dans le langage du trauma, d'autre part, elle tend à neutraliser la dimension ethnique et nationale de la lutte et à faire des injustices dont sont victimes les autochtones une question de droits humains et de respect de l'idéal démocratique, sans pour autant nier les effets concrets et contemporains du colonialisme interne caractérisé par des rapports asymétriques de pouvoir. Il est difficile voire impossible, alors que la CVR vient de rendre son rapport, en juin 2015, d'évaluer les impacts concrets en termes de transformations des rap-

46. Michel Wieviorka, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012.

ports sociaux. Plus modestement, nous avons vu que celle-ci travaille à l'association d'identités antagonistes, à la reconnaissance de l'autre à travers la représentation de l'expérience personnelle du trauma en tant que violation des droits humains. « Je suis toujours là ! », « Nous avons résisté ! », « Nous ne sommes pas morts ! », « Nous sommes forts comme peuple ! » constituent autant d'expressions que l'on entend sur la tribune de la Commission et qui précèdent le cri qui a résonné aux quatre coins de l'Amérique du Nord : « *Idle No More !* » (Fini l'inertie).

Bibliographie

- ALEXANDER Jeffrey C., *The Meanings of Social Life, a Cultural Sociology*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- ALEXANDER Jeffrey C., *Trauma: A Social Theory*, Cambridge, Polity Press, 2012.
- ALEXANDER Jeffrey C., *The Civil Sphere*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- ALEXANDER Jeffrey C., « Performance et pouvoir », in Michel Wieviorka (dir.), *Les sciences sociales en mutation*, Auxerre, Sciences humaines, 2007, p. 301-310.
- ALEXANDER Jeffrey C., EYERMAN Ron, GIESEN Bernhard, SMELSER Niel J. et SZTOMPKA Piotr, *Cultural Trauma and Collective Identity*, Berkeley, University of California Press, 2004.
- ALFRED Taiaiake, « Restitution is the Real Pathway to Justice for Indigenous Peoples », in Gregory Younging, Jonathan Dewar et Mike DeGagné (ed.), *Response, Responsibility, and Renewal. Canada's Truth and Reconciliation Journey*, Ottawa, Aboriginal Healing Foundation, 2009, p. 179-187.
- APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001.
- BLACKBURN Carole, « Culture Loss and Crumbling Skulls: The Problematic of Injury in Residential School Litigation », *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, vol. 2, 2012, p. 289-307.
- CAPITAINE Brieg, « Les voies de la résistance autochtone à la colonisation », in Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Des lendemains*

- doux-amers: espoirs et désenchantements du tiers-monde postcolonial*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 246-260.
- CAPITAINE Brieg, « Survivre au pensionnat. Entre victimisation et action », in Marie-Pierre Bousquet et Karl Hele (dir.), *Les grands brûlés de l'âme / Spiritual Burn Victims: les pensionnats autochtones au Québec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, à paraître en 2016.
- CASTEL Robert, *La montée des incertitudes: travail, protections et statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.
- CHAREST Paul, « Qui a peur des Innus ? Réflexions sur les débats au sujet du projet d'entente de principe entre les Innus de Mashteuiatsh, Essipit, Betsiamites et Nutashkuan et les gouvernements du Québec et du Canada », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 27, n° 2, 2003, p. 185-206.
- CRRPI, *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, 2006.
- CVR, *Commission de vérité et réconciliation du Canada : Rapport intérimaire*, Winnipeg, Commission de vérité et réconciliation du Canada, 2012.
- CVR, *What We Have Learned. Principles of Truth and Reconciliation*, Winnipeg, Commission de vérité et réconciliation du Canada, 2015.
- DELÂGE Denys, *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est 1600-1664*, Montréal, Les éditions du Boréal, 1991.
- DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.
- EYERMAN Ron, *Cultural Trauma: slavery and the formation of African American identity*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2001.
- FASSIN Didier et RECHTMAN Richard, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.
- FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Redistribution et reconnaissance*, Paris, La découverte, 2005.
- GOODMAN Tanya, *Staging Solidarity: Truth and Reconciliation in a New South Africa*, Boulder, Paradigm Publishers, 2009.
- HOGGART Richard, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.
- LE BOT Yvon, *La grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- MARTIN Thibault (dir.), *Gouvernance des parcs au Nunavik*, *Theoros*, vol. 31, n°1, 2012.
- MARTUCCELLI Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006. McDONALD Kevin, *Global Movements. Action and Culture*, Malden, Blackwell, 2006.

- MILLER James Rodger, *Shingwauk's Vision. A history of native residential schools*, Toronto, University of Toronto Press, 1996.
- NIEZEN Ronald, *A World beyond Difference. Cultural Identity in the Age of Globalization*, Malden-MA-Oxford and Carlton, Blackwell Publishing, 2004.
- Niezen Ronald, *Truth and Indignation. Canada's Truth and Reconciliation*, Commission on Indian Residential Schools, Toronto, University of Toronto Press, 2013.
- TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
- WIEVIORKA Michel, *Le racisme, une introduction*, Paris, La découverte, 1998.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Hachette, 2005.
- WIEVIORKA Michel, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *Le Coq-Héron*, n° 180, 2005, p. 122-131.
- WIEVIORKA Michel, « Plaidoyer pour un concept », in François Dubet et Michel Wieviorka (dir.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine. Colloque de Cerisy*, Paris, Fayard, 2005, p. 215.
- WIEVIORKA Michel, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/désubjectivation », *FMSH working paper*, n° 16, 2012.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Chapitre 15 Radicalité et non-violence dans le conflit israélo-palestinien

La mort de Rémi Fraysse au cours de la répression de la mobilisation contre le barrage de Sievens, le 27 octobre 2014, rappelant celle de Vital Michalon survenue en 1977 lors de la mobilisation autour du site nucléaire de Creys-Malville¹, pose la question de l'escalade de la violence dans des mouvements sociaux présentés comme radicalisés. Les interprétations simplistes de cette situation récurrente abondent. Elles sont en général le produit direct de la position politique du locuteur vis-à-vis des mouvements sociaux considérés : les sympathisants soulignant le rôle dans l'escalade de l'intervention violente des forces de l'ordre tandis que les opposants ont tôt fait d'identifier dans les méthodes de protestation retenues par les militants des provocations ayant inéluctablement conduit la situation à dégénérer. Si personne ne se réjouit du décès d'un manifestant, la violence et la mort confèrent néanmoins un statut particulier à l'épisode militant, en en faisant un moment marquant de la mobilisation, digne d'être remémoré. Ainsi, même pour les militants qui ne pensent pas que la mort offre une aura de martyr, à un ou une des leurs, les épisodes de violence létale sont souvent considérés comme des pics de la mobilisation et des moments de radicalisation de l'affrontement. Dans l'opinion publique, la survenance

1. Alain Touraine *et al.*, *La Prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

d'une mort contribue également à apposer une étiquette de radicalité au mouvement, tandis que, dans une perspective de sécurité intérieure, cette même étiquette de mouvement radical conduit à des formes de réponse policière, dans lesquelles l'usage de la violence n'est pas exclu.

Radicalité et violence sont-elles consubstantiellement liées dans les mouvements sociaux, ou participent-elles de la même prophétie auto-réalisatrice, caractéristique de la logique de l'escalade? Le cas de l'action directe non-violente nous offre un contrepoint intéressant pour commencer à répondre à cette question, en nous proposant une situation où les mouvements revendiquent pour eux-mêmes la catégorie de la radicalité politique tout en insistant sur le caractère non-violent des modes d'action retenus. La nature de la répression dans la réponse des forces de l'ordre découle alors de l'interprétation faite de ces modes d'action et de l'étiquette de radicalité qui y est associée. Le caractère instable de ces évaluations conduit à problématiser le *continuum* radicalité-violence trop rapidement accepté par la plupart des acteurs de la situation de conflit, en particulier les forces de l'ordre.

Débats autour de la violence dans les mouvements pratiquant l'action directe

De nombreux mouvements pratiquent aujourd'hui l'action directe, une catégorie remise à l'honneur par la vague de protestations transnationales, altermondialistes ou anticapitalistes qui a connu son apogée dans la première moitié des années 2000. Elle n'a pas disparu du vocabulaire politique des mouvements qui en sont les héritiers, comme l'illustre le *Direct Action Working Group* d'*Occupy Wall Street*. Il serait réducteur de limiter la généalogie de l'action directe contemporaine à l'anticapitalisme transnational, mais on peut noter que, dès le contre-sommet de Seattle de 1999, bon nombre d'anciens débats sur la violence dans l'action directe ont contribué à la populariser au sein de mouvements très divers se croisant dans la mouvance altermondialiste, et n'ayant pas nécessairement été confrontés auparavant à ce choix de répertoire d'action.

Ce débat prend appui sur une longue histoire de théorisation de la violence et de la non-violence politiques. Les mouvements contemporains sont au fait de ces discussions et les prolongent dans le cadre transnational dans lequel ils agissent. À une position glorifiant la vio-

lence comme un élément essentiel de l'action directe prolétarienne, comme chez Sorel, ou anticoloniale, comme chez Fanon, car elle contribue à instituer le sujet politique, s'oppose l'importante tradition de non-violence incarnée par Gandhi ou par l'éthique des Quakers. La théorisation approfondie de la non-violence n'équivaut pas uniquement à la prôner : elle convoque une réflexion portant non seulement sur l'éthique de l'action, mais également sur les conditions concrètes dans lesquelles elle se réalise – comme l'obligation d'assumer les conséquences pénales de ses actions chez Gandhi et de se refuser à toute vengeance. Elle informe les modes d'action, comme l'atteste la pérennité de l'objectif de « porter témoignage », qui traverse les mouvements centrés sur l'action directe non-violente jusqu'à nos jours. Violence et non-violence ne sont donc pas des antonymes. La non-violence, en tant qu'idéologie, est dotée d'une généalogie maintes fois réaffirmée dans les mouvements qui l'exercent² et de pratiques spécifiques adossées à une philosophie. Elle possède donc un contenu politique nettement plus important que la violence politique, qui fait de plus aujourd'hui l'objet d'une délégitimation importante³. L'état des débats sur la violence dans les mouvements sociaux contemporains est très proche de la remarque de Michel Wieviorka qui notait dès 1998 qu'« il n'y a aucun grand débat philosophique, moral, ou éthique au sujet de la violence », un vide qui laisse la place à l'expression des préjugés et des fantasmes sur les formes de violence politique contemporaines.

Dans les mouvements anticapitalistes, on ne peut guère affirmer que s'opposent des acceptions violentes et non-violentes de l'action directe, car on aurait du mal à trouver des avocats de la violence politique, par exemple sous la forme paradigmatique du meurtre politique. L'orientation privilégiant l'action directe, de même que la radicalité politique sont soigneusement distinguées de la pratique de la violence. Quant à la non-violence, si elle imprègne certaines cultures militantes en matière d'action directe, comme c'est le cas pour les mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo-palestinien, son audience est cependant variable selon les contextes nationaux. Si le vocable « *non violent direct action* », souvent abrégé en NVDA, est très utilisé dans le monde anglophone, il n'apparaît quasiment jamais en

2. April Carter, *Direct Action and Democracy Today*, Londres, Ed. Polity, 2005.

3. Michel Wieviorka, *La Violence*, Paris, Éd. Balland (1^{re} édition), 2004.

français, ce qui indique que la référence à l'idéologie non-violente est nettement plus faible. Dès lors, les débats se produisent entre des versions affaiblies des deux pôles idéologiques de la violence et de la non-violence. Tim Jordan remarque que, chez les anticapitalistes, cet affaiblissement idéologique affecte plus la violence que la non-violence⁴. La question est alors traitée sous l'angle du pragmatisme, en substituant pour une bonne part au débat centré sur l'éthique, un autre axé sur l'efficacité prenant en compte les objectifs de l'action de protestation et les forces en présence. En revanche, la présence très réelle d'alternatives violentes dans les protestations contre l'occupation israélienne contribue à renforcer le caractère éthique du choix de la non-violence dans les mouvements pour la paix.

Les débats sur la violence tendent à se polariser sur les formes d'action directe, et non sur les modes d'action plus conventionnels, comme la manifestation. Pour Tim Jordan, cela découle d'une caractéristique fondamentale de l'action non-violente : pour pouvoir exister en tant que tactique politique spécifique, elle ne peut concerner que des actes qui pourraient potentiellement être violents⁵. En ce sens, dire d'une pétition qu'elle est non-violente n'a pas de sens, et une action non-violente mettra en scène une évocation de la violence qu'elle remplace.

Les choix de modes d'action mettent en jeu ce que James M. Jasper nomme les « goûts en matière de tactique »⁶, qui selon lui font choisir dans le répertoire culturellement disponible, bien davantage que le concept de « répertoire d'action », tel qu'il a été initialement développé par Charles Tilly⁷. Le choix de l'action directe en contre-sommet, impliquant une confrontation avec les forces de l'ordre, met en jeu des questions plus profondes que l'accessibilité d'une technique ou la connaissance de celle-ci. L'impossibilité évoquée par Michel Wieviorka de choisir le recours à la violence politique comme un choix purement instrumental, entre autres modes d'action disponibles, rejaillit ici sur l'action directe. De par son rapport complexe à la violence, l'action

4. Tim Jordan, *S'engager! : les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement (trad. fr.), 2003.

5. *Ibid.*, p. 58.

6. James Jasper, *The Art of Moral Protest: Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

7. Charles Tilly, *The contentious French*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1986.

directe, même dans les mouvements qui la considèrent favorablement, ne fait pas partie d'un répertoire disponible. Non seulement le choix de l'action directe engage la personne dans sa position éthique, mais il constitue un marqueur d'identité politique qui va particulièrement se manifester dans les débats autour de la question de la violence. Le risque est alors élevé de voir émerger des positions adverses d'autant plus intractables qu'elles s'appuient sur des postures morales.

Non-violence et radicalité dans le conflit israélo-palestinien

Les débats sur la violence discutés ci-dessus prennent place dans des sociétés où la délégitimation de la violence politique est particulièrement marquée. En conséquence, la légitimité de la violence de l'État est elle aussi fortement mise en cause, en particulier quand elle est opposée à celle de mouvements sociaux, où on attend qu'elle soit limitée au maximum. Si la violence du conflit est souvent traitée comme un marqueur de radicalité, en particulier des acteurs militants, la prévalence de l'action directe non-violente entraîne que son usage puisse aussi s'appliquer à des mouvements dont le mode d'action n'est pas à proprement parler violent. En revanche, dans un contexte de conflit armé où la radicalité est souvent associée aux interventions des acteurs violents, la pratique de la non-violence est considérée comme non-radical. L'idée que des mouvements non-violents puissent être concernés par la mise en œuvre d'une norme de radicalité semble paradoxale à première vue, car ils sont souvent représentés comme les derniers tenants d'une société civile modérée et tournée vers le dialogue dans des contextes de conflits violents marqués par la division sectaire des acteurs politiques et la drastique restriction de l'espace du débat démocratique. Ici le contexte israélo-palestinien nous conduit à réévaluer la place de la notion de conflit dans les débats sur la violence et la non-violence des acteurs de mouvement social. Michel Wieviorka⁸ note que dans la société française un découplage entre violence et

8. Michel Wieviorka, «Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1)», *Cultures & Conflits* [En ligne], n° 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 30 janvier 2002, disponible sur <http://conflits.revues.org/724> (consulté le 10 février 2015).

conflit, dont il analyse les sources historiques complexes, est à l'œuvre. La violence est aujourd'hui la marque de changements sociétaux brutaux comme la mondialisation, dont l'impact dépasse de loin le conflit dans lequel s'inscrivent les mouvements anticapitalistes, même au pic de leur mobilisation. Le conflit israélo-palestinien est bel et bien un conflit au sens classique du terme, dont les enjeux peuvent aisément être identifiés en termes territoriaux, même s'ils se sont complexifiés au cours de sa longue histoire. Mais de nombreux acteurs déclarant lier leur mobilisation aux enjeux israélo-palestiniens ne s'inscrivent de fait pas dans le conflit lui-même, au sens où le définit Michel Wieviorka :

« Pour qu'il y ait conflit, système d'acteurs en relations conflictuelles, il faut d'une part des acteurs, d'autre part des enjeux qu'ils reconnaissent comme communs, et enfin des possibilités pour eux de s'opposer sans se détruire, et donc des mécanismes politiques ou institutionnels. [...] Si la violence semble aujourd'hui si menaçante ou dramatique, n'est-ce pas du fait de la démultiplication des "anti-acteurs", protagonistes, extérieurs à tout système d'action, d'une violence relevant de la seule logique de la force et de la puissance, sans débat ni relation possible avec eux ?⁹ »

La mondialisation du conflit israélo-palestinien se traduit par une extension pratiquement sans limite des acteurs qui s'en réclament, sans lien avec un système d'action concret. Pour cette raison, les débats sur la violence apparaissent déconnectés du conflit lui-même, de ses enjeux et de ses manifestations, lorsqu'ils sont énoncés hors du territoire en question et s'adressent à des publics internationaux.

La catégorie de la radicalité est paradoxalement mobilisée dans les discours des mouvements pour la paix où elle prend une connotation positive, associée à des positions éthiques de non-compromission et de mise en danger des activistes. Dans le cas des mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo-palestinien, elle constitue également un puissant moteur d'unification : la différenciation symbolique entre « radicaux » et « modérés », par ailleurs fortement structurante des discours sur l'espace politique dessiné par le conflit israélo-palestinien, est esquivée dans une revendication générale de la catégorie de la radicalité. Cette notion est un élément essentiel

9. *Ibid.*

de caractérisation des initiatives et des positions à l'intérieur de la nébuleuse des mouvements internationaux notamment mobilisés contre l'occupation israélienne. Mais la radicalité prend un sens tout à fait différent quand elle est appelée à l'extérieur de ces mouvements, et qu'elle est massivement associée à la violence et au terrorisme¹⁰.

La revendication de la catégorie de la radicalité par des mouvements non-violents s'inscrit dans un contexte où les autres dénominations militantes sont instables et sujettes à caution, car souvent réinterprétées dans un sens hostile par d'autres locuteurs. C'est par exemple le cas de la distinction entre mouvements pour la paix et mouvements de solidarité avec le peuple palestinien : la première catégorie apparaissant, selon les locuteurs, soit comme plus universelle que la seconde parce qu'elle revendique la paix pour tous, soit plus hypocrite car elle ne pose pas explicitement la question du devenir des Palestiniens, non plus que celui des Israéliens, dans la paix en question. Cette distinction repose cependant sur des dénominations labiles, et qui varient en fonction des contextes dans lesquels elles sont mobilisées. Si se revendiquer de la paix est souvent associé à une posture politique et éthique, spécifique et exigeante, le contexte particulier du conflit israélo-palestinien a souvent associé à ce terme celui d'une posture consensuelle. Ceux qui stigmatisent la tiédeur politique attachée au concept de paix utilisent fréquemment la terminologie de la justice pour qualifier leurs luttes, qu'ils empruntent aux mouvements palestiniens, ou encore de solidarité internationale. Ces variations de vocabulaire entre locuteurs mobilisés en coalition découlent également du fait que la signification des actions pour la paix ou de solidarité s'inscrit dans un contexte où l'interprétation du conflit au sein des opinions publiques internationales est elle-même un enjeu. Les risques découlant d'un vocabulaire susceptible d'entraîner une répression varient en fonction des lieux où celui-ci est utilisé. Karine Lamarche montre, par exemple, que la catégorie de la radicalité est utilisée de manière instrumentale par les autorités israéliennes pour délégitimer le « camp de la paix » en Israël¹¹.

10. Brigitte Beauzamy, «La norme de radicalité dans les mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo-palestinien et l'action directe non-violente», *Lien social et Politique*, n° 68, 2013, p. 25-41.

11. Karine Lamarche, «Des "mouvements pacifistes" aux "mouvements anti-occupation" israéliens», *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, n° 19, 2008, disponible sur <http://bcrfj.revues.org/5921>.

Cette pratique ressort d'un étiquetage hostile et vise à suggérer que les mouvements pour la paix sont potentiellement « violents » ou « terroristes », dans un contexte où l'étalon utilisé pour mesurer leur violence est complètement dé-corrélé de celui employé à propos des groupes d'extrême droite sioniste et/ou religieuse.

À l'intérieur de la nébuleuse des mouvements internationaux mobilisés contre l'occupation, la notion de radicalité est employée de manière à ne pas séparer les « modérés » pacifiques des « radicaux » caractérisés par leur répertoire d'action qualifié de « violent » parce qu'incluant la lutte armée sous une forme ou une autre. Il s'agit alors de problématiser le lien souvent supposé entre non-violence et pacifisme, mais aussi, pour les militants, de ne pas suggérer qu'ils se montreraient trop critiques de la lutte palestinienne armée. Si les modes d'action non-violents sont présentés comme plus efficaces actuellement que la lutte armée dans un contexte de conflit fortement asymétrique, il s'agit de souligner que le choix de la non-violence n'est pas un indice de faiblesse mais un acte politique délibéré. La mobilisation de la radicalité est ici un élément essentiel de l'argumentaire en faveur de la non-violence, car elle sera alors associée aux valeurs de détermination, de mise en danger et de force généralement présentes dans l'imaginaire de la lutte armée. Il ne s'agit donc pas ici de déterminer si la non-violence pratiquée par les mouvements internationaux et leurs partenaires palestiniens et israéliens est « stratégique » ou « de principe », pour reprendre la distinction canonique de Gene Sharp (1973)¹². Il est frappant de constater que les mouvements internationaux situent beaucoup plus souvent leurs réflexions sur le terrain de la non-violence stratégique que sur celui d'un pacifisme éthique, et posent la question des conditions de coexistence entre les modes d'action non-violents et les autres, sur le mode familier aux mouvements anticapitalistes de la « diversité des tactiques ». Si le choix du mode d'action est dépeint par les activistes internationaux comme largement contraint par la situation du conflit israélo-palestinien et la forte répression exercée par l'armée israélienne, la « résistance populaire » (non-violente) et la lutte armée sont alors traitées comme deux options possibles pour les Palestiniens, et qu'il leur revient d'articuler dans les proportions de leur choix.

12. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Ed. Extending Horizons Books, 2000 [1973].

Une position réaliste conduit les activistes internationaux à prendre acte du fait que d'autres acteurs identifiés comme pro-Palestiniens vont continuer à faire usage de tactiques impliquant l'usage de la violence à divers degrés, depuis le classique jet de pierre iconique de l'*Intifada* jusqu'au récent renouvellement du répertoire d'action à Jérusalem-Est, comme l'usage de la voiture-bélier. Dans ce périmètre d'action fortement contraint par les tactiques des autres acteurs du conflit, les mouvements non-violents peuvent éprouver des difficultés à démontrer l'efficacité de leur action aux yeux des opinions publiques : c'est particulièrement le cas des mouvements israéliens pour la paix, fortement ébranlés à partir de la deuxième Intifada¹³.

Dans les deux types de mouvements sociaux, un consensus apparaît sur le rôle essentiel de la confrontation, constitutive de l'action directe et gage de radicalité. Parfois recherchée par les mouvements anticapitalistes pour qui la confrontation avec les forces de l'ordre peut être un moment essentiel de l'action, appréciée de certains participants bien que décrite comme peu productive, elle prend une forme très différente dans un contexte de conflit violent où la répression s'exercera souvent de manière indistincte et à balles réelles. La confrontation physique accompagne le conflit discursif portant sur la dénomination des mouvements et la qualification de leurs actes. Ici, l'inflation de l'usage de la catégorie du terrorisme depuis le début de la « guerre contre le terrorisme » initiée par George W. Bush en 2003 contribue fortement à renforcer l'équivalence entre radicalité et violence, et à déduire que tout processus de radicalisation mène nécessairement à la violence. Dans les cas où cette grille de lecture entraîne une erreur d'appréciation, l'efficacité des instruments de sécurité intérieure visant à mesurer la radicalité des acteurs politiques est fortement amoindrie, voire contre-productive.

Bibliographie

AGRIKOLIANSKI Eric et SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.

BEAUZAMY Brigitte, *La créativité altermondialiste : discours, organisation, action directe*, thèse de sociologie soutenue à l'EHESS, 2008.

13. Tamar Hermann, *The Israeli Peace Movement: A Shattered Dream*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

- BEAUZAMY Brigitte, « La norme de radicalité dans les mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo-palestinien et l'action directe non-violente », *Lien social et Politique*, n° 68, 2013, p. 25-41.
- BLINCOE Nicholas *et al.* (dir.), *Peace Under Fire: Israel, Palestine, and the International Solidarity Movement*, Londres, Verso Books, 2004.
- CARTER April, *Direct Action and Democracy Today*, Londres, Ed. Polity, 2005.
- COCKBURN Cynthia, *From Where We Stand. War, Women's activism & Feminist Analysis*, Londres, Zed Books, 2007.
- HERMANN Tamar, *The Israeli Peace Movement: A Shattered Dream*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- JASPER James, *The Art of Moral Protest: Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.
- JORDAN Tim, *S'engager! : les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement (trad. fr.), 2003.
- LAMARCHE Karine, « Des "mouvements pacifistes" aux "mouvements anti-occupation" israéliens », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* n°19, 2008, disponible sur <http://bcrfj.revues.org/5921>.
- MARTEU Elisabeth (dir.), *Civil Organizations and Protest Movements in Israel: Mobilization Around the Israeli-Palestinian Conflict*, Londres, Palgrave Macmillan, 2009.
- PERRY Donna, *The Israeli-Palestinian Peace Movement: Combatants for Peace*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011.
- SHARP Gene, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Ed. Extending Horizons Books, 2000 [1973].
- SCHOCK Kurtz, « Nonviolent Action and Its Misconceptions: Insights for Social Scientists », *PS: Political Science and Politics*, vol. 36, n° 4, 2003, p. 705-712.
- SÉMELIN Jacques, « De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non-violente », *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 6, 1998, p. 773-782.
- SHULMAN David, *Dark Hope: Working for Peace in Israel and Palestine*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.
- TILLY Charles, *The contentious French*, Cambridge, Mass., Ed. Harvard University Press, 1986.
- TOURAINÉ Alain *et al.*, *La Prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

WIEVIORKA Michel, « Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], n° 29-30,| automne-hiver 1998, mis en ligne le 30 janvier 2002, disponible sur <http://conflits.revues.org/724> (consulté le 10 février 2015).

WIEVIORKA Michel, *La Violence*, Paris, Éd. Balland (1^{re} édition), 2004.

Chapitre 16 Après le désengagement : les défis de la reconstruction identitaire des ex-guérilléros

Si la littérature sur le « désengagement militant », comme l'a remarqué Olivier Fillieule¹, reste encore « rare », on dispose encore moins de recherches portant sur la défection des militants révolutionnaires et notamment des guérilléros. Les travaux consacrés aux ex-militants révolutionnaires sont focalisés dans la majorité des cas sur le désengagement communiste² ou bien sur les itinéraires des ex-combattants dans les situations post-conflit³. Les recherches sur les ex-combattants des organisations déterminées à poursuivre la lutte armée demeurent quasi inexistantes. Le cas des ex-guérilléros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagés depuis 1984 dans la lutte armée contre l'État turc, permettrait d'apporter quelques éléments de réflexion sur cet angle mort de la littérature sociologique.

Le PKK est l'une des organisations les plus structurées de l'espace contestataire kurde. Aujourd'hui, on lui attribue en effectifs plus de dix mille combattants en Turquie et trente mille en Syrie. Pourtant, malgré la forte capacité militaire et mobilisatrice de cette organisation,

1. Olivier Fillieule (éd.), « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in Fillieule O. (éd.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17.
2. Voir Vanessa Codaccioni, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures & Conflits*, vol. 89, n° 1, 2013, p. 29-52; Daniela Cuadros, « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques », *Cultures conflits*, p. 53-69.
3. Voir Pilar Calveiro, « Politique et/ou violence. Une approche de la guérilla des années 1970 », *Tracés*, vol. 14, n° 3, 2014, p. 17-42; Marielle Debos, « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, vol. 109, n° 1, 2008, p. 167-181.

la contestation, la scission et la défection constituent une part importante de son histoire. Comment ces militants qui avaient investi la violence révolutionnaire gèrent-ils et vivent-ils l'expérience de la rupture et comment celle-ci est-elle réinterprétée ? Avant d'étudier cette question, il convient de souligner que l'engagement révolutionnaire possède certains traits caractéristiques spécifiques qui le différencient des autres formes de militantisme. Pour les « révolutionnaires professionnels », s'engager signifie mettre un terme à toutes les autres sphères de la vie sociale traditionnelle, telles que la famille, le travail, les études et les anciennes formes de sociabilité. Un militant professionnel consacre tout son temps et son énergie à la cause et aux objectifs de son parti et modifie son rapport au monde extérieur pour le reconstruire au sein de la famille-parti. L'intensité de la subjectivité de ceux qui participent à ce type d'expérience nous laisse penser au concept d'« hyper-sujet » développé par Michel Wieviorka. « L'hyper-sujet », explique le sociologue, est un individu qui « tente de conférer un sens à son existence par une violence à laquelle il peut attribuer des significations nouvelles, ou renouvelées »⁴. Dans cette dimension du militantisme révolutionnaire, que se passe-t-il quand cet « hyper-sujet » est « livré à lui-même »⁵ ?

Une des manières de répondre à cette question est précisément de s'intéresser à la trajectoire des anciens militants dans la vie « d'après la lutte »⁶. L'autre est d'aller au-delà d'une réflexion sur les « conséquences biographiques »⁷ de la défection pour se pencher davantage sur le rapport subjectif que les ex-combattants du PKK entretiennent avec une expérience forte du militantisme et de l'*exit*. Loin de proposer un nouveau schéma théorique, on tente ici de conjuguer ces deux modalités, de penser au désengagement pour appréhender l'expérience de post-désengagement des guérilléros kurdes. L'analyse repose sur l'exploitation de données qualitatives obtenues auprès de dix ex-guérilléros, commandants et chef militaires du PKK qui, après plusieurs années d'engagement, ont abandonné la lutte armée. Dans un premier temps, l'analyse portera sur la proposition d'une typologie de parcours post-désengagement, pour observer, dans un deuxième temps,

4. Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Hachette, 2005, p. 293.

5. *Ibid.*, p. 30.

6. Marc Milet, « Après la lutte », *Cultures & Conflits*, vol. 81-82, n° 1, 2011, p. 151-171.

7. Olivier Fillieule, *Le désengagement militant*, *op. cit.*, p. 35.

les difficultés d'un retour à la vie civile « après la lutte » et s'arrêter, dans un troisième temps, sur la reconstruction identitaire et subjective de ceux qui vivent la défection.

Trois trajectoires de vie post-désengagement

Lorsqu'on examine la vie post-engagement, on peut se demander tout d'abord quels rapports entretiennent les dissidents avec l'organisation. À travers les différentes expériences post-militantes, trois types de rapports à l'organisation apparaissent. Dans certains cas, les dissidents rompent définitivement avec l'organisation, mais continuent d'être présents sur la scène politique kurde. C'est ce que nous appelons la *dissidence active*. Pour une grande part, la dissidence active se développe sur la base de l'hostilité envers l'organisation. Cette attitude peut varier entre la dénonciation publique du PKK, l'engagement dans une autre organisation concurrente, la création d'un groupe rival ou peut aller jusqu'à la décision de devenir un repent, voire celle d'intégrer les institutions militaires de l'État.

Dès ses débuts, le PKK s'est heurté à des résistances internes et à l'opposition de certains cadres importants du parti qui ont tenté ensuite de fonder leur propre organisation. Pourtant, le seul groupe dissident ayant réussi à perdurer après la fondation d'une organisation concurrente est celui qui s'est séparé du PKK après le neuvième congrès, en 2004, pour fonder le Parti patriotique-démocratique du Kurdistan (PDK). Parfois, les dissidents, majoritairement de hauts responsables de l'organisation, ont continué à dénoncer l'attitude, la direction et le fonctionnement de l'organisation. Dans d'autres expériences, les anciens commandants du PKK ont rejoint les forces armées de l'État et se sont impliqués dans un combat acharné contre l'organisation. En 1987, certaines unités du JITEM⁸ ont été « constituées presque exclusivement d'anciens combattants du PKK repentis »⁹.

Dans d'autres cas, les ex-militants font le choix de prendre de la distance avec toutes sortes d'actions collectives kurdes en se retirant discrètement à l'écart des organisations actives. Nous qualifions ce type

8. Service de renseignements et antiterrorisme de la gendarmerie.

9. Sabri Cigerli et Didier Le Saout, *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005, p. 84-114.

de désengagement d'*abandon total*. En général, ceux qui abandonnent toutes activités partisans ne veulent ou ne peuvent se faire entendre que dans des cercles sociaux limités à leur entourage, à leur famille et à leur groupe d'amis. Certains préfèrent éviter de s'exprimer sur leur expérience et d'autres n'en parlent que pour justifier leur départ dans des milieux où la défection est plutôt vue comme une défaillance. Cette majorité silencieuse d'ex-militants, parmi laquelle on compte également les repentis passifs, a tendance à s'éloigner de toutes activités politiques collectives. Dans ce cas, le moment du désengagement ne débouche ni sur une attitude ouvertement hostile au PKK, ni sur un engagement dans une autre organisation rivale. Le cas de Mezdek est représentatif¹⁰. Après neuf ans de combat au sein de la guérilla du PKK, Mezdek a décidé de mettre fin à sa vie de guérilléro. Sa rupture définitive avec le PKK a provoqué chez lui de sérieux doutes quant à l'utilité de lutter pour la cause kurde : « Lorsque tu sors du parti [PKK], tu te dis que tu as milité dans le plus puissant parti kurde. À ce moment, tu comprends que si tu n'as pas réussi avec le PKK, il ne reste plus aucun espoir d'y arriver avec un autre. Donc, à quoi ça sert de s'investir ailleurs ? » Dans le cas de Mezdek, à l'excès de désespoir auquel il a succombé succède la décision de renoncer à tout projet collectif.

En creusant un peu plus dans l'expérience des ex-militants kurdes, nous avons découvert qu'il n'est pas rare de voir des anciens combattants ayant quitté l'organisation rester fidèles aux objectifs et aux symboles du groupe. En effet, entre la dissidence active et l'abandon total, il y a une autre forme de défection que nous avons appelée le *retrait loyal*¹¹. Les ex-militants de ce dernier groupe abandonnent leur engagement de manière partielle et provisoire et peuvent se réengager ultérieurement dans une forme moins intense de militance comme dans les associations ou deviennent simplement sympathisants de l'organisation. L'auto-identification à l'organisation et au mouvement kurde est le caractère principal de ce mode de sortie. Sur les dix ex-combattants avec qui nous avons réalisé des entretiens approfondis, trois s'identifient fortement aux objectifs, aux actions et à l'univers symbolique du PKK.

10. Extrait d'entretien avec Mezdek, Kurdistan irakien, Erbil, 8 septembre 2010.

11. Ce concept est proche de ce que Yann Raison du Cleuziou appelle « la désaffiliation fidèle ». Dans son article « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in Jacques Lagroye et Michel Offerlé (éd.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-290.

Les expériences des membres de ce groupe diffèrent selon la modalité et le niveau de leur engagement. À côté des ex-guérilléros qui continuent à se réclamer de l'étiquette idéologique du PKK, nous en trouvons d'autres qui sont prêts à s'investir partiellement dans certaines actions collectives kurdes sans pourtant s'impliquer pleinement dans un nouveau rôle militant, qu'il soit associatif, politique ou professionnel. Des gens, comme Tahsîn, fraîchement arrivés en Europe, n'hésitent pas à participer aux manifestations pro-kurdes dans les grandes villes européennes, malgré l'énorme distance qu'ils ont prise avec l'organisation¹². Zozan, une autre ex-combattante du PKK, résidant depuis plusieurs années en France, participe de manière plus dynamique à la vie associative kurde en Europe. Elle ne se considère plus comme une militante du PKK, mais elle précise : « Je continue mon combat à ma propre manière¹³. » Zozan n'adhère à aucune association ou organisation, mais reste prête à apporter son soutien quand elle le pense nécessaire. Elle devient une sympathisante active, apte à se transformer provisoirement en une militante engagée.

Conséquences de la défection

Les conséquences de la défection sur la vie individuelle renvoient à toute une série de facteurs. La manière dont se fait la sortie, la direction politique de la période post-désengagement, le profil socio-économique avant l'engagement, le niveau de soutien de l'entourage proche et le lieu où les ex-militants recomposent leur vie, constituent tous des facteurs importants qui influencent la manière dont ces personnes affrontent leur nouvelle vie et la conjuguent avec leur expérience du passé. Nous aborderons le sujet sous deux aspects.

Les défis de l'intégration dans une vie conventionnelle

Au-delà des motivations et des raisons du désengagement, pour ceux qui s'étaient fortement investis dans une forme de militantisme radical, l'espoir d'un nouveau départ dans la vie peut se heurter à certains

12. Entretien avec Tahsîn, Paris, 18 avril 2012.

13. Extrait d'entretien avec Zozan, Paris, 14 avril 2011.

problèmes. Dans le militantisme professionnel, les autres « sphères de la vie »¹⁴ sont totalement désinvesties et se réintègrent à nouveau dans une vie routinière après une expérience forte d'engagement implique un effort psychique et matériel important.

Parmi tous les obstacles que doivent surmonter les ex-militants du PKK, il y a tout d'abord l'effondrement des anciens réseaux de sociabilité. Les solidarités fraternelles de camaraderie qui avaient remplacé les formes traditionnelles de relations sociales disparaissent. Une autre sorte de rapport s'installe même entre les groupes d'ex-militants. Voici comment Mezdek explique ce changement : « Quand tu sors, tu te retrouves seul et abandonné même par les gens qui étaient autrefois prêts à mourir pour toi [...]. Dans la nouvelle vie, tu ne peux communiquer qu'une partie de ta vie avec les amis. » Si auparavant l'objectif commun de la lutte et les conditions de vie avec des risques extrêmes permettaient aux combattants de construire des rapports intenses et d'établir de forts liens affectifs, la vie post-désengagement ne permet plus qu'un tel climat de camaraderie se reproduise. En conséquence, l'ex-combattant doit faire face à la fois au choc de la distanciation avec l'ancien réseau des camarades et à celui de l'ébranlement des principes moraux qui conditionnaient la vie de la guérilla.

Une fois sorti de ces réseaux de la camaraderie, l'ex-militant doit affronter les intimidations voire les pénalisations¹⁵ exercées par l'organisation. Le PKK en tant qu'« institution gourmande »¹⁶ emploie des dispositifs dissuasifs pour assurer la continuité de l'engagement de ses membres. Concernant les *ex*, ces méthodes de dissuasion peuvent prendre plusieurs formes qui varient selon le statut du militant, la modalité de sa défection et son attitude après le désengagement. Plusieurs témoignages nous confirment que même la menace contre l'intégrité physique des dissidents n'est pas exclue du registre du PKK. Bien qu'aucun interviewé rencontré au cours de notre enquête ne témoigne de telles menaces, certains dénoncent l'intimidation et

14. Florence Passy, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in Olivier Fillieule (éd.), *op. cit.*, p. 111-130.

15. Sur la pénalisation de la défection par les entreprises, voir Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Londres, Harvard University Press, 1970, p. 92-98.

16. Lewis A. Coser, *Greedy institutions: patterns of undivided commitment*, New York, Free Press, 1974.

l'intolérance dont ils ont été victimes en raison de leurs activités après leur désengagement. Au sujet des ex-combattants qui se sont totalement retirés de la scène publique kurde, les formes de dépréciation et de marginalisation sont beaucoup plus indirectes.

Délaissé et intimidé par ses anciens camarades, l'ex-combattant du PKK n'en est pas moins persécuté par les États ennemis de l'organisation. Au cas où les ex-combattants décideraient de rentrer dans leur pays, ils doivent passer devant les tribunaux et, avec un peu de chance, ils pourront demander une réduction de leur peine dans le cadre de la loi de repentance. En contrepartie de cet allègement de punition et d'une sécurité corporelle, et parfois économique, le repentis accepte d'abord de « se rabaisser devant le maître [ici l'État] »¹⁷, comme le dit James C. Scott, et ensuite de partager son savoir-faire avec les forces de sécurité et de prendre l'arme de son vieil ennemi contre son ancien ami. Malgré cette reconversion radicale, le repentis, selon Lewis A. Coser, « doit se justifier aux yeux de nouveaux maîtres en exécutant de manière dévouée et énergique les tâches assignées »¹⁸.

Les ex-guérilléros qui évitent de demander le pardon de l'État essaient de disparaître en entamant une vie clandestine à l'intérieur du pays. D'autres se réfugient au Kurdistan irakien ou choisissent l'exil dans les pays occidentaux. Quant aux ex-guérilléros qui réussissent à se réfugier dans un pays tiers, ils pourront recomposer leur nouvelle vie dans une société *a priori* indifférente à ce qu'ils ont vécu par le passé. Ce n'est pas le cas pour tous les ex-combattants, notamment ceux qui décident de s'installer dans les régions kurdes. Pour ces derniers, nous avons constaté que même ceux qui n'optent pas pour une dissidence active ont des difficultés à se réinsérer dans la vie sociale. Cela s'explique en grande partie par le fait qu'en général le renégat n'est pas bien vu dans la société kurde. À ce propos, il est important de noter que la forte implantation du PKK au Kurdistan turc à travers de multiples réseaux associatifs, municipaux et partis politiques a facilité la capacité de cette organisation à propager les éléments de son univers symbolique et idéologique dans l'espace contestataire. Par conséquent, dans les sphères où il existe une forte mobilisation pour la cause kurde, les

17. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, éd. Amsterdam, 2008, p. 72.

18. Lewis A. Coser, *Greedy institutions, op. cit.*, p. 45.

anciens combattants souffrent perpétuellement de discrédit et d'exclusion sociale. Les propos tenus par les militants actifs du mouvement kurde sur ceux qui se sont désengagés révèlent un degré élevé de stigmatisation¹⁹. Dans les meilleurs des cas, on qualifie les *ex-combattants de la liberté* d'« égoïstes », « dépourvus de volonté », « émotionnels », « faibles », etc. Et, dans les cas extrêmes, ils sont qualifiés de « traîtres » qui n'ont pas pu ou n'ont pas su répondre aux exigences idéologiques et physiques de la « révolution kurde ».

Dans cette atmosphère d'extrême illégitimité de la défection, qui a pour effet une marginalisation sociale et politique plus avancée des ex-militants professionnels, ces derniers n'ont d'autre choix que de s'éloigner des milieux actifs. Ils se replient de plus en plus sur eux-mêmes et se concentrent sur d'autres « sphères de vie », notamment la vie privée et familiale. Ils se marient et se lancent dans des activités professionnelles et économiques en entamant de nouvelles relations et en s'inscrivant dans de nouvelles collectivités.

Réflexion rétrospective sur l'expérience militante

À ce défi pour s'adapter aux rythmes d'une nouvelle vie sociale, s'en ajoute un autre qui touche particulièrement l'identité et la subjectivité de l'ex-guérilléro. En effet, l'analyse des entretiens a fait apparaître une catégorie d'individus qui tentent de reconstruire leur identité personnelle en élaborant leur propre interprétation de l'expérience militante et de la défection. C'est un processus au cours duquel le passé, les événements et les protagonistes du mouvement kurde sont jugés à partir d'une nouvelle subjectivité individuelle.

Quand les ex-militants commencent à fouiller dans leur passé, ils sont confrontés à une image contradictoire de leur expérience. Dans la représentation de ce passé, d'un côté on évoque un sentiment de déchirement et d'amertume et, de l'autre, l'attachement et l'estime qui s'éveillent. Le côté négatif de cette image est nourri généralement par des tensions, des injustices et des trahisons que l'individu a vécues durant son expérience militante. Pourtant, le plus blessant reste le stigmate de la « trahison » qu'on lui a imposé. Avant de se désenga-

19. Voir Erving Goffman, *Stigmate: les usages sociaux des handicaps*, Paris, éd. Minuit, 1975.

ger, les ex-militants ont déjà participé à la reproduction de l'image du traître du PKK. Ils savent donc déjà combien ce stigmaté peut les priver d'un élément crucial de leur identité. Le refus d'être considéré comme « traître » est la préoccupation majeure de la quasi-totalité des interviewés. Certains comme Karwan parlent d'une « sortie propre » pour se différencier de ceux qui ont trahi le mouvement²⁰. D'autres s'insurgent chaque fois qu'ils se souviennent de cette qualification. En effet, le point fragile de leur reconstruction identitaire est le fait d'être jugé par d'anciens compagnons de route comme des personnes déloyales aux principes et aux objectifs de la lutte. Ainsi, l'ex-militant pourrait être privé d'un élément important d'une des périodes les plus marquantes de sa vie. Ce n'est pas un hasard si chacun essaie de se différencier des autres, de créer des catégories de trahison, de nuancer les raisons de son départ, et de préciser que les autres ont peut-être trahi la cause, mais que lui a agi selon une logique distincte.

Il est rare qu'un ex-militant dramatise entièrement son passé militant. Lors du regard en arrière, on entend souvent les anciens combattants parler d'une dimension positive de leur vécu. À ce sujet, deux éléments constituent les piliers de cette récupération identitaire : l'expérience inédite de la vie et l'atmosphère de camaraderie. La plupart des anciens militants interrogés partagent le sentiment que la vie de la guérilla leur a permis de se découvrir des forces et des capacités qu'ils avaient auparavant sous-estimées. Ils ont également acquis la conviction que le fait d'avoir été en contact avec des Kurdes venant de « différentes parties du Kurdistan », de les entendre et de les comprendre a approfondi leur perception de l'identité kurde. Le deuxième élément le plus habituellement utilisé pour redessiner le passé fait référence à l'ambiance de camaraderie. La particularité des relations et le genre de vie propre à la guérilla ont laissé une trace inoubliable dans la mémoire d'une grande partie des ex-combattants : « Là-bas [à la guérilla] il y a beaucoup de défis, mais il y a une atmosphère dans laquelle tu peux vivre²¹. » Tout au long de leur vie de guérilleros, ils ont développé une conception de leur groupe et des relations spécifiques en son sein qui les rendait différents du reste de la société.

20. Extrait d'entretien avec Karwan, Kurdistan irakien, Sulaymaniya, 2 septembre 2010.

21. Extrait d'entretien avec Mukri, Kurdistan irakien, Sulaymaniya, 2 septembre 2010.

Au cœur de cette réflexion rétrospective sur l'expérience militante, se déroule un défi vital de mémoire. La représentation que le PKK fait de son histoire et de son rôle est mise en cause par la mémoire du vécu. Notre idée s'inspire largement de l'analyse d'Isabelle Sommier et de ce qu'elle appelle « la mémoire de désengagement ». Se posant la question du rapport entre « histoire et récit », elle montre que « la mémoire du désengagement » est également « un enjeu historiographique »²². Nous nous permettons d'emprunter cette idée non pas pour expliquer ce qu'elle appelle l'« intrication *story-history* », mais pour avancer une autre proposition selon laquelle la mémoire des désengagés est un moyen de démonopolisation de la vérité d'engagement.

Pour l'expliquer, il est important de rappeler que le mouvement kurde continue toujours de se développer et que le PKK en reste l'organisation principale au moins en Turquie, en Syrie et dans la diaspora. Les ex-militants du PKK, notamment les dissidents actifs, sont systématiquement mis à l'écart, non pas seulement de la scène publique kurde, mais aussi de la mémoire collective et de la trace écrite de l'organisation. Ils ne sont cités que comme contre-exemples. Face à cette exclusion et cette diabolisation officielle, les anciens militants ne restent pas indifférents. Par exemple, des dissidents actifs peuvent faire une relecture de l'histoire de l'organisation et la présenter au monde en publiant des livres et des articles, en diffusant des vidéos et en commentant des événements. Ce sont majoritairement d'anciens leaders et des ex-commandants qui alimentent cette controverse sur le passé, l'objectif et le rôle du PKK. Ces derniers, par leur visibilité dans différents espaces politiques, diffusent un discours susceptible de casser le mythe et de briser l'idéologie de l'organisation.

À cette relecture de l'histoire de l'organisation par les dissidents actifs s'ajoutent des récits individuels d'anciens militants qui ont totalement abandonné la cause ou de ceux qui se sont désaffiliés en restant fidèles à l'organisation. Si les dissidents actifs lèvent la voix contre la stratégie, l'idéologie ou la gestion du PKK, d'autres dévoilent les contradictions et les incohérences du mouvement en se référant à leur expérience individuelle. Évidemment, la plupart du temps, la mémoire des désengagés se transmet oralement. Plus qu'un récit commun pour produire une autre histoire de l'action collective kurde, cette mémoire

22. Isabelle Sommier, « Une expérience "incommunicable" ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », in Olivier Fillieule (éd.), *op. cit.*, p. 171-188.

est une tentative pour se réappropriier une partie de la mémoire partagée du combat que les ex-militants ont tant investi.

Dans cette nouvelle représentation du passé militant reconstruite autour du « je », l'histoire réelle est embrouillée. Les critiques et les admirations sont entremêlées, passant sans cesse d'un niveau de critique à l'autre. Le plus souvent, on commence par les expériences concrètes pour expliquer ce qui ne marche pas dans l'organisation. Parfois, à partir d'exemples de leur propre expérience, certains critiquent l'« hypocrisie du parti », la « discrimination au sein de l'organisation », l'« étouffement de la réelle critique » et tout ce qui les a conduits à se retirer de l'organisation. Pourtant, pour justifier ces micro-critiques tirées d'expériences personnelles, les ex-militants font aussi appel à des arguments plus généraux afin de montrer les contradictions du PKK. Ils décrivent le « pouvoir illimité du leader », l'« idéalisme détaché de la réalité du Kurdistan », le « conformisme politique », l'« ambiguïté des revendications politiques », etc.

Au cours de ce travail de réappropriation du passé, on peut minimiser certains événements, en amplifier d'autres, passer sous silence tout ce qui dérange, montrer les paradoxes du mouvement, contester les trahisons et dénoncer les irrégularités de l'historiographie officielle de l'organisation. Dès lors, c'est à partir de récits individuels qu'on relit l'histoire de l'organisation. Ce point est fondamental pour expliquer comment l'ex-militant se met au travail pour reconstituer ce que Catherine Leclercq appelle l'« identité blessée »²³.

Mais pour le reste des ex-combattants, au cours de cette relecture du passé, l'image positive de soi resurgit. On parle de soi comme de celui qui a pu et su se révolter ou refuser une situation critiquable. Bien que les ex-militants abordent facilement des sujets qui peuvent déranger, nuire ou décrédibiliser le PKK, l'objectif final ne se limite pas à une remise en question de l'organisation ou de ses objectifs. L'autre facette de ces critiques tirées de la mémoire est de restaurer le rôle de l'ex-militant dans le développement et la continuité d'une histoire de lutte. Certains revendiquent ouvertement leur rôle. D'autres précisent qu'être à l'extérieur de l'organisation ne signifie pas nécessairement ne plus appartenir à la kurdicité.

23. Catherine Leclercq, « Raisons de sortir ». Le désengagement des militants du Parti communiste français », in Olivier Fillieule (éd.), *op. cit.*, p. 147.

Conclusion

L'expérience des ex-combattants du PKK présente donc deux caractéristiques essentielles. Premièrement, au-delà des expériences individuelles, l'analyse des récits de vie montre que l'*exit* est porteur d'une nouvelle dynamique qui s'installe entre les ex-guérilléros et l'organisation du PKK, caractérisée le plus souvent soit par la tension et l'hostilité, soit par le détachement et l'apparente indifférence. En l'absence d'un « conflit structurant », pour reprendre le terme utilisé par Michel Wieviorka, l'ex-combattant peine à s'insérer dans un « rapport conflictuel » qui lui permettrait d'éviter la « perte de sens » ou de « conférer un sens à son existence par une violence à laquelle il peut attribuer des significations nouvelles, ou renouvelées »²⁴. Deuxièmement, nous l'avons vu notamment à propos de la réflexion rétrospective sur le passé, il est possible que l'ex-combattant refuse la perte ou la surcharge de sens en reconstruisant sa propre subjectivité tirée de l'expérience militante. Cette remarque nous amène à l'idée selon laquelle le recours à la notion de la subjectivité, devenue selon Michel Wieviorka « incontournable dans les sciences sociales »²⁵, offre justement l'opportunité de montrer que dans la défection il y a aussi un travail de décomposition et de recomposition de la subjectivité individuelle qui se réalise au cours des tentatives menées par les ex-guérilléros pour élaborer leur propre interprétation de l'expérience militante et de la rupture.

Bibliographie

- CALVEIRO Pilar, « Politique et/ou violence. Une approche de la guérilla des années 1970 », *Tracés*, vol. 14, n° 3, 2014, p. 17-42.
- CIGERLI Sabri et LE SAOUT Didier, *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005, p. 84-114.
- CODACCIONI Vanessa, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures & Conflits*, vol. 89, n° 1, 2013, p. 29-52.
- COSER Lewis A. , *Greedy institutions : patterns of undivided commitment*, New York, Free Press, 1974.

24. Michel Wieviorka, *La violence*, op. cit., p. 30 et 292-294.

25. Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 21.

- CUADROS Daniela, « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques », *Cultures & Conflits*, vol. 89, n° 1, 2013, p. 53-69.
- DEBOS Marielle, « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », in *Politique africaine*, vol. 109, n° 1, 2008, p. 167-181.
- FILLIEULE Olivier (éd.), « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in Fillieule Olivier (éd.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- GOFFMAN Erving, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, éd. Minuit, 1975.
- HIRSCHMAN Albert O., *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Londres, Harvard University Press, 1970, p. 92-98.
- LECLERCQ Catherine, « "Raisons de sortir". Le désengagement des militants du Parti communiste français », in Olivier Fillieule (éd.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 131-154.
- MILET Marc, « Après la lutte », *Cultures & Conflits*, vol. 81-82, n° 1, 2011, p. 151-171.
- PASSY Florence, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in Olivier Fillieule (éd.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 111-130.
- RAISON DU CLEUZIYOU Yann, « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in Jacques Lagroye et Michel Offerlé (éd.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-290.
- SCOTT James C., *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, France, éd. Amsterdam, 2008.
- SOMMIER Isabelle, « Une expérience "incommunicable" ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », in Olivier Fillieule (éd.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 171-188.
- WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Hachette, 2005.
- WIEVIORKA Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Postface

Rassemblant des contributions rédigées à partir de travaux empiriques menés dans une quinzaine de pays, cet ouvrage vient opportunément nous inviter à réfléchir aux instruments intellectuels dont nous disposons pour penser le monde aujourd'hui. Et, plus précisément, puisqu'il s'agit de sociologie, il pose une question décisive : celle de la capacité du concept central de « mouvement social » de continuer à apporter un éclairage décisif sur la vie collective.

La catégorie de « mouvement social » s'est véritablement développée, en sociologie, dans les années 1960, même si certaines de ses origines sont beaucoup plus anciennes. Au cœur des années de croissance et de confiance qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, trois courants principaux se sont dessinés, proposant chacun une conceptualisation de cette catégorie. Le premier s'inscrivait dans le cadre général du *fonctionnalisme*, il appelait « mouvement social » une action collective suscitée en fait par la crise du système social, et pouvant revêtir des formes extrêmement variées, manies, modes, booms financiers, etc. Avec Neil Smelser notamment, il s'intéressait aux facteurs permettant l'émergence de telles conduites. Emportée dès la fin des années 1960 par le déclin du fonctionnalisme, cette orientation anime néanmoins souvent encore des analyses peu élaborées, dans lesquelles l'action collective est pensée comme une réaction à une crise ou un dysfonctionnement.

Un peu plus tard apparaissaient deux autres modes de pensée. L'un, illustré avant tout par l'historien Charles Tilly, appelait « mouvement

social » une action collective dans laquelle un acteur mobilise des moyens – de l’argent, des formes de solidarité, la violence par exemple – pour parvenir à ses fins – le plus souvent, s’institutionnaliser, pénétrer au sein d’un système politique, y étendre son influence. Une large école est née de cette orientation, parfois appelée « théorie de la mobilisation des ressources ». L’autre mode de pensée a été proposé par Alain Touraine, dans le cadre de sa théorie de l’action, qui place au cœur de la pratique, comme de l’analyse, un concept de mouvement social. Au départ, ce concept désigne une signification, parmi d’autres, qui voit un acteur défensif et contestataire constituer un des deux pôles dans un conflit où il s’oppose à un autre acteur, dominant et dirigeant, pour le contrôle de ce que Touraine a appelé l’historicité, la conception que la société se donne comme capacité d’auto-transformation, ses orientations culturelles, son mode d’accumulation par exemple. Les textes rassemblés dans cet ouvrage sont assez largement un héritage de cette sociologie, à laquelle je me rattache moi-même.

Dans les années 1960, les sociétés occidentales, ainsi d’ailleurs que soviétiques, étaient largement industrielles et, dans plusieurs pays, un conflit central, structurel et structurant, mettait aux prises un mouvement social, le mouvement ouvrier, et les maîtres du travail. Le sujet était ouvrier, social. Les premiers travaux importants de Touraine, notamment son étude de « La conscience ouvrière¹ » s’y intéressent. Mais, dès la fin des années 1960, le mouvement de Mai 68 a fait apparaître un autre acteur que le mouvement ouvrier, lui-même déclinant, et Alain Touraine a alors proposé, tout à la fois, de penser la sortie de la société industrielle et l’entrée dans une société d’un autre type, post-industrielle, et de dessiner l’image des nouveaux conflits sociaux et donc des « nouveaux mouvements sociaux » propres à ce nouveau type de société. C’est ainsi qu’il a lancé, au milieu des années 1970, un vaste programme de recherche sur ces « nouveaux mouvements sociaux » que laissaient percevoir, par exemple, les luttes de femmes, d’étudiants, les mouvements régionalistes, ou bien encore les luttes anti-nucléaire et celles de l’écologie politique. J’ai eu la chance qu’il m’invite à participer à ce programme, qui mettait en œuvre pour la première fois la méthode de l’intervention sociologique, qu’il venait d’inventer.

1. Alain Touraine, *La conscience ouvrière*, Paris, éd. du Seuil, 1966.

Le concept « tourainien » de « mouvement social » commençait alors à se transformer, pour tenir compte de ces nouvelles figures de l'action collective : comme je l'ai montré dans un texte qui tente de faire le point sur cette évolution théorique². Le cadre des luttes ne se limitait plus, ou moins qu'auparavant, à l'État-nation, l'adversaire social était moins clairement identifié qu'avec le mouvement ouvrier, les acteurs se définissaient bien plus nettement et directement par leur forte charge culturelle, le sujet de l'action était culturel.

Puis les « nouveaux mouvements sociaux » se sont étiolés, ou hyper-institutionnalisés (avec l'écologie politique et les partis verts) et, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, il devenait clair qu'une troisième étape était franchie dans l'histoire récente des luttes, appelant un *aggiornamento* de la catégorie de « mouvement social ». C'est ainsi qu'est apparu un autre vocabulaire, évoquant des mouvements « globaux », parlant de luttes « altermondialistes », et conduisant à redéfinir conceptuellement le « mouvement social ». Le cadre de l'action est devenu encore moins qu'hier enfermé dans le seul État-nation, les dimensions culturelles sont apparues encore plus visibles et puissantes et, surtout, le sujet de l'action collective, ce n'est pas un paradoxe de le dire, n'est ni social, ni même culturel, il est la personne même, dans sa singularité individuelle, son souci de se construire, de s'affirmer. Les nouvelles générations de sociologues, incarnées dans ce livre, à commencer par Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine, s'intéressent tout particulièrement à cette figure du sujet, et aux processus de subjectivation et de dé-subjectivation à travers lesquels il tente, avec plus ou moins de bonheur, de devenir acteur de son existence.

Dans cette troisième phase, force est de s'interroger sur la pertinence qu'il y a à conserver le qualificatif de « social ». Celui-ci renvoie à des dimensions certes importantes de la vie collective, mais ces dimensions ne sont pas les plus déterminantes pour qui veut penser une action de haut niveau de projet, une action mettant en cause les orientations les plus essentielles de la société – si tant est que cette notion de société puisse elle-même être maintenue. Les « mouvements sociaux » d'aujourd'hui demandent avant tout respect et dignité, ils essaient d'arracher et de faire vivre des droits humains, ils ont une charge éthique

2. Voir Michel Wieviorka, « Après les nouveaux mouvements sociaux », in *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 113-142.

considérable, et en appellent à la démocratie. C'est pourquoi, dans un ouvrage récent, j'ai proposé de conceptualiser le « mouvement », sans l'adjectif social, alors qu'Alain Touraine, à peu près au même moment, a développé l'idée de « mouvement éthico-démocratique »³.

Peut-être parce qu'elle a été portée, au départ, par les espoirs de l'après-guerre en un monde nouveau, et meilleur, la sociologie des mouvements sociaux s'est longtemps différenciée de celle des anti-mouvements sociaux, comme s'il s'agissait, à la limite, d'un autre domaine de la recherche. Certes, ceux qui l'ont développée n'ont jamais été indifférents à la violence ou au racisme, mais ce n'étaient pas des objets décisifs dans le cadre d'une théorie des mouvements sociaux. Une bonne partie de mes efforts, en fait, visent à intégrer mouvements et anti-mouvements dans le même ensemble, à la fois conceptuel, concret, et empirique. Pourquoi, par exemple, les spécialistes de l'extrême droite seraient-ils incompetents dès qu'il s'agit de traiter de mouvements pour les droits humains, alors qu'il n'est pas difficile de montrer que la poussée des forces racistes et xénophobes entretient un lien étroit avec la décomposition du mouvement ouvrier, et avec les difficultés à ce que se constituent de nouveaux mouvements, de quelque nom qu'on les appelle ? On retrouve dans les anti-mouvements, mais perverties, les thématiques que les mouvements ont pu porter : l'appel à la justice, à l'égalité, au respect, et, à la limite, la perspective de lendemains qui chantent. Ils sont pourtant le contraire des mouvements en ce qu'ils sont ancrés dans la rupture plutôt que dans le conflit, dans la violence et la haine inextinguible de l'autre, traité d'ennemi à détruire et non pas dans la reconnaissance qu'il est un adversaire. En même temps, ces anti-mouvements sont bien souvent aussi globaux que les mouvements contemporains, qui souvent agissent localement mais en s'inscrivant symboliquement, imaginativement et éventuellement concrètement dans un sens planétaire.

Ainsi se construit un paysage intellectuel que cet ouvrage contribue clairement à dessiner. La sociologie doit aujourd'hui faire le grand écart, en allant du plus global, jusqu'à ce qui en semble le plus éloigné, le sujet personnel, les processus de subjectivation et de dé-subjectivation. Elle

3. Michel Wieviorka, « Mouvements, anti-mouvements », in *Retour au sens*, Paris, Robert Laffont, 2015, p.299-327 ; Alain Touraine, *Nous, sujets humains*, Paris, éd. du Seuil, 2015.

doit le faire en plaçant en son centre un concept renouvelé de « mouvement ». Et elle doit intégrer dans le même ensemble conceptuel la face de lumière de l'action, les « mouvements », et sa face sombre, la violence, la haine, le racisme, bref, ce que j'ai appelé le « mal »⁴.

J'aimerais ajouter quelques notes personnelles. Quand une personne ou un collectif souhaitent rendre hommage à un universitaire, par exemple à l'occasion de son départ en retraite, ils montent un colloque et demandent à des collègues de bien vouloir fournir un texte qui pourra faire partie des « Mélanges en l'honneur de X... ». Le plus souvent, les collègues sollicités, surchargés qu'ils sont par d'autres obligations, raclent les fonds de leurs tiroirs pour y trouver l'article, jamais publié mais pas totalement indécant, qui les déchargera de la corvée. Le résultat est rarement très brillant.

Rien de tel ici, même s'il s'agissait pour Geoffrey Pleyers, Brieg Capitaine et tous les auteurs de cet ouvrage de me signifier que mes enseignements n'ont pas été totalement inutiles. En effet, au lieu de mobiliser des collègues de mon âge, les responsables de ce livre ont eu l'idée de retrouver d'anciens étudiants dont j'avais dirigé la thèse, et de leur proposer de se retrouver avec moi pour réfléchir ensemble autour de thèmes qui me sont chers, et qui à l'évidence ne leur sont pas indifférents – la subjectivation et la dé-subjectivation, les mouvements sociaux, la démocratie, la face d'ombre de la vie collective, la violence, le racisme, etc. Nous avons passé ainsi trois journées pleines ensemble, à discuter de leurs travaux.

Les textes de ce recueil sont le fruit d'expériences de recherche, ils témoignent de la vitalité intellectuelle de ces chercheurs, et du dynamisme du courant d'idées et d'orientations générales que j'ai tenté de faire vivre avec eux au fil de mes séminaires ou dans les face-à-face qu'implique une direction de thèse. Ma première joie est de vérifier, avec ce livre, qu'est bien vivante la conception que je défends depuis toujours d'une sociologie ouverte, soucieuse de comprendre les acteurs, leur subjectivité, leur capacité à agir, leurs difficultés aussi à être acteurs. Cette nouvelle génération de chercheurs n'est pas empêtrée dans les modes de pensée et les paradigmes nés de la décomposition de la sociologie classique, qu'il s'agisse du structuralisme si puissant dans les années 1970, du marxisme ou de l'interactionnisme symbolique. Elle aime le terrain

4. Michel Wieviorka, *Evil*, Londres, Polity Press, 2012.

et elle aime les idées, qu'elle articule les unes à l'autre. Elle a su faire son miel de catégories tout en les adaptant. Elle le fait en étant capable de réélaborer les concepts, les outils analytiques, sans pour autant rompre avec les enseignements qui lui ont été dispensés. Ni dogmatiques, ni oublieux, ces chercheurs sont respectueux de ce qui leur a été proposé dans le passé, tout en affirmant leur propre personnalité intellectuelle. Disons-le en un mot : au-delà de la diversité des expériences étudiées et des pays où a eu lieu la recherche, ces articles forment un tout profondément intégré, ils ont leur unité, qui tient au type de questionnement et à l'outillage analytique mis en œuvre.

Ma deuxième joie est de constater que ces chercheurs venus de très nombreux pays sont capables de communiquer entre eux en français, et pas nécessairement en anglais, et de « penser global », sans s'enfermer dans le seul cadre de l'État-nation, ni même se contenter, le cas échéant, de comparaisons internationales. Ils savent quand il le faut articuler les niveaux d'analyse, du local au planétaire, ils savent tout aussi bien monter en généralité, circuler entre des connaissances précises, et nécessairement limitées à un objet bien cerné, y compris dans le temps et dans l'espace, tout en généralisant et en participant à des discussions générales.

Ma troisième source de satisfaction est que ces chercheurs, tout en faisant preuve d'exigence théorique, se définissent avant tout par les questions concrètes qu'ils posent, par leurs « objets ». Ce ne sont pas des petits marquis maniant l'abstraction en habiles rhéteurs, non : ils veulent aborder des problèmes, et apporter des éclairages. Ils le font individuellement, mais aussi ils s'écoutent et se lisent les uns les autres, en s'intéressant à l'apport de chacun, en formant une communauté intellectuelle bien réelle, qui communique constamment par Internet, et dont j'ai constaté qu'elle prend aussi grand plaisir à se rencontrer physiquement.

Bref, c'est un bien beau cadeau que m'ont fait Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine en mobilisant ainsi la fine fleur de la sociologie de demain – une fine fleur dont ils ont l'élégance de rappeler qu'elle doit quelque chose à la vie scientifique qui s'est jouée en partie au moins sous mon impulsion à Paris, au CADIS, à l'École des hautes études en sciences sociales.

Présentation des auteurs

Antonio ÁLVAREZ-BENAVIDES

Antonio Álvarez-Benavides est docteur en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales et de l'université Complutense de Madrid. Il est chercheur au CADIS-EHESS et, depuis 2012, chargé de cours en travail social à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) et à l'Université internationale de La Rioja (UNIR). Ses travaux portent sur la théorie sociologique, la sociologie des migrations et le travail social.

Brieg CAPITAINE

Brieg Capitaine est professeur à l'école d'études sociologiques et anthropologiques à l'Université d'Ottawa. Il co-dirige l'axe « Parcours, participation et citoyenneté » au Centre interdisciplinaire sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) et est membre de l'Observatoire international de « Sortir de la violence » (FMSH). Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il a été boursier postdoctoral du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, à l'Université McGill et *visiting fellow* à Yale au Center for Cultural Sociology. Il a coordonné l'ouvrage *Re-Storying Indian Residential Schools in Canada* (University of British Columbia Press, à paraître) et publié plusieurs articles (*Revue canadienne de sociologie*, *Études d'histoire religieuse*, *Études canadiennes*, ...) sur le mouvement autochtone en Amérique du Nord, la violence et le trauma culturel.

Karine Clément

Karine Clément est maître de conférences à la faculté des arts libéraux et des sciences de l'université d'État de Saint-Pétersbourg et directrice du Centre Andrew Gagarin d'étude de la société civile et des droits de l'homme. Elle a mené de nombreuses recherches sur les mouvements sociaux dans les régions russes depuis 2005. Récemment, elle a dirigé ou codirigé la publication de trois ouvrages portant sur les dynamiques de mobilisation. Notamment : Kleman K. (dir.), Miryasova O., Demidov A., *Ot obyvatelej k aktivistam: zaroždaûšiesâ social'nye dviženiâ v nynešnej Rossii* [Des gens ordinaires aux activistes : les mouvements sociaux naissants dans la Russie contemporaine], Moscou, Tri kvadrata, 2010, 688 p.

Deniz Günce Demirhisar

Après ses études de philosophie à la Sorbonne et de sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Deniz Günce Demirhisar termine sa thèse de doctorat en sociologie qu'elle a préparée à l' EHESS, sous la direction de Michel Wieviorka. Ses recherches portent sur les transformations des mouvements sociaux en Turquie contemporaine, la mémoire collective et la créativité dans les pratiques d'activisme. Elle a notamment publié un article sur le mouvement Gezi (coécrit avec A. Farro) et un chapitre d'ouvrage sur les mobilisations déclenchées par l'assassinat de Hrant Dink. Tout au long de son doctorat, elle a enseigné les sciences sociales dans de nombreuses universités franciliennes et a travaillé dans une association qui a recours à des dispositifs de médiation s'inspirant de l'intervention sociologique.

Daniele Di Nunzio

Chercheur à l'Association Bruno Trentin en Italie, Daniele Di Nunzio a participé à des projets de recherche nationaux et internationaux sur les conditions de travail et les mouvements des travailleurs. Il a publié, entre autres, avec l'ETUI-Institut syndical européen (*Nouvelles générations à risque. Évolution du travail et impact de la santé en Italie*), avec la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et, sur les nouvelles expériences de syndicalisation en Italie, dans l'ouvrage collectif *Organizziamoci*.

Narda HENRIQUEZ

Directrice du doctorat en sociologie de la Pontificia Universidad Católica del Perú. Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris. Parmi ses publications : *Cuestiones de Género y Poder en el Conflicto Armado en el Perú*, CONCYTEC, Lima, 2006 ; et *Conflicto Social en los Andes, la protesta en Perú y Bolivia*, PUCP, F. Editorial Lima, 2014.

Esin ILERI

Esin Ileri est doctorante en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS /CADIS). Elle prépare sous la direction de Michel Wieviorka et Buket Türkmen une thèse de doctorat qui porte sur les nouvelles formes d'activisme ayant été employées lors de ladite résistance du parc Gezi. Ses recherches et ses publications portent sur les mouvements sociaux, l'engagement, la mémoire collective et les émotions.

Lukasz JURCZYSZYN

Sociologue, politologue, maître de conférences à l'Académie des sciences humaines de Pultusk (Pologne), il est directeur du Centre d'internetions sociologiques à Collegium Civitas à Varsovie. Il appartient au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS/EHESS/CNRS) à Paris. Il est un des fondateurs de l'Atelier des recherches sur les mouvements sociaux à Varsovie (ZARS). Il a publié récemment : « "Respect – Diversity Football Unites" UEFA/FARE Program at EURO 2012 in Poland and Ukraine. Between Pro-diversity Program and Security Policy Towards Far-right Groups », *Journal for Deradicalization*, n°4, 2015, p. 226-255 ; *Violences urbaines. Une comparaison: France, Russie, Pologne*, Saarbrück, Presses Académiques Francophones, 2015 ; « Kim sa i jak dzialali ACTA-wisci ? » [Qui sont les ACTA-vistes et comment ont-ils agi ?], in *Obywatele ACTA* [Les citoyens d'ACAC], Gdańsk, ECS, 2014 ;

Alexandra KASSIR

Doctorante en sociologie au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) depuis 2012, Alexandra Kassir détient un master en psychologie sociale et culturelle de la *London School of Economics and Political Sciences*.

Chikako MORI

Docteur en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), maître de conférences à l'université Hitotsubashi de Tokyo (Japon). Responsable scientifique du Centre des recherches sur le genre et les sciences sociales (CGraSS). Elle a publié « L'archipel invisible. L'écriture dans les "cultures de banlieue" », *Hommes et migrations*, n° 1297, 2012 ; (éd.), « Le Japon, pays d'immigration », *Hommes et Migrations*, n° 1302, 2013 ; *Paradoxes of Migration Policies in Advanced Societies* (en japonais), Keiso Shobo, 2014 ; *New Phase of Social Exclusion and Urban Segregation of Youth and Ethnic Minorities In Japan and France* (en japonais), Tokyo University Press, 2015.

Anton OLEINIK

Anton Oleinik a soutenu sa thèse sous la direction de Michel Wieviorka en Novembre 2000. Il enseigne depuis juin 2004 à l'Université Memorial de Terre-Neuve (Saint-Jean, Canada) où il est professeur agrégé de sociologie. Il est également chercheur principal à l'Institut central d'économie mathématique de l'Académie des sciences de Russie (Moscou). Il a publié récemment *Knowledge and Networking: On Communication in social sciences*, Piscataway, Transaction, 2014 ; *The invisible hand of power: An economic theory of gatekeeping*, Londres, Pickering & Chatto, 2015 ; et des articles notamment dans *Quality & Quantity*, *Journal of Economic Issues*, *Europe-Asia Studies*, *Science and Engineering Ethics*.

Geoffrey PLEYERS

Geoffrey Pleyers est chercheur au FNRS et professeur à l'université de Louvain. Il est chercheur associé au CADIS et au Collège d'études

mondiales et préside le Comité de recherche 47 « *Social classes and social movements* » de l'Association internationale de sociologie. Il est l'auteur de *Alter-globalization. Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010 ; a coordonné *La consommation critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2011 ; et *Movimientos sociales. De lo local a lo global*, Mexico, Anthropos, 2009.

Massoud Sharifi DRYAZ

Massoud Sharifi Dryaz est docteur en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il a consacré sa thèse de doctorat à l'étude du militantisme dans l'espace kurde. Ses travaux de recherche sont centrés sur le nationalisme, l'action collective, le militantisme, le mouvement des femmes et la question kurde.

Emanuele TOSCANO

Emanuele Toscano est chercheur à l'université G. Marconi à Rome, et membre associé au CADIS-ÉHESS à Paris. Ses sujets de recherche sont la subjectivité, les mouvements sociaux, le populisme, l'extrémisme de droite et le processus de précarisation du travail. Ses dernières publications : Di Nunzio D. et Toscano E., « Taking everything back : CasaPound, a Far Right Movement in Italy », in Farro A.L., Lustiger Thaler H. (dir.), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014.

Buket TÜRKMEN

Buket Türkmen est maître de conférences à l'université de Galatasaray à Istanbul. Elle a réalisé sa thèse en sociologie au CADIS-EHESS et a mené des recherches sur les jeunes islamistes, l'espace public et l'islam, les femmes musulmanes, la laïcité et les nouveaux mouvements sociaux en Turquie. Elle mène actuellement une recherche sur les nouvelles subjectivités des femmes activistes de la résistance Gezi à Istanbul. Elle est l'auteur de *Laïcités et religiosités : intégration ou exclusion ?*, Paris, L'Harmattan, 2010 ; et de nombreux articles parus en turc, en français et en anglais (*Ethnologie française, Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East, Migration & Société, OpenDemocracy...*).

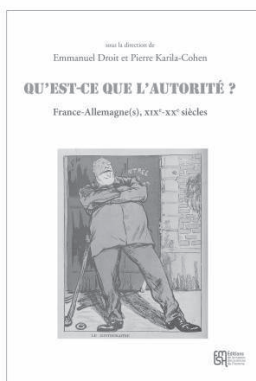
Brigitte VERSCHEURE BEAUZAMY

Brigitte Verscheure Beauzamy est chercheuse post-doctorale à l'Institut supérieur de pédagogie (Institut catholique de Paris), après une thèse de sociologie de l'EHESS et une bourse Marie Curie en sciences politiques à l'université de Warwick (Grande-Bretagne). Après des travaux sur l'action directe transnationale dans les mouvements altermondialistes et juifs pour la paix dans le conflit israélo-palestinien, elle se consacre aujourd'hui à un projet de recherche-action sur les politiques de lutte contre la radicalisation en milieu scolaire et universitaire.

Qu'est-ce que l'autorité ? France-Allemagne(s), XIX^e-XX^e siècles
sous la direction d'Emmanuel Droit et Pierre Karila-Cohen

Comment penser et exercer l'autorité ? Longtemps, la notion fut dénoncée et remise en cause tant sur le plan social que culturel. Aujourd'hui, elle fait l'objet d'une forme de réhabilitation dans le débat public au risque de servir de slogan et de remède à tous les problèmes actuels de la société française.

Dans ce contexte, il semble utile de poser sur nouveaux frais la question formulée par Hannah Arendt à la fin des années 1950 : « Qu'est-ce que l'autorité ? » C'est l'objectif que se donne cet ouvrage collectif franco-allemand dans une approche pluridisciplinaire. Au croisement de l'histoire, de la philosophie et de la science politique, il vise à interroger les notions gravitant autour de celle d'autorité comme le pouvoir et la domination pour mieux réfléchir à partir de cas concrets aux conditions pratiques de l'exercice de l'autorité en France et en Allemagne au XIX^e et au XX^e siècle. En cernant au plus près ces pratiques d'autorité, on est mieux à même de dégager les stratégies d'accommodement, de résistance ou de contournement qui permettent de rendre compte de la complexité du social.



250 pages
Prix : 20
ISBN : 978-2-7351-2038-3

Bibliothèque allemande
Série Dialogique

Sortie en librairie :
7 janvier 2016

Librairie en ligne :
www.lcdpu.fr
Distribution Sodis

Communication · presse :
Corine Le Carrer
tél. : 01 43 37 72 80 ·
lecarrer@msh-paris.fr

www.editions-msh.fr

Éditions
de la maison
des sciences
de l'homme

collection
interventions

dirigée par
Michel Wieviorka
et Julien Ténédos

La production scientifique peut contribuer à éclairer les préoccupations de nos concitoyens, les aider à s'orienter, répondre à leurs attentes intellectuelles, à leur curiosité. Ceci est particulièrement vrai s'il s'agit des sciences humaines et sociales. La collection « Interventions » propose des ouvrages rigoureux, exigeants, reposant sur des connaissances sérieusement éprouvées. Des ouvrages, aussi, rédigés dans un langage accessible et soucieux, bien au-delà de la seule vulgarisation, de faire progresser le débat public.

Dans la même collection

Michel WIEVIORKA, *Le Front national. Entre extrémisme, populisme et démocratie*, septembre 2013.

Florence BURGAT, *Ahimsa. Violence et non-violence envers les animaux en Inde*, février 2014.

Farhad KHOSROKHAVAR, *Radicalisation*, décembre 2014.

Jean BAUBÉROT, *Les 7 laïcités françaises. Le modèle français de laïcité n'existe pas*, mars 2015.

Alexis NOUSS, *La condition de l'exilé. Penser les migrations contemporaines*, mai 2015.

Céline BÉRAUD et Philippe PORTIER, *Métamorphoses catholiques. Acteurs, enjeux et mobilisations depuis le mariage pour tous*, juin 2015.

Edgar MORIN, *Penser global*, en coédition avec R. Laffont, septembre 2015.

À paraître en 2015

Craig CALHOUN et Michel WIEVIORKA, *Manifeste pour les sciences sociales*, novembre 2015.

À paraître en 2016

Pierre MOUNIER, *Les humanités numériques* (titre provisoire)

Hervé LE BRAS, *Robinson en ménage* (titre provisoire)

Parution
15 octobre
2015

Nathalie Paton est chercheuse associée au Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales à Toulouse, et post-doctorante à l'université d'Aix-Marseille au Laboratoire des sciences de l'information et des systèmes. Ses recherches traitent de la médiatisation dans la constitution des phénomènes sociaux, des relations sociales et des identités.

School Shooting

**NATHALIE
PATON**

La violence à l'ère de YouTube

interventions

Éditions
de la maison
des sciences
de l'homme

School shooting : fusillade à l'école au cours de laquelle un élève cible son institution afin de tuer le plus grand nombre possible d'élèves et d'enseignants avant, le plus souvent, de se suicider ou de tomber lui-même sous les balles des forces de l'ordre.

Comment comprendre un tel déchaînement de violence ?

À partir des vidéos postées par les auteurs des fusillades sur Internet et des réactions qu'elles suscitent, Nathalie Paton décrypte l'univers culturel et mental de tueurs qui répondent de façon singulière aux jonctions contemporaines qu'il y a à être un individu et à se réaliser dans un contexte de crise ou de déclin institutionnel.

Un éclairage inédit sur la violence, y compris terroriste, ainsi que sur son usage et sa médiatisation par l'Internet, phénomène qui constitue un des grands défis, intellectuel et politique, des temps contemporains.

School Shooting. La violence à l'ère de YouTube
Nathalie Paton

Sortie en librairie :
15 octobre 2015

Librairie en ligne :
www.lcdpu.fr

Distribution Sodis

Communication · presse :

Corine Le Carrer
tél. : 01 43 37 72 80 ·
lecarrer@msh-paris.fr

www.editions-msh.fr

224 pages, 104 ill. coul.,
13 x 20 cm

Prix : 13 euros

ISBN : 978-2-7351-1755-0
ISSN : 2269-7144

La production scientifique peut contribuer à éclairer les préoccupations de nos concitoyens, les aider à s'orienter, répondre à leurs attentes intellectuelles, à leur curiosité. Ceci est particulièrement vrai s'il s'agit des sciences humaines et sociales. La collection « Interventions » propose des ouvrages rigoureux, exigeants, reposant sur des connaissances sérieusement éprouvées. Des ouvrages, aussi, rédigés dans un langage accessible et soucieux, bien au-delà de la seule vulgarisation, de faire progresser le débat public.

Dans la même collection

Michel WIEVIORKA, *Le Front national. Entre extrémisme, populisme et démocratie*, septembre 2013.

Florence BURGAT, *Ahimsa. Violence et non-violence envers les animaux en Inde*, février 2014.

Farhad KHOSROKHAVAR, *Radicalisation*, décembre 2014.

Jean BAUBÉROT, *Les 7 laïcités françaises. Le modèle français de laïcité n'existe pas*, mars 2015.

Alexis NOUSS, *La condition de l'exilé. Penser les migrations contemporaines*, mai 2015.

Céline BÉRAUD et Philippe PORTIER, *Métamorphoses catholiques. Acteurs, enjeux et mobilisations depuis le mariage pour tous*, juin 2015.

Nathalie Paton, *School Shooting. La violence à l'ère de YouTube*, octobre 2015.
Edgar MORIN, *Penser global*, en coédition avec R. Laffont, septembre 2015.

À paraître en 2016

Pierre MOUNIER, *Les humanités numériques* (titre provisoire)

Hervé LE BRAS, *Robinson en ménage* (titre provisoire)

Parution le
5 novembre
2015

Craig Calhoun est directeur de la London School of Economics and Political Science

Michel Wieviorka est président de la Fondation Maison des sciences de l'homme.

Edgar Morin et Alain Touraine sont tous deux parmi les penseurs français les plus influents et reconnus mondialement

Manifeste

pour les sciences sociales

CRAIG CALHOUN
et **MICHEL WIEVIORKA**

commenté par
Edgar MORIN
et **Alain TOURAINE**

interventions

Éditions
de la maison
des sciences
de l'homme

« Comment comprendre le monde aujourd'hui, comment préparer l'avenir, comment mieux connaître le passé et mieux se projeter vers le futur ? Les sociétés contemporaines ne sont pas pour autant démunies s'il s'agit de proposer des repères, un sens, des orientations. Elles disposent en effet, avec les sciences sociales, d'un formidable bagage, d'instruments nombreux et variés pour produire des savoirs rigoureux, et apporter à tous les acteurs de la vie collective un éclairage utile pour élever leur capacité à penser et de là à agir. »

Craig CALHOUN et Michel WIEVIORKA

« Le *Manifeste* rompt très justement avec la discipline close. Il appelle à traiter des problèmes fondamentaux et globaux qui tous nécessitent la mobilisation et la conjonction des savoirs de nombreuses disciplines. »

Edgar MORIN

« Il y avait deux solutions possibles à la crise financière de 2007-2008 : ou on allait de crise en crise jusqu'à la catastrophe ; ou bien on trouvait le chemin qui nous faisait accéder au statut de sujet, et de nouveau aux mouvements sociaux. C'est ce que disent les auteurs du *Manifeste*, mais de manière plus prudente, avec raison. »

Alain TOURAINE

Manifeste pour les sciences sociales
Craig Calhoun et Michel Wieviorka
commenté par Edgar Morin et Alain Touraine

Sortie en librairie :
novembre 2015

Librairie en ligne :
www.lcdpu.fr

Distribution Sodis

Communication - presse :

Corine Le Carrer
tél. : 01 43 37 72 80 -
lecarrer@msh-paris.fr

www.editions-msh.fr

80 pages
13 x 20 cm

Prix : 10 euros

ISBN : 978-2-7351-1757-4
ISSN : 2269-7144

COLLECTION 54 | anthropologie

La collection «54» est un lieu de publication pour des auteurs des monographies dans les différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Elle offre une place aux ouvrages qui se distinguent par leur traitement, leur originalité, leur regard au sein du catalogue Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

ISSN 22679987

déjà paru

Ce que la religion fait aux gens, d'Anne Gotman

Communication et pouvoir, de Manuel Castells

Semé sans compter, de Nicolas Ellisson

Musicologie et occupation, de Sara Iglesias

L'humanisation de la nature, d'André Stanguennet

Laïcité, laïcités. Reconfigurations et nouveaux défis,

de Jean Baubérot, Micheline Milot et Philippe Portier (dir.)

Penser global, de Michel Wieviorka, Laurent Lévi-Strauss

et Gwenaëlle Lleppe (dir.)

Les Amériques, des constitutions aux démocraties,

de Jean-René Garcia, Denis Rolland et Patrice Vermeren (dir.)

Boire en Turquie, de Sylvie Gangloff

New Carnibal Markets,

de Jean-Daniel Rainhorn et Samira El Boudamoussi (dir.)

Afrique en présences, de Jean-Pierre Dazon

à paraître

Une histoire de la Fondation Maison des sciences de l'homme,

de Marcel Fournier

La sociologie chinoise avant la Révolution. Une introduction,

de Li Pellin et Qu Jingdong

Communication - presse : Corine Le Carrer

tél. : 01 43 37 72 80 - lecarrer@msh-paris.fr

www.editions-msh.fr

Librairie en ligne :

www.lcdpu.fr

Distribution Sodis

Enric Porqueres i Gené

Individu, personne et parenté en Europe

54



ESR Éditions
de la
Maison des sciences
de l'homme

MOUVEMENTS SOCIAUX DU 21^e SIÈCLE. QUAND LE SUJET DEVIENT ACTEUR

Les mouvements sociaux ont profondément marqué la première partie des années 2010. Des mouvements de démocratisation ont fait irruption sur les places, dans les rues et les quartiers dans des pays et des régions aussi divers que le monde arabe, le Sud de l'Europe, les États-Unis, la Russie, le Chili, la Bulgarie, Hong-Kong, l'Afrique de l'Ouest et bien d'autres. Résolument ancrés dans leur contexte local et national, mais résonnant les uns avec les autres, des mouvements de démocratisation ont porté les espoirs d'une nouvelle génération globale.

Les mouvements sociaux de ce début de siècle ne se résument pas aux grandes mobilisations pour la démocratie couvertes par les médias occidentaux. Les contributions à cet ouvrage montrent que c'est souvent au niveau local et loin des projecteurs des médias que se déploient les mouvements d'aujourd'hui. En même temps que ces derniers, d'autres, conservateurs, racistes et xénophobes, se sont également développés. Les idées et partis de l'extrême droite trouvent le succès dans les pays occidentaux ou au Japon alors que l'islam radical séduit des jeunes sur tous les continents.

Les auteurs de onze pays (Belgique, Canada, Espagne, France, Italie, Japon, Kurdistan, Liban, Pérou, Russie, Turquie) ont contribué à ce volume.

Brieg Capitaine est professeur à l'École d'études sociologiques et anthropologiques à l'Université d'Ottawa. Il codirige l'axe Parcours, participation et citoyenneté au Centre interdisciplinaire sur la citoyenneté des minorités (CIRCEM). Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il est membre de l'Observatoire international de « Sortie de la violence » (FMSH). Il a coordonné l'ouvrage *Re-Storying Indian Residential Schools in Canada* (University of British Columbia Press, à paraître).

Geoffrey Pleyers est chercheur au FNRS et professeur à l'université de Louvain. Il est membre du Centre d'analyse et d'interventions sociologiques (CADIS) et du Collège d'études mondiales (FMSH), et préside le Comité de recherche 47 « *Social classes and social movements* » de l'Association internationale de sociologie. Il est l'auteur de *Alter-globalization. Becoming Actors in the Global Age* (Cambridge, Polity Press) ; il a coordonné *La consommation critique* (Paris, DDB) et *Movimientos sociales. De lo local a lo global* (Mexico, Anthropos).

